



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture  
et du Développement rural

# Rapport d'activité 2011

Mars 2012

# SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AGRICULTURE .....</b>	<b>I-1</b>
	A. L'agriculture dans l'économie nationale en 2011.....	I-1
	B. L'année 2011 sur le plan agricole.....	I-4
	1. L'année 2011 sur le plan météorologique .....	I-4
	2. Les prix des produits agricoles en 2011 .....	I-5
	C. Les structures de production de l'agriculture luxembourgeoise .....	I-6
	D. Les observations méthodologiques sur les statistiques économiques .....	I-8
	E. Les comptes économiques de l'agriculture (CEA); le revenu agricole en 2011 (résultats provisoires) et au cours des années précédentes (résultats définitifs) .....	I-10
	1. La production végétale .....	I-11
	2. La production animale .....	I-13
	3. Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole .....	I-15
	4. Les consommations intermédiaires .....	I-15
	5. La valeur ajoutée, le revenu des facteurs, le revenu net d'entreprise .....	I-16
	F. La situation économique des exploitations agricoles .....	I-26
	1. L'évolution à moyen terme des indicateurs économiques .....	I-26
	2. L'évolution à moyen terme du revenu agricole .....	I-29
<b>II.</b>	<b>LES ACTIVITES DU SERVICE D'ECONOMIE RURALE (SER) .....</b>	<b>II-1</b>
	A. La division des paiements directs .....	II-1
	B. La division de la comptabilité agricole, du conseil de gestion et de l'entraide agricoles.....	II-2
	C. La division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures.....	II-6
<b>III.</b>	<b>L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) .....</b>	<b>III-1</b>
	A. La PAC en 2011 .....	III-1
	1. Une année marquée par des débats intenses sur PAC d'après 2013.....	III-1
	2. La PAC post 2013.....	III-2
	3. Les points clés de la réforme .....	III-3
	a) Le régime relatif aux paiements directs .....	III-3
	b) Le règlement relatif à la gestion des marchés ou à l'organisation commune des marchés uniques .....	III-4
	c) Le développement rural .....	III-4
	4. Les négociations commerciales internationales .....	III-4
	B. Les autres travaux du Conseil en 2011 .....	III-5
	1. L'épidémie d'E. Coli .....	III-5
	2. Le programme d'aide aux plus démunis .....	III-6
	3. Les relations contractuelles dans le secteur laitier .....	III-6
	4. L'adaptation de la PAC au Traité de Lisbonne .....	III-7

<b>IV.</b>	<b>L'APPLICATION DE DIVERSES MESURES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG .....</b>	<b>IV-1</b>
A.	Le régime de paiement unique .....	IV-1
1.	Les caractéristiques générales de son application au Grand-Duché de Luxembourg .....	IV-1
2.	La valeur des DPU détenus et de la réserve nationale au 31 décembre 2011 .....	IV-1
3.	Le paiement de la prime pour l'année 2010 .....	IV-2
4.	Les opérations en matière de DPU au courant de l'année 2011 .....	IV-2
a)	Les transferts de droits .....	IV-2
b)	L'allocation en faveur des jeunes producteurs .....	IV-3
c)	La consolidation (« compression ») de DPU [article 18 du règlement (CE) no 1120/2009] .....	IV-3
5.	Le paiement de la prime pour l'année 2011 .....	IV-4
B.	La conditionnalité .....	IV-4
C.	L'aide à la consommation électrique .....	IV-5
D.	L'indemnisation des pertes dans la production fourragère sur les surfaces de prairies et pâturages dues à la sécheresse printanière .....	IV-5
E.	Le marché du lait et des produits laitiers .....	IV-6
1.	L'évolution du marché et le cadre communautaire .....	IV-6
2.	Le régime des quotas laitiers .....	IV-7
3.	La situation structurelle du secteur laitier .....	IV-11
4.	L'allocation de quantités de référence supplémentaires .....	IV-12
5.	Le pool national .....	IV-13
6.	Les transferts de quotas .....	IV-13
7.	Le régime d'aide au lait scolaire .....	IV-14
8.	Le régime d'aide au stockage privé de beurre .....	IV-14
9.	Le régime d'aide aux personnes les plus démunies .....	IV-14
F.	La section cheptel et viande .....	IV-15
1.	Le contrôle de la classification du bétail de boucherie .....	IV-15
2.	La formation des classificateurs et des agents chargés du contrôle .....	IV-15
3.	Les projets importants de 2011 .....	IV-16
G.	L'indemnité compensatoire allouée aux producteurs des régions défavorisées .....	IV-16
H.	La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel .....	IV-17
<b>V.</b>	<b>LE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE .....</b>	<b>V-1</b>
A.	FEAGA .....	V-1
B.	FEADER .....	V-2
<b>VI.</b>	<b>L'APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL .....</b>	<b>VI-1</b>
A.	Les aides aux exploitations individuelles .....	VI-1
B.	Les aides aux collectivités .....	VI-1
C.	Le résumé des dépenses à charge du Fonds d'orientation économique et sociale au cours de l'exercice 2011 .....	VI-6
D.	La situation du Fonds d'orientation économique et sociale .....	VI-6
<b>VII.</b>	<b>LE DEVELOPPEMENT RURAL .....</b>	<b>VII-1</b>
A.	L'état actuel des Plans de Développement Communaux (PDC) .....	VII-1
B.	La mise en œuvre des concepts de développement communal (PDC) .....	VII-5

C. L'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale (Titre III) dans le cadre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural .....	VII-7
1. Les mesures du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008 .....	VII-7
2. Le bilan administratif et financier de l'exercice 2011 du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008 .....	VII-7
a) Les engagements 2011 .....	VII-7
b) Les paiements en 2011 .....	VII-8
3. Le bilan administratif et financier du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008 .....	VII-9
a) Les engagements 2007 - 2011 .....	VII-9
b) Les paiements 2007 - 2011 .....	VII-10
D. Le concours international « Europäischer Dorferneuerungspreis » .....	VII-11

## **VIII. LE REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX.....VIII-1**

A. Introduction.....	VIII-1
B. Les activités en 2011.....	VIII-1
1. Les opérations préparatoires à un projet de remembrement.....	VIII-1
2. Les travaux de relotissement parcellaire .....	VIII-2
a) L'ouverture des opérations d'un projet de remembrement .....	VIII-2
b) La classification des terres.....	VIII-2
c) L'étude d'impact.....	VIII-3
d) L'élaboration du projet de relotissement .....	VIII-3
e) Les opérations de nouvelles mensurations parcellaires .....	VIII-3
f) La rédaction de l'acte de remembrement.....	VIII-4
3. Les travaux connexes à un projet de remembrement.....	VIII-4
4. La participation financière des propriétaires aux travaux connexes .....	VIII-4

## **IX. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE (ASTA) .....IX-1**

A. La division du génie rural .....	IX-1
1. Les constructions rurales et les aides aux investissements .....	IX-1
a) Le conseil en bâtiments agricoles et l'élaboration de projets de constructions agricoles.....	IX-1
b) L'exécution de la loi agraire .....	IX-2
2. Les conduites d'eau .....	IX-4
3. Les bâtiments .....	IX-4
4. Le drainage de terres agricoles humides.....	IX-5
5. La voirie rurale et viticole .....	IX-5
6. Le développement rural .....	IX-5
7. La météorologie .....	IX-5
8. Le service agri-environnement .....	IX-6
a) L'exécution des contrôles officiels des pulvérisateurs agricoles, arboricoles et viticoles.....	IX-6
b) L'approbation de plans d'épandage .....	IX-6
c) Le programme agri-environnemental dans le cadre du règlement (CE) 1698/2005.....	IX-7
d) Les régimes d'aides pour la mise en œuvre de programmes de sauvegarde de la diversité biologique dans le cadre du règlement grand-ducal du 22 mars 2002 .....	IX-8
e) Les travaux de préparation pour la délimitation des zones de protection des eaux potables .....	IX-9
9. Le service SIG .....	IX-9

B. La division agronomique .....	IX-11
1. La production animale .....	IX-11
a) Les données d'élevage.....	IX-11
b) Les marques nationales .....	IX-11
c) Le contrôle officiel des aliments pour animaux.....	IX-12
d) Les systèmes de qualité européens (AOP, IGP, STG) .....	IX-13
e) La gestion des programmes sanitaires.....	IX-14
f) La promotion des produits agricoles.....	IX-14
g) La construction des stations d'élevage.....	IX-14
h) L'identification électronique des équidés.....	IX-15
i) Les journées internationales de la prairie .....	IX-15
j) Divers.....	IX-15
k) La comitologie.....	IX-15
2. La production végétale .....	IX-16
a) Le contrôle et la certification des semences .....	IX-16
b) Les essais variétaux et la liste nationale recommandée des variétés agricoles.....	IX-17
c) L'amélioration de la production fourragère.....	IX-17
d) La production de biomasse et de plantes énergétiques.....	IX-18
3. La protection des végétaux.....	IX-19
a) Le contrôle des plants de pommes de terre au laboratoire du service de la protection des végétaux.....	IX-19
b) Les contrôles phytosanitaires à l'importation .....	IX-22
c) Les contrôles phytosanitaires à l'exportation .....	IX-23
d) L'agrément des produits phytopharmaceutiques .....	IX-23
e) L'agriculture biologique .....	IX-24
4. Le service de l'horticulture .....	IX-26
a) L'engagement au niveau international .....	IX-26
b) Le service au niveau national.....	IX-27
c) L'apiculture et la marque nationale du miel.....	IX-27
5. Le service de la mutualité agricole .....	IX-28
C. La division des laboratoires de contrôle et d'essais .....	IX-29
1. Le service de pédologie.....	IX-29
a) Le laboratoire d'analyse des sols .....	IX-29
b) La cartographie des sols .....	IX-31
2. Le service d'analyse des fourrages .....	IX-34
3. Le service de chimie .....	IX-36
4. Le service de microbiologie et de biochimie .....	IX-38
a) La station de contrôle des semences.....	IX-38
b) Les unités de microbiologie et de biochimie .....	IX-39
c) Les autres activités du service .....	IX-40
5. Le service de contrôle du lait cru .....	IX-40
a) Le contrôle officiel du lait cru.....	IX-41
b) La détermination de la teneur en matière grasse, en protéines, en urée, en lactose et de l'extrait sec.....	IX-41
c) La détermination de la teneur en cellules somatiques.....	IX-41
d) La détermination de la teneur en germes totaux.....	IX-42
e) La détermination du point de congélation .....	XI-42
f) La recherche de résidus d'antibiotiques.....	XI-42
6. La Marque Nationale des eaux-de-vie luxembourgeoises .....	XI-44

## **X. L'ADMINISTRATION DES SERVICES VETERINAIRES (ASV) ..... X-1**

A. La structure de l'Administration des services vétérinaires .....	X-1
B. La situation sanitaire .....	X-2
1. Le bulletin sanitaire 2011 .....	X-2
2. La peste porcine classique (PPC) .....	X-2

3. Les encéphalopathies spongiformes transmissibles (E.S.T.) .....	X-2
4. La fièvre aphteuse .....	X-4
5. La rage.....	X-4
6. La tuberculose, la brucellose et la leucose bovine enzootique.....	X-5
7. L'IBR .....	X-5
8. La para-tuberculose .....	X-5
9. La BVD .....	X-6
10. La fièvre catarrhale ovine (FCO) .....	X-6
11. La maladie d'Aujeszky .....	X-7
12. L'influenza aviaire (peste aviaire – grippe aviaire).....	X-7
13. La psittacose.....	X-8
14. La varroase.....	X-8
15. La loque américaine .....	X-9
16. L'échinococcose .....	X-9
C. La sécurité alimentaire .....	X-9
1. Le contrôle des établissements .....	X-9
2. Les prélèvements d'échantillons.....	X-12
3. Le contrôle de l'étiquetage de la viande bovine.....	X-12
4. La surveillance de la prévalence des salmonelles chez les volailles.....	X-12
5. Les animaux de boucherie.....	X-13
D. L'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA) .....	X-14
E. Les mouvements internationaux.....	X-17
1. Les échanges intracommunautaires d'animaux vivants et de produits d'animaux .....	X-17
2. Le pacage .....	X-20
a) Le pacage en zones étrangères de bétail luxembourgeois .....	X-20
b) Le pacage en territoire luxembourgeois de bétail étranger .....	X-20
F. Le bien-être des animaux.....	X-20
G. Le clos d'équarrissage .....	X-20
H. Les règlements grand-ducaux entrés en vigueur en 2011 .....	X-21
I. Le Laboratoire de Médecine Vétérinaire (LMVE) .....	X-21
J. Le contrôle des denrées alimentaires à base de viande .....	X-28

## **XI. LA SYLVICULTURE..... XI-1**

A. La certification des forêts .....	XI-1
1. La certification FSC des forêts.....	XI-1
2. La certification PEFC des forêts .....	XI-1
B. Les projets Interreg .....	XI-2
1. Le projet Proholz-Probois .....	XI-2
2. Les projets Regiowood et Coforko.....	XI-2
C. Le suivi du Programme Forestier National .....	XI-2
D. La gestion des peuplements résineux le long des cours d'eau .....	XI-3
E. La lutte contre les espèces invasives.....	XI-3
F. Le bois-énergie.....	XI-3
G. L'Année Internationale des Forêts 2011 .....	XI-4
1. L'idée fondamentale de l'Année Internationale des Forêts .....	XI-4
2. L'objectif des relations publiques .....	XI-4
3. La présence dans les médias .....	XI-4
4. Le matériel d'information .....	XI-5
H. Le Service des forêts .....	XI-5
1. L'aménagement forestier.....	XI-5
a) Les travaux d'aménagement .....	XI-5
b) Les modifications au niveau des instructions .....	XI-6
c) Les inventaires forestiers d'aménagement .....	XI-6
2. La cartographie d'aptitude stationnelle.....	XI-6

3. Les travaux en relation avec le deuxième passage de.....	
l'Inventaire Forestier national (IFL2) .....	XI-7
a) La collaboration avec l'ULG .....	XI-7
b) Les travaux de terrain en relation avec l'IFL2.....	XI-7
c) Les contrôles effectués par l'ANF .....	XI-7
d) Le guide méthodologique .....	XI-7
e) Les tâches accomplies en 2011 en relation avec l'ULG dans le cadre de l'IFL2.....	XI-8
f) Sur le plan international.....	XI-8
g) L'IFL2 et la biodiversité .....	XI-8
h) L'IFL2 et la forêt privée .....	XI-8
4. Le réseau de réserves forestières intégrales .....	XI-9
a) Les travaux réalisés dans les réserves forestières intégrales .....	XI-9
b) Les autres activités dans le domaine des réserves naturelles .....	XI-10
5. Le suivi de l'état phytosanitaire des forêts .....	XI-10
6. Le projet de conservation et d'amélioration génétique de différentes essences forestières disséminées ou menacées de disparition.....	XI-11
7. Le matériel forestier de reproduction.....	XI-11
8. Les dispositifs de contrôle de la pression du grand gibier en milieu forestier .....	XI-11
9. Le concept des layons de débardage .....	XI-12
10. Les données sur le patrimoine historique et culturel en forêt.....	XI-12
11. Les arbres remarquables .....	XI-13
12. L'utilisation du cheval de trait .....	XI-13
I. Les arrondissements .....	XI-14
1. L'Arrondissement Nord.....	XI-14
a) L'exploitation des coupes et les ventes de bois .....	XI-14
b) Le bois de chablis .....	XI-14
c) L'état sanitaire des forêts .....	XI-14
d) La régénération, la plantation, les travaux culturels.....	XI-14
e) La pépinière .....	XI-15
f) Les travaux d'amélioration .....	XI-15
g) La voirie .....	XI-15
h) Les travaux subventionnés .....	XI-16
i) Les dégâts de gibier.....	XI-16
2. L'Arrondissement Est .....	XI-17
a) L'exploitation des coupes .....	XI-17
b) La vente des bois .....	XI-17
c) Les bois de chablis.....	XI-17
d) L'état sanitaire de la forêt.....	XI-17
e) La régénération, la plantation, les travaux de culture .....	XI-17
f) Les pépinières.....	XI-17
g) La voirie forestière.....	XI-18
h) Les travaux forestiers subventionnés.....	XI-18
i) Les dégâts de gibier.....	XI-18
3. L'Arrondissement Sud .....	XI-18
a) L'exploitation des coupes .....	XI-18
b) Les ventes de bois.....	XI-19
c) L'état sanitaire de la forêt .....	XI-19
d) La régénération, la plantation, les travaux de culture .....	XI-19
e) Les pépinières .....	XI-19
f) Les travaux d'amélioration .....	XI-20
g) La voirie.....	XI-20
h) Les travaux forestiers subventionnés.....	XI-20
i) Les dégâts de gibier, les protections installées et les contrôles relatifs à la chasse/pêche.....	XI-20

4. L'Arrondissement Centre-Ouest .....	XI-20
a) L'exploitation des coupes .....	XI-20
b) Les ventes de bois .....	XI-20
c) L'état sanitaire de la forêt, les chablis .....	XI-21
d) La régénération, les travaux de culture .....	XI-21
e) Les pépinières .....	XI-21
f) Les travaux d'amélioration .....	XI-21
g) Les travaux de voirie .....	XI-21
h) Les subventions forestières .....	XI-21
i) La forêt privée .....	XI-22
j) Les dégâts de gibier .....	XI-22
5. L'Arrondissement Centre-Est .....	XI-22
a) L'exploitation des coupes .....	XI-22
b) Les ventes de bois .....	XI-22
c) L'état sanitaire de la forêt .....	XI-23
d) La régénération, la plantation, les travaux de culture .....	XI-23
e) La voirie .....	XI-23
f) La forêt privée .....	XI-23
g) Les travaux forestiers subventionnés .....	XI-23

## **XII. LA VITICULTURE LUXEMBOURGEOISE..... XII-1**

A. L'année viticole 2011 .....	XII-1
B. Le marché du vin 2010/2011 .....	XII-2
1. Les importations .....	XII-2
2. Les exportations de produits viticoles indigènes .....	XII-2
3. Les réexportations .....	XII-3
4. Les stocks de vin indigène au 31 juillet 2011 .....	XII-3
5. La vente de vins à l'intérieur du pays .....	XII-3
C. La section viticulture .....	XII-4
1. Le site internet de l'Institut viti-vinicole (IVV) ( <a href="http://www.weinbauinstitut.lu">www.weinbauinstitut.lu</a> ) .....	XII-4
2. La formation continue et la vulgarisation .....	XII-4
3. Les essais viticoles .....	XII-4
4. Le suivi de l'évolution de la vigne .....	XII-6
5. Le conseil viticole et réglementaire .....	XII-6
6. La mise en place du système de prévision pour le mildiou de la vigne « Vitimeteo Plasmopora » .....	XII-7
7. Les contrôles des pépinières .....	XII-7
8. Les projets de recherche viticoles .....	XII-7
9. La gestion du système d'identification des parcelles viticoles (FLIK) .....	XII-8
10. La délimitation des lieux-dits .....	XII-8
11. La mise en place de la conditionnalité et d'un catalogue de sanctions .....	XII-9
12. Le recensement viticole et le casier viticole .....	XII-9
13. La prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage dans les vignobles ..	XII-10
14. La prime à l'arrachage de superficies viticoles .....	XII-11
15. L'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles .....	XII-11
16. L'aide pour la lutte biologique contre le ver de la grappe .....	XII-11
D. La structure du vignoble luxembourgeois .....	XII-12
1. La superficie du vignoble et le nombre des exploitations .....	XII-12
2. Le nombre d'exploitations et la superficie viticole totale par classe de grandeur en 2011 .....	XII-13
3. L'âge des chefs d'exploitation en 2011 .....	XII-13
4. La répartition de la superficie .....	XII-14
5. Les différents modes de mécanisation, de conduite et de travail en 2011 .....	XII-14
6. Les exploitations et les parcelles par localité viticole en 2011 .....	XII-15
E. Le laboratoire de l'Institut viti-vinicole .....	XII-15



F. Le département de l'œnologie-microbiologie .....	XII-17
1. La vinification de différents cépages rouges.....	XII-17
2. La démalication de moûts par des levures Schizosaccharomyces pombe incluses dans des billes d'alginate sèches .....	XII-17
3. L'impact d'une défoliation sur les arômes du Sauvignon Blanc.....	XII-18
G. La Viticulture dans l'Union Européenne .....	XII-18
1. Les appellations d'Origine .....	XII-18
2. L'étiquetage des allergènes.....	XII-19
H. La marque nationale du vin luxembourgeois.....	XII-19
1. Les structures .....	XII-19
2. Les procédures et le fonctionnement.....	XII-20
3. Les résultats des classements qualitatifs des vins, crémant et vin mousseux .....	XII-21
4. La situation financière.....	XII-21
5. Les activités auxiliaires .....	XII-22
I. Les activités du Fonds de solidarité viticole et de la Commission de Promotion en 2011 .....	XII-22
1. Le Fonds de solidarité viticole .....	XII-22
2. La Commission de Promotion .....	XII-23
a) La gouvernance .....	XII-23
b) La stratégie .....	XII-24
c) Les missions remplies.....	XII-24

- Statistiques agricoles
- Statistiques viticoles

# **I. LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AGRICULTURE**

## **A. L'agriculture dans l'économie nationale en 2011**

Selon le STATEC (note de conjoncture 3/2011), le contexte économique général s'est nettement dégradé en 2011. Le PIB à prix constants a augmenté de 2,7% en 2010 et de 1,6% en 2011 et les perspectives de croissance sont nettement moindres pour 2012. Les différentes branches de l'économie luxembourgeoise accusent en 2011 une tendance de ralentissement, que ce soit en termes de valeur ajoutée ou de production. Une très nette dégradation des perspectives des entreprises est constatée depuis août 2011 surtout dans les domaines du commerce de détail et des services non marchands.

Après le taux particulièrement bas en 2009 (+0,4%), et un niveau normal en 2010 (+2,3%), l'inflation augmente en 2011 et se situe au-dessus de 3%.

L'emploi salarié intérieur augmente de 3% en 2011, mais un ralentissement s'annonce sur la fin de l'année. Le taux de chômage devrait s'établir en moyenne à 6% en 2011, soit au même niveau qu'en 2010. Comme la décélération de l'emploi devrait se faire de façon progressive, l'impact du ralentissement de l'activité économique se fera sentir de façon renforcée en 2012.

L'analyse des chiffres par branche d'activité de la comptabilité nationale établie par le STATEC permet de fournir des indications sur l'importance relative de l'agriculture dans l'économie. Dans l'analyse par branches d'activité, l'agriculture est regroupée avec la chasse, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture (sections A et B de la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE)).

Le tableau 1 fournit quelques indicateurs permettant de décrire l'importance de l'agriculture dans l'économie nationale.

En 2010, la valeur ajoutée brute aux prix de base du secteur primaire s'élève à 107,3 millions d'euros alors que celle de l'ensemble de l'économie s'élève à 36,6 milliards d'euros. Le secteur primaire ne représente donc que 0,3% de l'ensemble de l'économie en termes de valeur ajoutée brute. La part de l'agriculture dans l'économie est stable au cours des dernières années mais se situe à un niveau très bas. Le secteur des activités financières, immobilier et location et services aux entreprises assure à lui seul la moitié de la valeur ajoutée brute au prix de base de l'économie.

La part de la main-d'œuvre agricole dans l'emploi total se situe en 2010 à 1%. Ce pourcentage a longtemps évolué à la baisse mais est stable au cours des dernières années. Sous l'effet de la crise, l'emploi intérieur total de l'ensemble de l'économie n'a augmenté que très légèrement en 2009 et 2010 après une progression rapide et régulière au cours des années précédentes. L'emploi agricole par contre, qui a diminué pendant des décennies suite à la rationalisation et à la restructuration du secteur agricole, s'est stabilisé ces dernières années. Les chiffres relatifs à l'emploi en agriculture et à l'emploi intérieur total ne sont pas entièrement comparables, puisque la population agricole active est exprimée en unités de travail annuel (UTA) correspondant à des unités de travail à temps plein, alors que cette conversion n'est pas effectuée pour l'emploi total.

La part de l'agriculture dans la formation brute de capital fixe de l'économie donne une indication sur l'investissement en agriculture d'une part et dans l'ensemble

de l'économie d'autre part. Cette part est avec 1,7% en 2010 relativement élevée par rapport à l'importance du secteur agricole en termes de valeur ajoutée brute.

La balance commerciale en produits agro-alimentaires de l'économie luxembourgeoise accuse un solde négatif. La part des produits alimentaires et animaux vivants dans les exportations totales de produits s'élève en 2011 (chiffres provisoires) à 5,87%, alors que pour les importations de ce mêmes catégories de produits, ce pourcentage est de 7,31%. La balance commerciale du Luxembourg est excédentaire pour les animaux vivants et déficitaire pour les autres divisions du groupe « produits alimentaires et animaux vivants ». Pour la division des produits laitiers et œufs d'oiseaux, il n'y a qu'un faible déficit de la balance commerciale. Le secteur de la transformation des produits agricoles est axé au Luxembourg sur un nombre restreint de produits provenant principalement de l'agriculture indigène. Vu la petite taille du territoire, il ne peut pas couvrir une gamme très large de produits. Le déficit de la balance commerciale en produits alimentaires et animaux vivants s'explique principalement par l'absence de production de produits de base et de transformation en produits alimentaires pour bon nombre de produits. Les chiffres relatifs au commerce extérieur de produits alimentaires et animaux vivants sont repris dans le tableau 2.

Cependant les indicateurs analysés ci-dessus ne donnent qu'une image incomplète du rôle de l'agriculture dans l'économie. Le secteur agricole primaire est en effet fortement imbriqué dans l'activité des secteurs situés en amont (fournisseurs de biens de consommation et d'équipement pour l'agriculture, prestataires de services à l'agriculture) et en aval (industries et artisanat de l'agro-alimentaire) dont il est soit le pourvoyeur de matières premières, soit le principal client. Or l'importance du secteur agroalimentaire au sens large (tant en amont qu'en aval de l'agriculture) est loin d'être négligeable dans l'économie luxembourgeoise. D'après une étude de la Fachhochschule Südwestfalen, le « cluster Agribusiness », qui comprend outre la production agricole primaire la production alimentaire, le commerce de produits alimentaires, la gastronomie ainsi que le commerce et les prestations de service en amont de l'agriculture, occupait en 2008 12% de la population active et représentait 8,4% de la valeur de la production en Allemagne.

L'agriculture assure un rôle-clé en matière d'approvisionnement du pays en denrées alimentaires. Il ressort clairement des discussions au sujet de la sécurité de cet approvisionnement à la suite de la flambée des cours des matières premières agricoles fin 2007 et début 2008 que cette fonction est très importante. Il convient également de relever le rôle social, écologique et d'occupation du territoire de l'agriculture multifonctionnelle et durable telle que pratiquée au Luxembourg et dans les pays membres de l'Union Européenne. Par ailleurs l'agriculture contribue déjà actuellement et de façon grandissante au développement des ressources d'énergie renouvelable du Luxembourg. Les indicateurs économiques analysés ci-dessus ne permettent pas de rendre compte de la production de valeur par l'agriculture sur le plan de l'environnement, de la qualité du paysage, du maintien et de la diversification des activités en milieu rural. La quantification de ces fonctions au moyen de processus de certification des modes de production agricoles vise à ce que les services rendus soient honorés par les consommateurs au moment de l'achat des produits alimentaires. Par ailleurs, ces fonctions sont prises en compte au niveau de la politique agricole par l'aménagement d'un système de paiements alloués en contrepartie des services rendus sur le plan de l'environnement, de la qualité du paysage et de maintien des activités en milieu rural.

**Tableau 1: Importance de l'agriculture dans l'économie luxembourgeoise**  
(source: STATEC)

		1995	2000	2005	2008	2009	2010
	valeur ajoutée brute aux prix de base de en mio €:						
1	-de l'agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture	140,6	134,3	120,5	120,5	95,9	107,3
2	-totale	13 675	19 623	27 073	35 681	33 806	36 561
3	-part de l'agriculture dans la v.a.b. au prix de base en %	1,0	0,7	0,4	0,3	0,3	0,3
4	population active agricole (milliers UTA)	4,9	4,3	4,0	3,7	3,6	3,7
5	emploi total (concept intérieur) (milliers de personnes)	215,1	263,6	310,7	353,3	356,5	362,7
6	part de population active agricole dans l'emploi total*	2,3	1,6	1,3	1,0	1,0	1,0
7	formation brute de capital fixe en agriculture (mio€)	50,9	62,3	96,7	122,1	123,5	123,5
8	formation brute de capital fixe dans l'économie (mio€)	3 004,5	4 572,7	6 211,8	8 172,6	7 144,8	7 407,3
9	part de l'agriculture dans la f.b.c.f. de l'économie en %	1,7	1,4	1,6	1,5	1,7	1,7

\*la population active agricole est exprimée en UTA, alors que l'emploi total est exprimé en personnes;  
une comparaison exacte des deux populations n'est donc pas possible

**Tableau 2 : Commerce extérieur de produits alimentaires et animaux vivants**      unité: mio €  
(source STATEC)

**exportations**

CTCI	Divisions	1998	2000	2005	2009	2010	2011*
00	Animaux vivants	30,8	31,7	25,2	30,8	33,9	44,4
01	Viandes et préparations de viande	24,5	31,2	22,7	30,4	29,9	33,7
02	Produits laitiers et oeufs d'oiseaux	86,0	90,4	181,6	248,5	280,9	293,2
03	Poissons, crustacés, mollusques	10,7	16,3	14,6	12,3	14,2	13,5
04	Céréales et préparations de céréales	28,9	28,5	42,6	53,7	63,9	68,3
05	Légumes et fruits	51,2	68,7	129,7	131,4	157,9	139,0
06	Sucres, préparations de sucre et miel	0,3	0,9	1,7	1,5	1,3	2,9
07	Café, thé, cacao, épices	37,2	25,2	31,8	35,4	35,7	55,3
08	Nourriture pour animaux	2,9	3,0	6,8	11,3	12,6	17,4
09	Produits et préparations alimentaires divers	20,7	22,7	33,0	38,6	41,4	46,4
<b>0</b>	<b>Produits alimentaires et animaux vivants</b>	<b>293,2</b>	<b>318,6</b>	<b>489,6</b>	<b>593,9</b>	<b>671,6</b>	<b>713,9</b>
	<b>tous les groupes de produits</b>	<b>7 222,3</b>	<b>8 497,6</b>	<b>10 319,4</b>	<b>9 162,5</b>	<b>10 785,4</b>	<b>12 153,4</b>
	<b>part relative en% des produits alimentaires et animaux vivants dans les exportations totales de produits</b>	<b>4,1</b>	<b>3,7</b>	<b>4,7</b>	<b>6,5</b>	<b>6,2</b>	<b>5,9</b>

\*  
provisoire

## importations

CTCI	Divisions	1998	2000	2005	2009	2010	2011*
00	Animaux vivants	12,6	18,4	12,2	11,2	12,5	13,2
01	Viandes et préparations de viande	115,7	118,2	133,3	155,7	163,8	168,1
02	Produits laitiers et oeufs d'oiseaux	90,0	95,4	196,9	282,0	315,5	317,8
03	Poissons, crustacés, mollusques	60,8	64,9	63,9	71,1	82,8	80,2
04	Céréales et préparations de céréales	76,3	72,9	98,1	123,6	124,3	139,6
05	Légumes et fruits	143,5	174,6	254,0	268,5	324,8	288,4
06	Sucres, préparations de sucre et miel	20,1	20,9	23,0	24,9	26,1	27,0
07	Café, thé, cacao, épices	100,0	91,0	124,0	127,8	150,4	169,3
08	Nourriture pour animaux	30,5	34,6	39,0	52,6	58,3	63,9
09	Produits et préparations alimentaires divers	44,6	45,8	64,8	74,5	83,0	85,6
<b>0</b>	<b>Produits alimentaires et animaux vivants</b>	<b>694,3</b>	<b>736,8</b>	<b>1 009,3</b>	<b>1 192,0</b>	<b>1 341,5</b>	<b>1 353,0</b>
	<b>tous les groupes de produits</b>	<b>9 735,6</b>	<b>11 632,8</b>	<b>14 187,1</b>	<b>13 370,7</b>	<b>16 421,7</b>	<b>18 496,7</b>
	<b>part relative en% des produits alimentaires et animaux vivants dans les importations totales de produits</b>	<b>7,1</b>	<b>6,3</b>	<b>7,1</b>	<b>8,9</b>	<b>8,2</b>	<b>7,3</b>

\* provisoire

## B. L'année 2011 sur le plan agricole

L'année 2011 se caractérise sur le plan agricole par des rendements médiocres pour les céréales et surtout les productions fourragères autres que le maïs ensilage, suite à une période de sécheresse au printemps et des prix au producteur élevés pour la plupart des produits agricoles issus de l'agriculture luxembourgeoise avec au final une très nette augmentation du revenu agricole par unité de travail par rapport à l'année 2010. Pour permettre aux agriculteurs de compenser la moindre récolte en fourrages et en paille au moyen d'achats provenant de l'extérieur de l'exploitation, une aide d'Etat de 9,7 millions d'euros a été accordée aux exploitations touchées par la sécheresse. Cette aide est payée en deux tranches, la première tranche ayant été allouée en août 2011 et la deuxième tranche en février 2012.

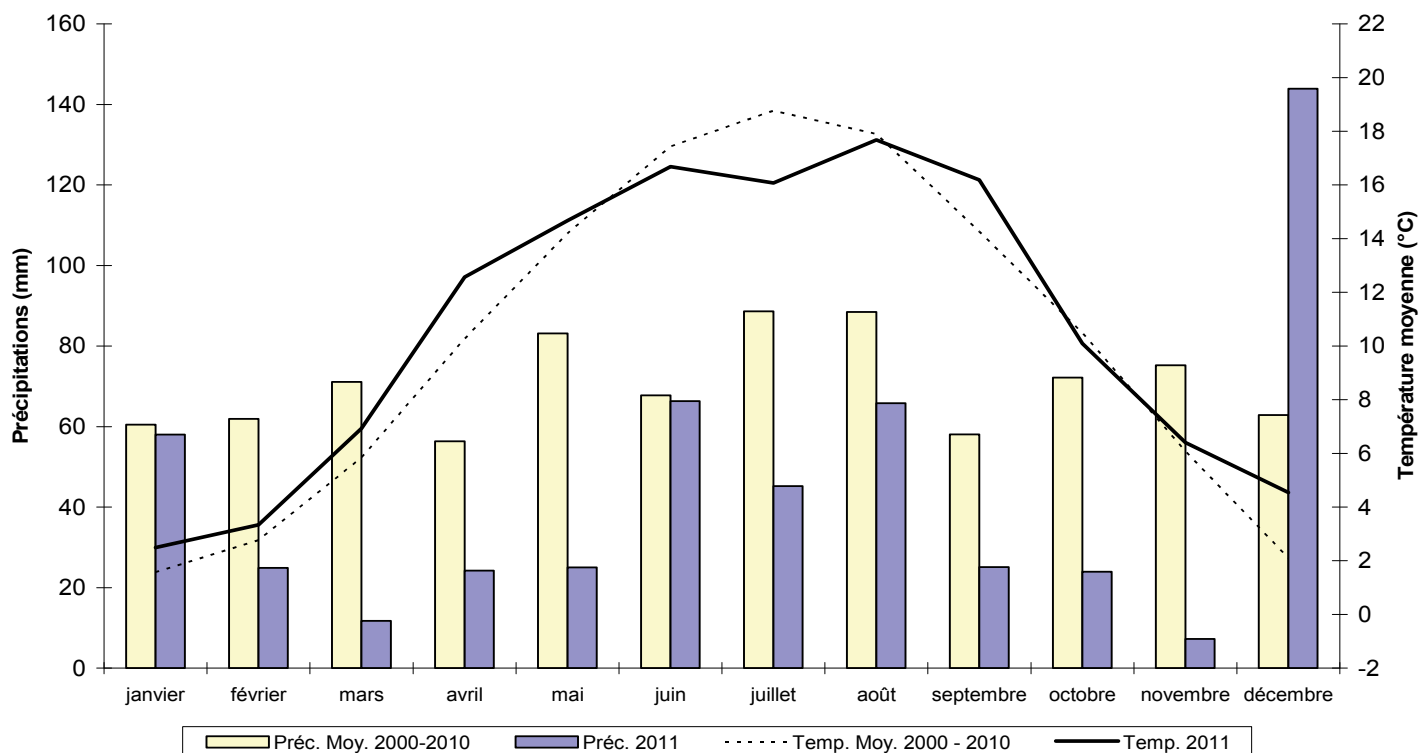
Par ailleurs, les mesures prises par le Gouvernement pour venir en aide aux exploitations agricoles suite à la crise sur le marché du lait en 2009, qui ont été étendues en 2010 à toutes les exploitations agricoles, ont été continuées en 2011, le montant global de ces aides s'élevant à 4,02 millions d'euros pour l'année 2011.

### 1. L'année 2011 sur le plan météorologique

La situation météorologique au cours de l'automne 2010 a permis le semis des cultures d'hiver dans de bonnes conditions. En 2011, les précipitations ont été inférieures à la moyenne des 10 dernières années pour tous les mois sauf en décembre. Le déficit pluviométrique a été particulièrement important au cours des mois de février à mai, de sorte que la croissance de la végétation a démarré très tôt, a ensuite été fortement ralentie et a même été temporairement à l'arrêt. La levée et la croissance juvénile des cultures semées tardivement en mai, comme p.ex. le maïs planté tardivement, ont été fortement compromises par la sécheresse. Ce sont les cultures fourragères et plus spécialement les prairies et

pâturages qui ont le plus souffert de la sécheresse printanière. Durant les mois de juillet et août il y a eu une période pluvieuse, mais la répartition géographique de ces pluies était très hétérogène. La récolte de céréales a été entrecoupée par ces pluies sans que pour autant la qualité de la récolte en ait été affectée. Les conditions météorologiques ont permis un développement optimal de la vigne tout au long de la période de végétation.

**Graphique: Les conditions météorologiques de l'année 2011**



## 2. Les prix des produits agricoles en 2011

Les indices des prix agricoles output et input renseignent sur l'évolution des prix à la production des produits agricoles respectivement des prix d'achat des moyens de production agricoles. Tous les produits agricoles sont pris en compte lors du calcul de l'indice des prix des produits agricoles (indice output) avec leur pondération (valeur de production du produit en question au cours de l'année de base). Il en est de même pour l'indice des prix des moyens de production agricoles (indice input). L'année de base (indice =100) est actuellement l'année 2005.

Les indices output et input sont publiés à un rythme trimestriel et annuel. Pour l'année 2011 les résultats ne sont que provisoires à ce stade.

L'indice des prix des produits agricoles se situe en 2011 à 116,7 points (2005=100) et augmente de 9,1% par rapport à l'année précédente. Une évolution très positive est à noter pour les céréales (+22,3%), les oléagineux (+27,8%) et le lait (+10,9%). Après le redressement de l'année 2010, l'année 2011 est caractérisée par une progression de l'indice des prix des produits agricoles qui atteint le niveau très élevé des années 2007 et 2008.

L'indice des prix des biens et services habituellement consommés en agriculture (indice input 1) augmente également fortement en 2011 pour se situer

à 131,8 points en base 2005=100. Ceci représente une augmentation de 11,6% par rapport à l'année précédente. Les prix des semences et plants (+11,3%), de l'énergie et des lubrifiants (+12,1%), des engrais et amendements (+31,2%) et des aliments pour animaux (+15,6%) sont en forte hausse.

L'indice des prix des biens et services contribuant aux investissements agricoles (indice input 2) se situe à 117,8 points en 2011 en base 2005=100, soit une augmentation de 3,2% par rapport à l'année précédente.

Globalement, l'indice input total (input 1 + input 2) se situe à 125,4 points et augmente de 7,8% par rapport à 2010.

Les termes de l'échange de l'agriculture (rapport entre l'indice output et l'indice input) se sont améliorés légèrement en 2011 par rapport à 2010 (+0,9%). L'augmentation des prix des produits agricoles a donc été plus forte que celle des prix des moyens de production agricoles. Les termes de l'échange se situent au niveau de 92,9 points dans la base 2005=100. Sur le moyen et le long terme, on constate une dégradation des termes de l'échange de l'agriculture.

### **C. Les structures de production de l'agriculture luxembourgeoise**

Le STATEC effectue chaque année un recensement auprès des exploitations agricoles qui porte sur les principales caractéristiques structurelles des exploitations. En 2007, une réorganisation de ce recensement a eu lieu. Seules les données relatives à la main d'œuvre agricole, aux machines et bâtiments agricoles, aux autres activités des exploitations agricoles et les informations complémentaires sont recensées par le STATEC. Les données relatives à l'utilisation de la surface agricole et aux cheptels détenus par contre sont mises à disposition du STATEC par le SER. Ces données proviennent des formulaires remplis annuellement par les agriculteurs dans le cadre des régimes d'aide au revenu des exploitants agricoles. En 2010 a eu lieu une enquête sur les méthodes de production agricole auprès des exploitations agricoles. Les résultats de cette enquête seront disponibles au cours de l'année 2012.

Les résultats de ce recensement permettent de suivre le mouvement de concentration qui s'opère en agriculture. Le nombre d'exploitations et la main-d'œuvre agricole diminuent alors que la surface agricole totale utilisée reste plus ou moins stable. Les exploitations augmentent donc leur étendue. Parallèlement les exploitations se spécialisent, c'est-à-dire que le nombre de spéculations pratiqué par exploitation diminue.

Les principales données relatives à l'évolution des structures de l'agriculture luxembourgeoise sont fournies dans les tableaux 1 à 14 de l'annexe « Statistiques agricoles » du présent rapport d'activité.

Le nombre total d'exploitations passe de 2.201 exploitations en 2010 à 2.175 en 2011, soit une diminution de 1,18%. La surface agricole utilisée reste relativement stable en 2011 par rapport à 2010 et passe de 131.106 ha à 131.330 ha. La superficie moyenne des exploitations agricoles, viticoles et horticolas est donc 60,38 ha. La surface agricole utilisée moyenne des exploitations agricoles au sens strict tenant une comptabilité en partie double (uniquement exploitations professionnelles) se situe en 2010 à 90,08 ha. La surface moyenne des parcelles culturales est de l'ordre de 2 ha en 2011.

La surface agricole utile se répartit entre terres arables (47,3%), prairies et pâturages (51,5%), vignobles et autres terres de culture (1,2%).

Le cheptel est composé essentiellement de bovins et dans une moindre mesure de porcins, volaille et autres animaux. Exprimé en UGB (unité de gros bétail), le cheptel bovin représente presque 84% de l'ensemble des cheptels, ce qui illustre sa prédominance.

Le cheptel bovin s'était redressé de 2007 à mi-2010. Cette évolution s'est poursuivie en 2011, entre autres à cause de la sécheresse au printemps et des prix intéressants sur le marché du bétail de boucherie. Il s'élève à 192.535 têtes au 1<sup>er</sup> avril 2011. Le cheptel bovin se compose du cheptel laitier, du cheptel allaitant et des bovins à l'engraissement. Le cheptel laitier est majoritaire mais son importance relative a diminué continuellement au cours des deux dernières décennies suite à l'effet combiné de la limitation de la production laitière et de l'augmentation du rendement laitier par vache. Le mouvement de croissance du troupeau de vaches laitières qui a commencé en 2007 et qui s'explique par l'augmentation linéaire des quotas laitiers et la situation de rattrapage dans laquelle se trouvaient les éleveurs laitiers, se termine en 2011 et le cheptel laitier revient au nombre de 44.113 animaux. En 2011, le troupeau de vaches allaitantes diminue légèrement par rapport à l'année précédente et atteint 31.744 vaches. Les parts relatives des cheptels laitier et allaitant dans le troupeau reproducteur s'élèvent à 58,2 et 41,8% en 2011. En 2011, 787 exploitations étaient actives dans la production laitière et détenaient un quota moyen de 364.091 kg.

Les chiffres sur le cheptel porcin sont à voir en relation avec la situation conjoncturelle dans ce secteur. Après une phase croissante de 2002 à 2005, le cheptel se trouvait en phase décroissante jusqu'en 2009. Depuis 2010 on observe de nouveau un changement de tendance : le nombre de porcins passe à 89.158 animaux, soit une augmentation de 5.384 animaux par rapport à 2010. Il convient toutefois de distinguer entre le cheptel reproducteur et le cheptel des porcs à l'engrais. Le cheptel reproducteur diminue fortement en 2011, après une phase relativement stable entre 2007 et 2010. Le cheptel porcin reproducteur ne compte en 2011 que 6.949 animaux par rapport à 7.589 animaux en 2010. Le cheptel des porcs destinés à l'engraissement (>30kg) augmente et atteint 49.808 animaux. On constate donc un remplacement dans certaines exploitations de l'élevage par l'engraissement.

Les données sur la classification des exploitations en orientations technico-économiques (OTE) montrent les résultats suivants pour l'année 2011 : l'orientation technico-économique « herbivores », qui regroupe les exploitations spécialisées dans les productions bovines lait et viande bovine, représente 66,8% des exploitations en 2011. Ces productions permettent de valoriser au mieux les prairies et pâturages naturellement dominants suite aux conditions climatiques et pédologiques du territoire luxembourgeois. La grande majorité de ces exploitations s'est spécialisée dans la production laitière ou pratique à la fois les productions laitière et de viande. Relativement peu d'exploitations sont spécialisées uniquement en production de viande bovine, cette catégorie ayant toutefois connu un développement au cours des dernières années. Les autres orientations technico-économiques sont : viticulture (16,3%), exploitations agricoles mixtes (7,6%), exploitations spécialisées en grandes cultures (6,7%), exploitations spécialisées avec porcins et granivores (1,6%) et horticulture (1,1%).

La taille économique des exploitations, mesurée à l'aide du produit standard des exploitations, varie largement entre les différentes orientations technico-économiques et, à l'intérieur des orientations technico-économiques, entre



exploitations individuelles. Ce sont les exploitations des orientations « productions animales hors sol » et « polyélevage » qui ont en moyenne la dimension économique la plus élevée, suivies de celles des orientations « herbivores » et « viticulture ». Les exploitations des autres orientations (polyculture, exploitations mixtes, grandes cultures) disposent en moyenne de dimensions beaucoup plus restreintes, ce qui s'explique par une forte proportion d'agriculteurs sans successeur et à titre accessoire dans ces orientations.

La main-d'œuvre agricole est exprimée en unités de travail année (UTA). Une unité de travail année correspond à une personne occupée à plein temps en agriculture. Les personnes occupées seulement partiellement en agriculture sont converties en personnes à plein temps sur base du nombre d'heures ou jours prestés annuellement en agriculture. La conversion se fait au moyen de la relation 1 UTA = 2.200 heures.

D'après les chiffres du recensement agricole de 2011, la main-d'œuvre agricole totale s'élève à 3.488 UTA. Celle-ci se compose de 2.609 UTA de main-d'œuvre agricole familiale (non salariée), de 93 UTA pour les exploitants occupés des fusions et de 786 UTA de main-d'œuvre salariée. La diminution de la main-d'œuvre en agriculture est de 3,27% en 2011 par rapport à 2010.

#### **D. Les observations méthodologiques sur les statistiques économiques**

Aux chapitres I.E. et I.F. sont présentées les séries statistiques d'indicateurs économiques de l'activité agricole issues des deux bases de données se rapportant à l'agriculture, à savoir les comptes économiques de l'agriculture (CEA) et le réseau d'information comptable agricole (RICA).

Les CEA donnent une description chiffrée de la situation économique du secteur agricole pris globalement. Les données de la statistique agricole de base (statistique de la production, statistiques des prix) servent à l'élaboration des comptes économiques de l'agriculture.

La méthodologie des comptes économiques de l'agriculture est définie par EUROSTAT et est uniforme pour tous les Etats membres de l'Union Européenne. Elle a été soumise à une révision en 1997 pour la rendre compatible avec celle des comptes nationaux appelés SEC95. La description détaillée de la méthodologie est consignée dans le règlement (CE) n°138/2004 du Parlement européen et du Conseil du 5 décembre 2003.

Les CEA constituent un outil essentiel pour apprécier et analyser l'évolution globale de la situation économique du secteur agricole. Les CEA ne se prêtent cependant ni à l'analyse des résultats économiques au niveau des exploitations individuelles (pour ce faire il faut se reporter aux résultats du réseau de comptabilité d'exploitations agricoles) ni à la comparaison du revenu entre les différents secteurs de l'économie nationale.

Le réseau d'information comptable agricole RICA prévu par le règlement (CE) n°1217/2009 du Conseil du 30 novembre 2009, a pour but de recueillir au niveau de l'UE les données comptables des exploitations agricoles nécessaires pour la constatation annuelle des revenus des exploitations et l'analyse du fonctionnement économique des exploitations agricoles. Au Luxembourg le réseau RICA est géré par le SER. L'échantillon RICA est établi sur base des exploitations tenant une comptabilité auprès du SER ou d'Agrigestion.

L'échantillon des entreprises comptables est stratifié en fonction de l'orientation technico-économique (OTE) et de la dimension économique des exploitations. Il ne prend en compte que les exploitations de taille supérieure à un seuil de dimension économique minimale. Exprimé en marge brute standard totale de l'exploitation, ce seuil se situe à 9.600 euros. Seules les entreprises avec une marge brute standard supérieure à 9.600 euros sont donc prises en compte dans le réseau de comptabilité du RICA.

Le calcul des valeurs moyennes est effectué à l'aide d'un système de pondération, destiné à corriger les déséquilibres de l'échantillon et basé sur les données du recensement agricole de l'année.

Les différences fondamentales entre les résultats obtenus par l'enquête micro-économique RICA et les statistiques macro-économiques des CEA, tant au niveau des définitions que du périmètre d'analyse, sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

	<b>Réseau comptable des exploitations agricoles</b>	<b>Comptes économiques de l'agriculture (CEA)</b>
champ couvert	agriculture, viticulture, à l'exception des exploitations non professionnelles avec une MBS < 9600 euros	agriculture, viticulture, horticulture
activités secondaires non agricoles (transformation de produits agricoles, chevaux en pension, agrotourisme...)	comprises	comprises
subventions	toutes les subventions et aides publiques sont incluses	certaines subventions ne sont pas prises en compte, comme p.ex les aides à l'investissement
plus-values et moins-values de biens immobiliers	incluses	non incluses
production immobilisée	incluse	incluse
définition UTA	travailleurs de plus de 65 ans sont pris en compte au maximum pour 0,3 UTA	pas de limite pour le calcul des UTA

On voit que plusieurs caractéristiques des CEA impliquent une inadaptation fondamentale pour le calcul d'un « revenu moyen » par UTA, puisque plusieurs éléments du revenu particulièrement importants au Luxembourg (aides à l'investissement, plus-values,...) ne sont pas inclus.

Par ailleurs la définition des UTA utilisée dans le recensement agricole conduit à une surestimation très importante de la force de travail dans la catégorie d'âge des plus de 65 ans, et donc à une sous-estimation du revenu moyen par UTA.

## **E. Les comptes économiques de l'agriculture (CEA) ; le revenu agricole en 2011 (résultats provisoires) et au cours des années précédentes (résultats définitifs)**

Les données présentées par la suite (tableau 6) retracent l'évolution des différents postes des CEA au cours des dernières années et les variations de valeur de 2011 par rapport à 2010. Ces variations de valeur sont scindées en variations de volume et variations de prix. La variation de prix ne reflète que l'impact de l'évolution des prix, alors que la variation de volume reflète les variations des quantités produites ainsi que tout autre élément, notamment la variation de la qualité des produits, pouvant avoir un impact sur la valeur d'un poste.

Les CEA sont établis sur la base du concept de branche d'activité et prennent en compte les activités agricoles des exploitations, que celles-ci soient gérées comme exploitations à titre principal ou à titre accessoire, ainsi que les activités secondaires non agricoles représentant une continuation de l'activité agricole et qui utilisent des produits agricoles (transformation de produits agricoles) ou des moyens de production agricoles (p.ex. agrotourisme, prestation de services au moyen de machines agricoles pour non-agriculteurs) et qui sont donc difficilement séparables des activités agricoles proprement dites. Sont exclues des CEA les unités produisant uniquement pour l'autoconsommation, comme p.ex. les jardins potagers et les petits élevages des non-agriculteurs.

La production agricole de la branche d'activité agricole correspond aux ventes des exploitations agricoles à l'exception des échanges d'animaux vivants entre exploitations agricoles, aux variations de stock (à la production), aux biens de capital fixe produits pour compte propre (plantations à production périodique, animaux productifs), à l'autoconsommation de produits agricoles, à la transformation de produits agricoles par les producteurs (activités séparables) et à l'intraconsommation dans l'exploitation (uniquement produits végétaux utilisés dans l'alimentation des animaux).

La production est valorisée au prix de base. Celui-ci est défini comme le prix net au producteur déduction faite des impôts sur les produits mais y compris les subventions sur les produits. Ainsi la valeur de la production de biens agricoles dépasse la valeur intrinsèque de la production pour les produits pour lesquels existent des subventions sur les produits (primes par ha, primes par animal) et est inférieure à la valeur intrinsèque de la production pour les produits pour lesquels sont prélevés des impôts/taxes sur les produits (p.ex. prélèvement en cas de dépassement du quota laitier). La très grande partie des aides au revenu a été découplée de la production agricole en 2005 (réforme décidée en 2003). Les quelques aides qui étaient encore liées directement à une production (aide aux cultures énergétiques, aide aux protéagineux, aide aux fruits à coque) ont été découplées à leur tour à partir de 2010 (health check). Il ne reste donc plus de subventions sur les produits à partir de 2010.

Les impôts sur les produits concernent le lait. Les quotas laitiers ont été régulièrement dépassés au cours des dernières campagnes, sauf au cours de la campagne laitière 2009/10, ce qui a entraîné la perception d'un prélèvement auprès des producteurs en situation de dépassement.

Les tableaux à la fin de ce chapitre retracent l'évolution des prix nets au producteur départ ferme (tableau 4), des quantités produites des principales productions agricoles (tableau 5) et des principaux agrégats issus des comptes

économiques de l'agriculture comme la valeur de la production, le coût de production et le revenu en agriculture en chiffres nominaux (tableau 6).

## **1. La production végétale**

La valeur de la production végétale augmente en 2011 par rapport à 2010 (+7%) suite à une augmentation des prix contrebalancée en partie par une baisse de la production.

Pour la deuxième année consécutive, la valeur de la production de céréales augmente sous l'effet d'une augmentation des prix et d'une diminution de la récolte. En 2011 l'augmentation de prix a été de 17,9% et la diminution du volume de production de 9,8%.

La récolte totale de céréales se situe avec 150.000 tonnes en dessous de la moyenne pluriannuelle et nettement en dessous des récoltes élevées des années 2008 et 2009. Les surfaces emblavées sont en retrait depuis 2008. Les rendements sont très bas en 2011 et inférieurs de 10% à la moyenne des 5 dernières années. Les principales cultures sont le froment (panifiable et fourrager), l'orge (fourragère et brassicole) et le triticale. L'avoine continue à régresser au niveau des surfaces. La qualité de la récolte 2011 est moyenne. La teneur en protéines du blé panifiable d'hiver E produit sous le label « produit du terroir » se situe au dessus de 14%.

La production de colza connaît un développement positif au cours de la 2<sup>e</sup> moitié des années 90. Suite à l'abolition du gel des terres et à l'abandon de la prime pour cultures énergétiques, la filière non-alimentaire du colza connaît un ralentissement. Actuellement, il n'est plus possible de distinguer au niveau des statistiques de la production le colza alimentaire et le colza énergétique. Le colza n'a pas subi de baisse de rendement en 2011 et la production est restée stable par rapport à 2010. Les prix ont encore augmenté substantiellement pour atteindre un niveau record, de sorte que la valeur de la production a augmenté de 19,4% par rapport à 2010.

Un redressement de la production presque marginale de protéagineux n'est pas en vue. La production a encore régressé par rapport à 2010. Avec le niveau actuel des prix au producteur un développement de cette production, bien que souhaitable sur le plan politique, est difficilement envisageable.

Le tableau 3 retrace l'évolution des surfaces cultivées, des rendements et de la récolte des principales productions de grandes cultures.

**Tableau 3 : Les productions de grandes cultures (céréales, oléagineux, protéagineux)**

**1. surfaces emblavées (ha)**

	1995	2000	2005	2008	2009	2010	2011
froment et épeautre	9 335	10 971	11 927	14 597	13 841	14 009	13 878
seigle	365	672	924	1 302	1 101	896	827
orge	12 681	10 538	9 939	9 674	9 371	8 261	7 939
avoine	2 790	1 909	1 696	1 252	1 384	1 136	1 123
maïs grain	:	255	215	379	409	375	300
triticale	2 874	3 635	3 411	3 608	4 055	4 780	4 340
autres céréales	729	659	385	256	243	255	379
<b>total céréales</b>	<b>28 774</b>	<b>28 639</b>	<b>28 497</b>	<b>31 068</b>	<b>30 404</b>	<b>29 713</b>	<b>28 786</b>
colza	1 954	3 965	4 061	5 208	4 629	4 715	4 674
pois et féveroles	474	426	458	211	284	303	247

**2. rendement (dt/ha)**

froment et épeautre	56,50	55,77	60,15	66,62	65,68	59,58	55,37
seigle	46,68	53,62	61,86	67,03	62,88	57,11	50,65
orge	49,54	50,80	53,18	54,22	58,05	52,06	48,43
avoine	43,55	48,28	45,61	49,85	52,02	42,14	35,95
maïs grain	:	80,00	95,76	91,41	92,89	83,16	77,87
triticale	50,77	54,59	54,33	59,66	62,67	53,39	51,38
autres céréales	49,03	51,75	50,14	48,66	52,56	45,63	38,13
<b>total céréales</b>	<b>51,29</b>	<b>53,37</b>	<b>56,34</b>	<b>61,44</b>	<b>62,46</b>	<b>55,93</b>	<b>51,97</b>
colza	26,14	25,79	36,21	31,54	39,17	33,71	33,32
pois et féveroles	29,11	28,99	32,18	34,93	40,07	29,27	22,87

**3. production totale (t)**

froment et épeautre	52 742	61 184	71 745	97 240	90 903	83 474	76 840
seigle	1 703	3 603	5 715	8 727	6 924	5 118	4 189
orge	62 821	53 533	52 853	52 450	54 398	43 003	38 451
avoine	12 150	9 217	7 734	6 241	7 197	4 789	4 035
maïs grain	:	2 040	2 043	3 467	3 799	3 116	2 334
triticale	14 591	19 843	18 530	21 525	25 415	25 523	22 298
autres céréales	3 579	3 410	1 932	1 246	1 272	1 162	1 444
<b>total céréales</b>	<b>147 586</b>	<b>152 830</b>	<b>160 552</b>	<b>190 895</b>	<b>189 908</b>	<b>166 185</b>	<b>149 591</b>
colza	5 108	8 370	14 704	16 425	18 132	15 895	15 574
pois et féveroles	1 380	1 235	1 474	737	1 138	887	565

**4. production commercialisée (sans la production de semences commercialisée) (t)**

froment et épeautre	29 161	40 789	52 465	56 086	52 438	51 579	41 540
seigle	1 236	3 339	4 000	5 354	3 055	2 816	2 350
orge	28 708	24 641	27 690	17 457	20 253	15 950	13 500
avoine	3 294	2 379	2 200	881	1 295	570	336
maïs grain	:	1 086	300	292	300	237	584
triticale	6 187	9 419	8 100	7 802	8 955	8 844	7 496
autres céréales	:	:	450	32	20	12	16
<b>total céréales</b>	<b>68 586</b>	<b>81 653</b>	<b>95 205</b>	<b>87 904</b>	<b>86 316</b>	<b>80 008</b>	<b>65 822</b>
colza	5 108	8 370	14 704	16 406	19 292	17 235	14 954
pois et féveroles	:	531	640	133	237	256	88

source : STATEC et SER

La production fourragère provient essentiellement des prairies et pâturages permanents, des prairies temporaires et du maïs ensilage. Ces cultures ne sont généralement pas destinées à la vente, mais à l'alimentation des animaux des exploitations sur lesquelles les fourrages sont produits (intraconsommation). Néanmoins la production de fourrages fait l'objet d'une évaluation économique dans le cadre des CEA. L'évaluation des quantités produites est basée sur les résultats des essais comparatifs de cultures fourragères (prairie temporaire et permanente et maïs ensilage) de l'ASTA et du LTAE et la valeur de la récolte est estimée à l'aide du produit standard qui est une grandeur définie au niveau de la typologie communautaire des exploitations agricoles.

En 2011, la production fourragère subit les conséquences de la sécheresse, particulièrement au cours des mois de mars à mai.

On constate une baisse des rendements de l'ordre de 16% pour le maïs ensilage et de l'ordre de 35% pour les prairies et pâturages permanents et temporaires par rapport à une moyenne quinquennale. La teneur en éléments nutritifs des fourrages à base d'herbe est excellente et celle des ensilages de maïs très bonne.

Le poste « plantes fourragères » se retrouve intégralement au niveau des consommations intermédiaires (poste : aliments pour animaux produits et consommés au sein de l'exploitation) de sorte que la valeur du poste « plantes fourragères » n'a pas d'influence directe ni sur la valeur ajoutée brute au prix de base ni sur le revenu agricole.

La production de maïs destiné à la production d'énergies renouvelables dans les installations de biogaz est également prise en compte dans le poste « productions fourragères ».

La surface cultivée en pommes de terre est très stable. En 2011, les rendements ont été en dessous de la moyenne des 5 dernières années. La qualité de la récolte a également été affectée par la sécheresse. En production de plants de pommes de terre par exemple, le calibrage optimal des tubercules n'a souvent pas été atteint. Une baisse des prix des pommes de terre de consommation a été enregistrée, mais celle-ci est nettement moindre que dans les pays voisins et en particulier en Belgique. La part élevée de la vente directe dans la commercialisation des pommes de terre de consommation a permis de limiter l'effet de l'effondrement des cours sur les marchés de gros de la pomme de terre de consommation. Globalement la valeur de la récolte a diminué de 12%.

La récolte de vin 2011 est avec 131.988 hl autour de la moyenne pluriannuelle alors qu'elle a été plus basse en 2010. Les prix de vente des raisins des viticulteurs aux négociants en vin ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente, de sorte que la valeur de la récolte est en hausse de 21,1% par rapport à 2010.

## **2. La production animale**

La production animale se compose de la production d'animaux (essentiellement animaux destinés à l'abattage dans les abattoirs luxembourgeois ou des régions limitrophes, mais aussi exportation d'animaux d'élevage et de rente, variation de stock d'animaux à l'engraissement et production pour compte propre de biens de capital fixe) et de la production de produits animaux (lait, œufs, miel).

La valeur de la production animale prise globalement augmente de 7,9% en 2011 et atteint 178,8 millions d'euros, soit la moitié de la valeur de la branche agricole. Ceci souligne l'importance de ce secteur, et plus particulièrement des productions bovines lait et viande bovine qui sont dominantes parmi les productions animales.

La production de bovins, y compris les veaux, augmente en valeur en 2011 suite à une augmentation des prix (+4,6%). Le prix de la viande bovine, après la chute drastique au début des années 2000 suite à la crise ESB, s'est progressivement redressé et se situe à un niveau élevé depuis quelques années. Le prix des veaux exportés vivants s'est également redressé en 2011 après avoir été relativement bas ces dernières années. Le cheptel bovin a diminué en 2011 suite à la situation tendue en matière d'approvisionnement en fourrages et des prix rémunérateurs sur le marché du bétail de boucherie. La production de bovins, exprimée en production indigène brute (= abattage + exportation de bovins vivants – importation bovins vivants) a augmenté en 2011 par rapport à 2010.

La valeur de la production porcine augmente en 2011 de 3,6% par rapport à l'année 2010 suite à une augmentation des prix au producteur (+4,7%). Le cheptel porcin augmente en 2011. Le cheptel de porcs reproducteurs diminue de façon assez importante, mais le cheptel des porcs à l'engrais augmente fortement, de sorte que globalement le cheptel porcin augmente. La production indigène brute de porcins a augmenté en 2011 comme déjà au cours des années précédentes.

Le cheptel ovin est relativement stable au cours des dernières années, alors que le cheptel caprin augmente suite à l'expansion de la production de lait de chèvre. Toutefois ces cheptels se situent à des niveaux très modestes par rapport aux cheptels bovin ou porcin. Une légère augmentation de la production de viande ovine et caprine peut être observée au cours des dernières années.

La production de viande de volaille a augmenté régulièrement au cours des dernières années. Les prix au producteur se sont redressés en 2011 après deux années moins favorables. La valeur de la production a augmenté de 17% par rapport à 2010.

La production laitière étant contingentée depuis 1984 par le régime communautaire des quotas laitiers, une augmentation de la quantité totale de lait produit est exclue, sauf dans des limites très restreintes (majorations linéaires des quotas laitiers décidées sur le plan communautaire en 2008). La fin du régime des quotas laitiers a été décidée pour 2015 ce qui incite de nombreuses exploitations actives dans cette production à investir pour s'assurer une bonne position de départ pour la nouvelle ère sans quotas laitiers.

En 2009, à la suite de la crise financière et économique, une crise du lait est survenue avec un effondrement du prix du lait payé aux producteurs. En 2011, pour la deuxième année consécutive, le marché des produits laitiers s'est redressé et les niveaux de prix sont actuellement assez rémunérateurs. La production de lait a régressé légèrement en 2011 par rapport à 2010. Sans doute la situation tendue sur le plan de l'approvisionnement en fourrages et les prix élevés des aliments pour animaux ont eu un impact négatif sur la production laitière.

La production totale de lait de vache, y compris les quantités autoconsommées, utilisées pour l'alimentation des animaux et transformées directement sur les exploitations agricoles, s'élève pour 2011 à 292,2 millions de kg. La production laitière représente à elle seule 27% de la valeur de la production de la branche agricole.

Le prix du lait livré aux laiteries enregistre sur l'ensemble de l'année 2011 un redressement par rapport à l'année 2010 et s'élève à 33 cent par kg hors TVA. Pour la campagne de commercialisation 2010/11, le quota laitier a été dépassé de 3,7 millions de kg et un prélèvement de 1,0 million d'euros a dû être payé par les producteurs en dépassement.

La production de lait de chèvre, qui est reprise dans les CEA au niveau du poste lait, a été développée au cours des dernières années et représente en 2011 un volume de production de 2.512 tonnes de lait et une valeur de 1,1 millions d'euros.

La valeur de la production d'œufs progresse en 2011 suite à une augmentation de la production. La valeur de la production d'œufs s'élève à 3,6 millions d'euros.

### **3. Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole**

Les activités secondaires non agricoles non séparables de l'activité agricole se composent de la transformation et de la vente directe de produits agricoles sur la ferme (par exemple jus de fruits, eau-de-vie, fromage fermier ou autres produits laitiers fermiers) et de la prestation de services (p.ex. tourisme à la ferme, prise en pension de chevaux, prestation de services pour non-agriculteurs avec des machines agricoles, production de biogaz). Ces activités se sont développées au cours des 10 -15 dernières années, mais c'est surtout la production d'énergies renouvelables, avec en premier lieu la production de biogaz qui connaît un véritable essor. Les activités secondaires non agricoles non séparables représentent en 2011 23,2 millions d'euros, soit 6,6% de la valeur de la production de la branche agricole.

### **4. Les consommations intermédiaires**

Les consommations intermédiaires comprennent l'ensemble des biens et services achetés ou intra-consommés qui sont directement utilisés lors du processus de production agricole. Les données relatives aux consommations intermédiaires de 2011 n'ont qu'un caractère très provisoire à ce stade puisque les résultats de la comptabilité agricole ne sont pas encore disponibles pour cette année. Les prévisions de prix établies dans le cadre de l'indice des prix agricoles sont prises en compte. Ainsi, les consommations intermédiaires augmentent en 2011 de 6,7% par rapport à 2010 et s'élèvent à 256,7 millions d'euros. Les principaux postes ayant contribué à cette augmentation sont les semences et plants (+11,3%), l'énergie et les lubrifiants (+16,3%), les engrais et amendements (+23,1%) et les aliments pour animaux achetés hors de la branche agricole(+40,2%). Les produits de protection des cultures par contre ont baissé (-5,7%).



## 5. La valeur ajoutée, le revenu des facteurs, le revenu net d'entreprise

La valeur ajoutée brute aux prix de base, obtenue en déduisant les consommations intermédiaires de la production de la branche agricole augmente de 11,1% en 2011 par rapport à 2010 et s'élève à 111,7 millions d'euros.

La consommation de capital fixe (amortissements) est supposée augmenter de 3,2% en 2011 par rapport à 2010 et s'élève à 90,5 millions d'euros.

Le revenu des facteurs est obtenu en déduisant de la valeur ajoutée nette aux prix de base les « autres impôts sur la production » et en ajoutant les « autres subventions sur la production ».

Toutes les aides directes allouées aux agriculteurs sont prises en compte sous « autres subventions sur la production ». Pour l'année 2011 elles s'élèvent à (données provisoires):

Indemnité compensatoire annuelle	15,6 millions €
Prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel	10,9 millions €
Prime unique	33,7 millions €
Agri-environnement	3,1 millions €
Biodiversité	1,4 millions €
Indemnisation sécheresse	9,7 millions €
	-----
<b>TOTAL :</b>	<b>74,4 millions €</b>

Les autres impôts liés à la production comprennent notamment l'impôt foncier payé par les agriculteurs sur les biens immeubles à usage agricole détenus en propriété et s'élèvent à 1,1 millions d'euros.

Le revenu des facteurs s'élève à 78,3 millions d'euros (+25,7% par rapport à 2010).

Le revenu des facteurs divisé par le volume de la main d'œuvre agricole, exprimé en UTA, et déflaté au moyen de l'indice implicite des prix du produit intérieur brut est l'indicateur de revenu A utilisé par EUROSTAT pour analyser l'évolution du revenu agricole dans l'UE (cf publications d'EUROSTAT sur le revenu agricole dans la série « statistiques en bref »). L'indicateur A révèle une augmentation de 24,7% du revenu agricole en termes réels en 2011 par rapport à 2010.

Le revenu net d'entreprise, obtenu à partir du revenu des facteurs en déduisant la rémunération des salariés, les fermages et les intérêts payés s'élève en 2011 à 38,9 millions d'euros. Si on rapporte le revenu net d'entreprise à la main d'œuvre agricole familiale et si on le déflate à l'aide de l'indice implicite des prix du PIB, on obtient une indication sur le revenu par unité de main d'œuvre agricole familiale (indicateur B). Cet indicateur se prête pour la mesure de l'évolution du revenu des exploitations agricoles organisées sous forme d'entreprises individuelles ou d'entreprises sans personnalité juridique propre, comme c'est le cas pour la quasi-totalité des exploitations agricoles au Luxembourg. L'indicateur B montre une augmentation de revenu de 58,5% en 2011 par rapport à 2010.

L'évolution des indicateurs de revenu agricole au cours des dernières années est retracée dans le tableau 7. Les différents indices se rapportent à l'année de base 2000=100. On constate que les indicateurs de revenu agricole A

et B, malgré le redressement opéré en 2010 et 2011, restent en deçà du niveau atteint au cours de la première moitié de la décennie qui se termine.

Une première estimation de l'évolution de l'indicateur de revenu agricole A en 2011 par rapport à 2010 avait été effectuée fin novembre 2011 et avait fait l'objet d'un communiqué de presse en décembre 2011. Ce communiqué avait fait état d'une augmentation du revenu agricole réel par actif de 25%. Depuis lors, une deuxième prévision des CEA pour 2011 a été réalisée dont il est tenu compte dans le présent rapport d'activité. Les résultats définitifs des CEA pour 2011 ne seront disponibles qu'en novembre 2012. La série complète des CEA est publiée sur le site internet du SER ([www.ser.public.lu](http://www.ser.public.lu)) et d'EUROSTAT (<http://ec.europa.eu/eurostat>).

**Tableau 4 : Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA**

spécification	1985	1990	1995	2000	2005	2008	2009	2010	2011p
froment panifiable €/dt	19,09	17,65	12,64	13,10	12,49	15,67	11,10	17,27	18,72
froment fourrager €/dt	:	14,50	10,91	10,13	9,14	12,50	7,87	13,00	17,00
épeautre €/dt	:	:	:	10,91	8,00	8,00	6,50	13,50	16,50
seigle panifiable €/dt	19,34	16,24	10,66	9,54	8,63	10,00	9,75	14,25	15,75
seigle fourrager €/dt	:	:	:	:	6,75	10,00	6,67	12,75	15,50
orge fourragère €/dt	18,34	14,50	10,78	9,48	8,25	10,00	7,67	12,50	16,00
orge de brasserie €/dt	:	17,60	14,30	11,53	9,25	10,00	7,67	12,75	16,82
avoine €/dt	17,35	14,01	9,92	10,16	7,50	10,00	6,67	9,50	15,25
maïs grain €/dt	:	:	:	11,90	8,50	15,90	13,20	16,22	18,24
triticale €/dt	18,34	14,50	10,66	9,05	8,00	11,00	7,17	12,75	16,50
colza alimentaire €/dt	46,85	37,56	17,25	17,60	18,90	30,00	21,15	30,50	39,00
colza industriel (=non alimentaire) €/dt	:	:	12,64	15,87	19,00	30,00	21,15	30,50	39,00
pois €/dt	:	24,05	11,90	11,16	10,30	12,00	13,00	13,00	16,00
féveroles €/dt	:	21,81	11,90	11,16	10,30	10,00	12,50	13,00	16,00
pommes de terre de consommation €/dt	14,87	16,73	21,57	16,11	29,09	36,22	33,66	45,81	38,20
plants de pommes de terre €/dt	:	:	:	:	15,83	17,67	17,67	18,25	18,25
raisins destinés à la vinification €/dt	:	88,06	75,53	92,87	97,66	103,39	101,71	104,00	103,61
viande bovine €/kg poids ab	3,20	3,11	2,86	2,47	2,61	2,90	2,82	2,79	3,01
viande de veau €/kg poids ab	4,26	5,98	5,83	5,35	5,74	5,59	5,62	5,59	5,66
veaux de 15 jours exportés vivants €/tête	200,25	220,63	193,36	148,29	144,19	87,27	100,61	99,37	136,27
viande porcine €/kg poids ab	1,94	1,72	1,48	1,43	1,20	1,51	1,37	1,26	1,33
porcelets €/tête (abatt)	50,37	52,06	40,16	35,23	32,80	34,20	36,64	42,29	36,87
viande ovine €/kg poids ab	:	:	:	:	5,37	5,78	6,01	6,04	6,12
viande caprine €/kg poids ab	:	:	:	:	6,15	8,51	8,22	8,26	7,51
volaille €/kg poids ab	:	:	:	:	5,55	4,40	4,12	4,12	4,41
lait à 3,7%MG et 3,3%MP avec versement supplémentaire €/kg	0,2836	0,3582	0,3042	0,3041	0,2884	0,3570	0,2465	0,2847	0,3157
lait au taux effectif de MG et MP €/kg	0,2848	0,3654	0,3183	0,3197	0,3054	0,3755	0,2599	0,2995	0,3296
taux MG du lait %	3,86	4,09	4,20	4,19	4,19	4,21	4,18	4,18	4,15
taux MP du lait %	:	3,26	3,35	3,36	3,40	3,40	3,37	3,40	3,37
œufs €/œuf	:	:	0,09	0,10	0,13	0,14	0,15	0,15	0,15

MG = matière grasse du lait

MP = matière protéique du lait

**Tableau 5: Les quantités produites des principales productions agricoles**  
source SER

spécification	1985	1990	1995	2000	2005	2008	2009	2010	2011
céréales (t)	156 507	147 929	147 585	152 830	160 568	190 895	189 908	166 185	149 591
froment et épeautre (t)	31 976	43 513	52 745	61 184	71 745	97 240	90 903	83 474	76 840
seigle (t)	4 090	2 366	1 703	3 603	5 715	8 727	6 924	5 118	4 189
orge (t)(1)	74 732	69 612	62 822	53 533	52 853	52 450	54 398	43 003	38 451
avoine (t)	37 266	18 757	12 150	9 217	7 734	6 241	7 197	4 789	4 035
maïs grain (t)	:	:	:	2 040	2 060	3 467	3 799	3 116	2 334
triticale (t)	2 163	11 041	14 591	19 843	18 530	21 525	25 415	25 523	22 298
mélange de céréales et autres céréales (t)	6 280	2 640	3 574	3 410	1 932	1 246	1 272	1 162	1 444
colza (t)(2)	950	5 201	6 795	8 370	14 704	16 425	18 132	15 895	15 574
pois et féveroles (t)	305	1 360	1 380	1 235	1 474	737	1 138	887	565
pommes de terre (t)	29 088	24 870	22 857	27 858	19 329	21 757	20 044	19 531	19 679
vin (hl)	107 000	151 120	149 654	131 931	135 366	129 669	134 786	110 248	131 988
viande bovine(t poids carcasse,abattage&export)	14 195	14 024	15 560	17 030	16 779	16 689	17 038	16 257	17 608
viande de veau (t poids carcasse, abattage)	34	140	245	475	355	292	267	252	251
exportation veaux vivants (têtes)	23 742	17 707	16 151	16 625	14 399	10 526	12 306	14 698	14 886
viande porcine (t poids carcasse,abattage&export)	6 870	8 402	8 950	11 710	13 728	13 843	13 789	15 142	15 831
abattage porcelets (têtes) (3)	59 000	48 187	41 200	34 426	30 526	16 650	15 679	13 774	17 320
exportation porcelets vivants (têtes)	:	:	:	19 584	7 095	12 149	16 549	17 383	14 444
viande ovine et caprine (t poids carcasse)	51	73	61	119	146	153	165	172	178
viande de volaille (t poids carcasse)	90	62	72	163	236	217	229	232	241
lait de vache (t, taux effectif de matière grasse)	300 463	290 250	268 600	264 480	269 654	277 672	283 876	295 302	292 247
taux de matières grasses du lait (%)	3,86	4,09	4,20	4,19	4,19	4,21	4,18	4,18	4,15
œufs (t)	986	915	775	880	1 187	1 239	1 306	1 403	1 532

pour les céréales et les pommes de terre: y compris la production de semences ou de plants

pour toutes les productions: y compris la consommation dans le ménage de l'exploitant (=autoconsommation)

pour le lait: y compris le lait intraconsommé (lait utilisé dans l'alimentation des animaux)

(1) orge brassicole incluse à partir de 1993

(2) colza à usage énergétique inclus à partir de 1994

(3) exportation de porcelets vivants incluse jusqu'en 1997

**Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA) (en 1000 €, hors TVA)**

tous les postes sont exprimés en valeur au prix de base

1ère partie: production végétale

source SER

	1985	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011 prov.	variation 2011/2010		
									indice de valeur	indice de volume	indice de prix
1000 céréales (y compris semences)(1100 à 1900)	28 111	23 647	22 789	23 176	15 477	17 122	25 395	27 002	106,3	90,2	117,9
1100 blé et épeautre	6 220	7 407	8 617	10 377	7 850	8 834	13 918	14 050	100,9	92,1	109,7
1200 seigle et méteil	808	412	260	476	446	538	698	691	99,0	81,8	120,9
1300 orge	14 038	10 843	9 447	7 370	4 620	4 634	5 915	6 763	114,3	89,4	127,9
1400 avoine et mélange de céréales d'été	6 649	3 275	2 308	1 926	879	732	761	979	128,7	92,1	139,8
1500 maïs grains	0	0	0	265	80	324	505	426	84,2	74,9	112,4
1900 autres céréales (triticale)	397	1 710	2 157	2 762	1 603	2 060	3 598	4 094	113,8	87,4	130,2
2000 plantes industrielles (2100+2200+2900)	548	2 266	2 174	3 461	3 058	4 777	5 477	6 456	117,9	86,2	136,7
2100 oléagineux	446	1 953	1 882	3 153	2 823	4 553	5 257	6 275	119,4	86,8	137,6
2200 protéagineux	102	312	293	307	175	164	160	122	76,0	64,1	118,5
2900 autres plantes industrielles	0	0	0	0	60	60	60	60	100,0	100,0	100,0
3000 plantes fourragères	24 058	22 620	20 833	19 331	59 173	85 243	68 366	71 077	104,0	83,7	124,3
4000 produits maraîchers et horticoles (4100+4200)	6 891	5 047	8 304	4 455	7 564	7 741	5 186	5 186	100,0	100,0	100,0
4100 légumes frais	2 256	2 380	1 696	1 423	3 044	2 353	2 589	2 589	100,0	100,0	100,0
4200 plantes et fleurs	4 636	2 667	6 609	3 032	4 520	5 388	2 598	2 598	100,0	100,0	100,0
5000 pommes de terre (y compris plants)	2 739	3 128	4 628	3 190	3 173	4 064	4 957	4 377	88,3	100,9	87,5
6000 fruits	2 578	1 403	3 780	3 946	3 504	2 555	2 344	2 326	99,2	100,0	99,2
7000 vin	14 425	22 419	20 895	28 565	28 578	26 507	21 684	26 266	121,1	119,7	101,2
9000 autres produits végétaux	285	12	149	342	340	803	195	228	116,8	119,6	97,7
1000											
0 production végétale (01 à 09)	79 636	80 543	83 553	86 465	120 868	148 813	133 604	142 918	107,0	92,5	115,7

**Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA) (en 1000€ hors TVA)**  
**tous les postes sont exprimés en valeur au prix de base**  
**2e partie: production animale, production agricole, production de la branche agricole**  
**source SER**

	1985	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011 prov.	variation 2011/2010		
									indice de valeur	indice de volume	indice de prix
11000 animaux (11100 à 11900)	66 336	63 897	71 892	72 697	68 410	79 093	77 137	80 596	104,5	99,9	104,6
11100 bovins	49 514	48 297	56 381	53 838	48 831	55 902	54 846	56 825	103,6	99,0	104,7
11200 porcins	16 287	14 849	14 846	17 412	17 193	21 142	20 532	21 798	106,2	101,6	104,4
11300 équidés	62	129	42	107	19	19	19	19	100,0	100,0	100,0
11400 ovins et caprins	183	342	297	620	1 001	870	842	896	106,4	103,5	102,8
11500 volailles	141	94	149	288	886	697	507	594	117,2	107,6	108,9
11900 autres animaux	149	186	176	434	479	464	392	464	118,3	115,3	102,7
12000 produits animaux (12100 à 12900)	84 031	100 104	84 864	83 488	81 980	73 981	88 603	98 163	110,8	100,4	110,4
12100 lait	81 973	97 977	82 707	81 708	79 483	70 933	85 089	94 128	110,6	99,8	110,8
12200 œufs	1 760	1 703	1 730	1 539	2 368	2 954	3 322	3 638	109,5	108,2	101,2
12900 autres produits animaux	297	424	426	240	129	94	193	396	205,7	205,7	100,0
13000 production animale (11+12)	150 367	164 001	156 755	156 186	150 390	153 074	165 740	178 759	107,9	100,1	107,7
14000 production de biens agricoles (10+13)	230 003	244 544	240 308	242 650	271 258	301 886	299 344	321 677	107,5	96,7	111,1
15000 production de services agricoles	1 686	2 933	5 092	7 447	7 755	7 244	7 244	7 244	100,0	100,0	100,0
16000 production agricole (14+15)	231 689	247 477	245 400	250 097	279 013	309 130	306 588	328 921	107,3	96,8	110,8
activités secondaires non agricoles non séparables	4 938	6 254	5 102	6 130	11 982	15 559	19 795	23 154	117,0	112,3	104,1
17100 transformation de produits agricoles autres activ. secondaires non séparables	3 946	3 612	2 204	2 529	2 618	2 573	3 737	3 898	104,3	104,3	100,0
17900 (biens et services)	992	2 643	2 898	3 602	9 364	12 986	16 057	19 256	119,9	114,2	105,0
18000 production de la branche agricole (16+17)	236 627	253 731	250 501	256 228	290 995	324 689	326 383	352 075	107,9	97,7	110,4

**Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA) (en 1000 € hors TVA)**  
**3e partie : consommations intermédiaires, valeur ajoutée brute, valeur ajoutée nette, revenu des facteurs, revenu net d'entreprise**  
**source SER**

	1985	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011 prov.	variation 2011/2010		
									indice de valeur	indice de volume	indice de prix
19000 consommations intermédiaires (19010 à 19900)	127 105	127 432	125 541	135 055	190 785	243 275	240 513	256 691	106,7	97,1	109,9
19010 semences et plants	4 616	4 834	5 094	5 215	6 414	7 585	7 837	8 723	111,3	100,0	111,3
19020 énergie, lubrifiants	9 271	8 627	7 848	9 112	13 014	16 103	17 880	20 795	116,3	100,0	116,3
19030 engrais et amendements	13 659	14 331	11 349	9 813	11 106	16 702	12 535	15 433	123,1	95,0	129,6
19040 produits de protection des cultures et antiparasitaires	1 785	3 490	3 872	4 824	7 017	8 854	7 793	7 351	94,3	95,0	99,3
19050 dépenses vétérinaires	1 562	2 147	2 392	6 707	6 018	7 081	7 211	7 160	99,3	100,0	99,3
19060 aliments pour animaux	70 077	58 106	49 021	49 980	99 220	129 828	127 931	134 847	105,4	95,4	110,5
19062 aliments pour animaux achetés hors branche agricole aliments pour animaux produits et consommés sur	28 185	22 819	21 961	26 822	28 171	35 744	39 150	54 872	140,2	120,0	116,8
19063 l'expl.	41 892	35 288	27 060	23 158	71 048	94 084	88 781	79 975	90,1	84,5	106,6
19070 entretien du matériel	11 252	14 095	15 597	11 555	15 213	17 679	18 378	19 829	107,9	100,0	107,9
19080 entretien des bâtiments	2 082	1 797	1 738	1 556	1 687	1 974	1 948	1 987	102,0	100,0	102,0
19090 services agricoles	1 587	2 933	4 906	5 967	6 402	6 023	6 023	6 023	100,0	100,0	100,0
19095 services d'intermédiation financière indir. mesurés	0	0	4 190	5 700	3 400	5 510	5 530	5 530	100,0	100,0	100,0
19900 autres biens et services	11 215	17 072	19 534	24 626	21 295	25 937	27 448	29 013	105,7	100,0	105,7
20000 valeur ajoutée brute aux prix de base (18-19)	109 522	126 299	124 960	121 173	100 210	81 414	85 870	95 384	111,1	99,5	111,7
21000 consommation de capital fixe	21 443	29 722	36 815	52 487	68 009	85 695	87 721	90 528	103,2	100,0	103,2
22000 valeur ajoutée nette aux prix de base (20-21)	88 079	96 577	88 145	68 686	32 201	-4 280	-1 852	4 856	-262,2	124,0	-211,4
23000 rémunération des salariés	3 148	4 405	6 066	8 522	11 950	14 180	16 509	18 655	113,0		
24000 autres impôts sur la production	625	2 898	816	1 024	1 065	1 065	1 065	1 065	100,0		
25000 autres subventions sur la production	11 351	15 642	16 934	29 063	62 431	64 811	65 178	74 500	114,3		
26000 revenu des facteurs (22-24+25)	98 805	109 321	104 263	96 725	93 567	59 465	62 262	78 291	125,7		
27000 excédent net d'exploitation/revenu mixte (22-23-24+25)	95 657	104 916	98 198	88 203	81 617	45 286	45 753	59 635	130,3		
28000 fermages	7 648	8 753	9 898	11 155	13 297	13 262	15 372	15 385	100,1		
29000 intérêts à payer	6 594	10 342	7 119	3 167	6 758	5 184	5 330	5 382	101,0		
31000 revenu net d'entreprise (27-28-29)	81 416	85 821	81 181	73 881	61 562	26 840	25 051	38 869	155,2		

**Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA)  
production végétale  
source SER**

		1985	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011 prov.
1000	céréales (y compris semences)(1100 à 1900)	12%	9%	9%	9%	5%	5%	8%	8%
1100	blé et épeautre	3%	3%	3%	4%	3%	3%	4%	4%
1200	seigle et méteil	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
1300	orge	6%	4%	4%	3%	2%	1%	2%	2%
1400	avoine et mélange de céréales d'été	3%	1%	1%	1%	0%	0%	0%	0%
1500	maïs grains	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
1900	autres céréales (triticale)	0%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
2000	plantes industrielles (2100+2200+2900)	0%	1%	1%	1%	1%	1%	2%	2%
2100	oléagineux	0%	1%	1%	1%	1%	1%	2%	2%
2200	protéagineux	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
2900	autres plantes industrielles	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
3000	plantes fourragères	10%	9%	8%	8%	20%	26%	21%	20%
4000	produits maraîchers et horticoles (4100+4200)	3%	2%	3%	2%	3%	2%	2%	1%
4100	légumes frais	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
4200	plantes et fleurs	2%	1%	3%	1%	2%	2%	1%	1%
5000	pommes de terre (y compris plants)	1%	1%	2%	1%	1%	1%	2%	1%
6000	fruits	1%	1%	2%	2%	1%	1%	1%	1%
7000	vin	6%	9%	8%	11%	10%	8%	7%	7%
9000	autres produits végétaux	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
10000	production végétale (01 à 09)	34%	32%	33%	34%	42%	46%	41%	41%



**Tableau 6: Comptes économiques de l'agriculture (CEA)**  
**tous les postes sont exprimés en % par rapport à la production de la branche agricole**  
**production animale, production agricole, production de la branche agricole**  
**source SER**

	1985	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011 prov.
11000 animaux (11100 à 11900)								
11100 bovins	28%	25%	29%	28%	24%	24%	24%	23%
11200 porcs	21%	19%	23%	21%	17%	17%	17%	16%
11300 équidés	7%	6%	6%	7%	6%	7%	6%	6%
11400 ovins et caprins	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
11500 volailles	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
11900 autres animaux	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
12000 produits animaux (12100 à 12900)	36%	39%	34%	33%	28%	23%	27%	28%
12100 lait	35%	39%	33%	32%	27%	22%	26%	27%
12200 œufs	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
12900 autres produits animaux	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
13000 production animale (11+12)	64%	65%	63%	61%	52%	47%	51%	51%
14000 production de biens agricoles (10+13)	97%	96%	96%	95%	93%	93%	92%	91%
15000 production de services agricoles	1%	1%	2%	3%	3%	2%	2%	2%
16000 production agricole (14+15)	98%	98%	98%	98%	96%	95%	94%	93%
17000 activités secondaires non agricoles non séparables	2%	2%	2%	2%	4%	5%	6%	7%
17100 transformation de produits agricoles	2%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
17900 autres activ. secondaires non séparables (biens et services)	0%	1%	1%	1%	3%	4%	5%	5%
18000 production de la branche agricole (16+17)	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

**Tableau 7: Evolution des indicateurs de revenu agricole au Luxembourg**

**source : SER**

	1985	1990	1995	2000	2005	2009	2010	2011 prov.
REVENU DES FACTEURS (millions €)	98,805	109,321	104,263	96,725	93,567	59,465	62,262	78,291
REVENU NET D'ENTREPRISE (millions €)	81,416	85,821	81,181	73,881	61,562	26,840	25,051	38,869
indice implicite des prix du p.i.b. (2000 =100)	71,2	78,0	92,5	100,0	115,4	133,4	139,9	143,0
main-d'œuvre agricole totale (UTA)	7 275	5 955	4 931	4 292	3 986	3 613	3 556	3 512
main-d'œuvre agricole non salariée (UTA)	6 700	5 338	4 292	3 594	3 333	2 923	2 870	2 754
main-d'œuvre agricole salariée (UTA)	575	617	639	698	653	690	686	758
indicateur A (2000 = 100)	84,7	104,5	101,5	100,0	90,3	54,7	55,5	69,2
indicateur B (2000 = 100)	83,1	100,3	99,5	100,0	77,9	33,5	30,4	48,0
indicateur A (var. p. rapport année précédente)		94,2	108,6	94,6	76,2	66,1	101,4	124,6
indicateur B (var. p. rapport année précédente)		90,2	117,2	97,8	67,6	49,9	90,6	158,2

indicateur A: indice du revenu réel des facteurs (réel=déflaté au moyen de l'indice implicite des prix du p.i.b.) par unité de travail annuel

indicateur B: indice de revenu net réel d'entreprise (réel=déflaté moyen indice impl. prix du p.i.b.) par unité de travail non-salarié annuel

définitions voir chapitre IV "Les indicateurs de revenu de la branche d'activité agricole"

du Manuel des comptes économiques de l'agriculture et de la Sylviculture CEA/CES 97

## F. La situation économique des exploitations agricoles

### 1. L'évolution à moyen terme des indicateurs économiques

L'évolution des différentes données économiques des entreprises agricoles est reprise dans le tableau 8. Les valeurs présentées sont déterminées à partir de l'échantillon du réseau comptable. Ce dernier comprenait 450 exploitations en 2010.

**Tableau 8: Evolution des principaux indicateurs technico-économiques**

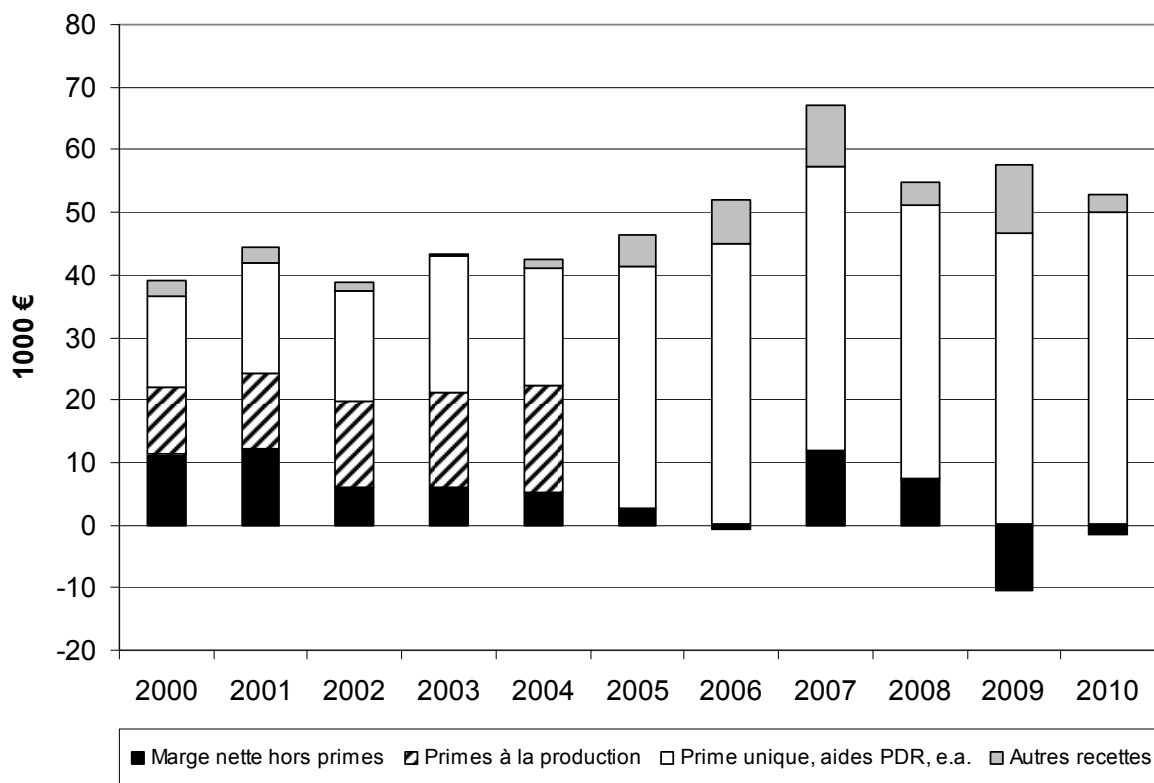
Indicateurs économiques (moyenne par exploitation)	Unité	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
SAU (toutes les exploitations)	ha	65,4	69,2	71,8	72,4	71,5	75,6	78,7	77,7	77,0	81,4
SAU (expl. agricoles)	ha	76,2	80,2	82,3	83,0	81,9	86,9	89,8	88,9	88,4	90,1
Cheptel	UB	91	91	90	94	88	91	96	98	97	112
Chiffre d'affaires dont primes à la production	1000 €	138,7 12,6	143,1 14,2	147,6 15,8	162,6 17,6	139,6 0,1	143,6 0,2	164,3 0,4	180,3 0,4	154,7 0,1	184,5 0,1
Marge brute	1000 €	76,2	74,9	77,5	82,0	61,9	62,1	78,0	80,4	61,4	79,3
Coûts fixes dont amortissement dont aides à l'investissement	1000 €	-51,9 -29,0 3,4	-55,1 -30,3 4,5	-56,2 -33,6 6,8	-59,0 -35,8 8,3	-59,2 -37,7 9,7	-62,7 -40,2 11,3	-66,0 -42,6 13,7	-73,0 -45,2 11,9	-71,7 -47,5 13,5	-80,7 -52,8 14,5
Marge nette	1000 €	24,3	19,8	21,3	23,0	2,7	-0,6	12,0	7,4	-10,3	-1,4
Aides directes non liées à la production	1000 €	17,7	17,7	21,9	19,2	38,6	44,7	45,3	43,8	46,6	47,3
Bénéfice dont aides publiques totales	1000 €	44,4 33,7	38,9 36,3	43,4 44,3	42,4 44,0	46,6 48,2	51,3 56,2	67,3 59,3	54,9 56,0	47,3 60,1	51,3 64,4
Aides totales / chiff. d'affaires	%	24	25	30	27	34	39	36	31	39	35
Aides totales / bénéfice	%	76	93	102	104	104	109	88	102	127	126

Les observations et tendances à court et à moyen terme, qui se dégagent de l'analyse de ces indicateurs pendant la période 2001-2010 sont les suivantes:

- Les années 2007 et 2008 doivent être considérées comme des années hors norme, vu l'évolution extraordinaire des prix des produits agricoles à partir du second semestre 2007. Il s'agit notamment de la hausse historique des prix des céréales en 2007 et du lait en 2007 et en 2008, avec un prix du lait moyen de 42 cents/kg (TVA comprise) en 2008, sous l'influence de la situation extrêmement favorable durant le premier semestre.
- Suite aux bouleversements sur les marchés internationaux et face à la crise économique mondiale, l'année 2009 connaît une forte chute des prix agricoles, notamment dans les secteurs des céréales et du lait. Ainsi en 2009, le blé panifiable n'est plus payé que 12,2 €/qt ; le prix du lait tombe à 30 cent/kg en moyenne (-29 % par rapport à l'année historique 2008). Il en résulte une chute du chiffre d'affaires de 14 % par rapport à 2008.
- En 2010, les marchés se stabilisent, tendance qui s'est confirmé en 2011. Ainsi, en 2010, le prix du lait connaît une augmentation de 26 % par rapport à l'année précédente. Les prix des céréales augmentent de 53 % par rapport à 2009. Les prix de la viande bovine et du porc à l'engrais restent stables en 2010. Celui du porcelet connaît néanmoins une baisse de 6 %. Cette situation des marchés généralement favorable engendre une augmentation du chiffre d'affaires de 17 % par rapport à 2009, atteignant en 2010 un niveau de 184 500 €.

- On observe une augmentation constante des coûts fixes et notamment des amortissements, à tel point qu'en 2009 et en 2010, la valeur des coûts fixes dépasse celle de la marge brute totale par exploitation. Il en résulte une marge nette négative pour ces deux années. En effet, le montant des coûts fixes atteint une valeur de 80 700 € en 2010, ce qui correspond à une augmentation de 12 % par rapport aux coûts fixes observés en 2009.
- Les coûts variables augmentent de 14 % en 2010 face aux prix élevés des céréales et donc des aliments concentrés ainsi que du prix de l'énergie en forte hausse.
- Face à la situation favorable des marchés, le bénéfice des exploitations agricoles augmente en 2010 de 10 % par rapport à 2009 et atteint un niveau de 51 250 € par exploitation agricole. Cette évolution s'explique par la hausse à la fois du chiffre d'affaires (+ 17 %) et de la marge brute (+ 26 %) entre 2009 et 2010, ayant un effet beaucoup plus grand que l'augmentation des coûts fixes.
- Durant les dernières années, on observe une augmentation constante du rapport entre les aides totales et le bénéfice, culminant en 2009 à un niveau de 127 % et ne changeant guère en 2010. La production agricole proprement dite générerait donc un résultat comptable négatif pendant cette période. Depuis l'année 2003, le ratio aides/bénéfice est descendu seulement en 2007 en dessous de la barrière des 100 %, vu les conditions extraordinaires des marchés agricoles durant cette année.
- Les aides publiques totales augmentent constamment au cours des dernières années, ceci étant dû notamment à l'évolution des paiements de la prime unique, de la prime à l'entretien du paysage, de l'indemnité compensatoire, des aides à l'investissement et des paiements cumulés des primes dans le cadre des mesures agro-environnementales. Face à la situation difficile du secteur laitier, se rajoutent en 2009 les mesures anti-crise telles que l'augmentation de la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales (Caisse de Santé et Assurance Pension) pour les producteurs laitiers, une augmentation de la prise en charge par l'Etat des coûts engendrés par le contrôle laitier opéré par CONVIS de 50% à 70% et, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le relèvement de 9 % à 10 % du taux forfaitaire de TVA applicable lors de la vente des produits agricoles primaires. Ces mesures ont engendré en moyenne une hausse du bénéfice de l'ensemble des exploitations agricoles du pays de 1350 € en 2009. Les mesures anti-crise ont été étendues à l'ensemble de l'agriculture luxembourgeoise en juillet 2010, ayant pour conséquence une hausse du bénéfice de 2550 € en moyenne pour l'année 2010.
- Entre mars et juillet 2011, l'agriculture connaît une période de sécheresse ayant de graves conséquences sur la production agricole, notamment la production de fourrage. En juillet 2011, le conseil de gouvernement décide d'indemniser le secteur par une avance de 4,8 millions d'euros. En novembre 2011, le gouvernement complète cette avance d'une enveloppe du même montant pour indemniser l'ensemble des pertes de la récolte 2011. Il en résulte un effet de 5600 euros (aides sécurité sociale et indemnités de sécheresse) sur le revenu selon la prévision du SER pour le résultat 2011, en ne tenant compte que de la première tranche des indemnités de sécheresse. La deuxième tranche sera comptabilisée au cours de l'exercice 2012.

**Graphique 1: Evolution des composantes du bénéfice agricole**



Le graphique 1 montre l'évolution du bénéfice agricole au cours des dernières années. On note l'augmentation considérable de celui-ci entre 2004 et 2007 ainsi que la chute de 18 % en 2008. Face à l'évolution négative de la marge nette hors primes (= marge brute - coûts fixes - primes liées à la production), le bénéfice agricole diminue une fois de suite en 2009 : 14 % par rapport à l'année précédente. En 2010, il augmente de 10 % par rapport à l'année précédente. La marge nette hors primes peut être considérée comme le surplus économique de l'activité agricole. Le graphique visualise de manière très nette l'importance de l'influence des aides publiques.

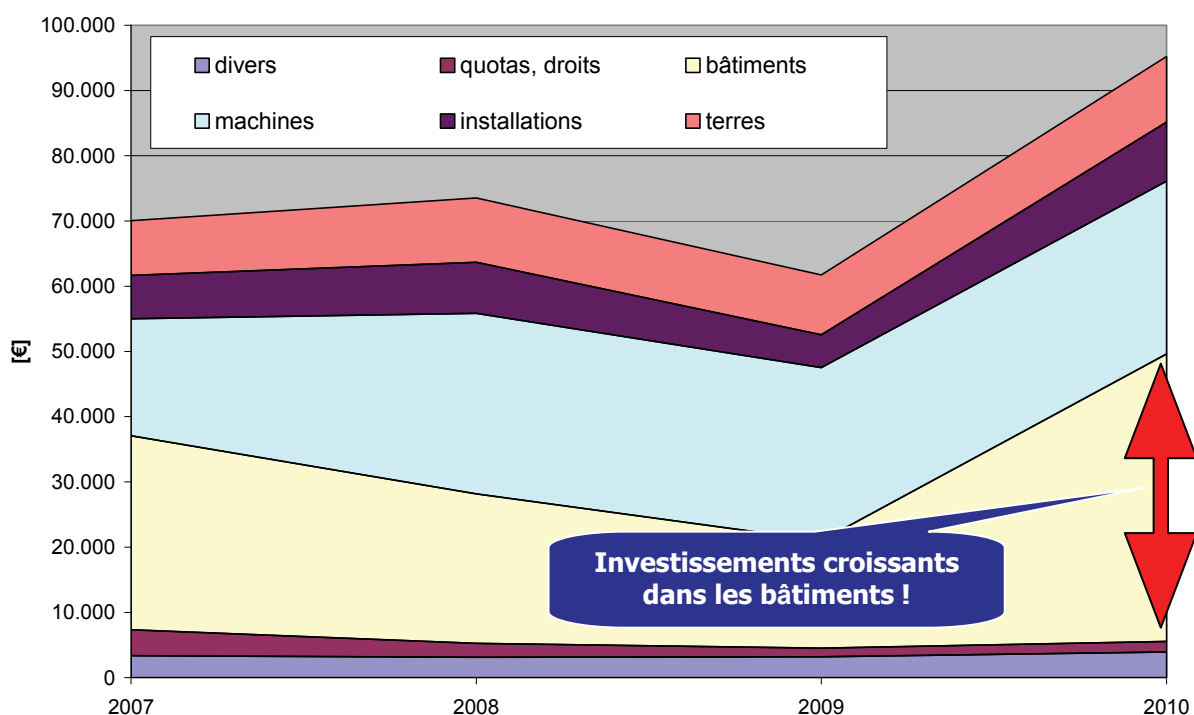
En même temps, les coûts fixes ont continué d'augmenter, pour atteindre en 2010 un niveau historique de 80 700 € en moyenne par exploitation. Il en résulte que la marge nette hors aides publiques a connu une tendance vers zéro pour atteindre une valeur négative en 2009 et 2010. Ceci montre de manière évidente la dépendance économique de l'agriculture des aides publiques.

L'augmentation exceptionnelle de la marge nette en 2007 et 2008 s'explique par le chiffre d'affaires extraordinaire dû à la situation des marchés agricoles favorable. En faisant abstraction de cette situation exceptionnelle, on peut conclure que, ces dernières années, l'accroissement des aides publiques est le facteur essentiel de l'évolution du bénéfice.

Le graphique 2 illustre la composition des investissements. Parallèlement à une évolution positive des bénéfices, le niveau des investissements a connu une croissance de l'ordre de 40 % entre 2000 et 2003, pour se stabiliser pendant les années suivantes, mais rester à un niveau constamment élevé. En 2008 et 2009, on peut observer une augmentation des dépenses d'investissement dans les machines agricoles, en 2010 particulièrement dans les bâtiments agricoles et installations fixes. Ce phénomène peut s'expliquer par le niveau d'aides à l'investissement élevé dans le cadre de la loi concernant le soutien au développement rural pour la période 2007-

2013, et surtout par les liquidités accrues suite à la situation favorable des marchés agricoles en 2007 et 2008.

**Graphique 2 : Evolution des dépenses d'investissement**



Le bilan des projets d'investissement qui ont été évalués pendant la période de la nouvelle loi agraire dans le cadre d'un conseil économique par le Service d'économie rurale et Agrigestion de 2007 à 2011, permet de prévoir à l'avenir une augmentation considérable des frais d'investissement (amortissements, entretien,...).

## 2. L'évolution à moyen terme du revenu agricole

À moyen terme et en faisant abstraction de la situation des marchés extrême entre 2007 et 2009, le revenu agricole ou bénéfice par UTAn (unité de travail annuel non salarié) connaît une évolution positive depuis 2001, ce qui s'explique notamment par l'effet conjugué d'une politique active d'aides publiques et d'une augmentation constante de la taille économique des exploitations ainsi que de l'accroissement de la productivité du travail (tableau 9).

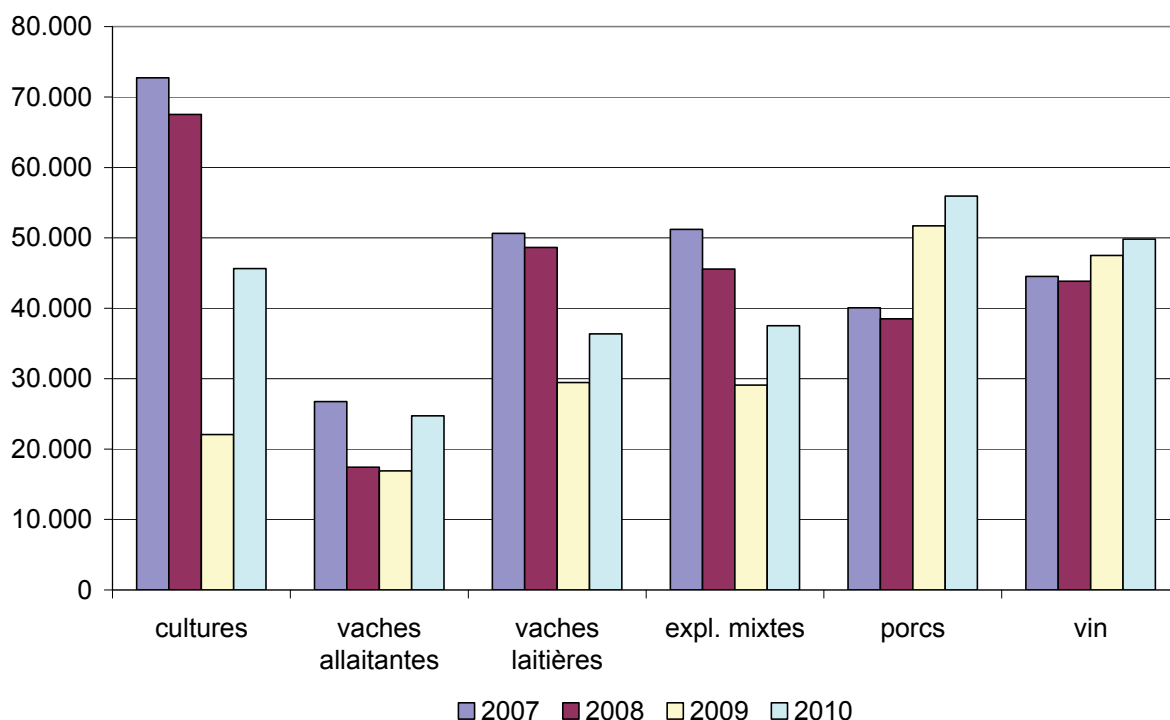
L'évolution du revenu agricole a été particulièrement troublée face aux fluctuations des prix des matières premières entre 2007 et 2009. Néanmoins, un autre effet peut être observé : en 2008, malgré une évolution positive à la fois du chiffre d'affaires et de la marge brute par rapport à l'année 2007, le bénéfice des exploitations agricoles chute de 18 % face à une croissance considérable des coûts fixes. En 2009, la chute du revenu agricole continue face à la situation défavorable des marchés agricoles notamment dans les secteurs laitier et des grandes cultures, ainsi qu'au niveau toujours très élevé des coûts fixes. En 2010, la situation des marchés se redresse, ce qui engendre une hausse du bénéfice des exploitations agricoles de 10 % par rapport à 2009, avec un revenu agricole de 35 100 € par UTAn.

**Tableau 9: Evolution de la productivité du travail et du revenu agricole**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
SAU par UTA (ha)	40	41	43	44	44	46	47	47	46	46
UGB par UTA (UGB)	55	55	54	57	54	55	58	59	58	63
Marge brute par UTA (1000 €)	46,1	44,9	46,3	47,9	37,9 <sup>1)</sup>	37,8 <sup>1)</sup>	47,0 <sup>1)</sup>	48,4 <sup>1)</sup>	36,7 <sup>1)</sup>	44,8
Bénéfice par exploitation (1000 €)	44,4	38,9	43,4	42,4	46,6	51,3	67,3	54,9	47,3	51,3
Bénéfice par UTAn (1000 €)	30,7	27,2	30,2	29,6	33,3	36,2	47,8	39,1	34,4	35,1

<sup>1)</sup> en tenant compte du découplage des primes

Le Graphique 3 montre l'évolution du résultat d'exploitation selon les différentes orientations de production agricole.

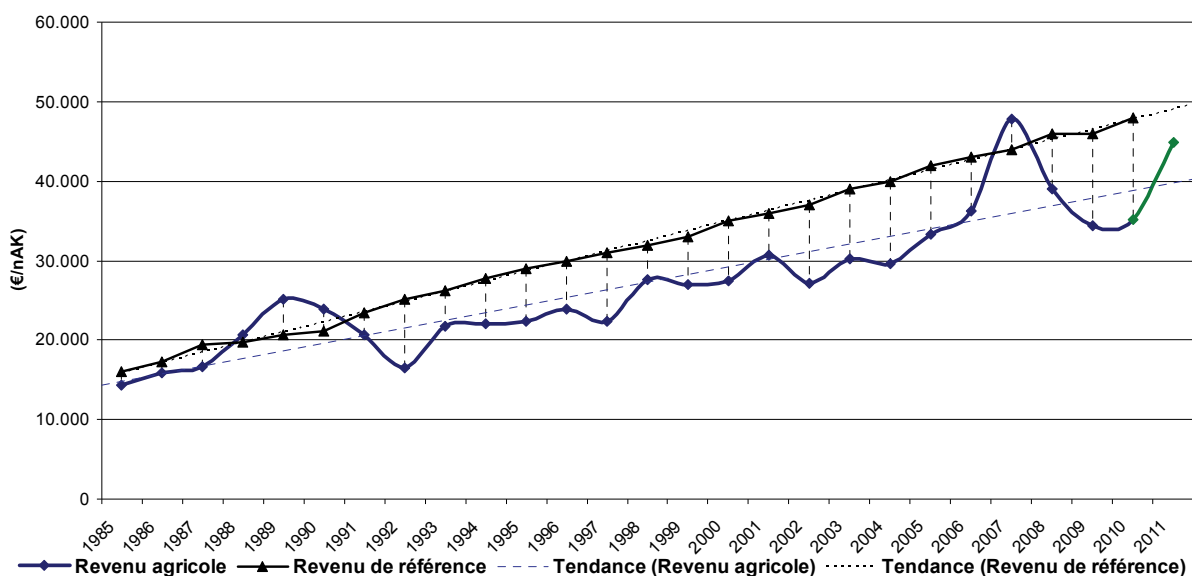
**Graphique 3 : L'évolution du résultat d'exploitation par UTAn suivant les orientations de production agricole (en €)**

Les calculs ne se basent pas sur le bénéfice agricole, mais sur le résultat d'exploitation. Il s'agit du bénéfice corrigé des recettes et dépenses hors exercice courant, représentant une base plus fiable pour comparer les orientations technico-économiques.

Après les résultats considérables des exploitations de grandes cultures et des exploitations laitières en 2007 suite aux prix favorables des céréales et du lait, le résultat chute dans tous les secteurs en 2008. Il en est de même au cours de l'année 2009, avec une baisse très prononcée du résultat dans les exploitations laitières (- 39 %). En 2009, seulement les secteurs porcin et viticole connaissent une augmentation du résultat. En 2010, les résultats se redressent vers la hausse dans tous les secteurs suite aux conditions bénéfiques des marchés agricoles. Ainsi le secteur des grandes cultures voit son résultat plus que doubler. La hausse du résultat des entreprises agricoles ayant leur prédominance dans la production de viande bovine est de 46 %, celle des exploitations laitières de 23 % et celles exploitations mixtes de 29 %. Le résultat des exploitations porcines augmente de 8 % en 2010, celui des exploitations viticoles de 4 %.

Le graphique 4 illustre l'évolution du revenu agricole par rapport au revenu de référence, déterminé par le STATEC. A partir de 1991, un décalage de plus en plus grand du revenu agricole se crée par rapport au revenu de référence. Néanmoins, suite à l'évolution positive des années 2004 à 2007, le revenu agricole se rapprocha du revenu de référence (44 000 €) pour le franchir en 2007 et atteindre un niveau de 49 600 € au cours de cette année historique. Vu l'évolution négative du bénéfice agricole en 2008 et en 2009, le revenu agricole tombe à 39 100 € par UTAn en 2008 et à 34 400 € par UTAn en 2009 face à un revenu de référence nettement supérieur (46 000 €/UTAn en 2008 et 2009), pour montrer à nouveau une tendance vers la hausse en 2010 (35 100 €) et en 2011 (44 100 €, selon les prévisions du SER) face à un revenu de référence de 48 000 € au cours de ces deux années.

**Graphique 4 : L'évolution du revenu agricole par rapport au revenu de référence**

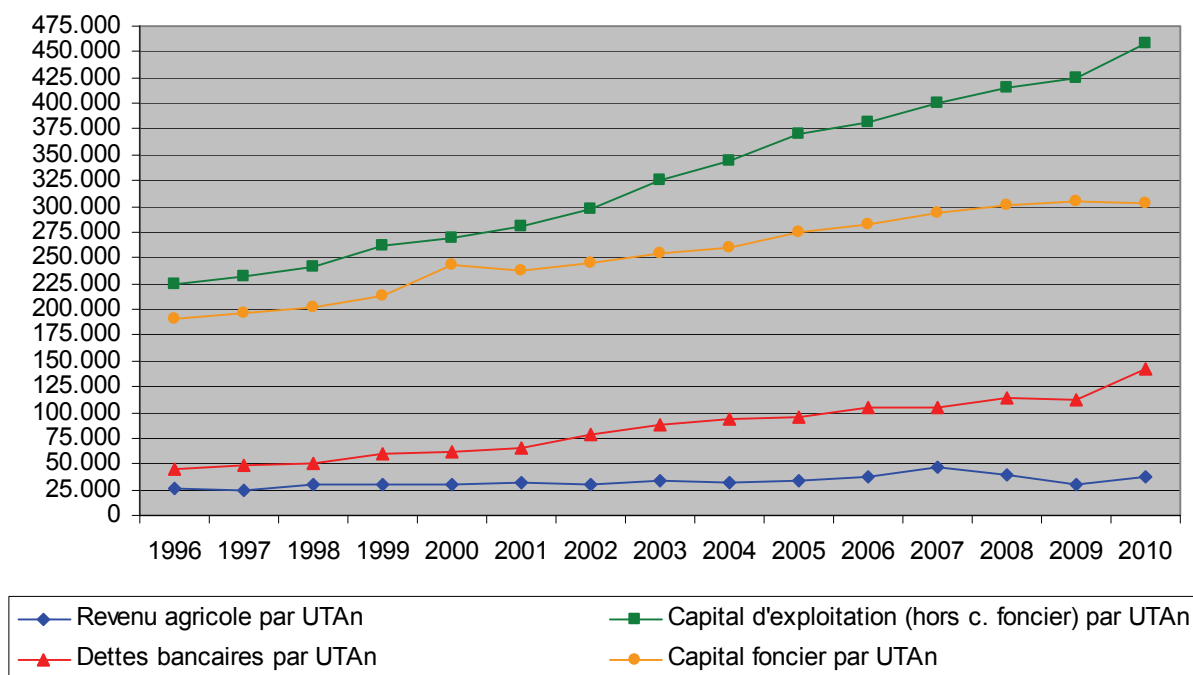


Le graphique 4 indique également le résultat d'une prévision pour 2011, qui a été présentée dans le cadre du « Buchstellentag 2011 » du Service d'économie rurale. Selon cette prévision, le revenu agricole augmente fortement en 2011 de 35 100 € à 44 100 €/UTAn (+ 26 %). Cette évolution s'explique par la situation positive des marchés laitier et céréalier en 2011, engendrant une augmentation du chiffre d'affaires global (+ 14 %) et de la marge brute totale (+ 15 %), face à une augmentation également des coûts variables (+ 14 %). Les coûts fixes par contre, augmentant à nouveau de 5 %, poursuivent l'évolution problématique évoquée ci-avant et risquent à moyen terme de mettre en péril grand nombre d'exploitations agricoles.

Comme présenté lors du « Buchstellentag 2011 », le graphique 5 montre l'évolution du capital d'exploitation, du revenu agricole et des dettes bancaires par UTAn des entreprises agricoles du Grand-Duché de Luxembourg. On observe l'augmentation prononcée du capital d'exploitation (hors capital foncier) face à un revenu agricole assez stable.



**Graphique 5 : L'évolution du capital d'exploitation, du revenu agricole et des dettes bancaires par UTAn des entreprises agricoles du Grand-Duché de Luxembourg**



Le graphique 5 montre également de manière très nette qu'au cours des dernières années, l'augmentation du capital n'a pu être réalisée que par l'intermédiaire de capital emprunté auprès des institutions de crédit.

## Définitions

- **Réseau comptable agricole**: ensemble d'environ 850 exploitations agricoles, regroupées dans les deux offices comptables d'Agrigestion et du Service d'Economie Rurale. Un sous-échantillon de 450-500 exploitations, sélectionnées en fonction de leur orientation technico-économique et de leur taille économique, constitue la base de données, servant à la détermination des statistiques économiques au niveau national et communautaire, dans le cadre du RICA, le réseau d'information comptable agricole au niveau de l'Union Européenne.
- **Chiffre d'affaires** : somme de toutes les ventes de produits et services agricoles, plus les variations de stocks, plus les aides liées à la production.
- **Bénéfice ou revenu agricole**: résultat du compte d'exploitation (bénéfice), mesurant le revenu annuel dégagé par l'activité agricole, y compris les activités accessoires. Le revenu agricole représente la rémunération du travail fourni ainsi que des capitaux propres engagés par les UTAn présents dans l'entreprise.
- **Revenu de référence**: moyenne nationale annuelle du salaire brut des salariés non-agricoles, calculée par le STATEC.
- **Coefficient de rentabilité**: le coefficient est égal au quotient du revenu agricole sur la somme des charges calculées, à savoir un intérêt forfaitaire de 3,5 % sur les fonds propres et une rémunération pour l'exploitant et les membres actifs de sa famille qui est fixée au niveau du revenu de référence national. Si le revenu est assez élevé pour permettre de rémunérer le capital et le travail familial au niveau fixé, le coefficient atteint la valeur de 100 % (= seuil de rentabilité).

- **Aides à la production**: sont remplacées à partir de 2005 par la prime unique, à l'exception des primes pour les plantes énergétiques, les protéagineux et les fruits à coque.

**Aides non liées à la production**: prime unique, indemnité compensatoire, prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, aides spécifiques dans le cadre du règlement UE 1257/99, aides pour certains coûts de production (électricité, eau, assurance grêle), aides agri-monétaires, bonifications d'intérêts, prime d'installation, ...

- **Cash-flow**: est à peu près égal au revenu + amortissements +/- variations des stocks. Il correspond au surplus monétaire dégagé par l'exploitation. Ces liquidités sont utilisées pour rembourser des dettes, assurer le train de vie privée, constituer des réserves et financer des investissements nouveaux. Si le cash-flow n'est pas assez important pour couvrir tous ces besoins, le solde devra être financé par un nouvel emprunt.

- **Marge brute**: différence entre la valeur de la production (y compris les aides à la production) et les charges opérationnelles (variables) d'un secteur d'activité spécifique (p.ex. culture céréalière, production laitière, ...) à l'intérieur d'une exploitation. La marge brute permet de comparer l'efficacité économique de différentes productions, ainsi que d'évaluer la capacité de gestionnaire de l'exploitant.

- **Marge brute standard (MBS)** : valeur moyenne nationale d'une marge brute standardisée par spéculation. La MBS totale par entreprise sert à évaluer la dimension économique (DE) et l'orientation technico-économique (OTE) de l'exploitation.

- **Marge brute totale** : somme des marges brutes des différentes spéculations d'une entreprise; elle représente le surplus dégagé par la production courante de l'entreprise.

- **Excédent brut**: est égal à la marge brute totale de l'exploitation, augmentée des aides non liées à la production et des autres recettes (activités connexes, travaux pour tiers, indemnités, ...), et diminuée des frais généraux (entretien bâtiments, assurances, frais divers, ...) hors amortissements et hors rémunération des facteurs de production externes (personnel salarié, fermages, intérêts) ; en enlevant les amortissements et la rémunération des facteurs de production externes (fermages, loyers, intérêts), on obtient le résultat courant.

- **Revenu des facteurs**: est égal à l'excédent brut, augmenté des aides à l'investissement et diminué des amortissements. Il doit rémunérer les facteurs de production externes, ainsi que le travail et le capital du chef d'exploitation.

- **Taux du coût de l'investissement** : est égal au rapport des amortissements nets (= amortissement – subventions à l'investissement) sur la marge brute totale. Il mesure le poids relatif des coûts des investissements par rapport au potentiel économique de l'exploitation.

- **Taux de coûts fixes** : est égal au rapport des amortissements nets et des autres coûts fixes (entretien, assurances, frais généraux, salaires, fermages, intérêts) sur la marge brute totale. Il mesure la partie de la marge commerciale absorbée par les coûts fixes.

- **Unité de gros bétail (UGB)** : est une unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs d'animaux d'espèces ou de catégories différentes. On définit des équivalences basées sur les besoins alimentaires de ces animaux. Par définition une vache de 600 kg est égale à 1 UGB.

- **Unité de travail annuel (UTA)**: cette unité représente la quantité moyenne de travail qu'une personne peut prester pendant une année; elle est fixée forfaitairement à 2.300 heures. On distingue par ailleurs entre UTA non rémunérées (UTAn), correspondant aux chefs d'exploitations et autres travailleurs non-salariés et UTA salariées (UTAs), dont les charges de salaire constituent une dépense d'exploitation.

## **II. LES ACTIVITES DU SERVICE D'ECONOMIE RURALE (SER)**

Les activités du SER sont diverses et s'inscrivent d'une part dans l'application au Grand-Duché de Luxembourg d'un certain nombre de mesures de la PAC et comprennent d'autre part des missions en relation avec la situation économique et sociale de l'agriculture.

Les tâches du SER peuvent être résumées comme suit :

### direction :

coordination générale, questions juridiques, questions relatives au personnel et au budget, équipements techniques,... ;

### division des paiements directs :

participation à l'élaboration de la PAC dans le domaine des aides directes, gestion des aides directes (paiement unique, indemnité compensatoire, prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, aide à la consommation électrique) et de la conditionnalité, relations avec les autres administrations dans le cadre de la gestion et du contrôle des demandes d'aides, gestion du fichier des exploitations, procédure administrative non contentieuse ;

### division de la gestion, de la comptabilité et de l'entraide agricoles :

établissement des comptes d'un certain nombre d'exploitations agricoles et viticoles ; conseil économique de gestion ;

### division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures :

élaboration de statistiques agricoles relatives à la production agricole, comptes économiques de l'agriculture,... ;

gestion et contrôle des marchés agricoles (gestion des quotas laitiers, intervention publique,...) ;

participation à l'élaboration de la PAC dans le domaine des marchés agricoles.

Les points A à C du présent chapitre contiennent une description des activités plus spécifiques des divisions.

### **A. La division des paiements directs**

Les principales missions de la division des paiements directs peuvent être réparties dans les catégories suivantes :

- demande annuelle de paiements à la surface (« Flächenantrag ») : élaboration et envoi des formulaires et de la documentation, saisie alphanumérique et graphique et instruction des demandes, échantillonnage des contrôles sur place ;
- paiement unique : gestion des droits au paiement (demandes de transferts, contrôle de l'utilisation des droits au paiement, recalcul de la valeur des droits au paiement,...), élaboration de formulaires et communications,... (voir chapitre IV A pour des informations concernant des travaux spécifiques en la matière pour l'année 2011 ainsi que des informations chiffrées), calcul de l'aide et établissement des dossiers de paiement ;
- gestion de l'indemnité compensatoire et de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel (voir chapitre IV G et H pour des informations concernant des travaux spécifiques en la matière pour l'année 2011 ainsi que des informations chiffrées) : élaboration de formulaires et communications, gestion et contrôle des engagements, calcul de l'aide et établissement des dossiers de paiement, .... ;

- gestion de l'aide à la consommation électrique : gestion et contrôle des engagements, calcul de l'aide et établissement des dossiers de paiement, ....
- travaux en relation avec les contrôles sur place, notamment concernant la conditionnalité (Cross-Compliance) : coordination de son application (contacts avec les différentes autorités compétentes dans les domaines respectifs), contrôles administratifs, établissement des échantillons de contrôle sur place, gestion du résultat des contrôles et application centralisée des sanctions ;
- contrôles et procédures entraînant des réductions et des exclusions des régimes de paiement ou bien celles exigeant des remboursements de sommes indûment perçues ;
- travaux en relation avec l'élaboration de la PAC au niveau de l'Union européenne (participation aux réunions de Groupes de travail du Conseil et de Comités de gestion de la Commission européenne) et la mise en œuvre de ladite politique au Grand-Duché de Luxembourg (voir chapitre IV A) ;
- travaux en relation avec la gestion du courrier entrant et sortant et avec la base de données des exploitations agricoles.

## **B. La division de la comptabilité agricole, du conseil de gestion et de l'entraide agricoles**

Un volet essentiel du travail réalisé chaque année par la division « comptabilité » du SER réside dans la gestion des programmes informatiques de comptabilité économique agricole fournis par la NLB (Neue Landbuch Gesellschaft) et dans la mise en œuvre de ces programmes qui sont utilisés non seulement par le SER, mais qui sont aussi mis à la disposition d'Agrigestion et de plusieurs exploitations agricoles ou viticoles individuelles, sous la responsabilité du SER.

En 2011, sont établis les bilans, les comptes de profits et pertes, les marges brutes des principales productions ainsi que les bilans d'éléments nutritifs (N-P-K) de 396 exploitations agricoles ou viticoles. Ces données sont gratuitement mises à la disposition des chefs d'exploitation concernés, ce qui permet à ces derniers d'avoir un meilleur aperçu de l'état économique, financier et écologique de leur entreprise et de prendre les décisions adéquates afin d'améliorer leur revenu, leur situation sociale et leur situation par rapport à l'environnement.

Ces résultats comptables servent également à établir des statistiques, à analyser l'agriculture luxembourgeoise dans son ensemble et à

- gérer le Réseau National Comptable Agricole (RNCA), un échantillon représentatif (450 exploitations en 2010) de l'agriculture luxembourgeoise ; une partie des indicateurs économiques de 2010 fournis par l'analyse des données de ce réseau sont présentés au chapitre I F « la situation économique des exploitations » du présent rapport ;
- coopérer avec les instances communautaires dans le cadre du RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole de l'UE) ;
- représenter notre pays au niveau européen ou international et mettre à disposition des données statistiques dans le cadre de différents groupes spécifiques de l'OCDE et EUROSTAT ;
- participer au réseau IFCN (International Farm Comparison Network) qui a comparé en 2011 les coûts et recettes en production laitière de 157 exploitations laitières typiques dans 49 pays à travers le monde et a présenté une analyse de la production laitière au niveau national de 90 pays ;
- calculer les marges brutes standard (MBS), respectivement le produit standard (PS), utilisés notamment:
  - pour la classification des exploitations agricoles selon leur dimension et leur orientation technico-économique (OTE) pour les besoins des statistiques RICA et STATEC ;

- pour la détermination du revenu professionnel agricole cotisable (RPAC) permettant de définir les montants des cotisations sociales (assurance maladie, pension et assurance dépendance) ;
- pour la détermination de l'éligibilité des exploitations aux différentes aides prévues dans le Plan de Développement Rural ;
- fournir des informations économiques et statistiques sur la situation de l'agriculture et de la viticulture dans leur ensemble, par région ou par catégorie d'exploitation pour les besoins du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, mais aussi et de plus en plus régulièrement pour d'autres ministères ou administrations (Environnement, STATEC, ...) en sachant p.ex. que l'exploitation des données fournies par le RNCA est d'une grande utilité pour la mise en œuvre de la PAC.

En 2011, les données des comptabilités sont utilisées en particulier pour réaliser les études suivantes :

- détermination des résultats économiques moyens des exploitations agricoles luxembourgeoises ;
- calcul des marges et de la rentabilité moyennes de la production laitière ;
- étude de l'utilisation de produits phytosanitaires (matière active, quantités appliquées/ha/culture, coûts) ;
- mise en œuvre, ensemble avec le STATEC, de la nouvelle typologie agricole européenne qui se base sur la dimension du produit standard (PS).

En plus des données sont mises à disposition pour les projets et études suivants :

- projet de l'IBLA (Institut für biologische Landwirtschaft an Agrarkultur) comparant du point de vue économique et écologique 12 exploitations en agriculture biologique avec 12 exploitations conventionnelles, parmi lesquelles figurent à chaque fois 6 exploitations laitières et 6 exploitations avec vaches allaitantes ;
- divers travaux de fin d'études.

Les résultats de ces études et autres informations socio-économiques sont largement diffusés moyennant un abonnement gratuit aux publications régulières comme « De Beroder » et « Compta-Info ». Ces brochures ainsi que toute une série d'autres informations concernant la comptabilité sont également disponibles en ligne ([www.ser.public.lu](http://www.ser.public.lu)). En 2011, quatre numéros « De Beroder », un numéro « Compta-Info » et une brochure en quadrichromie ont traité les thèmes suivants :

- analyse des marges brutes des principales productions en 2009 (De Beroder Nr 64 et 66) et 2010 (De Beroder Nr 67) ;
- statistiques des prix des intrants agricoles en 2010 (De Beroder Nr 65) ;
- résultats des exploitations agricoles en 2010, pronostiques pour 2011 et réflexions concernant la solvabilité et le financement des exploitations agricoles au Luxembourg (Compta-Info Nr 15) ;
- solvabilité et critères pour un financement durable des exploitations agricoles (brochure).

Pour présenter au public un aperçu de la situation socio-économique des secteurs agricole et viticole luxembourgeois, le onzième après-midi de la comptabilité s'est déroulé au Centre Turelbaach à Mertzig le 21 novembre 2011 en présence du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Monsieur Romain Schneider. Comme les années précédentes, une analyse des résultats des exploitations agricoles de 2010 ainsi qu'une prévision détaillée de l'évolution du revenu agricole pour l'année en cours 2011 ont été présentées. Ensuite, Monsieur Dr. Gerd Wesselmann, directeur de la WGZ-Bank de Münster (D) a fait un exposé au sujet des questions de financement lors d'investissements et de la solvabilité des exploitations agricoles. La

conférence était intitulée « Kreditwürdigkeit und Anforderungen an eine nachhaltige Finanzierung der landwirtschaftlichen Betriebe ». Quelques 300 personnes ont assisté à cette après-midi. L'accueil auprès de la presse générale et la presse agricole en particulier a été également très bon.

Est organisée chaque année une visite d'études à l'étranger pour les agriculteurs membres de son réseau comptable. En décembre 2011, des exploitants tenant leur comptabilité auprès du SER se sont rendus dans la région de Nancy en Lorraine. Le thème de l'excursion était le calcul des coûts de production et leur optimisation ainsi que la notion des coûts de revient. Après un exposé introductif au siège de ADHEO – CER France, les participants ont visité deux exploitations agricoles fort différentes du point de vue de la gestion de leurs coûts de production.

Ces visites sont importantes dans la mesure où elles permettent aux agriculteurs luxembourgeois de confronter leurs propres façons d'agir à l'approche de leurs homologues étrangers. Ceux-ci orientent la plupart du temps leur politique de gestion et d'investissement sur le moindre coût et les économies possibles. La composante sociale de ces visites n'est pas non plus à négliger.

Le conseil de gestion constitue un domaine de travail essentiel de la division tant par son importance et son utilité pour les chefs d'exploitation bénéficiaires que par le volume de travail qui en découle. En 2011, les conseillers du SER ont traité 42 demandes de conseils d'investissements<sup>1</sup> dans le cadre de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (loi agricole). A remarquer que Agrigestion ainsi que le service de comptabilité DELPA de la Centrale Paysanne effectuent également de tels conseils d'investissements.

Pour pouvoir bénéficier des aides à l'installation lors de la reprise d'une exploitation agricole par un jeune, celui-ci doit élaborer avec un service de gestion (SER, Agrigestion ou DELPA) un plan de développement de l'exploitation faisant l'objet de l'installation. Le SER a traité 9 projets<sup>2</sup> en 2011.

De plus, à côté de l'analyse économique de projets individuels d'investissement et le suivi de jeunes lors de leur installation sur une exploitation, prévues dans le cadre de la loi agricole et les nombreuses demandes de renseignements ponctuelles, la division prodigue des conseils de gestion portant notamment sur

- l'association d'exploitations (« fusions ») ;
- la diversification, voire la réorientation d'une exploitation vers d'autres productions ;
- les questions économiques et juridiques liées à la location d'une exploitation entière ou de bâtiments ;
- l'étude approfondie des documents comptables et de la gestion générale de l'entreprise en vue d'améliorer le revenu, notamment dans le cas d'exploitations en situation économique difficile ;
- l'analyse des bilans d'éléments nutritifs (N-P-K) ;
- l'analyse détaillée de la rentabilité des différentes productions d'une exploitation ;
- l'amélioration du revenu en lien plus spécifique avec une approche agro-environnementale.

En 2011, 68 exploitations ont fait appel à des conseils de gestion approfondis.

Est assurée en partie la formation professionnelle complémentaire en gestion d'entreprise obligatoire pour les jeunes agriculteurs dans le cadre de leur installation selon la loi agricole du 18 avril 2008.

---

1 Evolution du nombre de conseils d'investissements auprès du SER : 2008 - 77 (dont 15 rétroactifs pour 2007) ; 2009 – 45 ; 2010 - 26

2 Evolution du nombre de plans de développement auprès du SER : 2008 - 33 (dont 10 pour 2007) ; 2009 – 9 ; 2010 - 16

Sur demande du Ministère de l'Agriculture de la Viticulture et du Développement rural, le SER a contribué à l'élaboration du dossier concernant les conséquences économiques pour les exploitations agricoles de la sécheresse de 2011.

La division est en dialogue permanent avec la Biogas -Vereenegung en vue d'encadrer la production de biogaz et d'adapter le cadre législatif aux techniques de production qui évoluent rapidement et a élaboré une étude fondamentale et les calculs de base nécessaires en vue de l'introduction d'un bonus pour lisier (Güllebonus).

Comme en 2010, elle a participé au projet LUCASS (énergies renouvelables) porté par le CRP-Henri Tudor.

Elle étudie le volet économique lors de la conception de projets d'extensification et collabore avec l'Administration de la Nature et des Forêts dans le cadre du groupe de suivi des projets d'agriculture extensive.

Est également à noter la présence au sein du groupe de travail « Constructions agricoles en zone verte » (Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Administration de la Nature et des Forêts, ASTA, SER), afin que les aspects des coûts et de la fonctionnalité des bâtiments agricoles soient considérés d'avantage lors de la discussion visant l'agrément de l'implantation de nouveaux projets en zone verte. Dans ce cadre, le SER fait valoir le point de vue des exploitants agricoles et viticoles lors des travaux en cours d'élaboration d'un mémento définissant les critères à respecter pour les constructions en zone verte.

Le SER est représenté au niveau de la Task force pour l'agriculture et l'alimentation biologiques qui réunit des représentants du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et de l'ASTA ainsi que les principaux acteurs du secteur.

Elle est en outre présente dans la commission pour la vulgarisation et la recherche agricoles dont la coordination incombe à la Chambre d'Agriculture.

A noter que dans le cadre de sa mission de promotion des différentes formes de coopération entre entreprises agricoles dans le but de diminuer les coûts fixes des exploitations, le travail du LMR (Verband der Luxemburger Maschinen- und Betriebshilfsringe) a été soutenu activement en assurant la tâche du secrétaire au sein du conseil d'administration du LMR et en veillant à l'équilibre financier des différentes sections du LMR (MBR-Services, MBR-Nordspetz et SERVERT) ainsi que celui du projet concernant l'entraide agricole (Betriebsshelfer).

Afin de promouvoir une agriculture durable la division assure le secrétariat de la FILL (Fördergemeinschaft Integrierte Landbewirtschaftung Luxemburg) et a participé à la mise en œuvre des projets suivants : groupe de travail pâturage, groupe de travail assurant la suite du projet "travail réduit du sol", projet de vulgarisation "Opti-Gras" (collaboration entre FILL et CONVIS), ainsi qu'à l'organisation des 5<sup>èmes</sup> journées internationales de la prairie à Ettelbrück lors de la foire agricole. Et finalement, le SER assure la représentation de la FILL auprès de EISA (European Initiative for Sustainable Agriculture).

## **C. La division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures**

La division des statistiques agricoles, des marchés agricoles et des relations extérieures regroupe les activités du SER dans le domaine de la statistique agricole, de l'organisation des marchés agricoles et des relations extérieures.

Les informations statistiques élaborées par la division concernent principalement la production agricole, les prix des produits agricoles départ ferme et des entrants agricoles et les comptes économiques de l'agriculture.

Ces informations statistiques sont élaborées selon des méthodologies définies sur le plan communautaire et sont communiquées à EUROSTAT, instance responsable au sein de la Commission de l'UE pour l'harmonisation et la publication des statistiques sur le plan communautaire. Elles sont publiées sur le site internet du SER, dans le rapport d'activité du Ministère de l'Agriculture et dans les publications du STATEC. Les informations statistiques sont mises à disposition des utilisateurs (ministères ou administrations, instances professionnelles du secteur agricole, opérateurs du secteur agroalimentaire luxembourgeois, agriculteurs, particuliers ...).

Le SER collecte les informations de base directement auprès des acteurs économiques (agriculteurs, associations agricoles, entreprises opérant dans le secteur agroalimentaire,...) ou utilise les informations élaborées au sein du SER (informations provenant du système intégré de gestion et de contrôle ou du réseau de comptabilités) ou d'autres administrations ou services (STATEC, ASTA, Institut Viti-Vinicole, Administration des Services Vétérinaires,...) à des fins statistiques. Toutes ces informations sont intégrées dans un système cohérent de statistiques agricoles.

Le SER collabore étroitement sur le plan statistique avec l'institut national de statistique STATEC. L'échange d'informations statistiques est bi-directionnel : le SER intègre les données relatives aux structures des exploitations agricoles élaborées par la division des statistiques agricoles du STATEC dans le système des statistiques agricoles et le STATEC utilise les comptes économiques de l'agriculture dans la comptabilité nationale en tant que comptes sectoriels de la branche d'activité agricole.

Le travail méthodologique ainsi que les améliorations à apporter au système de communication des données à EUROSTAT font l'objet de groupes de travail spécialisés (statistiques des produits végétaux, statistiques des produits animaux, comptes économiques et prix agricoles,...) instaurés auprès d'EUROSTAT, le Comité Permanent de la Statistique Agricole (CPSA) assurant un rôle de coordination et de conception générale en matière de statistiques agricoles. Le SER participe activement aux travaux de ces groupes.

Dans le domaine des relations extérieures, le SER participe à l'élaboration de la PAC dans le cadre des instances communautaires du Conseil, de la Commission et du Parlement Européen. Le chapitre III retrace l'évolution de la PAC en 2011.

La mise en œuvre des mesures d'organisation de marchés agricoles sur le plan national incombe au SER pour les céréales, oléagineux et protéagineux (COP), le lait et les produits laitiers, le cheptel (bovins, porcins, ovins,...) et la viande issue de ces animaux.

Les mesures de gestion des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers sont détaillées au chapitre IV.E et celles relatives aux marchés du cheptel et de la viande au chapitre IV.F.



### **III. L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)**

#### **A. La PAC en 2011**

##### **1. Une année marquée par des débats intenses sur la PAC d'après 2013**

Les discussions sur l'avenir de la PAC sont actuellement en cours depuis 7 présidences du Conseil (française, tchèque, suédoise, espagnole, belge, hongroise et polonaise), de 2008 à 2011.

Ainsi, en reprenant le flambeau de la Belgique, la Présidence hongroise a approfondi les débats relatifs à la communication intitulée «la politique agricole commune (PAC) à l'horizon 2020: alimentation, ressources naturelles et territoire - relever les défis de l'avenir», présentée le 18 novembre 2010.

Après un débat d'orientation lors du Conseil « Agriculture » de décembre 2010 centré sur le premier objectif de la PAC, la production viable de denrées alimentaires, les ministres européens de l'agriculture ont abordé le deuxième objectif qui consiste à gérer l'agriculture de façon durable (Conseil de janvier 2011) et la question du développement territorial équilibré (février 2011).

Sur la base de ces discussions, la présidence hongroise a préparé pour le Conseil de mars 2011 des conclusions qui ont recueilli l'adhésion d'une majorité d'Etats membres dont le Luxembourg.

La présidence a ainsi notamment conclu en souscrivant aux objectifs définis dans la communication de la Commission qu'un secteur agricole durable, productif et compétitif apporterait une contribution importante à la stratégie Europe 2020 et qu'il conviendrait de garder à l'avenir une PAC forte afin de préserver toute la diversité de l'activité agricole dans l'ensemble de l'UE et de développer le vase potentiel économique des zones rurales.

La question la plus difficile dans ces débats était liée au budget, et plus spécifiquement à la question de la distribution plus équitable de l'aide directe au revenu entre les agriculteurs des différents Etats membres. Le texte de conclusions indique que le Conseil reconnaît la nécessité d'une répartition plus équitable de l'aide directe en réduisant progressivement le lien aux références historiques tout en tenant compte du contexte général du budget et en évitant « des perturbations majeures ». Cette formulation n'a pas pu convaincre les pays où à ce stade le niveau des paiements directs est largement inférieur à la moyenne européenne dont notamment les pays baltes.

Par ailleurs, la Commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen a adopté le 25 mai, après un très large débat, son rapport relatif à la communication de la Commission. A noter que la proposition du rapporteur Albert Dess visant à créer un lien direct entre le paiement direct du premier pilier et un catalogue de mesures agro-environnementales du développement rural, afin de rendre la PAC plus verte (« verdissement » ou « greening ») n'a pas été retenue par les députés européens. Ces derniers ont favorisé une composante dite verte basée sur une liste de mesures éco-responsables dans le cadre du premier pilier, financées à 100% par l'UE.

Lors de sa réunion informelle qui s'est tenue le 31 mai 2011 à Debrecen en Hongrie, le Conseil « Agriculture » a procédé à un échange de vues sur les modalités de la contribution de la politique agricole commune à l'élevage durable en Europe.

Une autre étape importante en relation avec les négociations relatives à l'avenir de la PAC a été la présentation fin juin 2011 par la Commission des propositions pour le prochain cadre financier multi-annuel. La Commission a ainsi proposé dans sa communication sur les perspectives financières 2014-2020 un maintien en valeur courante du budget annuel du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC, à savoir les paiements directs et les mesures de marché, à hauteur de 45,5 milliards d'euros et pour le 2<sup>e</sup> pilier, à savoir le développement rural, à hauteur de 14,5 milliards d'euros.

A noter que la proposition budgétaire concrète pour 2012 prévoit des montants respectifs de 43,8 et 14,6 milliards d'euros, dont 40,7 milliards d'euros pour les paiements directs (plafond net).

Le budget alloué aux paiements directs passerait à 42,4 milliards d'euros en 2014 et se stabiliserait à 42,8 milliards d'euros en 2020, en valeur courante.

Ce texte propose des orientations sur la question du « verdissement » de la PAC, qui selon la Commission devra représenter 30% des paiements directs. Il donne également des pistes pour une répartition plus équitable des aides. S'y rajoutent une enveloppe renforcée pour la recherche agricole (4,5 milliards d'euros) ainsi que des nouveaux instruments pour réagir aux effets de l'intégration plus grande des marchés mondiaux (2,5 milliards d'euros) ou encore à la multiplication probable des crises liées au changement climatique ou aux crises de marchés (500 millions par an).

Les discussions sur le cadre financier pluriannuel sont toujours en cours début 2012. Le Parlement européen a cependant déjà indiqué qu'il ne votera pas sa position finale sur la réforme de la PAC tant que les perspectives financières pour la période 2014 – 2020 ne serait pas fixées.

Du 11 au 13 septembre 2011, les ministres européens se sont retrouvés en réunion informelle à Wrocław en Pologne pour échanger leurs vues sur la promotion des produits agro-alimentaires européens sur les marchés mondiaux et européens.

Ce débat s'est articulé autour du « Livre vert sur la promotion et l'information sur les produits agricoles », qui a été présenté par la Commission européenne lors du Conseil « Agriculture » du 19 juillet 2011.

## **2. La PAC post 2013**

C'est finalement le 12 octobre 2011 que la Commission a publié ses propositions législatives sur la réforme de la PAC.

Le paquet législatif en question comprend en tout 7 propositions différentes :

- les 4 règlements de base se rapportant aux paiements directs, au développement rural, à la gestion des marchés ainsi qu'au financement et au contrôle de la PAC. Ce dernier regroupe toutes les dispositions de financement, de suivi et de contrôle des deux piliers de la PAC, y compris la réglementation relative à la conditionnalité ;
- un règlement du Conseil portant sur la fixation de certaines aides dans le domaine de la gestion des marchés qui reflète la transposition de l'article 43-3 du traité de fonctionnement de l'UE, un des éléments très sensibles de l'approche horizontale sur l'alignement de la législation de la PAC au traité de Lisbonne en négociation entre les institutions ;
- un règlement fixant les mesures transitoires pour les paiements directs pour la dernière année d'application du régime actuel qui établit le plafond net dans le cadre du paiement unique pour l'année transitoire 2013 ;

- un règlement portant sur le régime spécifique des paiements directs pour les viticulteurs qui vise à autoriser les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait de découpler les mesures des programmes d'action destinés aux viticulteurs et de transférer le budget réservé dans l'OCM unique dans l'enveloppe du paiement direct.

### **3. Les points clés de la réforme**

#### **a) Le régime relatif aux paiements directs**

Par rapport au système actuel, les dispositions nouvelles suivantes sont proposées :

- convergence progressive du taux des paiements directs entre Etats membres et entre exploitations dans une région (« modèle régional ») : la première année de la nouvelle période de programmation, 40% de l'enveloppe financière du paiement unique devront être régionalisé pour arriver à un taux de 100% en 2019 ;
- paiement écologique obligatoire représentant 30 % de l'enveloppe budgétaire (paiement à l'ha) du premier pilier. Ce « verdissement » prévoit trois mesures qui sont le maintien des pâturages permanents, la diversification de l'assolement (au moins trois cultures sur les terres arables, dont aucune ne peut excéder 70% et la troisième doit couvrir au moins 5%) ainsi que le maintien des surfaces écologiques (haies, arbres, biotopes, jachères écologiques) sur au moins 7% de la surface agricole (à l'exception des prairies permanentes) ;
- paiement complémentaire pour les zones à contraintes naturelles (max. 5% de l'enveloppe nationale) ;
- régime simplifié pour les petits exploitants qui reçoivent moins de 1000 euros par an d'aide directe ;
- limitation de l'éligibilité aux agriculteurs actifs : ne sera pas considérée comme agriculteur actif une personne dont le montant du paiement unique est inférieur à 5% du revenu des activités non-agricoles ou dont les surfaces agricoles ne doivent pas être activement exploitées pour rester dans des bonnes conditions agronomiques et environnementales ;
- réduction progressive des paiements directs à partir de 150 000 euros par exploitation (300 000 euros actuellement) et plafonnement des paiements directs à 300 000 euros par exploitation en prenant en compte les charges salariales des exploitations ;
- possibilité pour les Etats membres d'un transfert volontaire des fonds entre les deux piliers (en remplacement de la modulation volontaire) ;
- paiements supplémentaires de 25 % (par rapport à la moyenne régionale) pour jeunes agriculteurs pendant 5 ans ; cette possibilité est limitée à 2 % de l'enveloppe nationale.

Par contre, les dispositions en vigueur seraient maintenues pour les aspects suivants :

- paiement direct basé sur des droits au paiement ;
- maintien du seuil minimal pour bénéficier de paiements directs ;
- possibilité de couplage de certains paiements (maximum 10% de l'enveloppe nationale).

## **b) Le règlement relatif à la gestion des marchés ou à l'organisation commune des marchés uniques**

Les dispositions nouvelles suivantes ont été proposées :

- harmonisation partielle des mesures d'urgence ;
- création d'un fonds d'urgence de 500 millions d'euros annuels et reportables pour faire face aux situations de crise sur les marchés agricoles ;
- maintien de l'intervention et du stockage privé comme filet de sécurité ;
- abandon de l'aide à l'incorporation de poudre de lait dans l'alimentation animale ;
- confirmation de la suppression des quotas dans les secteurs du lait et du sucre ;
- élargissement des règles relatives à la reconnaissance des organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles qui existaient jusqu'à présent dans le secteur des fruits et légumes ou du vin à tous les secteurs de production.

## **c) Le développement rural**

La Commission propose les dispositions nouvelles suivantes:

- stratégie nationale commune avec les autres fonds structurels : mise en place d'un cadre stratégique commun ensemble avec les fonds européens pour le développement, le fonds européen social, le fonds de cohésion et le fonds maritime et de la pêche, pour atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020 (croissance durable, intelligente et inclusive) ;
- abolition des axes dans la programmation des PDR, mais 25% des enveloppes nationales devront être consacrés à des questions liées à la gestion environnementale et à la lutte contre le changement climatique ;
- détermination des zones défavorisées selon une nouvelle méthodologie basée sur des critères biophysiques ;
- introduction de la possibilité de financer des mesures de gestion des risques naturels comme les assurances ou les fonds mutuels ;
- introduction de la possibilité de financer un instrument de stabilisation des revenus ;
- élargissement du concept des conditions ex-ante pour les aides ;
- mise en place d'un Partenariat européen d'innovation (PEI) pour la productivité et le développement durable de l'agriculture.

Un long processus de négociation entre les trois institutions européennes vient donc d'être entamé fin 2011. Les points les plus sensibles du paquet se concentrent notamment sur la question budgétaire et sur la convergence progressive des aides directes entre Etats membres ainsi qu'au niveau des régions, le verdissement (critères, importance financière), le renforcement de la position des agriculteurs actifs par rapport aux autres acteurs de la chaîne agro-alimentaire, la nouvelle délimitation des zones défavorisées ou encore le vaste chantier de la simplification administrative. Ce processus devrait continuer tout au long de l'année 2012, sous Présidence danoise, puis chypriote, de sorte qu'un accord semble envisageable pour le premier semestre 2013 sous Présidence irlandaise.

## **4. Les négociations commerciales internationales**

En 2011, les négociations multilatérales dans le cadre de l'OMC sont restées dans l'impasse, aucune avancée majeure n'a pu être constatée.

Par ailleurs, le cycle de négociation UE-Mercosur a continué. Quatre rencontres ont ainsi eu lieu (mars, mai, juillet et novembre) à Bruxelles.

A deux reprises, lors des Conseils « Agriculture » de mars et d'avril 2011, bon nombre de délégations ont rappelé les risques d'une ouverture accrue du marché européen aux produits agricoles en provenance du Mercosur, qui pourrait avoir une incidence négative sur différents secteurs agricoles, notamment sur le secteur de la viande bovine. Ces délégations estiment, en outre, qu'il convient de ne pas faire d'offres avant que les Etats membres n'aient eu suffisamment de temps pour évaluer en détail le contenu des analyses d'impact actuellement élaborées au sein de la Commission et avant qu'un débat approfondi n'ait eu lieu au sein du Conseil.

La Commission européenne a promis aux Etats membres de les tenir au courant de toute offre faite au Mercosur dans le domaine agricole.

A ce stade, le volet de l'accès au marché est dans l'attente des échanges d'offres dont le calendrier n'est pas encore programmé. Une prochaine rencontre de négociation UE-Mercosur est prévue pour le 12 mars 2012 à Bruxelles.

Les 22 et 23 juin 2011, une réunion des ministres de l'agriculture des pays membres du G20 a eu lieu à Paris dans le cadre de la Présidence française du G20. A cette occasion, un plan d'action sur la volatilité des prix agricoles a été adopté, texte approuvé par la suite par les chefs d'Etat du G20 début novembre à Cannes.

Les principaux points du plan en question concernent l'amélioration de l'information et la transparence du marché par la création d'une base de données commune sur les stocks et la production. Le G20 souhaite mettre en œuvre une réforme de la coordination internationale afin de renforcer la confiance dans les marchés internationaux, dans le but d'éviter et de gérer plus efficacement les crises alimentaires. Il est également proposé de mettre au point des outils de gestion de risques pour les plus vulnérables afin de faire face à la volatilité excessive des prix des aliments.

## **B. Les autres travaux du Conseil en 2011**

### **1. L'épidémie d'E. Coli**

Le 22 mai 2011, les autorités allemandes ont informé pour la première fois d'une série d'intoxications par une souche d'E. Coli (bactérie du type shoga toxin-producing E.Coli).

En premier lieu, des concombres importés en Allemagne respectivement d'Espagne et des Pays-Bas ont été identifiés comme vecteurs de transmission, mais des analyses épidémiologiques et des essais en laboratoire ont confirmé que la souche d'E. Coli responsable de l'épidémie avait été détectée dans des pousses produites dans une exploitation située près de Hambourg. L'alerte sur d'autres légumes frais a donc pu être levée.

Cependant à ce stade, le marché des légumes concernés, surtout des concombres, mais également d'autres variétés s'était déjà complètement effondré.

La Commission a ainsi décidé de recourir au dispositif d'urgence et une enveloppe budgétaire de 210 millions d'euros a finalement été débloquée pour indemniser les producteurs de concombres, de tomates, de laitues, de courgettes et de poivrons dans l'UE. En outre le budget pour la promotion des légumes a été augmenté de 50% pour les années 2012 à 2014.

## **2. Le programme d'aide aux plus démunis**

La première proposition sur cette question a été présentée au Conseil en 2008. En 2010, la Commission a présenté au Conseil une proposition modifiée sur le même thème.

Ces deux propositions se sont d'abord heurtées à une minorité de blocage. Le programme actuel en vertu duquel l'Union européenne peut fournir aux personnes les plus démunies des denrées alimentaires provenant de stocks d'intervention, a été créé en 1987 et a été incorporé dans le règlement "OCM unique" en 2007.

Grâce à un accord politique obtenu lors de la réunion du Conseil du 15 décembre 2011 (sujet ayant figuré à l'ordre du jour des sessions du Conseil des ministres de l'agriculture de juin, septembre, octobre et novembre 2011), le programme de distribution de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies sera maintenu en 2012 et 2013.

Les nouvelles dispositions du programme élargissent l'éventail des denrées alimentaires concernées: les achats sur les marchés deviennent dès à présent une source d'approvisionnement régulière pour le régime afin de compléter les stocks d'intervention sur lesquels le programme était essentiellement fondé jusqu'à présent. Le programme donne par ailleurs la préférence aux produits originaires de l'UE et sera intégralement financé par l'UE.

La ligne budgétaire annuelle consacrée au programme s'élève à 500 millions d'euros par an pour 2012 et 2013. Une reconduction du régime sous le budget de l'agriculture après 2013 n'est pas prévue.

Sur la base de cet accord politique, le Conseil a adopté sa position en première lecture lors du Conseil de janvier 2012 et le Parlement européen a voté le texte définitif lors de sa réunion plénière du 15 février 2012.

Le règlement s'applique de manière rétroactive à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## **3. Les relations contractuelles dans le secteur laitier**

Après une année de négociation, un accord a pu être ficelé début décembre 2011 entre le Parlement et le Conseil en ce qui concerne le paquet législatif relatif à la contractualisation du secteur laitier.

Ce règlement donne aux Etats membres la possibilité de rendre obligatoires les contrats entre agriculteurs et transformateurs du lait. Il faut souligner que les livraisons faites par des agriculteurs membres d'une coopérative sont exemptées de cette obligation de contractualisation.

Afin de renforcer leur pouvoir de négociation, les producteurs de lait peuvent former des organisations de producteurs regroupant jusqu'à 3,5% de la production de l'UE respectivement 33% de la production nationale d'un Etat membre. Pour les pays avec une production inférieure à 500 000 tonnes de lait (Chypre, Malte, Luxembourg), ce pourcentage est relevé à 45%.

Par ailleurs, les Etats membres pourront permettre à des organisations de producteurs ou à des organisations interprofessionnelles de fromage à appellation d'origine protégée respectivement à indication géographique protégée d'appliquer une régulation de l'offre, sous certaines conditions et dès lors que des perturbations des marchés sont exclues ainsi que les droits de producteurs minoritaires protégés.

En outre, afin de suivre de près les évolutions des marchés, notamment suite à l'expiration du système des quotas laitiers en 2015, et afin d'améliorer la transparence, le système d'information sur le volume des productions a été rendu plus contraignant pour les Etats membres.

Le règlement en question a été voté le 15 février 2012 par le Parlement européen et sera applicable jusqu'en 2020. La Commission est tenue de faire un rapport en 2014 et en 2018 sur la situation de marché sur le lait, en mettant l'accent sur les producteurs des régions défavorisées de l'UE.

#### **4. L'adaptation de la PAC au Traité de Lisbonne**

Les négociations entre les institutions européennes en ce qui concerne l'adaptation de la législation existante au Traité de Lisbonne dans le domaine du partage des compétences entre les Etats membres, le Conseil et la Commission, tel que prévu par les articles 290 (actes délégués) et 291 (actes d'exécution) du Traité se sont poursuivies tout au long de l'année 2011 et n'ont toujours pas pu être finalisées.

Ces propositions de la Commission visent à remanier les pouvoirs d'exécution attribués à la Commission par la législation relative à la PAC pour les rendre conformes aux dispositions du Traité de Lisbonne. En tout 49 actes de base sont concernés.

Tous ces actes modificatifs devront être adoptés par le Conseil et le Parlement au moyen de la procédure législative.

## **IV. L'APPLICATION DE DIVERSES MESURES DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

### **A. Le régime de paiement unique**

#### **1. Les caractéristiques générales de son application au Grand-Duché de Luxembourg**

Le régime de paiement unique est un régime d'aide découplé (sans lien direct avec une production agricole quelconque). Il fonctionne sur base de droits au paiement (DPU) à faire valoir par les producteurs détenteurs de DPU à l'aide d'un nombre correspondant d'hectares de surfaces agricoles, viticoles ou horticoles éligibles au paiement. Sont éligibles les terres arables, les prairies et pâturages permanents ainsi que les cultures permanentes telles que vergers, pépinières, vignobles et les taillis à courte rotation situés au Grand-Duché de Luxembourg.

Le régime de paiement unique a été introduit en 2005 au Grand-Duché de Luxembourg. La valeur des DPU dépend en partie d'une situation individuelle historique de primes connue au cours d'une période de référence (primes applicables en 2000-2002 et remplacées par le présent régime).

Il existe deux types de DPU, à savoir les droits normaux et les droits spéciaux.

Le régime de paiement unique est soumis aux dispositions de la conditionnalité (voir sous B.).

En outre, les montants d'aide sont soumis à la modulation. Celle-ci consiste en une réduction linéaire des montants d'aide dépassant les 5.000 euros. Cette réduction s'élevait à 9% en 2011. Les moyens financiers ainsi libérés sont en partie utilisés dans le même Etat membre et en partie redistribués entre les Etats membres. Les montants sont soit affectés à des mesures relevant de la programmation en matière de développement rural soit utilisés pour le financement d'opérations ciblées pour faire face aux nouveaux défis (domaines du changement climatique, des énergies renouvelables, de la gestion de l'eau, de la biodiversité, des mesures d'accompagnement et de restructuration du secteur du lait, de l'infrastructure internet à large bande en zones rurales).

Les paiements effectifs sont limités par un plafond net qui s'élevait à 35.100.000 euros en 2011.

#### **2. La valeur des DPU détenus et de la réserve nationale au 31 décembre 2011**

Le règlement (CE) n° 73/2009 fixe, pour l'année 2011, un plafond brut de 37.679.000 euros pour le paiement unique. Il variera au cours des années à venir en fonction de l'envergure annuelle du plafond viticole (utilisé pour l'introduction en 2009 du paiement unique en viticulture). La différence entre le plafond brut et la valeur totale des droits détenus par les producteurs constitue la valeur de la réserve nationale. La situation en termes de droits détenus par les producteurs et montants disponibles à la réserve nationale en date du 31 décembre 2011 est résumée au tableau 1.



Tableau 1			
Type de droits	Nombre de droits	Valeur surfacique totale (en ha)	Valeur monétaire totale (en €)
Normaux	125.677	123.439,18	37.521.357,38
Spéciaux	6	6,00	5.459,99
Jeunes	0	0	0
TOTAL	125.683	123.445,18	37.526.817,37

A la date du 31 décembre 2011, la réserve nationale s'élevait donc à :

$37.679.000 - 37.526.817,37 = 152.182,63$  euros.

### 3. Le paiement de la prime pour l'année 2010

En 2010, la situation précaire en termes de revenu des exploitations connue au courant des deux années précédentes persistait toujours. Les pertes de récolte dues aux conditions climatiques défavorables au courant de l'année culturale 2009/2010 aggravaient la situation de « cash flow ». Afin de contribuer à atténuer ces difficultés, la Commission avait retenu une requête de la part des autorités nationales visant à procéder au paiement d'une avance de 50% du montant de l'aide avant la date du 1<sup>er</sup> décembre 2010. Le solde a suivi après cette date.

Au total, 1.996 producteurs ont bénéficié d'un montant total de 34.152.934,48 euros.

### 4. Les opérations en matière de DPU au courant de l'année 2011

Les opérations courantes sont les suivantes :

#### a) Les transferts de droits

Les droits peuvent être transférés sans écrêtement et selon les modes suivants :

- par achat (avec ou sans terre) ;
- par bail (le bail de droits doit aller de pair avec le bail d'un nombre d'hectares correspondant au nombre de droits, la durée du bail des droits est identique à celle du bail des terres.) ;
- par héritage ou héritage anticipé.

En outre, la répartition des droits en cas de scission d'exploitation et le regroupement de droits en cas de fusion d'exploitations sont assimilés à des transferts. Ces opérations sont à considérer soit comme un achat ou un bail de droits.

La situation des transferts ayant pris effet avant la demande de surfaces 2011 est reprise au tableau 2.

Tableau 2					
Type de transfert	Nbre de notifications	Nbre de cédants (*)	Nbre de cessionnaires (*)	Nbre de DPU transférés (**)	Val. monétaire des DPU transférés (€)
Achat	301	265	95	2.079,07	525.521,31
Bail	91	63	83	710,59	177.847,28
Héritage	5	2	5	62,04	14.833,32
Achat (fusion)					
Bail (fusion)					
TOTAL	217	314	168	2.851,70	718.201,91

(\*) Le total du nombre de cédants et cessionnaires ne correspond pas forcément à la somme des colonnes respectives, comme respectivement un seul cédant peut avoir cédé des DPU à plusieurs cessionnaires et un seul cessionnaire peut avoir repris des DPU de plusieurs cédants.

(\*\*) Le nombre des DPU transférés correspond au total des valeurs surfaciques des DPU.

Parmi les 314 cédants, 57 producteurs ont transféré l'intégralité de leurs droits (942,17 DPU d'une valeur totale de 243.693,07 euros). Il importe de préciser que ce nombre reprend en partie des producteurs pour lesquels une procédure administrative a été lancée pour non-utilisation des DPU.

## b) L'allocation en faveur des jeunes producteurs

Le règlement grand-ducal du 25 novembre 2011 portant application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de paiement unique prévoit en son article 16 une allocation à partir de la réserve nationale pour les jeunes producteurs nouvellement installés depuis respectivement le 16 avril 2004 (agriculteurs) ou le 1<sup>er</sup> janvier 2008 (viticulteurs) et qui n'ont pas encore bénéficié ou demandé l'octroi d'un quota laitier supplémentaire au titre de leur installation. Sont considérés comme jeunes agriculteurs nouvellement installés ceux qui le dernier jour de la période de dépôt annuelle (c.à.d. le 31 janvier) remplissent les conditions prévues à l'article 9 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Les producteurs peuvent demander une allocation d'un montant de 3.030 euros (c.à.d. 10 fois la valeur moyenne régionale de 303 euros/ha). Ce montant est accordé respectivement sous forme d'augmentation linéaire de tous les DPU détenus en propriété et/ou de DPU supplémentaire (au cas où les 3.030 euros ne peuvent pas être utilisés entièrement pour la dite augmentation en valeur).

L'octroi des allocations se fait dans la limite des sommes disponibles dans la réserve nationale (tout en gardant une marge de sécurité de 50.000 euros).

Au titre de l'année 2011, 18 producteurs ont introduit une telle demande.

## c) La consolidation (« compression ») de DPU [article 18 du règlement (CE) n°1120/2009]

Les modalités d'application du régime de paiement unique prévoient la possibilité d'adapter le nombre de droits détenus par un producteur qui déclare moins d'hectares que le nombre de droits initialement alloués et au cas où ce manque de terres est dû à une perte de terrains en faveur d'ouvrages d'intérêt public (construction de routes, création de zones industrielles ou commerciales, construction d'écoles, ....). Les pertes de terres dues à des actes spéculatifs ne sont pas couvertes par cette mesure (p.ex. vente de terrains à bâtir).

L'opération consiste à reconduire à la réserve nationale les droits initialement alloués au demandeur et à réallouer un nombre réduit de droits à

partir de celle-ci, de sorte à ce que les droits finalement à la disposition du demandeur peuvent tous être activés à l'aide de la surface exploitée par ce dernier. La valeur totale des droits allouée à partir de la réserve nationale est identique à celle des droits reconduits.

Au courant de l'année 2011, 2 producteurs ont introduit une demande de « compression » des droits.

## **5. Le paiement de la prime pour l'année 2011**

Compte tenu des conditions de sécheresse printanière sévères qui ont conduit à des pertes notamment au niveau de la production fourragère et par conséquent compte tenu des conséquences néfastes sur le « cash flow » des producteurs, la Commission a accordé aux Etats membres la faculté de payer des avances de 50% des montants d'aide à partir du 16 octobre 2011. Ainsi, les autorités nationales ont pu verser une avance d'un montant total de 17.002.473,14 euros.

Depuis décembre 2011, il a été procédé au paiement du solde de la prime. Jusqu'au 25 janvier 2012, le solde s'élève à un montant total de 16.686.147,70 euros. Ainsi, un montant total de 33.688.620,84 euros a été versé à 1.982 bénéficiaires.

## **B. La conditionnalité**

Le règlement (CE) n° 73/2009 dispose en son article 4 que « tout agriculteur percevant des paiements directs est tenu de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'annexe II, conformément au calendrier fixé dans cette annexe, ainsi que les bonnes conditions agricoles et environnementales établies conformément à l'article 6 ».

L'annexe II dudit règlement reprend les domaines suivants :

- environnement ;
- identification et enregistrement des animaux;
- santé publique, santé des animaux et des végétaux;
- notification des maladies;
- bien-être des animaux.

Les mesures à prendre en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales sont fixées à l'annexe III du dit règlement et concernent :

- l'érosion des sols ;
- les matières organiques du sol ;
- la structure des sols ;
- le niveau minimal d'entretien des sols.

En outre, les réglementations communautaire et nationale fixent des règles en matière de maintien des pâturages permanents.

La conditionnalité est applicable à toutes les aides du 1<sup>er</sup> pilier de la PAC (dès 2005), au régime d'indemnité compensatoire aux producteurs de régions défavorisées ainsi qu'aux mesures agro-environnementales du 2<sup>ème</sup> pilier (dont notamment le régime de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel).

Le non-respect des exigences émanant des dispositions reprises ci-avant conduit à une réduction proportionnelle des aides soumises à la conditionnalité. La dite réduction est fonction de la gravité, de l'étendue, de la persistance et de la répétition du non-respect.

## C. L'aide à la consommation électrique

A partir du mois d'avril 2011, l'aide à la consommation électrique allouée aux producteurs est découplée de la consommation électrique professionnelle. Ainsi, l'aide n'est plus calculée en euros par kWh consommée, mais est déterminée de façon forfaitaire en fonction des unités de production présentes sur l'exploitation.

Sont éligibles à l'aide, tout agriculteur et exploitation agricole ayant une dimension économique correspondant à une marge brute standard totale d'au moins 9.600 euros, calculée selon la méthode fixée aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 3 du règlement grand-ducal du 25 avril 2008 portant exécution du Titre I et du Titre II, chapitre 1er, 2, 3, 4, 6, 7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

L'aide se base sur les renseignements fournis dans respectivement la demande « surfaces » (« Flächenantrag ») et le recensement viticole ainsi que sur base des données Sanitel (identification/enregistrement des bovins) et se calcule par unités de surface (ha) et par unités de bétail (UB/VE).

L'aide allouée se répartit de la manière suivante :

1. terres agricoles (Ackerland)	6,70 EUR par ha
2. pâturages permanents (Dauergrünland)	6,70 EUR par ha
3. terres viticoles exploitées (Ertragsreiblefläche)	33,00 EUR par ha
4. autres surfaces « plein air » (sonst. Flächen Freiland)	21,20 EUR par ha
5. autres surfaces « sous verre » (sonst. Flächen Glas)	231,90 EUR par ha
6. animaux de pâturage (Rauhfutterfresser)	2,20 EUR par UB/VE
7. porcs (Schweine)	6,10 EUR par UB/VE
8. volaille (Geflügel)	7,20 EUR par UB/VE
9. ruches	0,50 EUR par ruche

Comme l'aide à la consommation électrique à allouer au titre de l'année 2011 suivant le nouveau mode de calcul est destinée à compenser les dépenses encourues à partir du 1<sup>er</sup> avril 2011, l'aide à verser pour 2011 est de  $\frac{3}{4}$  du montant déterminé (comme les trois premiers mois de l'année 2011 sont indemnisés suivant l'ancien mode).

Au total, 1.790 producteurs ont introduit une demande pour bénéficier de l'aide suivant ce nouveau mode de calcul. L'aide a été calculée et payée au mois de février/mars 2012.

## D. L'indemnisation des pertes dans la production fourragère sur les surfaces de prairies et pâturages dues à la sécheresse printanière

La période de sécheresse sévère continue tout au long du printemps 2011 a conduit à des pertes notables notamment au niveau de la production de fourrages sur les prairies et pâturages. Afin de combler au mieux les pertes financières encourues, le gouvernement avait décidé d'octroyer une indemnisation en deux étapes.

Sur base d'une demande succincte de la part des producteurs lésés, les autorités nationales ont pu verser en août/septembre 2011 une première tranche. Au courant de l'automne, elles ont ensuite procédé à l'analyse approfondie des données définitives sur les pertes de production. Sur base de ces chiffres, le gouvernement a ensuite décidé de verser une deuxième tranche d'indemnisation. Celle-ci a été versée au courant du mois de février 2012.

L'indemnisation globale s'est basée sur les critères suivants :

- l'indemnisation a été calculée sur base des surfaces en prairies et pâturages déclarées dans les demandes « surfaces » 2011 et retenues suite aux contrôles, ainsi que sur base des différents cheptels (bovins : suivant le cheptel moyen selon la base de données Sanitel ; ovins/caprins suivant les indications fournies dans les demandes « surfaces ») ;
- étaient éligibles les producteurs dont l'exploitation présentait en 2011 une marge brute standard d'au moins 9.600 euros ;
- les taux de l'indemnisation globale s'élevaient à respectivement 66,00 euros par ha de prairies et pâturages et à 36,00 euros par UGB ;
- le montant maximal par exploitation correspondait à 300 euros multipliés par le nombre d'hectares admissibles, sans toutefois pouvoir dépasser 20.000 euros. Des montants inférieurs à 100 euros n'étaient pas versés.

Les deux tranches de l'indemnisation représentaient respectivement 4.830.770,61 et 4.901.315,65 euros. Au total, 1.369 producteurs ont bénéficié d'une indemnisation.

## **E. Le marché du lait et des produits laitiers**

### **1. L'évolution du marché et le cadre communautaire**

Le marché du lait et des produits laitiers a connu une croissance importante au cours de l'année 2011. Au niveau international, les productions de lait écrémé en poudre et de lait entier en poudre ont connu une hausse considérable absorbée par une demande accrue sur le marché mondial et en particulier sur le marché asiatique.

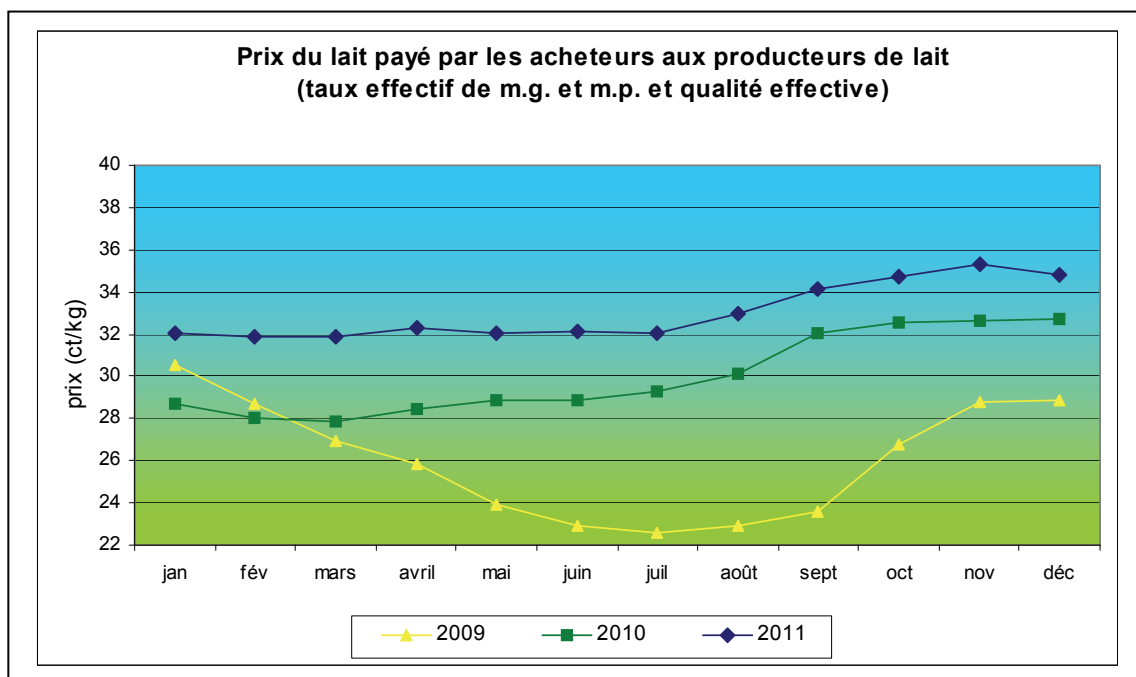
La production des produits laitiers au sein de l'UE a surtout été marquée par une hausse de la production de lait écrémé en poudre de +12%. En rétrospective, les exportations de produits laitiers en provenance de l'Union européenne donnent une image mitigée en 2011. Alors que le lait écrémé en poudre a connu une forte hausse de +37%, l'exportation du beurre vers les pays tiers a été moins bonne avec une réduction de -25% par rapport à l'année précédente. Une raison a été le prix record que le beurre a connu en 2011. En ce qui concerne l'exportation des fromages, une légère hausse de +0,9% a pu être enregistrée pendant l'année 2011.

Les prix des principaux produits laitiers cotés sur le marché mondial ont connu une hausse considérable suite à une augmentation significative de la demande sur le marché mondial. Ainsi, il n'y a pas eu de recours à des restitutions d'exportations au cours de l'année 2011. Comme l'année précédente, il n'a pas été nécessaire de procéder à l'achat à l'intervention ni pour le beurre ni pour la poudre de lait écrémé pour soutenir le marché. Les stocks d'intervention ont été entièrement dégagés en ce qui concerne le beurre et sont progressivement réduits en ce qui concerne la poudre de lait écrémé. Les 53.573 t de poudre de lait écrémé restant sont entièrement réservés à la distribution pour le programme d'aide aux personnes les plus démunies pour le plan 2012.

Les hausses des prix de marché entraînent une augmentation du prix du lait payé aux producteurs. Au Luxembourg, le prix payé aux producteurs a connu une hausse moyenne de 10% par rapport à l'année 2010 se traduisant par un prix moyen de 33 €cents/kg. Du mois d'avril au mois d'août, le prix pour la qualité moyenne a stagné, tout en étant toujours supérieur au prix de l'année précédente. En comparant les prix payés aux producteurs dans les autres Etats membres, le Luxembourg se situe relativement loin derrière le prix moyen des 27 Etats membres. Néanmoins, les augmentations du prix aux producteurs laitiers enregistrées au Luxembourg à partir de septembre 2011 ont permis au Luxembourg d'améliorer sa position dans ce

tableau comparatif et de se rapprocher du prix moyen communautaire. Si l'on y ajoute l'accroissement de la production laitière résultant de l'augmentation graduelle des quotas laitiers, la valeur de la production laitière se trouve en hausse de 10% par rapport à l'année précédente. Le graphique ci-dessous résume l'évolution du prix moyen payé aux producteurs à taux effectif de matière grasse et de matière protéique au cours de l'année 2011. Le graphique illustre aussi l'évolution du prix depuis la crise du lait en 2009.

Graphique : Prix du lait payé par les acheteurs aux producteurs de lait



Sur le plan communautaire, l'année 2011 a été marquée par les négociations au Conseil concernant « le paquet lait ». Le texte a été voté par le Conseil et le Parlement, sera vraisemblablement adopté au printemps 2012 et entrera en vigueur en automne de la même année. Le paquet a pour but de renforcer le pouvoir de négociation des producteurs dans la chaîne alimentaire en favorisant leur regroupement dans des organisations de producteurs. Comme les coopératives sont exemptes de cet exercice, il ne faudra pas s'attendre à des conséquences majeures pour la plupart des producteurs sur le marché laitier luxembourgeois.

## 2. Le régime des quotas laitiers

Malgré la sous-utilisation du quota au niveau de l'UE de 6% pendant l'année de quota 2010/11, le Luxembourg, le Danemark, les Pays-Bas, l'Autriche et la Chypre ont dépassé leurs quotas d'un total de 200.000 tonnes. Dans ce contexte, un « atterrissage en douceur » pour les producteurs laitiers de tous les Etats membres a été revendiqué par la délégation luxembourgeoise ensemble avec d'autres délégations à plusieurs reprises et à tous les niveaux de négociation institutionnels européens. Malheureusement, le nombre de pays concerné par une allocation insuffisante de quotas pour garantir une préparation appropriée de l'ère sans quotas n'a sans doute pas suffi à convaincre la Commission européenne. Un rapport de la Commission prévu pour décembre 2012 devra traiter ce sujet.

Sur le plan national, la gestion du régime des quotas laitiers continue à être régie par le règlement grand-ducal du 11 mars 2004 concernant l'application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de prélèvement sur le lait.

Au cours de la période 2011/12, les producteurs luxembourgeois se voient majorer leur quota individuel de 1,0 %. Cette majoration constitue la 3<sup>e</sup> tranche de l'augmentation globale de 5,0 % décidée en novembre 2008 par le Conseil dans le cadre du bilan de santé de la PAC.

Les quantités de référence transférées d'une exploitation laitière vers une autre au cours de la période 2011/12 sont légèrement en hausse par rapport à la période 2010/11.

Pour la période 2011/12, 63 producteurs ont présenté une demande de transfert de quotas. La quantité de référence totale transférée porte sur 5.218.213 kg, soit 1,82 % du quota national.

Depuis l'instauration du régime de transfert définitif des quotas (1<sup>er</sup> avril 2000), quelque 514 producteurs ont abandonné la production laitière et ont procédé à la vente de leur quota laitier à destination de 412 exploitations. Plus de la moitié des producteurs actifs a ainsi investi dans l'achat de quotas laitiers au cours des douze dernières périodes de douze mois. La quantité de référence transférée depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000 porte sur 58.309.886 kg, soit 20,32 % du quota national disponible.

Selon les informations communiquées par les producteurs ayant procédé à l'achat de quotas au cours de la période 2011/12 le prix des quotas est légèrement inférieur à celui de la période de douze mois précédente mais se situe toujours à un niveau sensiblement supérieur à celui enregistré dans les Etats membres voisins. Le prix moyen établi pour la période 2011/2012 s'élève à 0,44 €/kg et les prix effectivement payés varient dans une fourchette comprise entre 0,30 €/kg et 0,80 €/kg. Dans quelques cas, les quotas sont transférés gratuitement.

Consécutivement aux transferts précités, le quota laitier moyen par exploitation passe en douze ans de 216.732 kg à 362.792 kg, soit une progression de 146.060 kg ou de 67,39 %. Toutefois, il faut remarquer que les prix payés par les producteurs actifs pour les quotas leur transférés aux cours des douze périodes de douze mois écoulées sont fort élevés et, dans certains cas, même exorbitants. Ceci s'explique avant tout par deux phénomènes :

- le fait que les producteurs de lait achètent davantage de quotas pour pouvoir maintenir leur position sur un marché sur lequel ils se voient soumis à une concurrence plus rude à partir de 2015 ;
- le sentiment d'incertitude chez certains producteurs par rapport à la collecte par les laiteries après la fin du régime des quotas et la présomption que la quantité maximale de lait à livrer après 2015 serait égale à la quantité qu'une exploitation aura livré en 2015.

Au cours de la période 2011/12, les disponibilités de la réserve nationale sont allouées en premier lieu à 7 jeunes producteurs nouvellement installés, qui bénéficient de l'allocation d'un quota supplémentaire de 23.800 kg leur revenant au titre de leur premier établissement. Par ailleurs, une quantité de 1.421.343 kg est attribuée à 376 producteurs appartenant à la troisième catégorie prioritaire (producteurs disposant d'une quantité de référence propre inférieure respectivement aux livraisons de lait effectuées pendant l'année de référence 1983 ou, le cas échéant, à l'objectif de production du plan de développement en voie de réalisation au moment de l'instauration du régime des quotas laitiers).

La vingt-septième période d'application du régime des quotas laitiers (2010/2011) s'étend du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 31 mars 2011.

## Livraisons de lait aux acheteurs

Les tableaux 3 et 4 résument la situation enregistrée pour la période 2010/11 en matière de :

- répartition du quota national entre les divers acheteurs de lait
- livraisons corrigées de lait
- dépassement du quota national
- prélèvement à payer par les producteurs individuels.

<b>Tableau 3</b>	Quotas alloués au titre des livraisons de lait aux acheteurs (Période 2010/2011)		
Acheteur	Quota global (kg)	Transferts article 67 paragraphe 2 du régl. (CE) 1234/2007 (*) (kg)	Quota définitif (kg)
LUXLAIT	128.342.712	----	128.342.712
EKABE	36.276.021	+ 2.896	36.278.917
PROCOLA	112.058.769	----	112.058.769
CORELUX	4.282.665	----	4.282.665
FROMAGERIE DE LUX.	2.684.281	----	2.684.281
<b>TOTAL :</b>	<b>283.644.448</b>	<b>+ 2.896</b>	<b>283.647.344</b>

(\*) transferts opérés par les producteurs disposant d'un quota « livraisons » et d'un quota « vente directe »

<b>Tableau 4</b>	Livraisons et prélèvement (Période 2010/2011)			
Acheteur	Livraisons corrigées (kg) (*)	Dépassement du quota (kg)	Sous-utilisation du quota (kg)	Prélèvement dû (EUR)
LUXLAIT	129.957.040	1.614.328	---	443.094,79
EKABE	36.948.843	669.926	---	183.505,73
PROCOLA	113.488.540	1.429.771	---	389.744,12
CORELUX	4.347.891	65.226	---	17.895,52
FROMAGERIE DE LUX.	2.621.308	---	62.973	---
<b>TOTAL :</b>	<b>287.363.622</b>	<b>3.779.251</b>	<b>62.973</b>	<b>1.034.240,16</b>

(\*) compte tenu de la correction appliquée aux livraisons suite au dépassement du taux de matière grasse de référence

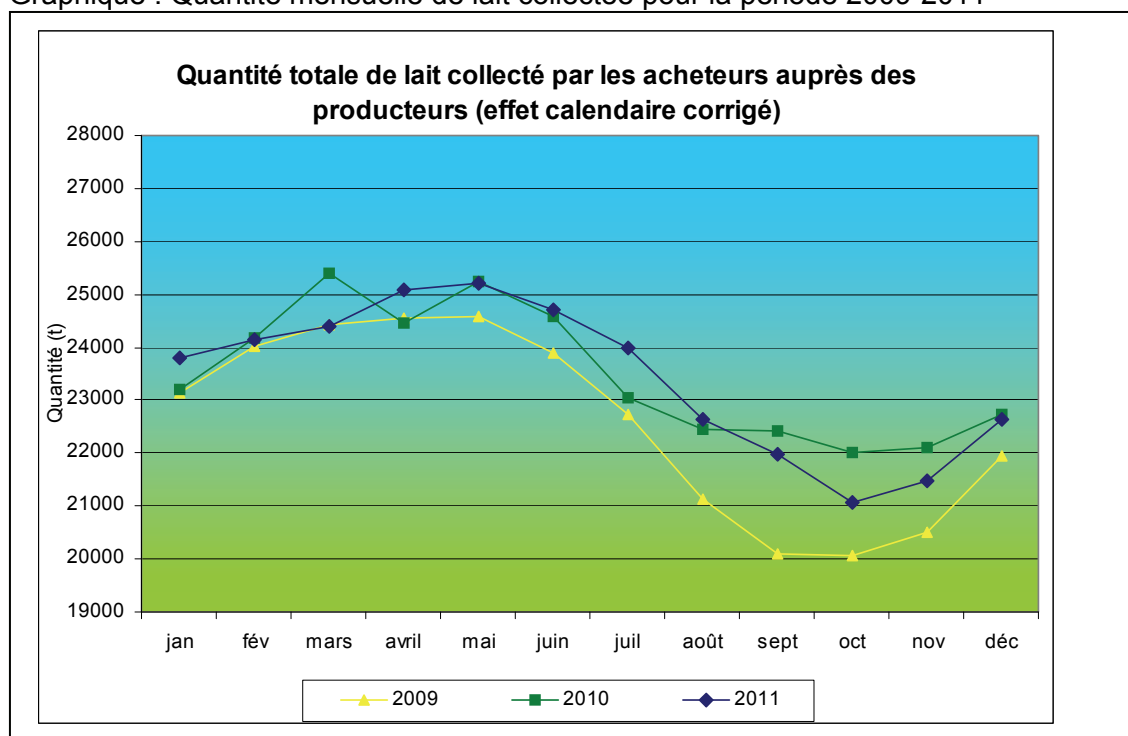
Le tableau 5 reprend les chiffres en matière de répartition des quotas entre les différents acheteurs au cours de la vingt-huitième période d'application du régime des quotas laitiers.

<b>Tableau 5</b>	Répartition des quotas entre les différents acheteurs au cours de la période 2011/2012 (situation au 26/01/2012)	
Acheteur	Quota total (kg)	en %
LUXLAIT	128.782.838	44,953
EKABE	36.067.803	12,590
PROCOLA	114.556.165	39,987
CORELUX	4.350.292	1,518
FROMAGERIE DE Luxembourg	2.728.795	0,952
<b>TOTAL :</b>	<b>286.485.893</b>	<b>100,000</b>

Le graphique ci-après montre les quantités mensuelles livrées aux acheteurs pour les années 2009 à 2011.



Graphique : Quantité mensuelle de lait collectée pour la période 2009-2011



### Vente directe

Au cours de la période 2010/2011, une quantité de référence « vente directe » est allouée à 2 producteurs; les quantités de référence totales attribuées s'établissent à :

Quota national « vente directe »	500.000 kg
Transfert article 67 paragraphe 2, R(CE) n°1234/2007	- 2.896 kg
Quota national disponible	497.104 kg

Les quantités de lait et de produits laitiers commercialisées directement portent sur 497.104 kg en équivalent lait.

### Réallocation de quotas

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 31 mars 2011, il est possible d'allouer, à partir de la réserve nationale, les quantités de référence supplémentaires indiquées au tableau 6.

Tableau 6	
Quotas supplémentaires alloués en 2010/2011 et motifs de l'allocation	Quantité de référence globale engagée
1) Allocation linéaire de 1 % à 742 producteurs laitiers	2.629.026 kg
2) Un quota supplémentaire de 23.800 kg a été alloué à 13 jeunes producteurs	309.400 kg
3) Allocation d'un quota supplémentaire à 373 producteurs appartenant à la troisième catégorie prioritaire. (producteurs disposant d'une quantité de référence propre inférieure respectivement aux livraisons de lait effectuées pendant l'année de référence 1983 ou, le cas échéant, à l'objectif de production du plan de développement en voie de réalisation au moment de l'instauration du régime des quotas laitiers)	916.610 kg
Quantité de référence supplémentaire allouée :	3.855.036 kg

### 3. La situation structurelle du secteur laitier

La situation structurelle du secteur laitier au Grand-Duché de Luxembourg ressort du tableau 7 qui montre la répartition des quotas laitiers entre les exploitations laitières en fonction du quota détenu par exploitation.

Tableau 7	Structure des exploitations laitières luxembourgeoises									
	Répartition par classe de grandeur									
	(répartition établie sur base du quota laitier détenu)									
	Situation au 27 juin 2011									
Classe de grandeur (kg)	0 – 60.000	60.001 – 100.000	100.001 – 150.000	150.001 – 200.000	200.001 – 250.000	250.001 – 300.000	300.001 – 400.000	400.001 – 500.000	> 500.000	TOTAL
Quota détenu (kg)	284.668	1.256.393	6.982.287	16.526.108	25.370.924	28.397.861	54.413.688	39.865.895	112.419.276	285.517.100
%	0,10	0,44	2,45	5,79	8,89	9,95	19,06	13,96	39,37	100,00
Nombre de producteurs	8	16	56	93	112	104	157	89	152	787
%	1,02	2,03	7,12	11,82	14,23	13,21	19,95	11,31	19,31	100,00
Moyenne par classe (kg)	35.584	78.525	124.684	177.700	226.526	273.056	346.584	447.931	739.601	362.792

L'évolution de la structure des exploitations agricoles produisant du lait est caractérisée par une diminution du nombre d'exploitations et une augmentation du quota individuel des exploitations restantes (voir tableau 8).

Tableau 8			
Campagnes	Nombre de producteurs	Quota moyen (kg)	Variation annuelle (%)
1984/85	2.226	131.626	
1985/86	2.222	130.513	-0,846
1986/87	2.042	142.018	+8,815
1987/88	1.970	139.137	-2,029
1988/89	1.869	143.111	+2,856
1989/90	1.800	150.444	+5,124
1990/91	1.776	152.477	+1,351
1991/92	1.640	162.394	+6,504
1992/93	1.590	167.604	+3,208
1993/94	1.524	175.917	+4,960
1994/95	1.463	183.252	+4,170
1995/96	1.373	195.264	+6,555
1996/97	1.309	204.811	+4,889
1997/98	1.276	210.108	+2,586
1998/99	1.259	212.944	+1,350
1999/2000	1.237	216.732	+1,779
2000/2001	1.149	233.467	+7,722
2001/2002	1.093	245.704	+5,241
2002/2003	1.058	253.832	+3,308
2003/2004	1.022	262.773	+3,522
2004/2005	991	270.993	+3,128
2005/2006	955	281.208	+3,769
2006/2007	923	292.415	+3,985
2007/2008	890	304.802	+4,236
2008/2009	863	322.214	+5,713
2009/2010	838	335.121	+4,006
2010/2011	811	349.747	+4,364
2011/2012	787	362.792	+3,730

**Remarque :** Campagnes 1984/85 - 2010/2011 : Données de fin de campagne  
Campagne 2011/2012 : Données du 27 juin 2011

Le tableau 9 montre la répartition du quota national entre les différentes catégories d'âge de producteurs et le nombre de producteurs dans chaque catégorie.

<b>Tableau 9</b> (Situation au 01 avril 2011)								
Catégorie d'âge	Producteurs âgés de moins de 25 ans	Producteurs âgés de plus de 25 ans et de moins de 35 ans	Producteurs âgés de plus de 35 ans et de moins de 45 ans	Producteurs âgés de plus de 45 ans et de moins de 50 ans	Producteurs âgés de plus de 50 ans et de moins de 55 ans	Producteurs âgés de plus de 55 ans et de moins de 60 ans	Producteurs âgés de plus de 60 ans et de moins de 65 ans	Producteurs âgés de plus de 65 ans
Quota global détenu par catégorie d'âge (kg)	20.410.950	79.070.913	85.667.942	47.848.457	32.311.558	17.473.141	2.188.819	545.320
Part du quota national	7,149%	27,694%	30,004%	16,758%	11,317%	6,120%	0,767%	0,191%
Nombre de producteurs par catégorie d'âge	49	175	223	139	119	66	11	5
Pourcentage	6,226%	22,236%	28,335%	17,662%	15,121%	8,386%	1,398%	0,635%
Quota moyen par catégorie d'âge (kg)	416.550	451.834	384.161	344.234	271.526	264.745	198.984	109.064

#### 4. L'allocation de quantités de référence supplémentaires

Le tableau 10 reprend les allocations de quantités de références effectuées depuis l'instauration du régime des quotas laitiers.

<b>Tableau 10</b>		
<b>Catégorie</b>	<b>Nombre de cas</b>	<b>Quantité de référence supplémentaire allouée (kg)</b>
Cas de rigueur	95	1.029.929
Anciens cas de rigueur	36	141.531
Plans de développement	232	13.515.807
Plans d'amélioration matérielle	344	14.800.038
Jeunes producteurs	927	22.010.075
Petits producteurs	155	987.288
Pool national	370	12.716.090 (*)
Cas 1983	464	6.562.104
Majoration 6,5 %	787	16.308.176
	Total	88.071.038 (**) soit 30,69 % du quota national

(\*) dont 318.320 kg alloués en application de l'article 16 paragraphe (2) du règl. grand-ducal du 14 mars 1996 (allocation linéaire de 1.384 kg à 230 exploitations), 696.763 kg alloués en application des articles 25 et 26 dudit règlement (dispositions transitoires) et 11.701.007 kg alloués en application des articles 13 et 14 du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> mars 2000 respectivement en application des articles 13 et 14 du règlement grand-ducal du 11 mars 2004 (dissolutions transferts et fusions).

(\*\*) le chiffre de 88.071.038 kg comprend la quantité de référence de 25 millions de kg alloués au Luxembourg depuis le début du régime des quotas laitiers en provenance de la réserve communautaire

## 5. Le pool national

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000, le pool national ne sert plus comme instrument de restructuration de la production laitière mais est exclusivement destiné à garantir l'allocation définitive de quotas à des producteurs ayant soit bénéficié d'un transfert temporaire de quotas par voie de location soit profité de la jouissance d'une quantité de référence plus substantielle dans le cadre d'un contrat d'association. En effet, ces derniers bénéficient d'un droit d'allocation prioritaire des quotas transférés ou des quotas détenus par le co-associé au cas où les contractants décident d'un commun accord de mettre un terme, soit en raison de l'arrivée du terme soit en raison de sa résiliation anticipée, au bail ou à la convention qui les a engagés dans le passé.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 2000, 115 contrats de bail ne sont plus reconduits ou sont résiliés anticipativement et les quotas laitiers correspondant à ces contrats, représentant une quantité de 7.205.232 kg, sont alloués définitivement aux producteurs en activité moyennant le passage par le pool national. En outre 25 associations de producteurs sont dissoutes anticipativement et les producteurs continuant la production laitière se voient allouer définitivement les 4.495.775 kg de quotas de leur ancien associé grâce au recours au pool national.

## 6. Les transferts de quotas

Le tableau 11 reprend les quantités de référence ayant fait l'objet d'un transfert consécutivement à un contrat de location ou à un contrat de vente

Tableau 11					
Période	Nombre	Quota transféré consécutivement à un contrat de location	Nombre	Quota transféré consécutivement à un contrat de vente	Total général
1984/1985	0	0	0	0	
1985/1986	2 cas	85.147 kg	0	0	
1986/1987	0	0	0	0	
1987/1988	0	0	1 cas	350.948 kg	
1988/1989	1 cas	128.713 kg	0	0	
1989/1990	1 cas	191.400 kg	0	0	
1990/1991	2 cas	297.799 kg	0	0	
1991/1992	6 cas	351.543 kg	0	0	
1992/1993	5 cas	472.708 kg	0	0	
1993/1994	32 cas	2.600.067 kg	0	0	
1994/1995	18 cas	1.479.819 kg	0	0	
1995/1996	20 cas	2.119.214 kg	0	0	
1996/1997	11 cas	1.339.660 kg	0	0	
1997/1998	25 cas *	1.864.460 kg	0	0	
1998/1999	8 cas	531.046 kg	0	0	
1999/2000	17 cas	2.445.767 kg	0	0	
2000/2001	0	0	82 cas	8.313.938 kg	
2001/2002	1 cas	346.848 kg	52 cas	5.368.261 kg	
2002/2003	1 cas	349.765 kg	38 cas	3.849.237 kg	
2003/2004	0	0	43 cas	4.858.219 kg	
2004/2005	0	0	39 cas	4.298.529 kg	
2005/2006	0	0	43 cas	5.154.106 kg	
2006/2007	0	0	40 cas	5.028.887 kg	
2007/2008	0	0	36 cas	4.258.304 kg	
2008/2009	0	0	41 cas	4.716.414 kg	
2009/2010	1 cas	228.719 kg	26 cas	2.994.104 kg	
2010/2011	0	0	36 cas	4.251.674 kg	
2011/2012	0	0	38 cas	5.218.213 kg	
Total	151 cas	14.832.675 kg	515 cas	58.660.834 kg	73.493.509 kg

\* dont 13 cas (1.080.969 kg) qui ont fait appel aux dispositions transitoires de l'article 26 paragraphe (2) deuxième alinéa du règlement grand-ducal modifié du 14 mars 1996.

## 7. Le régime d'aide au lait scolaire

La réglementation communautaire prévoit une aide à la cession de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2001 le financement communautaire pour le « lait scolaire » est ramené de 95 % du prix indicatif du lait (valable à l'époque) à 75 % de ce prix avec la faculté pour les Etats membres d'accorder, en complément de l'aide communautaire, une aide nationale pour cofinancer la distribution de lait et de produits laitiers aux élèves fréquentant un établissement scolaire.

Au Luxembourg il est fait application de cette disposition. L'aide nationale accordée s'élève à 11,63 €/100 litres de lait entier.

Au cours de l'année scolaire 2010/2011, 62 établissements fréquentés par 16.279 élèves bénéficient dudit régime d'aide.

L'aide globale accordée pour le lait entier s'élève à 30,3245 €/100 litres, dont 18,6945 €/100 litres à charge du FEAGA et 11,63 €/100 litres à charge du budget national.

L'aide payée au titre de l'année scolaire 2010/2011 est résumée au tableau 12.

Tableau 12		
Produits	Quantités ( l )	Montant total de l'aide (EUR)
Lait entier	81.381,52	24.678,54
Lait entier chocolaté	26.823,22	8.134,01
TOTAL :	108.204,74	32.812,55

## 8. Le régime d'aide au stockage privé de beurre

La réglementation communautaire prévoit l'octroi d'une aide au stockage privé de beurre pour le beurre entreposé pendant la période du 1<sup>er</sup> mars 2011 au 29 février 2012.

L'aide, qui est payée pour une durée de stockage contractuelle comprise entre quatre-vingt-dix jours au moins et deux cent dix jours au maximum, s'élève par tonne de beurre à :

- 18,06 € pour les frais fixes de stockage;
- 0,35 € par jour de stockage contractuel.

Au cours de l'année 2011 il n'a pas été fait appel audit régime d'aide au Luxembourg.

## 9. Le régime d'aide aux personnes les plus démunies

La réglementation communautaire prévoit, dans le cadre de plans annuels, la mise à disposition gratuite de denrées alimentaires provenant des stocks d'intervention au bénéfice des personnes les plus démunies de la Communauté.

En cas d'indisponibilité de stocks d'intervention, la réalisation du plan annuel peut être opérée à partir de produits mobilisés sur le marché.

Au Luxembourg il est fait application dudit régime d'aide moyennant la mobilisation de produits achetés sur le marché.

Le programme mis en œuvre au cours de l'exercice 2011 prévoit exclusivement la distribution gratuite de produits laitiers par l'intermédiaire de trois organisations caritatives.

Les quantités de produits laitiers distribuées au cours de l'exercice 2011 portent sur :

- lait UHT :	44.939 litres
- lait chocolaté UHT :	11.516 litres
- lait aromatisé UHT :	7.250 litres
- fromage blanc maigre :	1.878 kg
- beurre :	3.324 kg
- crème UHT :	4.357 litres
- yaourts nature :	1.781 kg.

Le montant global engagé dans la réalisation du programme 2011 porte sur 101.775,92 euros.

Suite à une décision politique du Conseil et du Parlement européen, le programme d'aide aux personnes les plus démunies sous sa forme actuelle ne sera appliqué que jusqu'à l'année 2013.

## **F. La section cheptel et viande**

### **1. Le contrôle de la classification du bétail de boucherie**

Conformément au règlement grand-ducal du 16 août 2010 définissant les règles spéciales applicables à la commercialisation du bétail de boucherie et aux règlements européens en vigueur, les contrôles de la classification du bétail de boucherie sont réalisés par les agents du SER. Ces contrôles portent sur et la constatation du poids des carcasses bovines, porcines, ovines et caprines ainsi que sur la présentation et la classification des carcasses bovines et porcines.

En 2011, les agents ont effectué 26 visites dans les abattoirs et contrôlé 930 gros bovins et 480 porcs. Le taux d'erreur toléré de 10 % par critère de contrôle concernant le classement des gros bovins a été dépassé 4 fois dont 0 fois pour la conformation et 4 fois pour l'engraissement. En moyenne annuelle, 98.0% des classements de conformation, 95.6% des classements de l'engraissement et 100 % des classements de la catégorie contrôlés sont corrects.

Le système d'évaluation du contrôle de la présentation des carcasses bovines y compris l'application correcte de l'émoussage permet de constater 3,10% de défauts par rapport à la présentation autorisée dont 3,09% de défauts importants et 0,01% de défauts majeurs.

Chez les porcins, le taux d'erreur toléré de 10 % par critère de contrôle concernant la manipulation correcte de l'appareil Hennessy est dépassé 9 fois de 15 points de % en moyenne.

### **2. La formation des classificateurs et des agents chargés du contrôle**

Les agents du SER chargés du contrôle et les classificateurs agréés des abattoirs ont participé aux cours de formation pour le classement de gros bovins et de porcs organisés par l'ADD de Trèves à Zweibrücken au mois d'octobre.

### 3. Les projets importants de 2011

En 2011 ont été finalisés les travaux du projet important démarré en 2008 et qui concerne l'adaptation de la formule pour estimer le taux de viande maigre des carcasses de porcs à partir des paramètres mesurés par la sonde invasive HENNESSY.

#### G. L'indemnité compensatoire allouée aux producteurs des régions défavorisées

Le règlement grand-ducal du 24 juin 2008 fixant les modalités d'application de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux agriculteurs dans les zones défavorisées, publié fin juin 2008 repose sur le plan de développement rural (PDR) 2007-2013 approuvé par la Commission européenne et prévu par la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

L'indemnité compensatoire allouée aux exploitants agricoles s'élève pour l'année 2011 à environ 15,2 millions d'euros.

L'indemnité compensatoire est accordée aux exploitants agricoles :

- dont l'exploitation a une dimension économique correspondant à une marge brute standard totale d'au moins 9 600 € et une taille d'au moins 3 hectares de surface agricole éligible;
- dont le siège de l'exploitation est situé dans les zones du Grand-Duché de Luxembourg qui figurent sur la liste communautaire des zones défavorisées définies pour le Luxembourg par la directive 75/274/CEE;
- qui s'engagent à poursuivre leur activité agricole dans une zone défavorisée pendant au moins cinq ans à compter du versement de l'indemnité compensatoire;
- qui respectent, sur l'ensemble de leur exploitation, les exigences de la conditionnalité et, en ce qui concerne les surfaces situées dans un pays limitrophe, les exigences de la conditionnalité applicable dans ce pays.

L'indemnité revenant à chaque exploitant est calculée comme suit:

en ce qui concerne les exploitations à titre principal:

- 150 € pour chacune des 60 premières unités
- 75 € pour chacune des 60 unités subséquentes

La surface éligible pour l'aide est déterminée en modulant les plafonds repris ci-dessus par la prise en compte de la structure économique des exploitations afin de prendre davantage en compte les exigences économiques des exploitants à titre principal créant des emplois pour plusieurs personnes.

Cette modulation repose sur un système d'UTA (unité de travail annuel) calculées chaque année à partir des heures de travail moyennes annuellement nécessaires à l'entretien des différentes surfaces et le cheptel. Par palier de ces UTA calculées pour chaque exploitation, un coefficient multiplicateur des plafonds est déterminé pour le premier et le deuxième montant d'aide.

en ce qui concerne les exploitations à titre accessoire:

- 100 € pour chacune des 15 premières unités
- 62 € pour chacune des 10 unités subséquentes.

Il en résulte une indemnité maximale de 2.120 € par exploitation à titre accessoire.

En 2011, 1.445 exploitations agricoles ont touché une indemnité compensatoire, dont 1.261 exploitations à titre principal et 184 exploitations à titre accessoire. Il faut noter que, depuis 2001 inclus, les exploitations ayant un chef d'exploitation retraité sont considérées aussi comme exploitations accessoires pour le calcul de l'indemnité compensatoire. Le montant payé se compose comme suit :

- un montant de 15.019.076 € est attribué aux exploitants exerçant l'activité agricole à titre principal
- un montant de 355.289 € est attribué aux exploitants exerçant l'activité agricole à titre accessoire

Le montant moyen par exploitation à titre principal s'élève à 10.394 € et celui par exploitation à titre accessoire à 1.931 €.

Le tableau 13 ci-après reflète l'évolution et la répartition de l'indemnité compensatoire pour la période de 2004 à 2011.

<b>Tableau 13 : Evolution et répartition de l'indemnité compensatoire</b>								
Année du paiement	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Crédits budgétaires (millions d'euros)	15.920	15.825	15.809	15.764	15.769	15.660	15.456	15.217
Exploitations bénéficiaires	1.596	1553	1553	1526	1541	1510	1482	1445
- dont à titre principal	1474	1448	1441	1403	1383	1350	1322	1261
- dont à titre accessoire	122	105	112	128	158	162	160	184
Montant moyen par exploitation bénéficiaire (en euros)								
- dont à titre principal	10.669	10.790	10.827	11.064	11.187	11.376	11.458	10.394
- dont à titre accessoire	1.585	1.927	1.859	1.882	1.880	1.866	1.925	1.931

## **H. La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel**

La première période du programme de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage, mesure cofinancée par l'Union européenne dans le cadre du règlement (CE) n° 2078/92, a été introduite fin 1996 (engagements à partir de l'année de récolte 1997) et s'adressait uniquement aux agriculteurs.

Depuis l'année de récolte 1998, peuvent également bénéficier de ce régime d'aides les pépiniéristes et les viticulteurs pour leurs surfaces exploitées respectivement comme pépinières ou vignobles (vignobles en pente moyenne  $\geq 15\%$  et vignobles en pente raide  $\geq 30\%$ ). Les horticulteurs s'y ajoutent à partir de l'année de récolte 1999 (arboriculteurs et maraîchers de plein air). La prime à verser au bénéfice des horticulteurs est entièrement à charge du budget national.

Le SER est chargé de la gestion et du contrôle administratif des demandes introduites par les agriculteurs, horticulteurs et pépiniéristes. Il prépare également les dossiers de paiements correspondants. L'Administration des Services Techniques de l'Agriculture respectivement l'Unité de Contrôle sont chargés des contrôles sur place et en laboratoire.

Les demandes de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel introduites par les viticulteurs pour leurs vignobles éligibles sont gérées et contrôlées par l'Institut Viti-Vinicole. Cette administration est également chargée de la préparation des dossiers de paiement en question.

La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel vise notamment à encourager l'entretien des surfaces en honorant l'activité des producteurs en tant que prestataires d'un service d'entretien de l'espace naturel et du paysage. En outre, elle



cherche à maintenir sous exploitation l'ensemble des surfaces à vocation agricole, viticole ou horticole dans le respect des formes d'exploitation adaptées au milieu naturel et au paysage et respectueuses de l'environnement.

Le règlement du 17 octobre 2008 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, fixant les modalités de paiement et de contrôle du nouveau programme de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel a été publié fin octobre 2008. Cette réglementation repose sur le plan de développement rural (PDR) approuvé par la Commission européenne et prévu par la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Peuvent bénéficier de ladite prime, tous les producteurs dont l'exploitation est située sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui exploitent une surface minimale et qui respectent un certain nombre de conditions. Le nouveau programme a été adapté en fonction des nouveaux défis. Le respect de la conditionnalité est obligatoire dans la nouvelle période de programmation.

D'autre part, le maintien et la création de prairies et pâturages permanents sont favorisés davantage. La couverture permanente du sol minimise le risque d'érosion et prévient le lessivage des sols. De plus, peu de pesticides et de fertilisants sont utilisés sur ces surfaces. Les exploitants ayant des surfaces dans les zones de protection des eaux sont obligés de participer avec une partie de ces surfaces dans des programmes agri-environnementaux ciblant l'amélioration de la qualité de l'eau suite à une diminution des intrants.

De plus, les exploitants ayant des surfaces labourées le long de cours d'eau sont obligés d'installer une bande de protection végétale d'une largeur minimale de 3 mètres sur les labours le long des cours d'eau définis par l'Administration.

Les demandeurs de la prime s'engagent à répondre à ces conditions pendant cinq ans à partir du premier versement.

Les exploitants qui se sont engagés dans le cadre du programme précédent et dont la période des cinq années n'est pas encore expirée, ont eu la possibilité de finir leur programme sous l'ancienne réglementation.

Les montants de primes applicables sont repris au tableau 14 :

Tableau 14			
Bénéficiaires		Montants	
Agriculteurs	à titre principal	pour les 90 premiers hectares :	
		prairies permanentes	100 €/ha
		terre arable	85 €/ha
		(les prairies permanentes sont payées prioritairement)	
	à titre accessoire	pour les hectares dépassant 90 ha	
		prairies permanentes	80 €/ha
		terre arable	68 €/ha
		Montant par hectare	
Pépiniéristes	à titre principal	prairies permanentes	80 €/ha
		terre arable	68 €/ha
	à titre accessoire	Montant maximum par demande	
		5.000 €	
		Horticulteurs	à titre principal
Montant par hectare d'arboriculture	397 €/ha		
Montant par hectare de culture maraîchères de plein air	794 €/ha		
à titre accessoire	*		
	Montant par hectare d'arboriculture		318 €/ha
	Montant par hectare de culture maraîchères de plein air	635 €/ha	
		Montant maximal par demande	5.000 €

La situation en matière de participation au régime de la prime est résumée au tableau 15 :

<b>Tableau 15</b>	Nombre d'exploitants participant au régime
Année culturale (*)	au cours des années culturales en question (**)
1996/1997	1.874
1997/1998	1.878
1998/1999	1.910
1999/2000	1.898
2000/2001	1.787
2001/2002	1.795
2002/2003	1.751
2003/2004	1.777
2004/2005	1.764
2005/2006	1.781
2006/2007	1.725
2007/2008	1.451***
2008/2009	1.555***
2009/2010	1.601***
2010/2011	1.612***

(\*) du 1<sup>er</sup> novembre jusqu'au 31 octobre de l'année suivante

(\*\*) les variations peuvent s'expliquer à la fois par des résiliations et nouveaux engagements, ainsi que par la disparition d'exploitations individuelles au moment de la fusion d'exploitations.

(\*\*\*) Nouvelle période de programmation 2008-2012

Depuis le nouveau programme, le versement (p.ex. pour l'année de récolte n) de ladite prime agriculture est en principe réalisé vers la fin de l'année, sauf pour les pépiniéristes et les horticulteurs pour lesquels le paiement se fait, en début de l'année suivant la demande.

Prime pour l'année de récolte 2011 : le tableau 16 précise les chiffres concernant les agriculteurs

<b>Tableau 16</b>	
Nombre d'agriculteurs bénéficiaires	1.540
dont à titre principal	1.214
dont à titre accessoire	326
Surface agricole utilisée primée	115.658 ha
producteurs à titre principal	108.359 ha
producteurs à titre accessoire	7.299 ha
Montant versé	10.016.717 €

Prime pour l'année de récolte 2010 : le tableau 17 précise les chiffres concernant les arboriculteurs, maraîchers et pépiniéristes

<b>Tableau 17</b>	
Nombre de pépiniéristes bénéficiaires	4
dont à titre principal	3
dont à titre accessoire	1
Nombre de maraîchers bénéficiaires	23
dont à titre principal	17
dont à titre accessoire	6
Nombre d'arboriculteurs bénéficiaires	47
dont à titre principal	31
dont à titre accessoire	16
Surface de pépinières primée	19,07 ha
producteurs à titre principal	18,55 ha
producteurs à titre accessoire	0,52 ha
Surface maraîchère primée	39,36 ha
producteurs à titre principal	27,74 ha
producteurs à titre accessoire	11,62 ha
Surface arboricole primée	111,76 ha
producteurs à titre principal	81,67 ha
producteurs à titre accessoire	30,09 ha
Solde versé pépiniéristes	7.529 €
maraîchers	29.404 €
arboriculteurs	40.060 €

## **V. LE FINANCEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE**

Le règlement modifié (CE) no 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune (adopté sous présidence luxembourgeoise) a redéfini les dispositions en matière de financement de la politique agricole commune. Il a notamment créé deux fonds agricoles européens, à savoir le Fonds européen de garantie agricole (FEAGA), destiné à financer les mesures de marché et d'autres mesures et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), destiné à financer les programmes de développement rural. Le règlement est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Dans ses articles 3 et 4, le règlement 1290/2005 définit les dépenses couvertes par le FEAGA respectivement par le FEADER. Toutefois, ces dépenses sont limitées. En effet, le budget communautaire ainsi que de nombreux règlements définissent des plafonds annuels pour les dépenses financées à travers les deux fonds agricoles.

### **A. FEAGA**

Le FEAGA finance, en gestion partagée entre les Etats membres et la Communauté, les dépenses suivantes :

- les restitutions fixées pour l'exportation des produits agricoles vers les pays tiers ;
- les interventions destinées à la régularisation des marchés agricoles ;
- les paiements directs aux agriculteurs prévus dans le cadre de la politique agricole commune ;
- la contribution financière de la Communauté aux actions d'information et de promotion en faveur des produits agricoles sur le marché intérieur de la Communauté et dans les pays tiers, dont la réalisation est effectuée par l'intermédiaire des Etats membres ;
- l'aide à la restructuration, l'aide à la diversification, l'aide additionnelle à la diversification et l'aide transitoire prévues par le règlement (CE) no 320/2006 du Conseil du 20 février 2006, instituant un régime temporaire de restructuration de l'industrie sucrière dans la Communauté Européenne.

En 2010, les dépenses totales pour l'Agriculture pour toute la Communauté s'élevaient à 46.237,8 millions d'euros. Ce montant représente 31.0 % du budget total de l'Union Européenne. La part du FEAGA dans le budget a donc, après avoir été en diminution constante depuis plusieurs années, légèrement augmenté.

En analysant les dépenses FEAGA 2010 par catégorie, on constate que:

- les dépenses de restitution à l'exportation ont poursuivi leur baisse et ne représentent plus que 0,42 % du total des dépenses du FEAGA ;
- les dépenses pour aides directes atteignent maintenant 90,08 % des dépenses totales et sont restées stables par rapport à l'année précédente ;
- les dépenses de stockage ont été quasiment nulles ;
- le pourcentage pour les autres dépenses (actions vétérinaires et phytosanitaires, actions d'information, etc.) s'est élevé à 8,72 % ; par rapport à l'année précédente, ce taux est resté pratiquement constant.

Pour l'année 2011, le montant total des dépenses concernant le FEAGA peut être estimé à environ 46.407 millions d'euros. Cette exécution provisoire, indique une sur-exécution globale de quelques 1.087,6 millions d'euros par rapport aux crédits budgétaires initiaux. La part du Luxembourg s'élève à moins de 0,1 % de ces dépenses.

A noter que depuis 2004, le Luxembourg ne connaît plus de stocks d'intervention de produits agricoles.

## **B. FEADER**

Le FEADER finance en gestion partagée entre les Etats membres et la Communauté la contribution financière de la Communauté aux programmes de développement rural.

Concernant les aides au développement rural financées à travers le FEADER, les mesures d'aide appliquées au Grand-Duché de Luxembourg et financées dans le cadre plan de développement rural (PDR) 2007-2013 peuvent être regroupées en 4 grandes catégories ou axes d'aides :

- la première catégorie vise essentiellement l'amélioration de la compétitivité du secteur agricole et forestier (axe 1),
- la deuxième catégorie concerne principalement l'amélioration de l'environnement et de l'espace naturel (axe 2),
- la troisième catégorie touche à l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural autant qu'à la diversification de l'économie rurale (axe 3),
- enfin, la quatrième et dernière catégorie du PDR 2007-2013 concerne particulièrement l'action LEADER (axe 4).

Après son démarrage retardataire durant l'année 2008 le nouveau plan de développement rural programmé pour la période de 2007 à 2013 a su atteindre au cours de l'année 2009 son rythme de croisière qui se poursuit au cours des années 2010 et 2011. C'est surtout au niveau des demandes d'aides pour la modernisation agricole ainsi que pour les paiements dans le cadre du programme LEADER qu'on a pu constater une forte augmentation pour l'année 2010. L'aide à l'installation des jeunes agriculteurs connaît également un certain succès même si, tout comme les mesures agro-environnementaux, elle est en baisse en 2011.

En ce qui concerne l'exécution du budget du FEADER pour toute la Communauté européenne on constate pour 2010 que 97,10 % des fonds prévus ont pu être utilisés par les Etats membres de l'Union Européenne. Il est toutefois à noter que même si pour l'exercice 2010 la majorité des programmes de développement rural des Etats membres ont pu atteindre leur vitesse de croisière, certains ont, suivant la Commission Européenne, connu d'importants problèmes de mise en œuvre en raison de la crise économique et financière qui pesait sur la capacité des Etats membres à fournir la part nationale du cofinancement.

Le tableau I fait état des montants versés au titre des deux fonds précités pour les exercices financiers 2009, 2010 et 2011 pour le Luxembourg.

# **TABLEAU I**

## **Dépenses du FEAGA et du FEADER au Luxembourg (Dépenses se rapportant aux années budgétaires des C.E. : 16.10-15.10)**

en euros

	2009	2010	2011
<b><u>FEAGA</u></b>			
Régime du paiement unique	34.098.979,29	34.710.255,30	34.244.175,73
- Aide aux producteurs de céréales	-	-	-
- Aide à la production des protéagineux	-	-	-
- Fruits à coque	10.029,28	13.818,96	-
- Prime aux cultures énergétiques	2.640,24	2.700,99	-
	6.867,29	10.105,09	149,01
Vin			
- Aides moûts concentrés	-	-	-
- Primes d'abandon définitif	245.637,00	-	-
- Actions de restructuration et de reconversion du vignoble	6.675,00	5.539,27	2.205,00
	98.363,00	1.827,40	-
Produits laitiers			
- Restitutions à l'exportation	-	-	-
- Aide à l'achat de beurre pour collectivités	-	-	-
- Lait scolaire	31.655,40	950,80	-
- Prélèvement supplémentaire de coresponsabilité	37.533,02	21.643,57	14.599,24
- Aide au stockage de beurre privé	-543.546,01	-468.574,79	-
- Soutien spécifique à la crise économique dans le secteur laitier	16.725,00	4.657,62	4.204,75
	-	597.040,80	-
Mesures d'information et de promotion de produits agricoles	233.896,31	231.385,74	92.477,97
Distribution de produits agricoles aux démunies	120.122,85	100.422,40	101.775,91
Aide particulière à l'apiculture	22.406,24	18.686,00	15.802,50
Programme de distribution de fruits et légumes dans les écoles	-	65.060,93	167.404,38
Apurement des exercices antérieurs	176.059,83	- 1.006.909,61	176.313,02
Recouvrements	-36.664,46	-31.420,66	-40.976,85
Recouvrements conditionnalité	-23.931,05	-15.368,39	-51.799,38
Remboursement non lié à des irrégularités	-	-	-855,84
<b><u>Total FEAGA</u></b>	<b><u>34.503.448,25</u></b>	<b><u>34.261.821,42</u></b>	<b><u>34.725.475,44</u></b>
<b><u>FEADER</u></b>			
Formation professionnelle et actions d'information	10.014,70	18.400,61	25.505,14
Installations de jeunes agriculteurs	406.904,76	263.024,27	201.652,11
Utilisation de services de conseil	-	186,40	-
Modernisation des exploitations agricoles + investissements nouveaux défis	4.978.642,81	7.553.652,60	3.998.987,46
Accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles	51.517,38	331.692,73	917.948,58
Amélioration de la valeur économique des forêts	1.201,25	3.657,11	0,00
Infrastructures liées à l'évolution et à l'adaptation des secteurs agricole et sylvicole	533,60	4.870,44	-
Indemnités compensatoires	3.934.672,24	3.937.568,22	3.916.725,35
Paiements agroenvironnementaux	3.362.525,50	2.837.388,06	4.173.158,59
Paiements sylvoenvironnementaux	470,63	1.432,07	-
Diversification vers des activités non agricoles	27.102,55	93.773,14	0,00
Aide à la création et au développement des entreprises	-	32.949,09	18.237,18
Promotion des activités touristiques	0,00	0,00	10.548,14
Services de base pour l'économie et la population rurale	105.275,32	421.841,79	175.258,25
Rénovation et développement des villages	6.349,35	52.416,60	264.885,91
Conservation et mise en valeur du patrimoine rural	0,00	4.648,76	0,00
Formation et information des acteurs économiques	0,00	0,00	0,00
Leader	35.410,91	460.922,64	693.617,94
Recouvrements	-5.022,82	-1.840,88	-24.467,59
<b><u>Total FEADER</u></b>	<b><u>12.915.598,18</u></b>	<b><u>16.016.583,65</u></b>	<b><u>14.372.057,07</u></b>
<b>TOTAL:</b>	<b>47.419.046,43</b>	<b>50.278.405,07</b>	<b>49.097.532,51</b>

## **VI. L'APPLICATION DE LA LOI CONCERNANT LE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT RURAL**

### **A. Les aides aux exploitations individuelles**

Au cours de l'exercice 2011 les aides allouées au profit des exploitations individuelles se sont élevées à 597.645,53 € au titre de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural et à un montant de 73.018.866,35 € au titre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural. Ainsi, des aides pour un montant total de 73.616.511,88 € ont été liquidées en 2011 à charge des crédits du Fonds d'orientation économique de l'agriculture au profit des exploitations individuelles au titre des deux lois agraires. Il y a lieu de relever qu'à partir de l'exercice 2010, l'indemnité compensatoire et la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage sont ordonnancées à charge des crédits du Fonds d'orientation économique de l'agriculture. Pour l'exercice 2011, le montant concernant l'allocation de l'indemnité compensatoire s'élève à 15.713.678,94 € et celui concernant la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage s'élève à 11.000.125,30 €.

### **B. Les aides aux collectivités**

Au cours de l'année 2011, le département a ordonnancé un montant de 14.427.306,96 € à titre de subventions pour des projets d'investissement présentés par des collectivités dans le cadre de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural et un montant de 5.201.396,35 € au titre des dispositions de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

En 2011, le département de l'agriculture a examiné et traité favorablement 7 demandes d'aide introduites sur base des dispositions du chapitre 7 de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural. Quatre demandes d'aides respectivement demandes d'aides complémentaires ont été avisées négativement pour les raisons que, soit l'objet de la demande d'aide ne rentrait pas dans les objectifs de la loi, soit que la demande d'aide concernait des travaux qui étaient pratiquement terminés au moment de l'introduction de la demande d'aide. Au 31 décembre 2011, une demande d'aide se trouvait encore en instance d'instruction par les soins de la commission spéciale et une décision ministérielle concernant cette demande d'aide n'était pas encore prise.

Conformément aux stipulations de l'article 56 de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, le présent rapport reproduit ci-après une description succincte des projets d'investissements introduits par des entreprises dans le cadre des dispositions de l'article 21 de la loi et dépassant le montant d'investissement de 250.000 €.

#### **1. Projet d'investissement présenté par l'association agricole Luxlait concernant la construction d'une voie d'accès vers la nouvelle laiterie à Roost.**

Le projet d'investissement présenté par Luxlait vise la construction d'une route desservant le site de la nouvelle laiterie à Roost ainsi que celui de la société CREOS (anciennement CEGEDEL) à partir de la route nationale N7. Les deux sociétés contribueront de façon proportionnelle au financement des frais de construction de la nouvelle route.

Outre la réalisation du tapis de roulement, le projet prévoit également la pose de tuyaux de canalisation et de drainage, l'installation de candélabres ainsi que des travaux de paysagiste pour les alentours du chemin.

Luxlait et Créos font exécuter à leurs seuls frais tous les travaux d'infrastructure rendant le projet viable. Ces travaux primaires comprennent, entre autres, accès et espaces verts, réalisation des aires de stationnement en matériel perméable, réalisation d'une voie de contournement, afin de faciliter l'accès aux bâtiments pour le besoin de contrôle et d'incendie, éclairage public, gaz, électricité, téléphone et télédistribution. Après réalisation et réception des travaux, les terrains compris dans le plan d'aménagement particulier présenté par Luxlait et qui sont réservés à des constructions ou aménagements publics propres au PAP seront cédés à la commune. En contrepartie, l'administration communale assurera l'entretien normal du domaine public, tel que le balayage régulier, le déblayage et le salage durant la saison hivernale, ainsi que, le cas échéant, la réfection voire le renouvellement de la chaussée et à en supporter les frais.

Du devis global présenté par Luxlait, il ressort que sa part propre dans l'investissement en cause s'élève à 639.482,34 €.

Le projet d'investissement peut bénéficier d'une aide au taux de 30% à appliquer à un montant total retenu comme éligible de 639.482,34 € hors TVA, imprévus inclus.

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA)		
(5% imprévus inclus)		
		639.482,34 €
Part du demandeur	70%	447.637,64 €
Part de l'Etat	30%	191.844,70 €

Le demandeur d'aide entend financer la partie des investissements restante après déduction des aides publiques moyennant des moyens propres.

## **2. Projet d'investissement présenté par la société Biogros s.a. relative à la modernisation d'un hall de stockage, à l'installation de cellules frigorifiques et à l'installation d'une 2<sup>e</sup> chaîne d'emballage de fruits et légumes à Munsbach.**

Biogros s.a. a loué une superficie totale de 4.180m<sup>2</sup>, dont 3.750m<sup>2</sup> de hall avec une hauteur moyenne de 10 mètres et 430m<sup>2</sup> de bureaux, vestiaires, sanitaires et séjours dans le premier étage d'un hall de stockage existant. Pour des raisons techniques Biogros s.a. a choisi de construire une mezzanine au dessus des frigos à installer et destinés à recueillir les fruits et légumes et les produits de crèmerie. Sur cette mezzanine sont installées toutes les lignes de conditionnement des fruits et légumes, à l'exception de celles pour l'emballage des pommes de terre et des carottes. La surface utilisable de cette mezzanine est de 1.181m<sup>2</sup>.

Le projet d'investissement proprement dit vise la reconstitution du béton du sol, la construction des cellules frigorifiques, l'installation de la salle de production de froid, la construction d'une mezzanine avec monte-charges et bandes de transport de palettes, le déplacement des étalages et des machines de manipulation, l'installation d'une 2<sup>e</sup> ligne d'emballage pour fruits et légumes.

En cours d'exécution du projet le promoteur du projet a demandé au département de l'agriculture de pouvoir apporter diverses modifications à son projet. Le coût total de l'investissement est repris ci-après dans le tableau d'investissement.



Le coût total du projet d'investissement s'élève prévisiblement à 1.755.842,30 € dont un montant de 143.356,25 € reste entièrement à charge du demandeur d'aide du fait que cette somme concerne des investissements non éligibles dans le cadre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Le projet d'investissement peut bénéficier d'une aide au taux de 30% à appliquer à un montant total retenu comme éligible de 1.612.486,05 €.

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA)	
(5% imprévus inclus)	1.612.486,05 €
Part du demandeur 70% de 1.612.486,05 €	1.128.740,21 €
Part de l'Etat 30% de 1.612.486,05 €	483.745,84 €

Le demandeur d'aide entend financer la partie des investissements restante après déduction des aides publiques moyennant des moyens propres et un emprunt.

**3. Projet d'investissement présenté par les Caves St. Remy-Desom relative à la modernisation de l'installation de mise en bouteilles et d'étiquetage ainsi que l'aménagement de la toiture du hall d'embouteillage et l'adaptation de l'équipement HVAC.**

Le présent projet d'investissement comprend deux volets distincts, à savoir :

A) Modernisation de l'installation de mise en bouteilles et d'étiquetage,  
B) Aménagement de la toiture du hall d'embouteillage et adaptation de l'équipement HVAC.

A) Modernisation de l'installation de mise en bouteilles et d'étiquetage.

L'installation actuelle de mise en bouteilles et d'étiquetage pour vins et crémants comprend une laveuse, une embouteilleuse, une boucheuse mousseux, une boucheuse vins, une boucheuse à vis, une museleuse, un agitateur, une laveuse bouteilles extérieure, un sécheur de bouteilles, un distributeur de capsules, un tunnel de rétraction capsules, une capsuleuse à galets, un monobloc distributeur orienteur de capsules, orienteur de muselets et plissage des capsules mousseux, deux étiqueteuses colle froide et une imprimante à jet d'encre et d'une table d'emballage manuelle. Le tout se trouve dans une configuration plus ou moins serrée et ne répond plus aux exigences récentes.

Le demandeur d'aide a élaboré un plan d'une installation de mise en bouteilles et d'étiquetage sur une surface plus étendue, équipée partiellement de nouvelles machines plus performantes et répondant aux exigences en matière d'hygiène, de sécurité alimentaire, de respect de l'environnement et améliorant les conditions de travail de son personnel.

B) Aménagement de la toiture du hall d'embouteillage et adaptation de l'équipement HVAC.

Le toit du hall d'embouteillage actuel est composé d'une vieille charpente en bois et d'une charpente métallique dotée d'un faux plafond d'une hauteur de 3 m. Le

demandeur d'aide prévoit de remplacer la structure de ce toit et de son plafond par une toiture chaude disposée à 4 m.

Cette mesure permettra d'augmenter le volume utile de cet espace, mesure indispensable à une ambiance hygiénique pour l'embouteillage et favorisant le bien-être du personnel occupé à la chaîne d'embouteillage.

Le nouveau toit sera en plus équipé d'une isolation thermique performante pour éviter le chauffage du hall. L'éclairage sera plutôt naturel qu'artificiel.

Toutes les conduites d'alimentation des machines seront installées en dessous de ce plafond.

Le projet d'investissement peut bénéficier d'une aide au taux de 30% à appliquer à un montant total retenu comme éligible de 1.795.011,75 € hors TVA (5 % imprévus inclus).

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA) (5% imprévus inclus)	1.795.011,75 €
Part du demandeur 70%	1.256.508,22 €
Part de l'Etat 30%	538.503,53 €

Le demandeur d'aide entend financer sa part du projet d'investissement entièrement par le biais de moyens propres et d'un emprunt.

#### **4. Projet d'investissement présenté par la société Moulins de Kleinbettingen S.A. relative à la construction d'un nouveau hall de stockage et de diverses modifications au moulin de Kleinbettingen.**

Le projet d'investissement comprend sept volets, à savoir :

A) Modernisation d'un hall de stockage en panneaux sandwich pour matières premières, farine, semoule et pièces de rechange. Le hall aura les dimensions 45m x 25m et sera érigé en lieu et place d'un ancien hall de stockage vétuste.

L'ancien hall a été construit en 1966 pour stocker des aliments de bétail en sacs. Il n'a pas bénéficié d'une aide publique.

B) Installation d'une nouvelle machine d'ensachage de sacs à valve en emballages de 5, 10 et 25 kg. La machine d'ensachage a une capacité de 8 to à l'heure en sacs de 25 kg.

C) Remplacement des redlers, de la bascule et du nettoyage sur la fosse de réception afin d'obtenir un meilleur nettoyage des grains à la réception et une meilleure propreté des installations.

Cette partie du projet d'investissement comprend l'installation d'un automate programmable industriel, le maintien du système de contrôle-commande des silos, la fourniture d'un poste labo avec logiciel In Touch, la coordination d'ensemble entre les différents intervenants en automatisme.

La modernisation des équipements de la fosse de collecte s'impose dans le cadre de la certification IFS (International food standards). La nouvelle installation de nettoyage des grains garantit un bien meilleur nettoyage du blé lors de la collecte,

d'où un meilleur état sanitaire du blé dans les silos. Les 3 fosses de réception sont maintenant au même niveau d'équipement. De plus la nouvelle installation ne dégage plus de poussières, d'où une plus grande propreté des installations du moulin et une meilleure sécurité (nouveau matériel conforme aux nouvelles normes de sécurité). Une partie du matériel, notamment la bascule, les redlers et les trémies de réception pour une valeur d'environ 80.000 €, peut être considérée comme du remplacement.

La fosse avec tout l'équipement de nettoyage, balance, redlers date de 1988. A l'époque, cet investissement a été subventionné à hauteur de 35%. Le demandeur donne à considérer que le niveau d'hygiène et de sécurité de la nouvelle installation correspond aux standards d'aujourd'hui.

D) Modernisation du contrôle continu de la qualité du blé et de la farine, afin de garantir une meilleure maîtrise de la qualité.

Cette partie de l'investissement vise l'installation d'un système d'analyse de process équipé d'un analyseur spectral et d'un système de caméra pour analyser les blés et la farine.

E) Construction de 3 nouveaux silos de blé d'une capacité totale de 5.250 tonnes. Cet investissement permettra d'augmenter les capacités d'achat de blé luxembourgeois au moment de la récolte.

F) Remplacement des sols en bois dans le moulin blé dur et dans la partie magasin pour des raisons d'hygiène et de sécurité. Mise en place de détecteurs de fumée.

G) Construction de 6 cellules de farine de 50 tonnes.

De nouveaux clients en biscuiterie obligent le demandeur d'aide à élargir sa gamme de produits farine. Ceci nécessite un plus grand nombre de cellules de stockage de produits finis.

En ce qui concerne les investissements visés dans la partie projet B du projet d'investissement, le demandeur a indiqué que ces installations sont des installations de remplacement d'équipements acquis et installés en 1988 et que ces équipements avaient bénéficié d'une aide publique de 35%. Il relève cependant que le niveau d'hygiène et de sécurité de la nouvelle installation correspond aux standards d'aujourd'hui. Le Ministre de l'Agriculture a donné droit à cette argumentation et ces équipements ne sont pas considérés comme un simple remplacement mais comportent une amélioration au niveau de l'hygiène et de la sécurité. Afin de tenir compte de ces modernisations, les positions relatives à l'extension du poste labo et le remplacement de la bascule et du nettoyage blé (partie informatique) et l'extension du poste labo et le remplacement bascule et nettoyage blé (partie automatisation) sont considérées comme éligibles au bénéfice d'une aide. D'autre part, les positions concernant l'investissement photovoltaïque, le remplacement de la bascule et le nettoyage du blé (partie technique) ainsi que l'extension du poste labo et le remplacement de la bascule et le nettoyage du blé (partie électrique) sont considérées comme du remplacement et partant ne sont pas éligibles au bénéfice d'une aide.

Le projet d'investissement peut bénéficier d'une aide au taux de 30% à appliquer à un montant retenu comme éligible de 3.237.651,85 € hors TVA, (5 % imprévus inclus).

Le plan de financement se présente comme suit :

Montant du devis retenu comme éligible (hors TVA) (5% imprévus inclus)	3.477.979,96 €
Montant à charge du demandeur (100%)	240.328,11 €
Montant du devis retenu hors TVA	3.237.651,85 €
Part du demandeur 70%	2.266.356,30 €
Part de l'Etat 30%	971.295,55 €

Le demandeur d'aide entend financer sa part du projet d'investissement par le biais d'un emprunt.

### **C. Le résumé des dépenses à charge du Fonds d'orientation économique et social au cours de l'exercice 2011**

*exploitations individuelles (loi modifiée du 24 juillet 2001)	597.645,53 €
*collectivités (loi modifiée du 24 juillet 2001)	14.427.306,96 €
*exploitations individuelles (loi du 18 avril 2008)	73.018.866,35 €
*collectivités (loi du 18 avril 2008)	5.201.396,35 €
<b>Total :</b>	<b>93.245.215,19 €</b>

### **D. La situation du Fonds d'orientation économique et sociale**

- report de l'exercice précédent	10.006.040,43 €
- alimentation exercice 2011	57.000.000,00 €
- alimentation supplémentaire exercice 2011	40.000.000,00 €
- remboursement part FEOGA au cours de l'exercice 2011	11.497.653,33 €
- autres recettes au cours de l'exercice 2011	0,00 €
<b>Total disponible pour l'exercice 2011 :</b>	<b>118.503.693,76 €</b>
- total des subventions allouées en 2011	93.245.215,19 €
- solde disponible à la fin de l'exercice 2011	25.258.478,57 €
- alimentation exercice 2012	57.000.000,00 €
- remboursement part FEOGA au cours de 2012 (estimation)	12.181.468,00 €
<b>Total disponible pour l'exercice 2012 :</b>	<b>94.439.946,57 €</b>

## **VII. LE DEVELOPPEMENT RURAL**

### **A. L'état actuel des Plans de Développement Communaux (PDC)**

Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural accompagne activement les communes dans l'élaboration des programmes et plans de développement communaux (PDC) depuis une vingtaine d'années.

Outre une assistance logistique et technique, il participe aux frais d'élaboration des programmes de planification communale, avec un taux maximal de 50% du coût total à charge des communes commettantes.

Dans l'optique d'une planification concertée, le Service du développement rural met à la disposition des communes intéressées et des groupements d'études mandataires un contrat-type PDC ainsi qu'un cahier des charges relatif aux prestations PDC définies. Les dernières actualisations des dispositions d'élaboration et de concertation intégrées sur la planification PDC datent d'août 2009.

Pour l'élaboration respectivement l'actualisation des plans de développement communaux (PDC), les communes engagent un groupement d'études interdisciplinaire mandataire de leur choix ainsi qu'en fonction de leurs priorités.

Jusqu'à la fin d'exercice 2011, un total de 101 communes des différentes régions du pays et pour la plupart à prédominance rurale, se sont informées sur la planification intégrée « PDC ».

Au total 96 communes en milieu rural se sont concrètement engagées, soit dans l'élaboration d'une planification communale PDC, soit dans l'actualisation des concepts de développement, ou encore dans sa mise en œuvre.

La participation étatique au taux de 50% de la part du Service du développement rural s'est opérée au niveau des différents programmes de développement rural :

1. le 'Programme opérationnel Objectif 5b' communautaire pour les périodes de programmation 1989-1994 & 1994-1999  
  
ainsi que
2. le 'Programme de Développement Rural' communautaire: PDR 2000-2006 & PDR 2007-2013 mis en œuvre par le biais des dispositions du Titre III : « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale » de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (Art. 39 – Art.48).
3. Jusqu'à l'exercice 2010 un programme national assurait le cofinancement à 50% de la planification communale en milieu rural, à savoir: l'article budgétaire 19.1.43.001, libellé : « participation de l'Etat en faveur des communes en milieu rural pour l'élaboration, l'actualisation et la mise en œuvre des plans de développement communaux en milieu rural / PDC et/ou de renouveau local / PRL ».

A noter que depuis le début d'exercice 2011 le Service du développement rural applique les dispositions de l'article 43 de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural comme base légale d'allocation des aides en faveur des communes en milieu rural (élaboration, actualisation et mise en œuvre des PDC ou des PRL), visées au susdit article

budgétaire 19.1.43.001.

En conséquence, le paiement des aides se fait dorénavant par le biais de crédits disponibles au Fonds d'orientation économique et sociale pour l'agriculture (FOESA). L'engagement de la participation étatique se fait suivant approbation et engagement du ministre, ceci après avis obligatoire préalable du projet de planification communale par la Commission des Zones Rurales (CZR) conformément à l'article 2 du règlement grand-ducal du 25 avril 2008 relatif aux régimes d'aides prévus au Titre III de la loi concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Ainsi pour l'exercice 2011 l'article budgétaire 19.1.43.001 de 215.000.- € « sans distinction d'exercice » a été transféré et reconduit à ces mêmes fins au Fonds FOESA.

Au courant de l'exercice budgétaire 2011, 7 contrats PDC supplémentaires ont pu être engagés sur la base des crédits du Fonds FOESA, à savoir : Boulaide (avenant au contrat de base), Ell, Munshausen, Saeul, Tandel, Weiswampach et Wiltz.

A la fin de l'exercice 2011, 65 des 96 communes engagées avaient parcouru les différentes phases de planification PDC. L'inventaire, l'analyse, la stratégie et les concepts étaient concertés avec le conseil communal et présentés au public.

Au cours de la démarche PDC intégrée et participative, les responsables communaux, les acteurs ruraux intéressés et les groupements d'études mandataires développent un diagnostic des localités sur base d'un inventaire détaillé pour les différents axes thématiques du PDC :

- le contexte régional, l'évolution démographique, les structures socio-économiques et équipements collectifs
- l'habitat et le milieu habité, l'aménagement communal et le développement urbanistique
- l'environnement naturel et humain, l'écologie en milieu habité
- les activités socio-culturelles, l'identité locale et les lieux de rencontre.

L'interdisciplinarité d'une telle évaluation globale met en évidence les atouts et les faiblesses de la commune avec ses localités, son cadre de vie et ses activités socio-économiques. Elle relève également les potentialités et synergies de développement à favoriser, tout comme les déficiences et antagonismes de certaines évolutions à contrecarrer ou à redresser.

Sur la base d'une synthèse « atouts – faiblesses – opportunités – menaces » (AFOM) se dégagent des stratégies ainsi que les objectifs prioritaires du futur développement communal.

Dans le cadre de leur mission, le groupement interdisciplinaire d'aménageurs définit d'abord un cadre d'orientation avec des propositions de futur développement.

Ensuite un plan directeur intégré ainsi que les concepts de développement sont concrétisés avec les responsables communaux. Les concepts de développement sont présentés et discutés en cours de réunions thématiques et d'ateliers de travail avec les acteurs engagés de la société civile.

Enfin un catalogue de mesures coordonné aide à finaliser les options de développement retenues et décrit le programme d'actions pluriannuel en vue d'une mise en œuvre ordonnée.

Le but de cette démarche intégrée et participative est d'aboutir à une stratégie commune de développement durable, largement adoptée et soutenue tant par les édiles locaux que par les acteurs intéressés de la société civile.

Pour clôturer le processus de planification PDC, la stratégie ainsi que les concepts intégrés de développement retenus sont délibérés au conseil communal. Souvent la commune documente également ses concepts intégrés de développement communal à l'aide d'une publication de présentation et de sensibilisation à tous les ménages.

Bon nombre de communes ont évolué dans la réalisation d'actions concrètes de développement communal et de partenariats entre responsables communaux, services publics compétents ainsi que groupes d'intérêts locaux.

Tous les acteurs concernés mettent en oeuvre sur le terrain même des projets sectoriels et/ou intégrés, issus et finalisés sur base des phases de planification PDC antérieures.

Au-delà de la planification PDC, le Service du développement rural poursuit l'accompagnement et la coordination de projets communaux retenus. Leur mise en œuvre est soutenue dans le cadre communautaire du programme de développement rural (PDR 2000–2006 / PDR 2007-2013) et sous le Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural, intitulé : « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale ».

Dans le cadre de la planification intégrée 'PDC' et dans l'esprit d'une démarche participative, 63 communes des régions rurales ont ouvert leur processus de planification PDC, en présentant les concepts de développement au grand public. En cours d'élaboration, les responsables communaux optaient soit pour une évaluation d'enquêtes menées auprès des ménages et acteurs économiques, soit pour des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des citoyennes et citoyens, ou encore pour des ateliers de réflexion proactive et de concours d'idées en partenariat avec les acteurs intéressés de la société civile.

Souvent, la promotion de l'approche participative du « bottom up » est bien illustrée dans des brochures de documentation PDC ou sur l'intranet communal. Ainsi, ces communes engagées publient et communiquent leurs concepts de développement intégré, tout comme leur programme d'actions retenu vis-à-vis de la population concernée.

L'initiation au « bottom up » ou à la planification PDC participative est également proposée aux multiples acteurs ruraux dans le contexte de plusieurs colloques et séminaires de formation publics dans les régions rurales du pays.

Le Service du développement rural soutient et accompagne des ateliers thématiques au niveau local tout comme la participation active de la société civile au processus PDC dans les communes. Les spécialistes des groupements d'études interdisciplinaires ou bien des experts en « coaching » externes associés assurent l'animation et la concertation de ces ateliers thématiques sur la planification et le développement communal.

Au courant de la première génération de planification PDC entre 1990 et 2005, 32 communes ont finalisé et réalisé des «projets de lancement» ou « projets-pilotes » dans leurs localités. Initiés dans des « ateliers de réflexion & de travail » et réalisés dans un partenariat : Commune - groupes d'intérêts locaux/commissions consultatives - administrations et services publics concernés, de tels projets confirment toujours le succès manifeste de démarche proactive et de coopération communale/régionale.

Au-delà de la 1ère génération de planification communale PDC entre 1990 et 2005, 59 communes ont également manifesté leur intérêt actuel pour la planification PDC dans le contexte de la législation de 2004 relatif au Plan d'aménagement général PAG et en vue de l'élaboration de l'étude préparatoire PAG obligatoire.

En effet, la loi du 19 juillet 2004 concernant «l'aménagement communal et le développement urbain» énonce que chaque commune est tenue d'élaborer une étude préparatoire PAG, préalablement à la procédure proprement dite d'actualisation ou de révision du PAG communal. Cette étude préliminaire met en évidence les futures options et orientations de développement communal.

Le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 sur le contenu de l'étude préparatoire PAG ou PAP (Plan d'aménagement particulier) définit le programme ainsi que l'enchaînement des prestations à documenter. Cette programmation correspond en majeure partie aux prestations requises au cahier des charges relatif à la planification PDC (MAVDR, 2004).

Afin de mieux concerter les missions actuelles de planification communale entre partenaires concernés, à savoir :

- les administrations communales des 103 communes en milieu rural (sur le total des 116 communes)
- la direction de l'aménagement communal et du développement urbain auprès du Ministère de l'Intérieur
- le Service du développement rural du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement Rural,

le Service du développement rural a proposé une démarche commune et coordonnée entre partenaires concernés à partir de 2005.

Depuis 2004, la législation sur l'aménagement communal et le développement urbain impose la présentation obligatoire d'une étude préparatoire PAG, en tant que réflexion préliminaire sur les stratégies et options de développement communal, à toutes les communes du pays.

Au niveau de l'étude préparatoire PAG obligatoire, les 103 communes en milieu rural peuvent opter soit pour l'élaboration, soit pour l'actualisation des concepts de développement communal intégré par le biais d'une planification PDC cofinancé par le MAVDR.

Dans cette optique les 2 départements respectifs concernés, à savoir, la direction de l'aménagement communal et du développement urbain auprès du Ministère de l'Intérieur ainsi que le Service du développement rural du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont élaboré une circulaire conjointe, adressée aux administrations communales, qui énonce « les relations étroites entre les 2 processus complémentaires de planification communale : PDC et PAG ».

La circulaire N° : 2532 du 18 janvier 2006 définit également les modalités d'application et de coopération des 2 départements ministériels avec les communes concernées dans le contexte de l'élaboration et de présentation de l'étude préparatoire du PAG communal.

En conséquence, une majorité de communes en milieu rural peut recourir à la démarche intégrée PDC : soit l'élaboration, soit l'actualisation des «concepts de développement communal» en guise d'étude préparatoire PAG pour ces communes. Le Service du développement rural soutient les communes respectives avec une participation financière aux prestations éligibles dans le contexte de planification PDC.



Toutefois, le taux d'aide appliqué ne peut dépasser 50% du coût total des prestations d'élaboration de l'étude préparatoire PAG d'après la démarche PDC.

Un modèle de contrat-type : « Concepts PDC – Etude préparatoire PAG », élaboré par le Service du développement rural (MAVDR, 2009) et fourni aux communes comme aux groupements d'études intéressés, règle la nature et le déroulement des prestations de base en conformité avec le règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 sur le contenu de l'étude préparatoire PAG. A côté des prestations de base « étude préparatoire », le contrat-type PDC – PAG définit également les différentes prestations spéciales dans la démarche intégrée et participative, précisées au cahier des charges PDC y relatif (MAVDR, 2004). Le contrat-type PDC – PAG prescrit aussi le mode d'évaluation des honoraires, sur base des taux horaires appliqués suivant le barème OAI en vigueur.

Le Service du développement rural engage sa participation d'aide publique sur base du contrat-type PDC – PAG approuvé et délibéré par le collège des bourgmestre et échevins.

A la fin de l'exercice 2011, le Service du développement rural soutient 39 communes en milieu rural par un engagement de participation financière aux nouveaux contrats de « concepts PDC / étude préparatoire PAG » (2ième génération), ceci suivant les dispositions de la circulaire 2532 de janvier 2006. Ainsi la Commune de Saeul a-t-elle été la plus récente à s'engager dans l'actualisation des concepts de planification PDC des années 1990 dans le cadre de l'élaboration de son étude préparatoire PAG.

Alors que la plupart des 39 communes engagées visent une actualisation, voire la révision des concepts et options de développement de leur planification PDC de 1re génération, 14 nouvelles communes en milieu rural, à savoir : Boevange/Attert, Echternach, Ermsdorf, Garnich, Goesdorf, Hoscheid, Larochette, Mertzig, Rambrouch, Tandel, Wahl, Waldbredimus, Weiler-la-Tour et Weiswampach ont pris l'option de la démarche intégrée PDC pour faire élaborer leur étude préparatoire requise lors de l'actualisation du PAG communal.

8 de ces communes ont également initié l'organisation d'ateliers thématiques de réflexion ou encore la réalisation participative de projets de lancement issus de leurs démarches de planification Concepts PDC – Etude préparatoire PAG.

## **B. La mise en œuvre des concepts de développement communal (PDC)**

Les mesures et projets prévus dans les concepts PDC cadrent souvent avec les 7 mesures définies au Titre III de l'actuelle législation concernant le soutien au développement rural: « Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale ».

L'évaluation d'un 1er appel aux projets PDR-Titre III, lancé en juillet 2008, a su rassembler un total de 186 projets publics signalés, voire engagés par les acteurs communaux, en plus de la notification / l'engagement de 24 projets privés ou associatifs. La grande majorité des projets PDR signalés sont éligibles sous une des 7 mesures proposées au Titre III de la loi relative au renouvellement du soutien au développement rural.

A la fin de l'exercice 2011 et après une analyse des priorités de mise en œuvre des projets PDR-Titre III signalés, opérée ensemble avec les communes concernées, le relevé des projets PDR communaux se présente comme suit :

Un nombre total de 156 projets communaux éligibles sous une des 7 mesures du Titre III de la loi relative au renouvellement du soutien au développement rural restent

inscrits dans le cadre des seuils d'investissement accordés, ainsi 68 communes en milieu rural ont ainsi été retenues dans le cadre des mesures Titre III du PDR 2007-2013.

Pour les exercices 2007 – 2011 un total de 81 projets PDR – Titre III ont déjà été engagés par le MAVDR sur avis de la Commission des zones rurales, il s'agit de 60 projets communaux ainsi que de 21 projets privés.

Le seul bilan de l'exercice 2011 écoulé reprend 33 projets PDR – Titre III, dont 26 projets communaux et 7 projets privés.

Par rapport aux synergies : planification intégrée PDC et mise en œuvre des projets PDR – Titre III, le tableau ci-dessous montre un récapitulatif sur une vingtaine d'années d'expériences en matière de développement communal intégré, d'amélioration du cadre de vie et de diversification socio-économique dans les zones rurales.

Communes ayant manifesté leur intérêt à la planification intégrée PDC	101
Communes engagées dans l'élaboration d'un programme de planification PDC 1 <sup>re</sup> ou 2 <sup>ème</sup> génération	96
Communes ayant clôturé les différentes phases de planification & concepts PDC 1 <sup>re</sup> génération	65
Communes avec sensibilisation & présentation publiques des concepts PDC	63
Communes avec réalisation de projets de lancement dans contexte planific. PDC 1 <sup>re</sup> génération	32
Communes manifestant leur intérêt à la planification PDC - PAG (Circulaire 2532)	59
Communes avec engagement de contrat 'Planification PDC / Etude préparat. PAG' 2 <sup>ème</sup> génération	39
Communes en élaboration 'Etude prépar. PAG' via démarche 'planification PDC' 2 <sup>ème</sup> génération	14
Communes à 2 <sup>ème</sup> génération PDC, ayant initié ateliers thématiques de réflexion & projets de lancement (participation société civile !)	8
PDR 2007-2013 : Communes éligibles au 'PDR –Titre III' (Total communes : 116)	103
PDR 2007-2013 : Communes ayant répondu au 1 <sup>er</sup> appel à projets PDR (juill.2008)	54
PDR 2007-2013 : Nombre total de projets communaux 'PDR-Titre III' signalés suite au 1 <sup>er</sup> Appel aux projets (juillet 2008)	186
PDR 2007-2013 : Nombre total de projets privés 'PDR-Titre III' signalés suite au 1 <sup>er</sup> Appel aux projets (juillet 2008)	24
PDR 2007 – 2013 : Communes engagées dans projets 'PDR – Titre III' retenus voire engagés jusque fin Exercice 2011	69
PDR 2007 – 2013 : Communes engagées dans des projets 'PDR-Titre III' au courant des Exercices 2007 - 2011	60
PDR 2007-2013 : Projets 'PDR Titre III' engagés Exercices 2007-2011 dont 60 projets PDR communaux & 21 projets PDR privés	81
PDR 2007-2013 : Projets 'PDR Titre III' engagés en cours d'Exercice 2011 dont 26 projets PDR communaux & 7 projets PDR privés	33

## **C. L'amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale (Titre III) dans le cadre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural**

### **1. Les mesures du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008**

Le Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural comprend sept mesures, à savoir :

- |                          |  |
|--------------------------|--|
| <b>Mesure 1 / 3.1.1.</b> | <b>Diversification vers des activités non agricoles</b><br>Taux d'aide : 30%   |
| <b>Mesure 2 / 3.1.2.</b> | <b>Aide à la création et au développement des micro-entreprises</b><br>Taux d'aide : 40%   |
| <b>Mesure 3 / 3.1.3.</b> | <b>Activités touristiques en milieu rural</b><br>Taux d'aide : 30%   |
| <b>Mesure 4 / 3.2.1.</b> | <b>Services de base pour l'économie et la population rurale</b><br>Taux d'aide : 45%   |
| <b>Mesure 5 / 3.2.2.</b> | <b>Rénovation et développement des villages</b><br>Taux d'aide : 50% pour les dépenses liées à la planification et à la finalisation de mesures émanant des concepts du plan de développement communal (PDC) par les autorités communales. Toutefois, les actions d'élaboration resp. d'actualisation du PDC dans le contexte de la législation sur l'aménagement communal et le développement urbain sont soutenues moyennant des fonds budgétaires nationaux et ceci après avis obligatoire préalable par la Commission des Zones Rurales.<br>Taux d'aide : 40% pour les autres actions de rénovation et de développement des villages |
| <b>Mesure 6 / 3.2.3.</b> | <b>Conservation et mise en valeur du patrimoine rural naturel</b><br>Taux d'aide : 40%   |
| <b>Mesure 7 / 3.3.1.</b> | <b>Formation et information des acteurs économiques dans les domaines couverts par l'axe 3</b><br>Taux d'aide : 40%  |

### **2. Le bilan administratif et financier de l'exercice 2011 du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008**

#### **a) Les engagements 2011**

Pendant l'année 2011, 33 projets ont pu être engagés, dont 7 projets privés et 26 projets communaux.

Mesures	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
<b>Projets privés (a)</b>			
Total mesure 1	689.310,26	30,00%	206.793,08
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	666.666,67	30,00%	200.000,00
Total mesure 4	200.000,00	45,00%	90.000,00
Total mesure 5	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets privés</b>	<b>1.555.976,93</b>	<b>31,93%</b>	<b>496.793,08</b>
<b>Projets communaux (b)</b>			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	103.845,00	30,00%	31.153,50
Total mesure 4	2.662.520,56	45,00%	1.198.134,25
Total mesure 5	2.847.694,81	41,69%	1.187.127,90
Total mesure 6	827.412,49	40,00%	330.965,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets communaux</b>	<b>6.441.472,86</b>	<b>42,65%</b>	<b>2.747.380,65</b>
<b>Projets au total (a+b)</b>			
Total mesure 1	689.310,26	30,00%	206.793,08
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	770.511,67	30,00%	231.153,50
Total mesure 4	2.862.520,56	45,00%	1.288.134,25
Total mesure 5	2.847.694,81	41,69%	1.187.127,90
Total mesure 6	827.412,49	40,00%	330.965,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets privés et communaux</b>	<b>7.997.449,79</b>	<b>40,57%</b>	<b>3.244.173,73</b>

La « Commission des zones rurales » (CZR), chargée d'examiner les demandes concernant les aides prévues au Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008, s'est réunie trois fois en 2011.

#### b) Les paiements en 2011

Au cours de l'année budgétaire 2011, 11 projets ont été clôturés, dont 7 projets privés et 4 projets communaux.

Une dépense publique au montant de 1.334.277,74 € a été liquidée.

Mesures	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
<b>Projets privés (a)</b>			
Total mesure 1	430.574,67	35,76%	153.958,48
Total mesure 2	113.982,41	40,00%	45.592,96
Total mesure 3	706.852,81	30,00%	212.055,84
Total mesure 4	73.600,95	45,00%	33.120,43
Total mesure 5	2.841,22	40,00%	1.136,49
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets privés</b>	<b>1.327.852,06</b>	<b>33,58%</b>	<b>445.864,20</b>
<b>Projets communaux (b)</b>			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 4	600.037,00	45,00%	270.016,65
Total mesure 5	1.545.992,26	40,00%	618.396,89
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets communaux</b>	<b>2.146.029,26</b>	<b>41,40%</b>	<b>888.413,54</b>
<b>Projets au total (a+b)</b>			
Total mesure 1	430.574,67	35,76%	153.958,48
Total mesure 2	113.982,41	40,00%	45.592,96
Total mesure 3	706.852,81	30,00%	212.055,84
Total mesure 4	673.637,95	45,00%	303.137,08
Total mesure 5	1.548.833,48	40,00%	619.533,38
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets privés et communaux</b>	<b>3.473.881,32</b>	<b>38,41%</b>	<b>1.334.277,74</b>

### 3. Le bilan administratif et financier du Titre III de la loi modifiée du 18 avril 2008

#### a) Les engagements 2007- 2011

Pendant la phase de programmation 2007-2013, 81 projets ont pu être engagés jusqu'à présent, dont 21 projets privés et 60 projets communaux.

Mesures	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
<b>Projets privés (a)</b>			
Total mesure 1	2.256.149,51	31,17%	703.227,28
Total mesure 2	854.064,76	40,00%	341.625,90
Total mesure 3	903.666,67	30,00%	271.100,00
Total mesure 4	443.806,37	45,00%	199.712,86
Total mesure 5	53.375,00	40,00%	21.350,00
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets privés</b>	<b>4.511.062,31</b>	<b>34,07%</b>	<b>1.537.016,04</b>
<b>Projets communaux (b)</b>			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	103.845,00	30,00%	31.153,50
Total mesure 4	8.999.985,27	45,00%	4.049.993,38
Total mesure 5	7.858.894,47	40,61%	3.191.607,77
Total mesure 6	1.530.233,40	40,00%	612.093,36
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets communaux</b>	<b>18.492.958,14</b>	<b>42,64%</b>	<b>7.884.848,01</b>
<b>Projets au total (a+b)</b>			
Total mesure 1	2.256.149,51	31,17%	703.227,28
Total mesure 2	854.064,76	40,00%	341.625,90
Total mesure 3	1.007.511,67	30,00%	302.253,50
Total mesure 4	9.443.791,64	45,00%	4.249.706,24
Total mesure 5	7.912.269,47	40,61%	3.212.957,77
Total mesure 6	1.530.233,40	40,00%	612.093,36
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets privés et communaux</b>	<b>23.004.020,45</b>	<b>40,96%</b>	<b>9.421.864,05</b>

Le montant total des investissements, toutes mesures confondues, engagé jusqu'à présent pendant la phase de programmation 2007-2013 s'élève à 23.004.020,45 €, ce qui représente un taux de réalisation de 64,17% par rapport au montant réservé initialement au PDR 2007-2013, s'élevant à 35.847.000 €.

Le montant de l'aide publique engagée s'élève à 9.421.864,05 €, ce qui représente un taux de réalisation de 60,73% par rapport au montant réservé de 15.514.400 € au PDR 2007-2013.

#### **b) Les paiements 2007 – 2011**

Pendant la phase de programmation 2007-2013, 28 projets ont été clôturés, dont 15 projets privés et 13 projets communaux.

Une dépense publique au montant de 3.054.653,43 € a été liquidée.

Mesure	Investissement éligible	Taux d'aide	Aide publique
<b>Projets privés (a)</b>			
Total mesure 1	1.216.614,77	32,04%	389.770,52
Total mesure 2	319.914,23	40,00%	127.965,69
Total mesure 3	754.567,81	30,00%	226.370,34
Total mesure 4	229.584,37	45,00%	103.312,97
Total mesure 5	32.398,22	40,00%	12.959,29
Total mesure 6	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets privés</b>	<b>2.553.079,40</b>	<b>33,70%</b>	<b>860.378,81</b>
<b>Projets communaux (b)</b>			
Total mesure 1	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 2	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 3	0,00	0,00%	0,00
Total mesure 4	3.087.638,06	45,00%	1.389.437,13
Total mesure 5	2.235.761,50	35,48%	793.215,59
Total mesure 6	52.173,91	22,28%	11.621,90
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets communaux</b>	<b>5.375.573,47</b>	<b>40,82%</b>	<b>2.194.274,62</b>
<b>Projets au Total (a+b)</b>			
Total mesure 1	1.216.614,77	32,04%	389.770,52
Total mesure 2	319.914,23	40,00%	127.965,69
Total mesure 3	754.567,81	30,00%	226.370,34
Total mesure 4	3.317.222,43	45,00%	1.492.750,10
Total mesure 5	2.268.159,72	35,54%	806.174,88
Total mesure 6	52.173,91	22,28%	11.621,90
Total mesure 7	0,00	0,00%	0,00
<b>Total projets privés et communaux</b>	<b>7.928.652,87</b>	<b>38,53%</b>	<b>3.054.653,43</b>

#### D. Le concours international « Europäischer Dorferneuerungspreis »

Il y a lieu de relever les succès confirmés dans le domaine du développement rural intégré et durable au niveau du concours international «Europäischer Dorferneuerungspreis» (EDEP). Cette manifestation européenne de haute renommée est organisée tous les 2 ans par la « Europäische Arbeitsgemeinschaft Landentwicklung und Dorferneuerung (ARGE) » siégeant à Vienne en Autriche.

Au fil des différentes sessions du concours EDEP et ensemble avec la Commune de Beckerich déclarée «Europäischer Dorferneuerungs-Preisträger 1996» (lauréat du prix européen de développement rural et de la rénovation des villages) en 1996, les communes de Heiderscheid (1998), Redange/Attert (2000), Munshausen (2002), Heinerscheid (2004), Betzdorf (2006), Mompach (2008) et Mertzig (2010) ont su remporter successivement un «Europäischer Dorferneuerungspreis für ganzheitliche, nachhaltige und mottogerechte Dorfentwicklung von herausragender Qualität» (prix européen pour un développement rural global et intégré d'une qualité éminente).

Cette appréciation de reconnaissance européenne revient donc à des communes passionnées, engagées et surtout confirmées dans leur démarche spécifique de développement intégré et durable, soutenu par un partenariat proactif avec leurs citoyennes/citoyens et acteurs locaux.

A noter qu'aux différentes éditions EDEP organisées, les participations luxembourgeoises ont su se placer régulièrement à la tête d'un peloton de candidatures recherchées et parmi une trentaine d'autres pays et régions d'Europe.

L'édition 2012 du concours «Europäischer Dorferneuerungspreis» (EDEP2010) vient d'être placée sous la devise: «Der Zukunft auf der Spur».

L'idée-clé proclamée vise à la fois des projets communaux innovants dans les domaines de la production et de l'efficacité d'énergies renouvelables, mais également des modèles et initiatives de cohabitation et de coopération dynamiques, engagées et soutenues aux différents niveaux des communautés villageoises d'aujourd'hui.

La Commune de Beaufort a été désignée comme candidature nationale au EDEP 2012, après une présélection nationale de 8 communes potentielles évaluée par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

En référence aux critères et à la devise posés du concours 2012, les responsables communaux de Beaufort, en coopération avec leur groupement d'études, sont engagés à finaliser leur dossier de candidature EDEP 2012 avec l'accent sur les particularités spécifiques et l'identité locale, sur les projets-phare, les initiatives authentiques ainsi que les nombreuses coopérations aux niveaux local, communal et régional.

Le dossier de candidature «Beaufort – EDEP 2012» sera déposé auprès de l'ARGE à Vienne en février 2012.

Après l'inspection et l'appréciation des projets communaux et initiatives documentées dans le dossier de candidature Beaufort, une délégation du jury ARGE-EDEP viendra dans la Commune de Beaufort, pour une visite et une appréciation des projets et initiatives sur place en juin 2012.

La proclamation des lauréats EDEP 2012 se fera après la session finale du jury ARGE en juillet 2012. La remise officielle des prix «Europäische Dorferneuerungspreise» - EDEP 2012 sera organisée par l'ARGE en concertation avec la Commune de 'Langenegg –Vorarlberg', lauréat du EDEP 2010 en Autriche en septembre 2012.



## **VIII. LE REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX**

### **A. Introduction**

Un projet de loi concernant le remembrement des biens ruraux a été déposé à la Chambre des Députés, le 7 juillet 2010. Le Conseil d'Etat a émis son avis le 15 février 2011. Actuellement, le projet de loi est discuté au sein de la commission de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural de la Chambre des députés et il est prévu qu'il soit voté dans le courant de l'année 2012.

En effet, depuis l'adoption de la première loi en matière de remembrement en date du 25 mai 1964, l'Office national du remembrement (ONR) est constamment confronté à de nouveaux défis qui imposent une adaptation de la législation actuelle.

Le projet de loi donne à l'ONR la possibilité de servir encore mieux au développement rural d'une part, et contribuer au développement général organisé de notre pays et apporter une solution aux aspirations futures multiples de notre société, d'autre part. Par ailleurs, le projet de loi se propose de répondre également aux critères du développement durable.

### **B. Les activités en 2011**

#### **1. Les opérations préparatoires à un projet de remembrement**

Les opérations préparatoires comprennent la délimitation du périmètre de regroupement parcellaire, l'établissement des bulletins de propriété, l'organisation de l'enquête publique sur l'utilité du remembrement et de l'assemblée générale des propriétaires lors de laquelle ceux-ci se prononcent sur la proposition d'un projet de remembrement.

Rappelons que depuis l'année 2000, l'ONR a été associé aux travaux relatifs à la construction de la Route du Nord (loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck). Toutefois le dossier est toujours en discussion avec le Ministère ayant l'environnement dans ses attributions afin de trouver une solution concernant les mesures compensatoires à appliquer.

Une nouvelle initiative a été lancée dès 2009 en vue de mettre les terrains nécessaires à la construction routière, dite « transversale de Clervaux », via la procédure d'un remembrement légal de travaux d'intérêt général (art. 19bis de la loi modifiée du 25 mai 1964). L'ONR fut chargé par M. le Ministre des Finances de l'acquisition des terrains nécessaires pour le tracé routier, d'une part, et pour les mesures compensatoires, d'autre part. En 2010, 25 compromis d'acquisition ont pu être finalisés portant sur plus de 30 hectares pour assurer les biens-fonds ruraux requis en vue de la réalisation de la nouvelle route, dite « transversale de Clervaux ».

En 2011, l'action d'acquisition a été poursuivie pour l'Etat et pour la commune de CLERVAUX.

Des réunions d'information ont eu lieu avec les Communes de HEINERSCHIED (CLERVAUX), STADTBREDIMUS, LAC DE LA HAUTE-SÛRE, REMERSCHEN, WORMELDANGE et MERTERT (Langsur), en vue de remembrer les biens ruraux sur leurs territoires, respectivement dans les communes de BURMERANGE et WELLENSTEIN (SCHENGEN) pour finaliser leurs projets de remembrement (BURMERANGE et SCHWEBSANGE). Des initiatives ont été poursuivies dans les communes de MUNSHAUSEN, CLERVAUX, HEINERSCHIED avec les communes

et les propriétaires dans le contexte d'un remembrement agricole/contournement (art. 19bis de la loi modifiée du 25 mai 1964). Par sa missive, le Gouvernement a chargé en 2009 l'ONR de l'acquisition des emprises du tracé et des mesures compensatoires des 3 projets routiers à HOSINGEN, HEINERSCHIED et MUNSHAUSEN/CLERVAUX (transversale).

Des réunions avec les communes d'ESCHWEILER, de BECKERICH, de HOBSCHEID, de SAEUL et de BOEVANGE/ATTERT ont été poursuivies en vue de la continuation ou du lancement d'un projet de remembrement forestier.

Les travaux préparatoires pour la fixation du périmètre et l'enquête sur l'utilité du remembrement ont été poursuivis à BOEVANGE (ATTERT) (sylviculture) et à HEINERSCHIED (agriculture et sylviculture).

## **2. Les travaux de relotissement parcellaire**

Ces travaux comprennent les phases suivantes:

### **a) L'ouverture des opérations d'un projet de remembrement**

Après les enquêtes sur l'utilité du remembrement forestier à SAEUL au courant de l'année 2010, l'assemblée générale a été tenue le 10 mars 2011 et le règlement grand-ducal du 12 novembre 2011 concernant l'exécution du remembrement des terres principalement forestières dans la commune de Saeul entre en vigueur.

### **b) La classification des terres**

Le regroupement des anciennes parcelles en des ensembles plus grands se faisant sur la base de la valeur de leur productivité et la classification des terres en fonction de critères pédologiques et topographiques, sont réalisés par l'ONR, assisté d'un collège d'experts. Les résultats de cette classification sont soumis à l'appréciation des propriétaires lors d'une double enquête publique.

En vue de la classification des sols forestiers dans les remembrements de ESCHWEILER, de BECKERICH et de SAEUL, une campagne de prospection terrestre et par GPS a été poursuivie respectivement finalisée pour localiser exactement l'emplacement des chemins (inexactitude du cadastre bi-centenaire) en vue du repérage des parcelles d'une part et pour déterminer la qualité des boisements (peuplements) d'autre part. Les réunions avec l'association syndicale, la commission locale et le collège des experts ont été engagées depuis 2009 et poursuivies en 2011 dans l'optique de définir la démarche dans ces projets de remembrements forestiers. A côté de la classification des sols, les valeurs des arbres (éléments transitoires) en forêt ont été estimées continuellement par voie d'expertise.

La classification des sols agricoles dans le périmètre des remembrements forestiers de WINSELER et d'ESCHWEILER a été entamée au printemps 2010 et a été poursuivie en 2011.

La classification des sols agricoles et forestiers du projet de CLERVAUX a été opérée en 2011, alors que la 1<sup>ère</sup> enquête y relative a eu lieu du 26 septembre au 25 octobre 2011, tandis que la deuxième enquête fut organisée du 28 novembre au 27 décembre 2011. Aucune réclamation n'a été introduite auprès du juge de paix.

### **c) L'étude d'impact**

D'après l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 une étude d'impact comportant une analyse écologique détaillée de l'état initial des éléments constitutifs du milieu naturel et du paysage et une analyse des incidences du projet sur le milieu naturel est établie pour chaque remembrement légal. L'étude comporte, le cas échéant, des propositions de mesures compensatoires jugées nécessaires pour la protection des sites touchés par le remembrement. L'étude est soumise pour avis à l'ONR et la décision au sujet des mesures compensatoires est prise conjointement par le Ministre de l'Agriculture et le Ministre ayant dans ses attributions la protection de la nature et des ressources naturelles. Depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 7 novembre 2007 fixant le contenu, les conditions et les modalités de réalisation de l'étude d'impact prévue en matière de remembrement des biens ruraux, tous les nouveaux remembrements doivent observer les données de ce règlement grand-ducal lors de l'élaboration des études d'impact respectives.

En 2011 la publication de l'étude d'impact du remembrement forestier de BECKERICH a été lancée pour tout le périmètre. Elle a eu lieu du 10 janvier au 9 février 2011. Dans le contexte de la protection de la nature une seule réclamation a été introduite à l'ONR.

### **d) L'élaboration du projet de relotissement**

Cette phase comprend une consultation des propriétaires pour connaître leurs vœux sur la concentration parcellaire souhaitée, l'établissement d'un avant-projet de remembrement, sa mise en enquête publique, la confection du projet définitif, son implantation sur le terrain et la prise de possession des nouvelles parcelles par les propriétaires.

La préparation du nouveau lotissement pour le remembrement forestier du LAC DE LA HAUTE SÛRE sur base de la réception des vœux, a été poursuivie en 2011 par des actions à l'amiable moyennant des échanges, ventes ou achats de parcelles. Les mêmes opérations au remembrement forestier de WINSELER, ESCHWEILER et BECKERICH furent poursuivies en 2011.

Au courant du mois de décembre 2011 la réception des vœux des terrains agricoles du remembrement de CLERVAUX fut tenue, alors que le début des négociations des parcelles forestières est à noter.

La première enquête du remembrement viticole du secteur « Kraizberg » à REMERSCHEN a eu lieu du 6 décembre 2010 au 4 janvier 2011, alors que la deuxième enquête s'est déroulée du 21 mars 2011 au 20 avril 2011. Aucun recours en justice ne fut introduit. La mise en possession provisoire a été décrétée le 15 avril 2011.

La première enquête du remembrement viticole du secteur « Zaeselter » à REMERSCHEN a eu lieu du 5 octobre au 7 novembre 2011.

### **e) Les opérations de nouvelles mensurations parcellaires**

Le remembrement est généralement accompagné d'un nouveau levé topographique de l'ensemble des terres à remembrer. Ce levé comprend trois parties:

- le levé des limites du périmètre, des chemins, routes, cours d'eau et autres limites immuables,
- le levé du nouveau parcellaire après bornage des parcelles,
- la confection des nouveaux plans cadastraux.

Ces opérations sont conduites suivant les instructions de l'Administration du cadastre et de la topographie.

Les travaux de mensuration ont été poursuivis respectivement entamés dans les remembrements de REMERSCHEN, MOMPACH, LAC de la HAUTE-SÛRE (TARCHAMPS) et SCHWEBSINGEN.

#### **f) La rédaction de l'acte de remembrement**

Les actes légaux concernant les remembrements de MOMPACH, MERTERT (LANGSUR) sont en cours de préparation, alors que les actes des remembrements de BURMERANGE et SCHWEBSANGE ont été signés respectivement les 28 janvier 2011 et 2 décembre 2011.

### **3. Les travaux connexes à un projet de remembrement**

Remembrement de BURMERANGE	Travaux de finition de la voirie agricole
Remembrement de SCHWEBSINGEN	Divers parachèvements
Remembrement de MOMPACH	Achèvement du projet des travaux connexes de voirie agricole, diverses réfections aux couches de sous-bassement et de roulement
Remembrement de STADTBREDIMUS-GREIVELDANGE	Travaux d'aménagement des secteurs « Primerberg » et « Goldberg »
Remembrement du LAC de la HAUTE-SÛRE	Finalisation de la voirie forestière de la phase 3
Remembrement de LANGSUR	Aménagement des secteurs « Rouseberg » et « Häreberg »
Remembrement de REMERSCHEN II	Parachèvement du secteur « Kraizberg », et aménagement et stabilisation du secteur « Aap-Zaeselter »
Remembrement de WINSELER	Exécution de la 1 <sup>ère</sup> phase de la nouvelle voirie forestière et piquetage « in situ » de la phase 2
Remembrement de BECKERICH	Soumission publique pour la phase 1 de la nouvelle voirie forestière
Remembrement d'ESCHWEILER	Elaboration d'un avant-projet de la nouvelle voirie forestière
Remembrement de CLERVAUX	Etude de l'avant-projet de la voirie agricole et des chemins forestiers

### **4. La participation financière des propriétaires aux travaux connexes**

En application de l'article 41 de la loi modifiée du 25 mai 1964 et du règlement grand-ducal du 14 décembre 1965 fixant la participation financière de l'Etat dans les travaux connexes au remembrement des biens ruraux, les propriétaires de

l'association syndicale du remembrement sont tenus de rembourser au fonds de remembrement 10% du coût des travaux connexes.

En 2011, l'Office a continué les travaux préparatoires à l'établissement des rôles contributifs de divers dossiers en cours de procédure.

A SCHWEBSANGE, l'enquête sur le rôle contributif fut lancée du 28 juillet au 26 août 2011. Aucune réclamation ne fut introduite devant le Juge de Paix.

## **IX. LES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE (ASTA)**

### **A. La division du génie rural**

#### **1. Les constructions rurales et les aides aux investissements**

Les activités du service des améliorations structurelles portent essentiellement sur deux domaines différents, à savoir :

##### **a) Le conseil en bâtiments agricoles et l'élaboration de projets de constructions agricoles**

Le tableau ci-après renseigne sur le nombre et le devis global des projets réalisés par les services de l'ASTA au cours des 5 années révolues.

Année 2007		Année 2008		Année 2009		Année 2010		Année 2011	
nb	devis	nb	devis	nb	devis	nb	devis	nb	devis
58	17.589.514	51	18.436.385	53	18.381.082	38	9.918.855	33	16.944.308

La diminution du nombre des exploitations agricoles et l'augmentation de leur dimension se répercutent sur le nombre de projets de construction. Le service de planification a réorganisé ses tâches en raison de la suppression d'un poste. Afin de pouvoir développer et élaborer des projets plus complexes et de grande envergure, le service n'a pu élaborer certains projets standards, peu complexes ou de faibles envergures (halls, silo à fourrages verts, transformation de bâtiments), pour lesquels les exploitants ont finalement eu recours à d'autres services de planification ou directement aux entrepreneurs ou constructeurs. Pour ces projets, les exploitations n'ont recours aux services de l'ASTA que pour un conseil technique ou administratif sans élaboration de plans. Le service procure surtout des conseils dans le domaine du logement des animaux et aide les exploitations dans l'établissement des dossiers de permis de construire, notamment pour les constructions en zone verte et les dossiers d'autorisations des établissements classés.

Dans le secteur laitier, la planification des investissements est marquée par l'abolition prochaine du système des quotas laitiers. Certaines exploitations envisageant une extension future de la production laitière ont des projets d'investissements immobiliers importants. Suite à la situation toujours difficile sur le marché du lait et la limitation future des aides à l'investissement pour la période restant du PDR 2007-2013, certains projets déjà élaborés ou à un stade d'élaboration plus ou moins avancé sont abandonnés, suspendus ou seront modifiés. Les projets non finalisés, ou en attente ne sont pas considérés dans les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus.

La situation économique difficile depuis plusieurs années des secteurs porcin et avicole se répercute sur l'élaboration de nouveaux projets d'investissement. En 2011, le service a procuré des conseils pour différents projets en cours de planification et est intervenu au cours de l'instruction des dossiers d'autorisation.

Dans le cadre des demandes d'autorisation pour les constructions agricoles à réaliser en zone verte, le service a organisé 7 réunions de concertation avec les chefs d'arrondissements et l'architecte conseiller du Ministère du développement

durable et des infrastructures, les conseillers en bâtiments et les représentants du Service d'économie rurale, afin de discuter et de répondre aux problèmes éventuels de l'intégration des bâtiments agricoles en zone verte.

## **b) L'exécution de la loi agraire**

Pendant l'année 2011, des aides relatives à la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural couvrant la période 2000-2006 ont encore été liquidées. Un montant total de 450.384,64 € a été viré au cours de l'année 2011 pour des aides aux investissements.

Le service s'occupe de la gestion des dossiers et de l'organisation des réunions de la commission chargée d'instruire les demandes concernant le soutien au développement rural, désignée « commission économique et technique » (CET).

La commission est chargée d'instruire les demandes concernant les aides prévues au Titre I et au Titre II, chapitres 1er, 2, 3, 4, 6, 7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pour la période 2007-2013. Pendant l'année 2011, la CET s'est réunie 16 fois pour instruire et aviser les demandes d'aides. Les demandes d'aides reprises dans le tableau I furent examinées au cours de l'année 2011.

**Tableau I : Nombre de dossiers d'aides examinés et avisés par la commission économique et technique (CET) au cours de l'année 2011 et montants d'aides prévisionnels.**

Type d'aide	Nombre de demandes	Montants d'aides prévisionnels
<b>Aides à l'investissement Art. 3/7 approuvées</b>	<b>1155</b>	<b>36.535.339,85</b>
<b>Aide supplémentaire Art. 11 (Jeunes)</b>	<b>232</b>	<b>2.345.466,79</b>
<b>Aide supplémentaire Art. 5 (3)</b> Économie énergie, environnement, bien-être animal	<b>163</b>	<b>476.902,24</b>
<b>Aide supplémentaire Art. 5 (3)</b> Production de bioénergie	<b>13</b>	<b>1.722.680,39</b>
<b>Aide supplémentaire Art. 5 (4)</b> Intégration des bâtiments	<b>88</b>	<b>1.289.877,39</b>
<b>Aide supplémentaire Art. 5 (5)</b> Infrastructures porcherie	<b>1</b>	<b>125.000,00</b>
<b>Aides à l'investissement Art. 3/7</b> <b>Dossiers refusées</b>	<b>72</b>	<b>-</b>
<b>Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10</b> Prime d'installation pour contrat d'exploitation	<b>16</b>	<b>266.250,00</b>
<b>Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10</b> Prime d'installation pour reprise d'exploitation	<b>24</b>	<b>347.500,00</b>
<b>Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10</b> Bonification taux d'intérêt	<b>15</b>	<b>273.723,42</b>
<b>Remboursement enregistrement Art. 12 et 13</b>	<b>66</b>	<b>417.006,19</b>
<b>Total</b>		<b>43.799.746,27</b>

L'instruction des demandes concernant les aides prévues au Titre I et au Titre II, chapitres 1er, 2, 3, 4, 6, 7 et 10 de la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pour la période 2007-2013 a

débuté à la fin de l'année 2008. Le tableau II renseigne sur le total des dossiers d'aide approuvés jusqu'au 31 décembre 2011.

**Tableau II : Nombre total de dossiers d'aides approuvés suivant la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pour la période 2007-2013. Ventilation suivant l'année de la réalisation des investissements.**

Type d'aide	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Aides à l'investissement Art. 3/7</b>					
<b>Sujet d'une analyse économique</b>	<b>261</b>	<b>285</b>	<b>233</b>	<b>219</b>	<b>172</b>
<b>Sans analyse économique</b>	<b>665</b>	<b>862</b>	<b>854</b>	<b>814</b>	<b>600</b>
<b>Total</b>	<b>926</b>	<b>1147</b>	<b>1087</b>	<b>1033</b>	<b>772</b>
<b>Aides à l'installation des jeunes agriculteurs</b>					
<b>Contrat d'exploitation</b>	<b>5</b>	<b>17</b>	<b>36</b>	<b>11</b>	<b>16</b>
<b>Reprise d'exploitation</b>	<b>14</b>	<b>24</b>	<b>26</b>	<b>9</b>	<b>24</b>

Les attributions du service comportent également la réception des dossiers d'aides à l'investissement avec une visite et une réception sur place pour les projets immobiliers plus importants, l'établissement du coût éligible aux aides sur base des factures ainsi que le calcul des aides et l'établissement du dossier de paiement des aides.

Le paiement des aides relatives à la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural pour la période 2007-2013 a débuté en 2009. Le tableau III renseigne sur les aides liquidées au cours de l'année 2011.

À la fin de l'année 2011, un montant de 60 mio € d'aides à l'investissement autorisées reste engagé. Ce montant se rapporte, en majeure partie, à des projets immobiliers en phase d'exécution.



**Tableau III : Nombres de dossiers d'aides payés, montants des investissements y relatifs et montants des aides liquidées au cours de l'année 2011 dans le cadre de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.**

Type d'aide	Nombre de demandes	Montant de l'investissement	Montants d'aides payés en 2011
<b>Aides à l'investissement Art. 3/7</b>			
Biens meubles	470	16.808.006,98	4.547.860,52
Biens immeubles	457	69.320.707,06	22.048.317,67
<b>Total</b>	<b>927</b>	<b>86.128.714,04</b>	<b>26.596.178,19</b>
<b>Aide supplémentaire Art. 11 (Jeunes)</b>	<b>188</b>		<b>1.803.394,20</b>
<b>Aide supplémentaire Art. 5 (3)</b>			
Économie énergie, environnement, bien-être animal	99		194.593,31
<b>Aide supplémentaire Art. 5 (3)</b>			
Production de bioénergie	11		1.479.033,41
<b>Aide supplémentaire Art. (4)</b>			
Intégration des bâtiments	48		557.092,37
<b>Aide supplémentaire Art. 5 (5)</b>			
Infrastructures	1		62.998,04
<b>Intérêts moratoires</b>	<b>7</b>		<b>10.280,99</b>
<b>Sous total</b>			
Aides totales aux investissements			30.703.570,51
<b>Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10</b>			
Prime d'installation pour contrat d'exploitation	16		266.250,00
<b>Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10</b>			
Prime d'installation pour reprise d'exploitation	24		347.500,00
<b>Installations jeunes agriculteurs Art. 9 et 10</b>			
Bonification taux d'intérêt	15		273.723,42
<b>Remboursement droits d'enregistrement Art. 12 et 13</b>	<b>63</b>		<b>386.279,45</b>
		<b>Total</b>	<b>31.977.323,38</b>

## 2. Les conduites d'eau

Les trois services régionaux ont présenté, en 2011, huit projets de conduites d'eau avec une longueur totale de 11.040 m, couvrant une superficie d'environ 202 ha et dont les devis s'élèvent au total à 375.901 €.

## 3. Les bâtiments

Cinq projets ont été élaborés, dont trois pour des particuliers, pour un total de 243.600 €. Ont été objet de ces projets dans la circonscription de Mersch, entre autres, un bassin de rétention pour l'horticulture, une station d'élevage pour animaux de basse-cour, l'agrandissement d'un silo à fourrages vert et dans la circonscription de Grevenmacher un hangar pour machines agricoles.

Le bureau régional de Diekirch avait aussi pour mission de dimensionner sept bassins de rétention.

#### **4. Le drainage de terres agricoles humides**

Le service régional de Diekirch a nettoyé des drains pour particuliers pour un montant de 12.558,50 €.

#### **5. La voirie rurale et viticole**

101 projets d'entretien ordinaire de la voirie rurale et viticole furent élaborés en 2011. Le chiffre total des devis s'élève à 5.425.911 €. La longueur totale est de 72.125 mètres.

Des travaux extraordinaires de voirie sont prévus à travers 46 projets pour un montant total de 3.239.987 €. Longueur totale: 57.100 mètres.

##### Travaux connexes aux chemins ruraux et viticoles:

17 projets concernant la construction de murs de soutènement, filets d'eau, évacuation des eaux superficielles, stabilisation de talus et réfections de tabliers de ponceaux ont été élaborés par les services régionaux pour un montant total de 216.524 €.

Le bureau régional de Grevenmacher a procédé à la liquidation de deux associations syndicales autorisées dont les chemins ont été repris d'une part par la commune de Manternach (970 m) et d'autre part par des particuliers dans la commune de Junglinster (170 m).

#### **6. Le développement rural**

Dans le cadre de l'assistance technique dans le domaine du développement des zones rurales, vingt-deux projets relatifs aux différentes mesures ont été réceptionnés en 2011, dont dix-huit par la circonscription de l'ASTA à Diekirch pour un montant éligible de 9.025.405,78 €, deux par la circonscription de l'ASTA à Grevenmacher pour un montant éligible de 242.087,12 €. et deux par la circonscription de l'ASTA à Mersch pour un montant éligible de 879.704,96 €, soit un total de 10.147.197,86 €.

#### **7. La météorologie**

Au mois de mai 2011, la dernière station météorologique à observateur, se trouvant à Asselborn, fut automatisée. L'ASTA compte aujourd'hui en tout 29 stations météorologiques automatiques situées à Arsdorf, Asselborn, Beringen, Christnach, Clemency, Dahl, Echternach, Eschdorf, Esch-sur-Sûre, Ettelbruck, Fohren, Godbrange, Grevenmacher, Helmdange, Holler, Koerich, Luxembourg, Mamer, Oberkorn, Reckange, Remich, Roeser, Reuler, Roodt/Redange, Schimpach, Trintange, Useldange, Wintrange et Wormeldange, ainsi que 2 stations météorologiques automatiques mobiles. Restent les 14 stations pluviométriques manuelles de Berdorf, Calmus, Ermsdorf, Hersberg, Hosingen, Kehmen, Mersch, Mullendorf, Perlé, Pratz, Redange, Remerschen, Schiffange et Wintrange.

Le nouveau site AGRIMETEO, lancé par l'ASTA en collaboration avec le DLR RNH (Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum Rheinhessen-Nah-Hunsrück), a rendu possible des prévisions météorologiques très appréciées dans le domaine de l'agriculture. Le système d'alerte permet de définir les seuils d'intervention pour une protection ciblée des cultures agricoles contre les maladies des plantes (entre autres cryptogamiques), suivant les principes en matière de lutte intégrée contre les ennemis des cultures.

## **8. Le service agri-environnement**

### **a) L'exécution des contrôles officiels des pulvérisateurs agricoles, arboricoles et viticoles**

Ce contrôle est obligatoire dans le cadre de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, régime d'aides qui a été mis en place en décembre 1996. Avec l'introduction de la nouvelle loi agricole en 2008, il est devenu dorénavant obligatoire dans tout régime d'aide agro-environnemental.

Le déroulement pratique des contrôles est le suivant : Tous les agriculteurs sont convoqués individuellement au contrôle. Les contrôles ont lieu auprès des revendeurs de machines agricoles désirant être intégrés dans l'opération à condition qu'ils mettent à disposition un emplacement adéquat. Ainsi, si des réparations sont nécessaires, l'agriculteur peut s'adresser immédiatement au service technique du revendeur, ce qui lui évite de devoir passer une deuxième fois au contrôle.

En 2011, les contrôles ont eu lieu pendant la période d'avril à octobre pour les agriculteurs en collaboration avec les revendeurs de machines agricoles. Pendant cette campagne 569 pulvérisateurs agricoles ont été contrôlés.

Un bilan des contrôles de 2011 figure au tableau ci-joint.

#### *Pulvérisateurs agricoles :*

- nombre de pulvérisateurs convoqués: 601
- nombre de pulvérisateurs contrôlés: 569
- *taux de pulvérisateurs sans observations majeures: 82,7 %*
- *taux de pulvérisateurs avec manomètre défectueux: 4,6 %*
- *taux de pulvérisateurs avec buses défectueuses: 7.2 %*
- nombre de pulvérisateurs agréés après réparation: 7
- nombre de pulvérisateurs rejetés: 0
- nombre de pulvérisateurs déclarés hors service: 26
- nombre de pulvérisateurs non présentés: 6.

Par ailleurs, une vignette de contrôle a été émise pour 23 machines neuves pour lesquelles un contrôle n'est requis qu'après 3 années d'utilisation.

### **b) L'approbation de plans d'épandage**

Dans le cadre du règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture, un plan d'épandage doit être approuvé préalablement par l'ASTA lors de l'utilisation de fertilisants azotés non produits sur l'exploitation en question.

Cette obligation porte aussi sur l'utilisation de boues d'épuration dans l'agriculture. Dans ce cas, une analyse de sol ainsi qu'une analyse des boues préalables doivent être jointes à la demande d'approbation des plans d'épandage.

En total 99 plans d'épandage ont été déposés auprès du service agri-environnement pour approbation durant l'année 2011.

La prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel prévoit, entre autres, un échange de fertilisants organiques en cas de dépassement de la limite

de 170 kg Norg/ha par exploitation. Ainsi en 2011, 71 contrats d'enlèvement de fertilisants organiques ont été validés après présentation auprès du service.

**c) Le programme agri-environnemental dans le cadre du règlement (CE) 1698/2005**

Le règlement grand-ducal du 26 août 2009 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel est entré en vigueur le 3 septembre 2009, et cela rétroactivement à partir de l'année culturale 2007/2008.

Le règlement précité est basé sur le règlement (CE) 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et sur les règlements (CE) 1974/2006 et (CE) 1975/2006 de la Commission portant d'application du règlement (CE) 1698/2006 du Conseil.

Le régime d'aides proposées comprend 14 mesures différentes en faveur de pratiques agricoles extensives ou respectueuses de l'environnement, à savoir :

1. Agriculture biologique (012)
2. Maintien d'une faible charge de bétail d'herbivores (022)
3. Réduction des fertilisants azotés dans certaines cultures arables (332)
4. Réduction de l'emploi des produits phytopharmaceutiques (342)
5. Prévention de l'érosion (362)
6. Amélioration des techniques d'épandage de lisier et de purin (372)
8. Extensification des prairies (382)
7. Gestion extensive des bordures des champs (042)
9. Création de bandes herbacées (052)
10. Entretien des haies sur et en bordure des champs (062)
11. Entretien des vergers traditionnels (072)
12. Lutte biologique contre le ver de la grappe (092)
13. Retrait de terres agricoles et gestion de terres abandonnées (112)
14. Conservation de races locales menacées (chevaux de race ardennaise) (122)

Les exploitants ou gestionnaires de terres sont tenus d'introduire une demande de participation pour le 1er août au plus tard. Avant l'admission définitive un certain nombre de régimes d'aides doivent être avisés préalablement par la commission écologique prévue à l'article 47 avant d'être accordés par le Ministre. Le service agri-environnement est responsable pour la préparation des dossiers. Ce travail comprend le contrôle administratif préalable, la préparation des listes de commission ainsi qu'une présentation sur écran des parcelles en question. Au total 6 séances ont été organisées au cours de l'année 2011.

225 nouvelles demandes ont été introduites pour l'année culturale 2011. A noter que, conformément à l'article 45 du règlement précité, le dernier délai pour introduire une demande d'adhésion pour un des régimes du règlement actuel en vigueur a été fixé au 1er août 2011. Cette disposition est fondée sur la réglementation communautaire qui tend à éviter un chevauchement des régimes d'aides actuels avec les nouvelles propositions comprises dans le plan de développement. Une petite campagne de sensibilisation via la presse agricole a été entamée début juin 2011 pour attirer l'attention à ce fait. En 2010, les derniers programmes basés sur le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 sous l'ancien plan de développement rural 2000-2006 sont venus à échéance de sorte

qu'en 2011, 100% des régimes d'aides étaient basés sur le règlement actuel en vigueur.

Un nouveau système informatique d'information géographique (MAPAE) est opérationnel depuis juin 2010, pour gérer la gestion administrative essentiellement pour les régimes d'aides graphiques, c.-à-d liés à la surface. Depuis 2011, le système est devenu relativement stable, de manière à garantir une efficacité accrue.

Aperçu global de toutes demandes d'aides introduites depuis la mise en vigueur du règlement précité.

Mesure	Année	Accord.	Refus	Année	Accord.	Refus	Année	Accord.	Refus	Année	Accord.	Refus
012	2008	17		2009	8	1	2010	7	2 sus	2011	17	2
022	2008	50	1	2009	32	2	2010	23	2	2011	11	
332	2008	17		2009	11		2010	21		2011	21	2
342	2008	56		2009	12		2010	15		2011	19	1
362	2008	81		2009	87		2010	131		2011	60	
372	2008	53		2009	65		2010	39		2011	10	
382	2008	90	2	2009	53	1	2010	94	3	2011	39	1
072	2008	32		2009	20	1	2010	29	3	2011	6	
062	2008	81		2009	28	1	2010	65	1	2011	18	
042	2008	3		2009	1		2010	3	1	2011	2	
052	2008	16		2009	11		2010	34		2011	9	1
112	2008	6		2009	1		2010	2		2011	1	
122	2008	12		2009	6		2010	11		2011	5	
<b>Total</b>		<b>498</b>	<b>3</b>		<b>324</b>	<b>6</b>		<b>440</b>	<b>10</b>		<b>218</b>	<b>7</b>

Pour le versement des aides, les bénéficiaires reçoivent annuellement un aperçu destinant à confirmer leurs engagements. Ces confirmations sont envoyées fin mars aux exploitations, le délai d'introduction étant fixé similaire au délai d'introduction des déclarations de superficie. En 2011, au total 75 dossiers de paiement ont été finalisés avec une enveloppe globale de 5.646.410 euros. Cette somme correspond plus qu'au double de l'indemnisation annuelle pour les régimes d'aides et s'explique par un retard de paiement dans les années 2009 et 2010 dû aux travaux de programmation du nouveau logiciel MAPAE.

**d) Les régimes d'aides pour la mise en œuvre de programmes de sauvegarde de la diversité biologique dans le cadre du règlement grand-ducal du 22 mars 2002**

Le règlement grand-ducal du 22 mars 2002 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique est mis en œuvre conjointement par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et le Département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Le service conservation de la nature de l'Administration de la Nature et des Forêts est responsable de la coordination avec les bureaux d'études externes qui se chargent de la contraction des engagements avec les exploitants. Le service agri-environnement de l'ASTA est chargé de la préparation des dossiers pour la présentation dans la commission spécialement prévue à ces fins. De plus, le service est responsable de la gestion des dossiers après le feu vert de la commission.

Le délai d'introduction pour les nouvelles demandes est fixé pour le 1<sup>er</sup> octobre avant le début de la période d'engagement. A partir de cette date, le service prépare les dossiers pour la présentation dans la commission prévue à

l'article 50. En 2011, la commission s'est réunie pendant 7 séances. Au total 1008 nouveaux contrats-annexes ont été avisés positivement et débiteront le 1 janvier 2012 pour une période quinquennale.

En pratique, les exploitants reçoivent au début de l'année une confirmation à renvoyer pour confirmer leurs engagements de l'année écoulée. Après réception, le service procède au paiement du solde. A partir de mi-janvier 2011, 7 dossiers de paiement ont été réalisés pour l'année d'engagement 2010 avec un montant global de 1.393.642 €. La surface payée en 2010 comportait 4018,74 ha au total pour les programmes proposées dans le milieu rural.

Parallèlement, en 2011, les discussions et débats concernant un nouveau projet de règlement instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la biodiversité ont été poursuivis. Le régime a été notifié à la Commission Européenne, en vertu de l'article 108 paragraphe 3 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

#### **e) Les travaux de préparation pour la délimitation des zones de protection des eaux potables**

Un groupe de travail Eau-Agriculture a été mis en place depuis janvier 2010 entre les Ministères impliqués en vue de développer des solutions pour surmonter les conflits d'intérêts entre le domaine de l'agriculture et celui de l'eau. A ces fins, un avant-projet de règlement a été élaboré et finalisé fin 2011 en vue de la gestion des futures zones de protection des eaux potables. Le service agri-environnement a participé activement à ces travaux de préparation.

### **9. Le service SIG**

Les principales missions du service SIG sont :

- la création, la gestion et la mise à jour du système d'identification des parcelles agricoles servant de base au paiement des primes dans le cadre du régime de soutien direct ;
- la création, la gestion et la maintenance de toute autre couche d'information géospatiale relevant du domaine de l'agriculture ainsi que la création de données dérivées et l'établissement de cartes thématiques;
- l'évaluation de la qualité des données géospatiales créées et gérées par le service ainsi que l'analyse et la diffusion de données à référence spatiale en vue de leur application par différents services et organisations ;
- la coopération avec d'autres organismes dans le domaine de l'application des nouvelles technologies de l'information géospatiale ainsi que le conseil et le soutien aux exploitants.

Les activités du service ont commencé en 2004 avec la création d'un nouveau système d'identification des parcelles agricoles (SIPA) servant de base au paiement des primes communautaires. Le nouveau SIPA remplace depuis 2006 l'ancien système de référence à base cadastrale. Au cours des années 2008 et 2009, une première actualisation complète du SIPA a été réalisée par le service SIG.

En 2010, l'Administration du Cadastre et de la Topographie a réalisé des nouvelles photos aériennes et une actualisation systématique est effectuée par le service SIG sur une période de 3 ans entre 2011 et 2013.

Au cours de l'année 2011, les règles de digitalisation pour la phase d'actualisation et les tolérances nécessaires, pour tenir compte de la précision améliorée des ortho-photos et de la variabilité des limites, ont été définies. Afin de

tester l'applicabilité de ces règles, une première zone de 5 communes a été actualisée dans le sud-ouest du pays.

Afin de minimiser le risque de paiements indus, le service a également procédé en 2011 à une « désactivation » des parcelles non déclarées au cours des années 2009, 2010 et 2011 moyennant l'attribution d'un statut supplémentaire. Le service continue à gérer l'ensemble des parcelles dans la base de données (total : 101 969 parcelles) mais se limite dans la version officielle du RPG qui est exportée vers MACAA et MAGIS aux parcelles actives. Tenant compte de ces nouveautés, les chiffres suivants se présentent pour la version de fin de l'année 2011 : 66.960 parcelles de références actives existent au niveau du RPG avec une surface éligible de 124.135 ha. La surface moyenne des parcelles de références actives est de 1,85 ha.

277 demandes individuelles pour la modification des parcelles ont été reçues au cours de l'année 2011. La majorité des demandes concernaient des changements d'utilisation et des déplacements de limites. L'ensemble des parcelles a été visité et mesuré sur le terrain et au total 1.140 parcelles ont subi des modifications dans la base de données.

En 2011, environ 2.200 mesurages effectués par l'unité de contrôle, dans le cadre de leurs contrôles d'éligibilité aux aides communautaires, ont été reçus par l'UNICO.

Au niveau informatique, l'année 2011 était marquée par le passage vers la nouvelle version d'ArcView et l'écriture de l'application SIG\_ASTA dans un autre langage de programmation. Au niveau de la gestion des données, le Service SIG a fait le passage vers un nouveau format de données, la geodatabase, qui dans le futur devra remplacer le format standard du shapefile. Afin de préparer l'application SIG\_ASTA aux règles de digitalisation applicables pour l'actualisation 2011-2013, un certain nombre d'évolutions techniques en relation avec l'inspection et la validation des parcelles ont été programmées dans l'application.

Pendant l'année sous revue, le service SIG a préparé la création d'une couche d'information géospatiale nouvelle, la couche des éléments de structure du paysage. Après quelques réunions de concertation avec tous les acteurs impliqués, un document reprenant la liste des éléments à prendre en compte et les dimensions maximales a été établi. Cette liste servira de base pour définir quels éléments du paysage actuellement gérés au niveau du RPG seront récupérés dans une couche à part. Elle est également à la base de l'appel d'offre pour la digitalisation en externe des éléments actuellement intégrés dans la surface éligible du parcellaire. L'appel d'offre et la digitalisation en externe sont planifiés pour 2012.

Au cours de 2011, une nouvelle couche d'information a été créée par le service : il s'agit du géo-référencement des adresses des exploitations agricoles moyennant localisation des habitations sur le géoportail. Des coordonnées géographiques ont été créées pour 2.247 exploitations ; une validation des données devra encore être faite en 2012.

Au niveau communautaire, le service SIG a effectué le test de qualité du SIPA prévu par le règlement (CE) 146/2010. Les spécifications du test étaient en phase de développement pendant les années 2010 et 2011 et ont été finalisées en novembre 2011.

Le contrôle prévoit une analyse d'images satellites actuelles. Dans ce contexte, le service SIG a reçu une scène d'image Worldview 2 de 400 km<sup>2</sup> autour de Larochette. Sur base de ces nouvelles images, 500 parcelles agricoles ont été

testées sur sept « éléments de qualité » définis dans la documentation technique du JRC. Le parcellaire luxembourgeois a passé tous les critères de qualité en 2011, aucun plan d'action n'est donc à prévoir.

En 2011, une dizaine de conventions ont été signées avec différents organismes étatiques ou privés pour la mise à disposition (partielle ou entière) de couches d'informations géospatiales dans le but du conseil, de l'analyse ou pour la constitution de dossiers.

Pendant l'année sous revue, le service a effectué de nombreuses analyses géospatiales sur base du SIG pour différents services et organismes agricoles et a participé à différents groupes de travaux en rapport avec ses attributions.

## **B. La division agronomique**

### **1. La production animale**

Le service de la production animale a pour mission l'organisation et l'orientation de la production et de l'élevage des animaux de ferme. Il assure l'application de la législation zootechnique communautaire et nationale et le contrôle de sa mise en œuvre. Le service a aussi pour mission le contrôle du secteur de l'alimentation animale. Il soutient l'élaboration et le développement de démarches associées à une production animale de qualité et leur promotion.

#### **a) Les données d'élevage**

A la fin de l'année 2011, en races viandeuses, 1.625 animaux ont été contrôlés dans les troupeaux d'élevage, 2.822 animaux ont été testés dans le cadre du programme « Broutard luxembourgeois de qualité ». 1229 vaches Limousine étaient inscrites en 2011 aux Herdbooks (71,5%), 141 en race Charolaise (8%), 135 en Angus (8%), suivi des races Blonde d'Aquitaine 99 (6%), Aubrac 81 (5%) et des autres races à faible effectif.

En races laitières, en 2010/2011, 631 troupeaux ont été enrôlés au contrôle laitier avec un effectif de 33.656 vaches contrôlées, parmi lesquelles 80,2% reviennent à la race Holstein-Noir et 14,6% à la Holstein-Rouge. Pendant la période en question, le nombre moyen de vaches laitières par troupeau est de 53,3. La production laitière annuelle par troupeau s'élève à 7.881 kg avec 20 producteurs laitiers atteignant une moyenne supérieure au 10.000 kg. 12 vaches s'inscrivent en 2011 au palmarès des 100.000 kg.

En 2011, le service de la production animale a décidé d'abandonner la gestion du livre généalogique, ainsi que la gestion du secrétariat et de la trésorerie pour le « Lëtzebuerger Schoofzuchtverband ». Par alignement aux activités conduites par d'autres organisations d'élevage, ces activités ont été reprises par le « Lëtzebuerger Schoofzuchtverband ».

#### **b) Les marques nationales**

Le service assure la gestion des marques nationales du beurre, de la viande porcine et du jambon fumé:

- Afin de pouvoir obtenir l'appellation de qualité, le beurre de « Marque Rose » doit être soumis à un examen organoleptique portant sur l'aspect, la consistance, ainsi que sur l'odeur et le goût. Lors de cet examen, le beurre doit avoir été classé au moins dans la classe de qualité I-. En 2011, 15 concours beurriers ont été exécutés en vue de l'obtention de la Marque



nationale « Beurre de Marque Rose ». Les tests microbiologiques et organoleptiques ont démontré que la qualité du beurre luxembourgeois est constante, comparable et même supérieure à celle des beurres étrangers ayant servi de témoins. En 2011, la production de beurre de la Marque nationale s'élevait à 1.655.022 kg, ce qui revient à une nette augmentation de 8,6% par rapport à l'année précédente.

- La production de jambons Marque nationale a présenté une baisse par rapport à l'année 2010. En 2011, 16.218 jambons ont été scellés (2010: 17.754) et 15.053 (2010: 20.110) ont été soumis à l'estampillage sur deux sites de production, permettant une mise en vente en tant que jambon « Marque nationale ». Ceci porte le nombre total de jambons contrôlés à 31.271 (2010: 37.864); le nombre de contrôles effectués sur place étant de 97.
- En 2011, une hausse fut constatée pour le nombre de porcs abattus : 76.233 porcs ont été présentés pour l'obtention de la « Marque Nationale de la viande de porc » (2010 : 71.669), parmi lesquels 66.873 porcs ont été admis – ce qui représente un taux d'acceptation de 87,7%. Par rapport à 2010, ceci présente une nette augmentation de 3,9 % du nombre total de porcs reconnus par la Marque nationale.

Le service a assuré la révision des plans de contrôle mis en place pour la Marque nationale sur base du nouveau règlement grand-ducal. En 2011, les deux organismes de contrôle neutres et accrédités pour la Marque nationale, Luxcontrol et Certipaq ont réalisé des contrôles accompagnés par le service de la production animale, auprès de 33 établissements porcins, 2 abattoirs avec atelier de découpe, 1 salaisonier et 6 points de vente agréés pour la Marque nationale.

Suite aux travaux de construction et de modernisation de certains établissements agréés pour la Marque nationale, la Commission a décidé de reporter l'introduction des nouveaux produits en 2012. En 2011, aussi différentes activités de promotion ont été menées par la Marque nationale, notamment la présence dans certains médias (presse écrite, radio et tv), la participation à la Foire de printemps et à la Foire agricole, ainsi que la conduite d'une campagne sur radio en collaboration avec le « Produit du terroir – Lëtzebuurger Rëndfleesch » de la Chambre d'agriculture. En février 2011, la Commission a élargi son système de cotisation au fonds de promotion, aux établissements de vente agréés pour la Marque nationale.

### **c) Le contrôle officiel des aliments pour animaux**

En 2011, il n'y a pas eu de changements majeurs au niveau de l'enregistrement obligatoire des établissements conformément au règlement (CE) 183/2005. Deux établissements luxembourgeois importateurs d'aliments pour animaux à partir de pays tiers ont été rajoutés à la liste. Environ 2050 établissements agricoles, 8 établissements producteurs de matières premières pour l'alimentation animale, 5 établissements producteurs d'aliments composés pour animaux, 44 établissements-revendeurs, 15 établissements de transport et 7 exploitants ayant 15 moulins mobiles figurent sur la liste officielle.

En 2011, 41 exploitations agricoles ont été contrôlées dans le cadre du règlement (CE) 183/2005 tombant sous le régime de l'éco-conditionnalité. Lors des inspections, le respect des dispositions légales concernant les aliments pour animaux a été contrôlé en matière d'hygiène, de traçabilité, de conduite des registres et de documentation écrite. Sur les exploitations, ont été contrôlées en même temps les dispositions relatives à l'hygiène de la production primaire de denrées alimentaires. Une seule exploitation ne respectait pas les exigences légales.

36 inspections d'hygiène et d'étiquetage ont été effectuées au niveau des établissements des fabricants et revendeurs luxembourgeois d'aliments pour animaux. Le système HACCP entier d'un établissement revendeur a été audité. Les moulins mobiles ont été contrôlés cinq fois lors de productions d'aliments pour animaux au niveau des exploitations agricoles. Aucune non-conformité majeure n'a été constatée.

En collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises, ont été contrôlés trois camions transportant des aliments pour animaux. Conjointement avec la Division de la Pharmacie et des Médicaments de la Direction de la Santé, ont été contrôlés un fabricant agréé pour la production d'aliments médicamenteux pour animaux et trois exploitations agricoles au niveau de l'utilisation et de la traçabilité des médicaments vétérinaires et aliments médicamenteux.

Dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, 197 échantillons d'aliments pour animaux, 40 échantillons de denrées alimentaires agricoles et un échantillon d'eau contenant des médicaments ont été prélevés auprès de tous les types d'établissements en 2011. Ces échantillons ont été analysés sur leur teneur en constituants analytiques, en substances indésirables et sur leur qualité microbiologique afin de vérifier les valeurs déclarées sur l'étiquette et la sécurité des aliments pour animaux. Les résultats d'analyses ont montré des dépassements de limites maximales ou recommandées en substances indésirables et de fausses déclarations en teneurs analytiques pour plusieurs aliments pour animaux.

Par l'intermédiaire du système d'alerte rapide de la Commission européenne (RASFF), le service du contrôle des aliments pour animaux a reçu trois notifications d'entrée au Grand-Duché de Luxembourg d'aliments pour animaux contaminés par des dioxines, du chloramphénicol et des allergènes. Le suivi nécessaire (blocage, retrait du marché) a été réalisé.

Les agents du service ont contribué, en collaboration avec le laboratoire de contrôle et d'essais, à l'amélioration du système de gestion des échantillons pour le laboratoire et le service de contrôle.

Un représentant du service du contrôle des aliments pour animaux est détaché à raison de deux jours par semaine à l'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA) pour y représenter les intérêts de l'ASTA et pour contribuer au fonctionnement et à l'accomplissement des missions de l'OSQCA.

#### **d) Les systèmes de qualité européens (AOP, IGP, STG)**

Le service de la production animale est l'autorité compétente pour les systèmes de qualité européens relatifs aux indications géographiques protégées, aux appellations d'origine protégées et spécialités traditionnelles garanties. En 2011, le contrôle a comporté la vérification de la conformité des produits mis sur le marché pour les catégories de produits suivants :

- fruits, légumes et céréales en l'état ou transformés ;
- œufs, miel et produits laitiers.

Le respect des dispositions légales a été contrôlé dans deux établissements de commercialisation sur l'ensemble des catégories y présentes.

La Commission européenne est en train d'élaborer un nouveau règlement relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles, comportant aussi de nouvelles normes de commercialisation de base et de nouvelles lignes directrices sur les bonnes pratiques concernant les systèmes volontaires de certification et sur l'étiquetage des produits utilisant des ingrédients AOP ou IGP. Les propositions législatives ont été transmises au Parlement européen et au Conseil, pour discussion. L'adoption est prévue en 2012. Le service de la production animale a suivi les travaux législatifs et a participé au processus de consultation.

#### **e) La gestion des programmes sanitaires**

Le service de la production animale assure en collaboration avec l'Administration des services vétérinaires, la gestion et le développement des programmes nationaux de lutte contre les maladies infectieuses. Le service est en charge des travaux de programmation, de maintenance et d'adaptation de l'outil informatique. Des travaux de programmation ont été requis pour la mise en place du programme national de lutte contre le BVD introduit en 2011.

#### **f) La promotion des produits agricoles**

Le service accompagne aussi des actions d'information et de promotion afin de soutenir la demande, de maintenir et de développer la place des produits agricoles dans la consommation.

Le service de la production animale assure au niveau national, l'appui technique, l'analyse et la coordination des mesures de promotion communautaire. Deux programmes de promotion cofinancés par l'UE sont en cours : le programme de promotion pour le lait frais, introduit par Luxlait venu à échéance en septembre 2011 et le programme pluriannuel de promotion pour le miel et les produits de ruche, introduit en 2008 par la Fédération de l'Union des Apiculteurs en collaboration avec l'« Agence Wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité » entrant en phase 3.

Le service accompagne la mise en place de la campagne « Sou schmaacht Lëtzebuerg » conduite par la Chambre d'agriculture. Dans le cadre de cette campagne, les réalisations 2011 comportaient la mise en place d'une charte pour l'utilisation des produits issus de l'agriculture luxembourgeoise dans la gastronomie, la définition de la notion de « produit du terroir », la conduite d'un projet pilote auprès du secteur HORECA, l'actualisation de la page internet et la participation à différentes manifestations.

#### **g) La construction des stations d'élevage**

A la demande de l'Union des Sociétés Avicoles du Grand-Duché de Luxembourg (USAL), le Ministère de l'Agriculture alloue des aides aux sociétés avicoles pour la construction de stations d'élevage pour animaux de basse-cour. Le service de la production animale, en collaboration avec le service du génie rural de la circonscription de l'Ouest, offre une assistance technique pour la réalisation des plans de construction, ainsi que pour l'accompagnement et le suivi des projets de construction. En 2011, un seul projet de construction (station d'élevage à Belvaux) était en cours de construction – les travaux y ont été lancés en 2010.

#### **h) L'identification électronique des équidés**

Le service de la production animale assure la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 21 juillet 2009 portant sur l'identification électronique des équidés. Il a mis en place un plan de contrôle pour la vérification des dispositifs réglementaires qui est assurée en collaboration avec l'Administration des Douanes et Accises. En 2011, 13 établissements ont été soumis au contrôle. Le service de la production animale assure la gestion de la banque de données centralisée relative aux données d'identification transmises par les organisations agréées pour l'émission de passeports. Le service a aussi traité des dossiers relatifs aux demandes de passeports de remplacement auprès des organismes étrangers.

#### **i) Les journées internationales de la prairie**

En 2011, le service de la production animale a contribué à l'organisation de la cinquième édition des journées internationales de la prairie (thème « de l'herbe au lait »), organisée dans le cadre de la Foire agricole. La journée internationale de la prairie est le résultat d'une collaboration transfrontalière entre divers organismes et institutions issus d'une des trois régions ou pays : la Région wallonne, le Grand-Duché de Luxembourg et la Rhénanie-Palatinat.

#### **j) Divers**

En collaboration avec le service de la production végétale, le service de la production animale a élaboré une proposition réglementaire pour l'étiquetage facultatif des denrées alimentaires produites sans organismes génétiquement modifiés, visant à donner un cadre légal pour l'introduction d'une telle chaîne - proposition qui a été soumise à l'évaluation par le Ministère de la Santé.

Le service de la production animale a également participé à une étude d'évaluation du secteur de la viande en agriculture biologique et de développement de la commercialisation de viande bovine biologique.

#### **k) La comitologie**

Au niveau communautaire et international, le service participe à différents réseaux internationaux et exerce une fonction d'expertise et participe, en assurant le rôle de porte-parole aux groupes de travail et comités de gestion de la Commission, à plusieurs groupes de travail du Conseil en vue de préparer et défendre la position nationale. Il assume la représentation du Luxembourg dans le « comité permanent zootechnique », dans les comités des « appellations d'origine et des indications géographiques protégées », des « spécialités traditionnelles garanties », dans le groupe « promotion des produits agricoles » ainsi que dans le groupe « qualité des produits alimentaires ». Le service de contrôle des aliments pour animaux représente le Grand-Duché du Luxembourg dans le Comité permanent de la chaîne alimentaire et du bien-être animal – section nutrition animale de la Commission européenne et dans le groupe de travail « nutrition animale » du BENELUX. Il participe aussi à divers autres groupes de travail et comités nationaux et européens dans le domaine de l'alimentation animale.

## **2. La production végétale**

### **a) Le contrôle et la certification des semences**

De façon générale, on peut noter que la production nationale de semences et de plants de pommes de terre est en augmentation constante depuis des années. Ainsi les surfaces de multiplication s'élevaient en 2011 à plus de 2.900 ha (+ 40% par rapport à 1990). La qualité des semences et plants produits à Luxembourg procure aux producteurs de nombreux débouchés tant sur le marché national qu'international.

Ces semences ne peuvent cependant être commercialisées que si elles ont été contrôlées préalablement au champ de production et au laboratoire, conformément aux exigences de plusieurs directives de l'UE. Cette procédure de contrôle de la production des semences est communément appelée « certification des semences ». Ainsi les cultures de semences sont contrôlées lors d'inspections sur pied des champs de production et après la récolte, les semences sont examinées au laboratoire d'analyses de semences de l'ASTA.

L'ASTA constitue l'autorité luxembourgeoise compétente en matière de certification des semences. Cependant jusqu'en 2008, l'ASTA avait délégué certaines activités, entrant dans le champ d'activité de la certification des semences à la Centrale Paysanne. Il s'agissait notamment des contrôles sur pied et de certaines analyses de laboratoire.

Depuis 2008, toutes les tâches de contrôle dans le cadre de la certification des semences et plants de pommes de terre sont exclusivement accomplies par l'ASTA.

A cette fin, le service de la production végétale actualise la réglementation concernant la commercialisation, la production et la certification des semences et plants, notamment en application des directives de l'UE et de l'OCDE. Le service contrôle à tous les stades la commercialisation des semences et plants et surveille les opérations de production et de certification des semences indigènes. L'ASTA délivre les étiquettes et plombs officiels et perçoit les taxes de contrôle et de plombage. Les analyses des semences et plants quant à elles, sont effectuées au laboratoire de semences, respectivement au laboratoire de la protection des végétaux de l'ASTA.

Comme le Luxembourg est un important exportateur de plants de pommes de terre, le service de la production végétale de l'ASTA représente également notre pays au sein du groupe de travail de l'ONU /UNECE sur la standardisation des normes de plants de pommes de terre.

D'autre part, au Luxembourg, suite au plan d'action provisoire établi par la Commission européenne pour détecter dans les semences la présence fortuite d'organismes génétiquement modifiés (OGM), tous les lots de semences des espèces sensibles, comme le soja, le maïs etc., importés de pays tiers, sont analysés à cette fin. Les semences de ces mêmes espèces en provenance des autres Etats membres de l'UE sont contrôlées par sondage. Dans des lots de semences conventionnelles, aucun OGM n'est actuellement toléré au Luxembourg. Tout lot de semences, qui contient fortuitement des traces d'OGM, doit être retiré du marché luxembourgeois.

Ainsi, dans le cadre de ses activités de contrôle de la commercialisation des semences en 2011, l'ASTA a prélevé par sondage des échantillons de semences

de maïs, en vue de détecter la présence accidentelle d'OGM. Les analyses, qui ont été effectuées par le laboratoire d'analyse des denrées alimentaires du Laboratoire National de Santé, n'ont relevé la moindre présence d'OGM dans les semences analysées.

Finalement, selon la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques, le service de la production de l'ASTA est responsable pour effectuer tous les contrôles obligatoires encadrant les cultures de plantes transgéniques. A cet égard, il convient de préciser qu'aucun OGM n'a été cultivé en 2011 au Luxembourg.

#### **b) Les essais variétaux et la liste nationale recommandée des variétés agricoles**

Le choix judicieux des variétés d'espèces agricoles revêt une grande importance économique en production végétale.

Il est dès lors indispensable qu'une instance officielle et neutre se charge de l'expérimentation des nouvelles variétés pour recommander les plus productives et les mieux adaptées aux conditions naturelles de notre pays. Ainsi, la commission technique pour l'admission des variétés d'espèces agricoles, dont l'ASTA assume la présidence et le secrétariat, a pour mission de sélectionner et de recommander les variétés les plus performantes sous nos conditions climatiques. Les variétés recommandées sont inscrites à la liste nationale des variétés de plantes agricoles et publiées annuellement au Mémorial.

A cette fin, le service de la production végétale de l'ASTA met en place tous les ans en différents endroits du pays, des essais variétaux de graminées, de trèfle et de maïs ensilage. Il en effectue l'entretien, les semis, les récoltes et l'évaluation des résultats. Le Lycée Technique Agricole en fait de même pour les essais de céréales et de pommes de terre.

Il est intéressant de noter que les performances des variétés recommandées (rendements, résistances au climat, résistances aux maladies, etc.) ont augmenté en moyenne de plus de 100% depuis les années cinquante jusqu'à nos jours.

Aucune variété génétiquement modifiée ne figure sur la liste nationale des variétés de plantes agricoles.

#### **c) L'amélioration de la production fourragère**

Vu les conditions pédo-climatiques, la vocation de l'agriculture luxembourgeoise est essentiellement herbagère. Ainsi, 55% de notre surface agricole utile sont constitués de prairies et de pâturages permanents et 70% de nos terres sont destinés à la production fourragère. Quelque 90% de la production agricole finale proviennent de productions animales, telles que le lait et la viande bovine, produits qui résultent essentiellement de la transformation de fourrages. La production fourragère joue de ce fait un rôle très important dans l'agriculture luxembourgeoise.

Le service de la production végétale se consacre particulièrement à l'amélioration de ce type de production. A cette fin, il a fait élaborer une carte herbagère couvrant les principales zones herbagères du pays et permettant d'orienter la production fourragère selon les conditions pédo-climatiques régionales. Par ailleurs, le service de la production végétale a établi plusieurs champs d'essais fourragers (maïs, graminées, trèfles etc..) et dans le cadre de la

formation continue des agriculteurs, le service organise des démonstrations de vulgarisation. Ainsi, en collaboration avec le Lycée Technique Agricole et des partenaires allemands et belges, le service de la production végétale organise régulièrement des manifestations transfrontalières au sujet des prairies. Ces journées de démonstration internationales qui s'adressent aux agriculteurs des zones herbagères de la Wallonie, du Rhénanie-Palatinat et du Luxembourg, ont lieu à tour de rôle dans la Grande-Région, dans une des régions citées ci-avant. En 2011, cette manifestation transfrontalière a eu lieu dans le cadre de la Foire Agricole d'Ettelbruck.

#### **d) La production de biomasse et de plantes énergétiques**

La production de plantes énergétiques représente un grand potentiel non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour notre approvisionnement en énergie et surtout pour la réduction de l'émission de gaz à effet de serre. Evidemment les cultures énergétiques doivent respecter les mêmes critères pour protéger l'environnement que les cultures agricoles alimentaires traditionnelles. Bien que l'alimentation humaine reste la priorité absolue pour l'agriculture, plusieurs études, se basant sur les objectifs très ambitieux des autorités nationales et de la Commission européenne en matière de politique d'énergie et de réduction de CO<sub>2</sub>, prévoient que les plantes énergétiques vont se développer constamment au cours des années à venir, notamment pour valoriser les excédents produits par l'agriculture.

Pour mieux encadrer ces cultures, le service de la production végétale a établi, outre ses essais culturaux et variétaux d'espèces fourragères, en plusieurs endroits du pays. Il s'agit d'essais qui portent sur des espèces végétales, telles que le maïs, le tournesol et le sorgho afin d'évaluer la production de biométhane par fermentation. Ces essais visent à déterminer les meilleures variétés pour la production de biomasse et ainsi à optimiser les cultures énergétiques, tout en respectant les exigences de la protection de la nature.

### 3. La protection des végétaux

#### a) Le contrôle des plants de pommes de terre au laboratoire du service de la protection des végétaux

Evolution depuis 1990 de la superficie des pommes de terre et plants, présentée pour la certification, et superficie ayant effectivement été certifiée:

Année de récolte	Superficie déclarée (ha)	Superficie certifiée (ha)	Taux de certification (%)
1990	359,17	353,08	98,3
1991	384,39	356,34	92,7
1992	411,41	399,61	97,1
1993	369,68	365,56	98,9
1994	391,34	345,70	88,3
1995	427,94	424,14	99,1
1996	441,78	437,88	99,1
1997	533,52	529,07	99,2
1998	540,98	502,53	92,9
1999	562,39	544,71	96,9
2000	582,67	579,21	99,4
2001	521,99	496,05	95,0
2002	456,47	438,81	96,1
2003	429,75	423,15	98,5
2004	410,17	408,80	99,7
2005	430,87	430,87	100,0
2006	417,00	408,13	98,7
2007	429,90	422,79	98,3
2008	421,31	410,40	97,4
2009	452,45	448,69	99,2
2010	481,72	481,72	100,0
2011	471,18	445,24	94,5



Année de récolte	Classes F+S (ha)	Classe SE (ha)	Classe E (ha)	Classe A (ha)	Classe B (ha)
1990	59,43	25,80	62,34	185,43	20,08
1991	17,40	65,44	94,95	153,08	25,47
1992	10,54	52,76	102,64	205,18	28,49
1993	9,93	53,84	164,86	125,46	11,47
1994	9,80	33,61	99,98	169,67	32,64
1995	33,94	67,78	165,52	141,24	15,66
1996	14,46	106,09	171,34	144,29	1,70
1997	19,32	48,24	237,91	216,62	6,98
1998	58,21	71,45	209,26	160,03	3,58
1999	23,04	69,93	285,19	157,61	8,94
2000	25,63	42,13	333,24	177,61	0,60
2001	11,21	67,77	235,19	177,33	4,55
2002	21,70	44,97	175,49	182,96	13,69
2003	1,04	118,17	199,27	99,52	1,45
2004	3,29	122,62	179,37	103,52	0
2005	10,42	39,93	275,95	104,57	0
2006	37,65	23,15	218,85	123,67	4,81
2007	34,38	97,02	73,67	217,72	0
2008	46,13	178,97	92,36	92,94	0
2009	5,41	61,53	310,28	75,41	0
2010	62,72	156,10	207,97	54,93	0
2011	132,26	65,30	141,68	96,24	9,76

Les plants utilisés par les producteurs de pommes de terre de consommation sont des plants certifiés (classes A et B). La production de ceux-ci exige un plant de meilleure qualité (plants de base: classes S, SE ou E) produit par des multiplicateurs.

Ces plants de base proviennent eux de plants de prébase (F1 à F5) produits en partie par le syndicat des producteurs de plants de pommes de terre (Synplants) et en partie par des multiplicateurs.

La certification des plants a pour but de garantir une bonne qualité sanitaire de ceux-ci, principalement en ce qui concerne leur infection par des virus. En effet, la présence de virus dans un plant-mère conduit à une forte multiplication de ce virus dans les plants-filles et souvent à la dégénérescence de ces derniers. D'autre part, les pieds malades contribuent largement à la dissémination de la maladie dans le champ concerné ainsi que dans les champs voisins, ce qui conduit à une application plus fréquente de pesticides.

La certification est basée sur des inspections visuelles répétées en champ pendant la période de végétation ainsi que sur des tests effectués en laboratoire sur les tubercules afin de détecter une présence éventuelle de virus et de certaines bactéries.

Les plants de prébase sont soumis aux contrôles les plus sévères, avec la recherche de 6 virus différents (Leafroll, Y, X, S, A et M) ; 3 virus sont recherchés

sur les plants de base des classes S et SE (Leafroll, Y et X) et 2 virus sont recherchés sur les plants appartenant aux classes E, A et B (Leafroll et Y).

Les plants certifiés et de base sont testés sur deux maladies bactériennes, le flétrissement bactérien provoqué par *Ralstonia solanacearum* (Smith) Smith et par la pourriture annulaire provoquée par *Clavibacter michiganensis* (Smith) Davis et al ssp. *sepedonicus* (Spieckerman et Kotthoff) Davis et al. Ces deux maladies bactériennes sont également recherchées sur les pommes de terre nouvellement importées, afin d'éviter l'importation de ces maladies par la même occasion. Jusqu'à présent, aucun cas d'infection par l'une ou l'autre de ces bactéries n'a été détecté au Luxembourg.

La détermination des classes auxquelles vont appartenir les différents lots de tubercules est basée sur leur degré d'infection par les virus Leafroll (LR) ,Y et X.

En 2011, les pourcentages d'infection maximum autorisés étaient les suivants :

Classe	S	SE	E	A	B
Infection maximale (%) permise (virus LR + Y + X*)	1	2	3	7	10
*pour certaines catégories					

Le tableau suivant renseigne l'évolution de la superficie de pommes de terre plants certifiées répartie selon les différentes classes de certification :

Année de récolte	Classes F+S (ha)	Classe SE (ha)	Classe E (ha)	Classe A (ha)	Classe B (ha)
1990	59,43	25,80	62,34	185,43	20,08
1991	17,40	65,44	94,95	153,08	25,47
1992	10,54	52,76	102,64	205,18	28,49
1993	9,93	53,84	164,86	125,46	11,47
1994	9,80	33,61	99,98	169,67	32,64
1995	33,94	67,78	165,52	141,24	15,66
1996	14,46	106,09	171,34	144,29	1,70
1997	19,32	48,24	237,91	216,62	6,98
1998	58,21	71,45	209,26	160,03	3,58
1999	23,04	69,93	285,19	157,61	8,94
2000	25,63	42,13	333,24	177,61	0,60
2001	11,21	67,77	235,19	177,33	4,55
2002	21,70	44,97	175,49	182,96	13,69
2003	1,04	118,17	199,27	99,52	1,45
2004	3,29	122,62	179,37	103,52	0
2005	10,42	39,93	275,95	104,57	0
2006	37,65	23,15	218,85	123,67	4,81
2007	34,38	97,02	73,67	217,72	0
2008	46,13	178,97	92,36	92,94	0
2009	5,41	61,53	310,28	75,41	0
2010	62,72	156,1	207,97	54,93	0
2011					

## b) Les contrôles phytosanitaires à l'importation

La législation sur la quarantaine végétale contient les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté. A cette fin, elle fixe les conditions sous lesquelles les végétaux ou produits végétaux peuvent être importés dans l'Union Européenne et peuvent circuler sur le territoire de l'UE. Ces produits doivent remplir des critères phytosanitaires spécifiques avant l'importation et être accompagnés d'un certificat phytosanitaire délivré par le service de la protection des végétaux du pays d'exportation.

A l'importation, ces produits sont soumis à une inspection phytosanitaire effectuée par le service de la protection des végétaux.

Les contrôles sont limités à des contrôles documentaires si les envois sont destinés à des importateurs agréés dans des Etats membres avec lesquels le service a conclu un accord spécifique. Dans ces cas, le service délivre un certificat de transit vers le lieu de destination. Actuellement de tels accords existent avec les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Dans les autres cas, une inspection complète, comprenant le contrôle documentaire, le contrôle d'identité et une inspection physique de la marchandise, est effectuée.

Le Cargo Center de l'Aéroport de Luxembourg est un point d'entrée privilégié pour les produits végétaux dans l'Union Européenne. Le service de la protection des végétaux y assure une permanence de 24h/24h, 7j/7j pour effectuer les contrôles phytosanitaires à l'importation.

En 2011, 625 envois ont été soumis à un contrôle documentaire pour le transit. Pour 698 envois, un contrôle phytosanitaire complet a été réalisé.

### **c) Les contrôles phytosanitaires à l'exportation**

De même qu'à l'importation, les produits destinés à l'exportation doivent être contrôlés et un certificat phytosanitaire est délivré par le service de la protection des végétaux.

Ces contrôles visent essentiellement les plants de pommes de terre, le bois et le matériel de transport en bois.

### **d) L'agrément des produits phytopharmaceutiques**

Les produits phytopharmaceutiques utilisés en agriculture et en viticulture, par les services publics (communes, voirie, chemins de fer) ou par les jardiniers amateurs doivent, en vue de l'utilisation ou de la mise sur le marché, être agréés par les Ministres de l'Agriculture et de la Santé.

Les produits sont autorisés s'il est établi qu'ils sont suffisamment efficaces et qu'ils ne présentent pas de risques inacceptables pour la santé humaine et pour l'environnement (sol, eaux, animaux). A cette fin, le demandeur doit effectuer des essais et études et présenter un dossier permettant d'évaluer le produit. Les agréments accordés sont modifiés régulièrement pour les adapter aux conditions d'utilisation ou de protection, qui varient dans le temps.

Les procédures d'autorisation des produits phytopharmaceutiques sont harmonisées au niveau communautaire par le règlement (CE) N°1107/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil.

Ce règlement établit une liste positive des substances actives pouvant entrer dans la composition des produits phytopharmaceutiques. Les produits phytopharmaceutiques sont agréés au Luxembourg sur base du principe de la reconnaissance mutuelle.

Actuellement 344 substances actives sont autorisées dans l'Union Européenne pour être utilisées dans des produits phytopharmaceutiques.

Le nombre de produits phytopharmaceutiques agréés au Luxembourg est de 470. Le nombre de substances actives composant ces produits est de 232.

Le site internet du Service de la protection des végétaux donne des informations sur l'agrément des produits phytopharmaceutiques, les valeurs limites des résidus de pesticides dans les denrées alimentaires, le comportement des produits phytopharmaceutiques dans l'environnement et les actualités dans le

domaine de la protection des végétaux. Adresse du site : <http://www.asta.etat.lu/>.  
Le site est adapté en permanence pour répondre aux exigences des utilisateurs.

## **e) L'agriculture biologique**

L'agriculture biologique est synonyme d'un système de gestion agricole durable, se traduisant par des pratiques respectueuses de l'environnement et du bien-être animal.

Ce mode de production est fondé notamment sur la non-utilisation de produits chimiques de synthèse (engrais, produits phytosanitaires) et d'organismes génétiquement modifiés (OGM) ou de leurs dérivés, le recyclage des matières organiques et sur la rotation des cultures variées. Les animaux sont nourris avec des aliments biologiques produits majoritairement sur l'exploitation-même.

A travers toute la chaîne de production, du champ jusqu'à la mise sur le marché, les produits biologiques sont contrôlés selon un système de contrôle et de certification défini par le règlement communautaire sur l'agriculture biologique.

Chaque opérateur (producteur, préparateur/transformateur, importateur) est contrôlé au moins une fois par an par un organisme de contrôle privé et agréé par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

La demande pour les produits issus de ce mode de production ne cesse de croître depuis des années. Par l'achat de produits issus de l'agriculture biologique, les consommateurs continuent à marquer leur engagement envers cette forme d'agriculture durable et l'environnement.

Depuis le 1er janvier 2009, l'agriculture biologique est réglementée au niveau communautaire par le règlement du Conseil n°834/2007, qui définit notamment les règles de production, de transformation et d'importation des produits agricoles à suivre par les différents opérateurs, afin que ces produits puissent être qualifiés de « biologiques ». Le règlement définit cependant aussi les règles à observer pour l'étiquetage de ces produits ainsi que les procédures de contrôle à respecter pour la certification des opérateurs travaillant dans cette filière. Ainsi par exemple, le nouveau logo européen ci-dessous est dorénavant obligatoire en couleur (fond vert clair et étoiles blanches) ou en noir et blanc sur tous les produits biologiques emballés, afin que les consommateurs puissent clairement reconnaître si un produit est bien biologique ou non, et ce à travers toute l'Europe.



Par rapport à l'ancien règlement communautaire de 1991, de nouveaux domaines d'application sont maintenant couverts, à savoir l'aquaculture et la vinification ; par contre, le secteur de la restauration est exclu et doit donc être réglementé au niveau national dans les différents États membres.

Le contrôle des opérateurs biologiques, prévu par le règlement communautaire, est assuré par le service de la protection des végétaux de l'ASTA, qui est l'autorité compétente, en collaboration avec 4 organismes de contrôle privés et indépendants, agréés par le Ministère de l'Agriculture et

satisfaisant aux exigences de la norme EN 45011. Le service effectue également des contrôles d'étiquetage dans le commerce.

En 2011, 102 producteurs (dont 57 agriculteurs, 14 maraîchers, 8 viticulteurs, 8 fruiticulteurs et 15 apiculteurs) exploitant au total une superficie de 3924 ha, 61 transformateurs (p.ex. boulangerie ; boucherie ; laiterie / fromagerie ; stockage/distribution ; restaurant ; etc.) et 5 importateurs étaient enregistrés auprès du service.

Le secteur de la production biologique reste donc toujours en progression, bien que lentement.

Au niveau de la Commission européenne, les réunions du groupe de travail « législation » ont, durant l'année 2011, tout d'abord continué à viser un accord concernant la réglementation de vinification, déjà discutée en 2009 et 2010, mais encore restée sans réussite, vu que les grandes divergences d'opinion concernant les quantités de soufre pouvant être ajoutées lors de la vinification n'ont pas pu être résolues. Un nouveau projet de texte présenté fin 2011 par la Commission devrait cependant maintenant pouvoir mener à un accord début 2012.

Les autres principaux sujets de discussion au sein du groupe de travail ont été l'alimentation animale ; le processus d'évaluation de nouveaux additifs et auxiliaires technologiques par un groupe d'experts, la continuation de l'évaluation de l'équivalence des normes appliquées par les organismes de contrôle et travaillant dans les pays tiers et la préparation de l'inscription des organismes retenus à l'annexe I du règlement (CE) 1235/2008 de la Commission concernant les importations de produits biologiques en provenance de pays tiers.

Toutes les nouvelles concernant le secteur de l'agriculture biologique au niveau européen peuvent être suivies sur le site internet de la Commission : [http://ec.europa.eu/agriculture/organic/splash\\_en](http://ec.europa.eu/agriculture/organic/splash_en).

Au Luxembourg, le plan d'action pour la promotion de l'agriculture biologique, officiellement présenté en février 2009, est entré dans sa troisième année. Le groupe dénommé 'Task Force pour la promotion de l'agriculture et de l'alimentation biologiques', composé d'acteurs représentatifs des différents secteurs allant de la production au consommateur, a décidé de reconduire quelques actions de 2010, à savoir :

- le réseau de fermes de démonstration, sur lesquelles toute personne intéressée peut se renseigner sur le mode de production biologique, est géré par l'IBLA (Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur Lëtzebuerg a.s.b.l.). Deux fermes complètent désormais ce réseau, à savoir l'exploitation Baltes de Stegen et l'exploitation Meyers du Windhof ;
- des champs d'essais variétaux de céréales d'hiver menés par l'IBLA ;
- l'organisation, par les associations d'agriculteurs biologiques du pays, d'une fête sur l'exploitation biologique 'Schanck-Haff' à Hupperdange, avec un stand ASTA ;
- la participation à l'Oekofoire pour promouvoir les produits de viande et de lait des fermes biologiques luxembourgeoises, ainsi que la saisonnalité des fruits et légumes ;
- la remise du prix 'BIO-Agrar-Präis' à la coopérative agricole « Bio-Bauere-Genossenschaft » de Munsbach pour son rôle pionnier dans la commercialisation de produits biologiques d'origine luxembourgeoise ; Une mention spéciale a été remise à l'IVLB (Interessengemeinschaft Vermarktung Lëtzeburger Biofleesch a.s.b.l.) pour son esprit d'initiative et ses

efforts menés dans la commercialisation de viande biologique luxembourgeoise.

- l'organisation de deux réunions d'information sur la conversion vers l'agriculture biologique, en collaboration avec deux conseillers du service de vulgarisation de l'IBLA.

Outre les champs d'essais variétaux de céréales d'hiver et la fête à Hupperdange, l'ASTA a contribué aux projets suivants :

- Rédaction de fiches techniques sur l'agriculture biologique, en collaboration avec l'IBLA et l'institut de recherche FIBL en Suisse ;
- Analyse comparative des aspects économiques et écologiques des exploitations biologiques et conventionnelles, en collaboration avec l'IBLA, l'institut de recherche FIBL (Suisse), Convis, le Service d'économie rurale et natur&mwelt ;
- Support à la certification pour les restaurants participant au label « Couvert » du Mouvement écologique et s'engageant à offrir des plats biologiques et végétariens.

Suite aux résultats de l'étude en vue d'une optimisation de la commercialisation de la viande bovine biologique effectuée en 2010, l'ASTA a mis en place deux groupes de travail, l'un sur la vente directe et l'autre sur la distribution dans les boucheries, magasins, cantines et supermarchés, afin de trouver des solutions aux problèmes rencontrés jusqu'à présent dans ces secteurs. Ces groupes de travail se sont rencontrés plusieurs fois durant 2011, soit séparément, soit ensemble, afin d'éclaircir et de régler les problèmes se présentant dans les différents canaux de commercialisation.

Deux nouvelles publications sont sorties au cours de 2011, à savoir :

- Notre choix quotidien : calendrier saisonnier des fruits et légumes de notre région, principalement destiné aux consommateurs ;
- Informations sur la conversion vers l'agriculture biologique, sous forme d'un classeur, principalement destiné aux producteurs intéressés.

Ce plan d'action va continuer en 2012 afin d'assurer le suivi de plusieurs des mesures citées ci-dessus et de continuer les efforts de communication envers le public et les producteurs intéressés.

#### **4. Le service de l'horticulture**

##### **a) L'engagement au niveau international**

Au niveau européen, le service de l'horticulture a représenté le Luxembourg auprès de la Commission dans les comités de gestion de l'OCM unique, les groupes d'experts et les comités permanents concernant l'horticulture.

Dans le domaine de la fruiticulture, des démonstrations pratiques sur le terrain et des séminaires ont été organisées en collaboration avec le "Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum - Rheinpfalz". De même des essais concernant l'éclaircissage des pommes et la lutte contre le chancre des arbres fruitiers ont été réalisés ensemble avec cette administration.

## **b) Le service au niveau national**

Le programme de distribution gratuite de fruits et de légumes « Fruit for School » qui a été mis en place en 2009 a été élargi. Presque tous les lycées du secondaire et une majorité des écoles fondamentales participent au projet. Une quantité totale de 304.446 kg de fruits et de légumes ont été distribués à 64.880 élèves durant l'année scolaire 2010/2011.

Le service est responsable des contrôles concernant la qualité et l'étiquetage des fruits et légumes. Dans ce cadre 34 contrôles sur place ont été menés par le service, et plusieurs constats de non-conformité ont été dressés.

Pour l'aménagement des alentours des fermes et bâtiments agricoles, horticoles et viticoles, le service a élaboré une quarantaine de plans de plantation et a fourni gratuitement des arbres (ca. 250) et arbustes (ca. 18.000) aux exploitants agricoles et horticoles.

Les travaux d'entretien des vergers de démonstration à Stadtbredimus et à Remich (arbres fruitiers à tige basse resp. à mi-tige) et à Echternach (arbres fruitiers à haute-tige) servant à propager notre arboriculture fruitière, se sont poursuivis. Ces vergers vont regrouper une centaine de variétés fruitières anciennes et nouvelles. Une vingtaine de variétés de potirons mangeables et d'ornement ainsi que plusieurs sortes de fruits et de légumes exotiques (poivrons, melons, physalis, gourgettes) ont été cultivées sur une surface de 20 ares sur un champs d'essais à Rolling/Bous.

Dans le cadre d'une convention avec le Ministère de l'Economie, l'organisation et la surveillance des travaux de fauchage et d'entretien des plantations existantes ainsi que la taille des arbres d'allée ont été effectués dans les zones industrielles. Les zones industrielles concernées sont les suivantes: Bascharage, Bettembourg/Dudelange (Riedchen, Schéleck, Wolser), Betzdorf, Contern, Differdange/Sanem (Hanebösch, Paafewee), Echternach, Foetz, Hosingen, Lentzweiler/Eselborn, Rodange (PED, Klopp), Troisvierges et Wiltz.

Dans le domaine de l'information, le service a offert sa collaboration aux organisations des secteurs agricole, horticole et apicole et a porté conseil aux producteurs des différents secteurs.

Concernant les remembrements viticoles à Schengen, Remerschen et Greiveldange, les agents du service de l'horticulture ont effectué le contrôle des surfaces nouvellement plantées et ont dressé les relevés nécessaires pour calculer l'aide de l'Etat.

## **c) L'apiculture et la marque nationale du miel**

La quantité de miel récolté en 2011 était bonne.

Les 163 apiculteurs participant à la Marque Nationale ont exploité 3.528 ruches et présenté 221.622 livres (266.741 livres en 2010) de miel en vue d'obtenir ce label de qualité.

En tout, 354 échantillons de miel (362 en 2010) ont été analysés dans les 18 réunions organisées par la Commission de la Marque Nationale. Parmi ceux-ci, 11 échantillons n'ont pas répondu aux critères de sélection et ont été refusés. A la suite 163.471 étiquettes de la Marque Nationale ont été distribuées en 2010.



Taux d'échecs	en 1999	11,5%
	en 2000	5%
	en 2001	10%
	en 2002	5%
	en 2003	5,6%
	en 2004	5,9%
	en 2005	8,2%
	en 2006	8,2%
	en 2007	8,0%
	en 2008	6,4%
	en 2009	9,6%
	en 2010	13,8%
	en 2011	3,1%

Pour promouvoir le miel de qualité, la MNM a participé à la Foire de Printemps à la LUXEXPO ainsi qu'à la Foire Agricole à Ettelbruck.

En vue d'enrichir la flore locorégionale, 772 kilogrammes de semences de plantes mellifères et 7.510 plantes ligneuses ont été distribués aux apiculteurs.

Le service a assuré les contrôles sur place et le suivi administratif du «programme apicole» établi sur base de l'article 108 du règlement (CE) no 1234/2007.

## 5. Le service de la mutualité agricole

En vertu de l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945 sur l'organisation des associations agricoles, le Ministre de l'Agriculture exerce, par l'organe de l'ASTA, le contrôle des associations agricoles et des fédérations. Le service de la mutualité agricole, auprès de l'ASTA, est chargé de cette mission.

Le contrôle du service de la mutualité agricole s'exerce en sorte qu'il porte sur l'organisation juridique et administrative, sur l'organisation et la tenue de la comptabilité, sur l'exactitude des résultats comptables, cela au moyen de sondages ayant le caractère d'un super contrôle, qui ne s'étend cependant pas sur le contrôle commercial et matériel; le contrôle commercial et matériel relevant des obligations des comités et des conseils de surveillance.

Chaque année, font l'objet d'un tel contrôle, environ 50 associations et fédérations régies par l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945, ainsi que la Chambre de l'Agriculture + prg. LEADER, le Fonds de Solidarité Viticole, la Marque Nationale du Vin et du Miel, l'OPVI (organisation des viticulteurs indépendants), la Caisse d'assurance des Animaux de Boucherie, la Fédération des Sociétés de Secours contre la perte du Bétail, les Anciens de l'Ecole de Viticulture, l'Amicale des Anciennes de Mersch.

Le service de la mutualité agricole a, en outre, porté son aide aux petites associations gérées en « bénévolat » pour clôturer leurs exercices ; c.-à-d. dresser le bilan, le compte des profits et pertes, le tableau d'amortissement et autres tableaux synoptiques et remplir les déclarations TVA et Impôts ICC.

L'article 102 (2) de la loi du 19 décembre 2002, qui a porté révision de l'arrêté grand-ducal modifié du 17 septembre 1945, dit *que les pièces déposées par les associations agricoles au secrétariat des communes où se trouve établi leur siège social sont transférées par les communes auprès du registre de commerce et des sociétés dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur*. Début 2011, les différentes communes n'avaient toujours pas donné suite à cette disposition. Les fonctionnaires

responsables du RCSL et de l'ASTA se sont alors réunis, cherchant à trouver une solution à ce problème et dans le but :

- 1) d'éviter que le fait de ne pas répondre aux exigences de la loi du 19 décembre 2002 (immatriculation au RCS) pourrait avoir de conséquences nuisibles pour les associations agricoles et les fédérations, constituées avant 2003 ;
- 2) d'éviter que chaque association devrait individuellement se présenter aux guichets du RCSL.

Suite aux conclusions de cette réunion, les différentes associations ont été informées par lettre circulaire de la possibilité de se conformer sans frais aux exigences de la loi du 19 décembre 2002 par l'intermédiaire du service de la mutualité agricole.

Le service de la mutualité agricole est également intervenu dans la procédure concernant la dissolution de plusieurs associations en étant présent aux assemblées générales extraordinaires appelées à cette fin.

Les comptabilités de la Marque Nationale de la Viande de Porc ainsi que de la « Fördergemeinschaft Integrierte Landbewirtschaftung Luxemburg » FILL, sont assurées par le service de la mutualité agricole.

## **C. La division des laboratoires de contrôle et d'essais**

### **1) Le service de pédologie**

Les activités du service de pédologie se répartissent sur deux unités.

#### **a) Le laboratoire d'analyse des sols**

Le laboratoire des analyses de sol traite les échantillons de sols provenant de l'agriculture, de la viticulture, de l'horticulture ainsi que des forêts et des jardins privés. Sont également analysés des échantillons de sol provenant de l'Administration de la Nature et des Forêts dans le cadre des aptitudes stationnelles en forêt, du Lycée Technique Agricole dans le cadre des champs d'essais et des organisations professionnelles dans le cadre de projets de vulgarisation agricole dans des zones de protection des eaux. Le laboratoire procède de même aux analyses provenant de la cartographie des sols et de la description de profils pédologiques. Les analyses consistent en des déterminations chimiques et/ou physiques.

L'analyse chimique standard comporte le dosage des éléments échangeables majeurs (P, K) et mineurs (Mg, Na), exprimés en mg/100g terre sèche (d'après les méthodes VDLUFA - Verband Deutscher Landwirtschaftlicher Untersuchungs- und Forschungsanstalten), ainsi que la mesure du  $\text{pH}_{\text{CaCl}_2}$ . En fonction du résultat de l'analyse, l'échantillon est évalué, pour chacun des éléments P, K, Mg et Na, par rapport à un référentiel de 5 classes de niveau de fertilité. En vertu du type de sol, de la classe nutritive et de la culture, un conseil de fumure est émis. A la demande du client, sont également déterminés le taux d'humus par l'analyse du  $\text{C}_{\text{organique}}$  (%), le  $\text{pH}_{\text{eau}}$ , la granulométrie ainsi que l'azote minéral sous forme nitrate ( $\text{N}_{\text{min}}$  en kg N/ha).

Le tableau 1 reprend les effectifs d'analyses de 2011 et des années antérieures.

**Tableau 1 : Effectif d'analyses au laboratoire d'analyse des sols**

	pH <sub>CaCl2</sub> , P, K, Mg, Na	N <sub>min</sub>	C <sub>org</sub>	Granulo- métrie	pH eau	S <sub>min</sub>
2006	17600	3500	4300	372	200	/
2007	16258	2337	2539	173	200	/
2008	18735	5931	1769	350	200	/
2009	18221	3430	2112	149	272	220
2010	14678	4162	1944	180	1911	/
2011	17486	2975	2535	312	686	/

Les analyses standards sont essentiellement réalisées dans le cadre de la prime à l'entretien de l'espace naturel (PEEN). Les analyses N<sub>min</sub> relèvent majoritairement des projets de vulgarisation de la Chambre d'Agriculture dans les zones de protection des eaux et du programme 332 (réduction de la fumure azotée dans les zones de protection des eaux) des mesures agri-environnementales. Les analyses granulométriques proviennent de la cartographie des sols et de la description de profils pédologiques. Pour des besoins scientifiques, des analyses de pH<sub>eau</sub> et de C<sub>org</sub> sont réalisées rétroactivement sur des échantillons prélevés en 2000 dans l'Inventaire Forestier National.

En 2008, les 5 classes de fertilité A, B, C, D et E furent réformées dans le cadre de la nouvelle réglementation sur la PEEN pour les éléments nutritifs P, K, Mg et Na et adaptées aux nouvelles directives de la VDLUFA.

**Tableau 2 : Classes de fertilité des sols**

<b>GUTLAND</b>				
<b>sol de type M</b> (moyen, sols sablo-limoneux à limono-argileux)				
classe de fertilité	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	K <sub>2</sub> O	Mg	Na
mg/100 g terre sèche				
A (très basse)	0-5	0-5	0-2	0-2
B (basse)	6-11	6-11	3-5	3-5
C (bonne)	12-20	12-20	6-10	6-9
D (élevée)	21-30	21-30	11-15	10-14
E (très élevée)	≥31	≥31	≥16	≥ 15
<b>sol de type L</b> (léger, sols sableux à limono-sableux)				
classe de fertilité	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	K <sub>2</sub> O	Mg	Na
mg/100 g terre sèche				
A (très basse)	0-5	0-4	0-1	0-2
B (basse)	6-11	5-9	2-3	3-4
C (bonne)	12-20	10-15	4-6	5-8
D (élevée)	21-30	16-23	7-9	9-12
E (très élevée)	≥31	≥ 24	≥ 10	≥ 13
<b>sol de type S</b> (lourd, sols argileux à argileux lourds)				
classe de fertilité	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>	K <sub>2</sub> O	Mg	Na
mg/100 g terre sèche				
A (très basse)	0-5	0-6	0-3	0-3
B (basse)	6-11	7-13	4-7	4-6
C (bonne)	12-20	14-25	8-14	7-10
D (élevée)	21-30	26-38	15-21	11-15
E (très élevée)	≥ 31	≥ 39	≥ 22	≥ 16

<b>OESLING</b>				
<b>sol du type OM</b> (moyen, sols limono-caillouteux de l'Oesling)				
classe de fertilité	<b>P<sub>2</sub>O<sub>5</sub></b>	<b>K<sub>2</sub>O</b>	<b>Mg</b>	<b>Na</b>
mg/100 g terre sèche				
A (très basse)	0-7	0-7	0-3	0-3
B (basse)	8-14	8-14	4-7	4-7
C (bonne)	15-23	15-23	8-12	8-11
D (élevée)	24-35	24-35	13-18	12-17
E (très élevée)	≥36	≥36	≥19	≥18

**Tableau 3 : Avis de fumure en fonction des classes de fertilité**

<b>kg /ha. an</b>				
<b>Classe de fertilité</b>	<b>P<sub>2</sub>O<sub>5</sub></b>	<b>K<sub>2</sub>O</b>	<b>MgO</b>	<b>Na</b>
A (très basse)	Export* + 60	Export + 80	Export + 50	60
B (basse)	Export + 30	Export + 40	Export + 25	45
C (bonne)	Export	Export	Export	30
D (élevée)	1/2 Export	1/2 Export	1/2 Export	15
E (très élevée)	0	0	0	0

\* export = besoin en éléments nutritifs pour compenser l'export par la récolte

Les statistiques sont mises à jour annuellement pour suivre l'évolution des teneurs en éléments majeurs et du pH dans les sols agricoles luxembourgeois. Ils démontrent une tendance nette à la baisse de l'acidité dans les sols limono-caillouteux de l'Oesling, raison pour laquelle un conseil de fumure en amendement calcaire devient impératif dans le futur.

Depuis l'automne 2007, les échantillons de sols provenant de parcelles agricoles sont pourvus de leur numéro FLIK dans le référentiel national RPG. Par ce biais, les résultats d'analyses peuvent être géoréférencés et exploités dans un Système d'Information Géographique (ArcGIS) et servir de monitoring dans le temps et dans l'espace de la fertilité des sols agricoles. A l'heure actuelle, le système intégré de gestion des échantillons et analyses LAMS (Laboratory ASTA Management System) renferme des analyses de sols de quelques 60.000 parcelles FLIK issues des années 2007-2011.

Le service de pédologie continue à rester étroitement impliqué dans la mise en œuvre de la PEEN en ce qui concerne l'interprétation des analyses de sols, le calcul de la fumure en fonction des résultats de l'analyse du sol, l'application de boues d'épuration en agriculture, la vulgarisation et la formation continue auprès des agriculteurs en matière de fumure. Il en est de même pour les mesures agri-environnementales et la directive « nitrates ». Il reste à l'écoute des tendances nouvelles à l'égard du travail du sol réduit et de la fumure minérale et organique.

Le service participe à divers groupes de travail dont notamment la révision de la directive « nitrates » et la réglementation de l'activité agricole dans les futures zones de protection des eaux.

## **b) La cartographie des sols**

Le service de pédologie est en charge de l'établissement, de la gestion et de la maintenance de la carte des sols à l'échelle 1/25.000. En 1999, 50 % du territoire national était cartographié et publié sous format papier (7 planches sur 13). Dans les années 90, les planches éditées furent numérisées dans un Système d'Information Géographique (ArcView) à l'échelle 1/25.000. Un inventaire des travaux de levés,

réalisé en 2007, révéla un volume de 15 % du territoire cartographié mais non-publié. Depuis, des travaux de digitalisation et de numérisation des parties complémentaires sur base d'originaux sont en cours. Dans le cadre de la révision des planches publiées, commencée en 2009, des travaux de correction des séries pédologiques sur base d'originaux ont continué en 2011 sur les planches 9 (Echternach), 12 (Esch-sur-Alzette) et 13 (Remich).

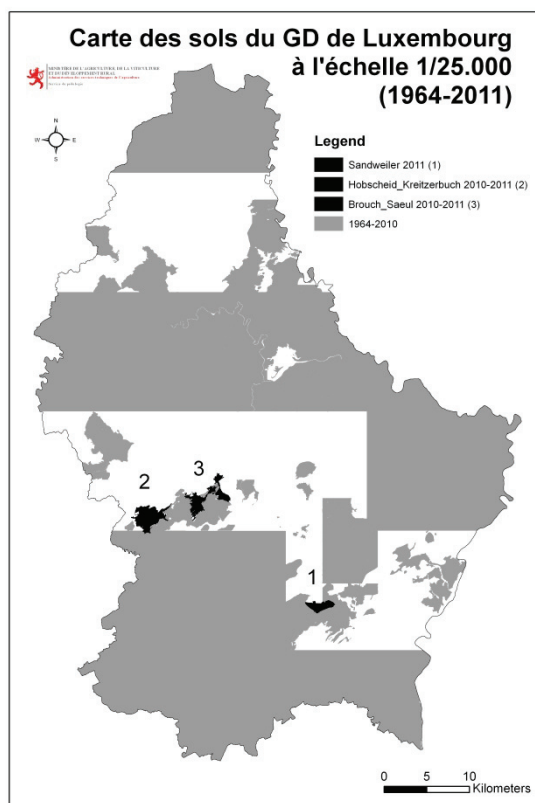
La structure de légende pédologique était alignée sur celle de la Carte Numérique des Sols de Wallonie (Belgique), conformément aux directives élaborées par le Projet de Cartographie Numérique des Sols de Wallonie (PCNSW). En effet, la carte des sols du Luxembourg possède une légende commune avec la carte belge. La concordance est réalisée avec l'appui scientifique de l'Unité de Science du Sol d'AgroBioTechGembloux de l'Université de Liège, en charge du projet PCNSW.

Un document complet sur la légende de la carte des sols à l'échelle 1/25.000, destiné à la diffusion publique et permettant la lecture et la compréhension des sigles cartographiques de la carte des sols, est annuellement mis à jour et déchargeable sur le site [www.asta.etat.lu](http://www.asta.etat.lu).

Les travaux de cartographie des sols proprement dits se sont concentrés, en 2011, sur les futures zones de protection des eaux de la vallée de l'Eisch et de l'est de la Ville de Luxembourg. Étaient cartographiées dans la région de Hobscheid-Kreitzerbuch une zone de 530 ha, dans la région de Brouch-Saeul une zone de 310 ha par des moyens propres et à Sandweiler une zone de 290 ha par un bureau d'études, soit un total de 1.130 ha. Il faut noter que la sécheresse exceptionnelle de l'année 2011 a fortement entravé les travaux de sondage sur le terrain et par conséquent l'avancement de la carte des sols.

De mars à avril 2011, des travaux de taxation des sols agricoles (200 ha) dans le projet de remembrement, suite au contournement de Clervaux, se sont déroulés avec la collaboration du service de pédologie et de l'Office national du remembrement.

**Figure 1: Carte des sols du Grand-Duché de Luxembourg à l'échelle 1/25.000 (1964-2011)**



Depuis novembre 2008, le service de pédologie détient une convention de recherche avec le Centre de Recherche Public Gabriel Lippmann (CRPGL) sur la création d'une banque de données nationales sur les sols BD\_SOL pour mettre en valeur l'ensemble des données géo-morpho-pédologiques et physico-chimiques de fosses pédologiques historiques et actuelles. Parallèlement, une méthodologie et un guide de description de profils de sols furent élaborés pour la description actuelle sur base du modèle français (DoneSol) et belge. Le projet BD\_SOL vise également l'incorporation de données provenant d'auteurs ou d'administrations tiers. Les objectifs à moyen terme sont le renforcement de la carte des sols et l'établissement de cartes thématiques notamment sur l'érosion, le bilan hydrique, le lessivage des nutriments ou la valeur agricole des terres.

En 2011, l'accent des travaux de recherche dans BDSOL2 portait sur :

- la description de nouveaux profils (9) selon la méthodologie mise en place par le projet: plateau d'Ansembourg (5), Moesdorf (1), Folkendange (3) ;
- les nouveaux paramètres analytiques sur les échantillons des profils 2009-2011: capacité d'échange cationique, taux de saturation en bases, fractionnement des sables, rétention en eau, éléments traces ;
- la recherche bibliographique et l'établissement d'un premier bilan sur des fonctions de pédotransfert pour la prédiction des caractéristiques hydriques des sols sur Grès de Luxembourg en vue de l'établissement d'une carte thématique sur la vulnérabilité des sols sableux au lessivage ;
- l'évolution de la banque de données vers des fonctions de requête et d'export multi-format.

En août 2011, un deuxième projet de recherche de 12 mois sur l'établissement d'une carte des zones à risque d'érosion hydrique diffuse, de ruissellement diffus et concentré sur l'ensemble du territoire luxembourgeois arriva à son terme. La carte fut établie par l'Unité d'Hydrologie et Hydraulique agricole d'Agro Bio Tech de Gembloux, dépendant de l'Université de Liège, sur base de la carte des sols, de données granulométriques issues de BDSOL, de l'occupation du sol, du parcellaire agricole, des cultures 2008-2010, de la pluviométrie, de la topographie et du réseau hydrographique et se référant au modèle ERRUISSOL, élaboré pour le compte de la Région Wallonne.

Les besoins et l'utilité d'une carte thématique sur le risque érosif des sols et le ruissellement sont multiples notamment dans le cadre d'une politique de la protection des sols contre l'érosion et la dégradation, de la préparation de la future directive-cadre sur la protection des sols, de la transmission des données pédologiques à la Commission européenne, de l'évaluation des demandes de changement d'affectation du sol, de l'orientation des mesures agri-environnementales sur la prévention de l'érosion des sols, des contrôles relatifs à l'éco-conditionnalité de pratiques agricoles, etc. Une première application de la carte s'est faite dans le projet de remembrement de Clervaux.

L'attention croissante des institutions internationales pour les problèmes environnementaux transfrontaliers en lien avec la protection des sols nécessite une harmonisation des divers systèmes de classification des sols nationaux. En 1998, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO - Food and Agriculture Organization of the United Nations) a développé le système WRB (World Reference Base for Soil Resources, Base de référence mondiale pour les ressources en sols), afin que ce système devienne le nouveau standard mondial en terme de classification des sols. A terme, ce système devrait fonctionner comme un cadre au sein duquel les différents systèmes de classification nationaux existants devraient pouvoir être harmonisés et corrélés

entre eux. C'est la raison pour laquelle le système WRB fut reconnu par la Commission européenne comme le système de classification des sols officiel de l'Union européenne.

Depuis 2010, le service pédologique participe activement et financièrement à un projet de recherche belgo-luxembourgeois, mené par la Haute École Charlemagne de Liège, sur la traduction de la légende de la carte des sols du Luxembourg et de la Belgique dans le système WRB. En 2011, 20 profils, situés dans la zone du Grès de Luxembourg, décrits entre 2009-2011, furent classés selon WRB2007.

Des travaux de préparation sont en cours avec l'Administration du cadastre et de la topographie en vue de la publication de la carte des sols et de certaines cartes thématiques en rapport avec le sol sur le site [geoportail.lu](http://geoportail.lu).

Dans le cadre de la révision des futures zones défavorisées européennes sur base de 8 critères biophysiques, de nouvelles simulations étaient nécessaires suite à des modifications mineures dans certains des 8 critères notamment pour le drainage et la texture des sols.

Le service était présent à diverses excursions pédologiques :

- International WRB Excursion, Breslau, Pologne, 30.8.11-3.9.11 ;
- Soil Science Society of Belgium, Forêt de Soignes, Bxl, 14.6.11 ;
- Fosses pédologiques, Région Saarland-Lorraine, 13.10.11.

## **2. Le service d'analyse des fourrages**

Le nombre total des échantillons de fourrages analysés en 2011 s'élève à 6.001 unités, en hausse de 10 % par rapport à 2010. Ces échantillons ont trois origines différentes :

- 71% des échantillons examinés proviennent des champs d'essais du service de la production végétale de l'ASTA, en vue de la sélection des variétés de graminées et de maïs les mieux adaptées à nos différents types de sol et à nos conditions climatiques ;
- 10% des échantillons ont comme origine les essais de prairie comparatifs établis par le Lycée technique agricole à des fins didactiques ;
- les 19% restants concernent les fourrages produits à la ferme. Ils sont envoyés par différents services de vulgarisation et des particuliers pour la détermination des nutriments et des minéraux, afin de pouvoir les utiliser de façon optimale dans la ration journalière des ruminants.

L'analyse standard d'un fourrage comprend 20 paramètres, qui sont la matière sèche, l'albumine brute totale, l'albumine brute digestible, les protéines digestibles dans l'intestin, le bilan des protéines dégradables, la digestibilité, la cellulose brute, l'hémicellulose, les NDF (neutral detergent fiber), les cendres brutes totales, le sucre (pour les fourrages verts et les ensilages d'herbes), l'amidon (pour les ensilages de maïs), les valeurs énergétiques VEM et VEV et pour les ensilages, les facteurs de conservation pH et le rapport N-NH<sub>3</sub>/N-tot, ainsi que les éléments minéraux calcium, phosphore, potassium, magnésium et sodium.

Il va sans dire que la qualité alimentaire des fourrages, qui représentent près de 70% de la masse d'aliments utilisés au niveau de la ferme, peut varier de façon importante en fonction de la région, des conditions culturelles et de la technicité de l'exploitation agricole.

La qualité d'un fourrage varie avant tout en fonction de sa teneur en protéines, de sa teneur en sucre (pour les herbes), de sa teneur en amidon (pour le maïs), de sa valeur énergétique VEM et de sa composition en minéraux.

Les tableaux 4 et 5 ci-après donnent un aperçu des valeurs qualitatives moyennes des principaux fourrages de la campagne d'analyse de 2011 par rapport à 2010 et par rapport à la moyenne pluriannuelle établie sur dix ans.

Il résulte du tableau 4 que les différents paramètres caractérisant la teneur des protéines, de même que la teneur en cellulose brute (une valeur basse et plus favorable) et la valeur énergétique des ensilages d'herbes se distinguent nettement des années précédentes et font que la qualité des ensilages d'herbes de la campagne 2011 a été excellente.

Quant aux ensilages de maïs de 2011, ils sont d'aussi bonne qualité que ceux de 2010 par rapport à la moyenne pluriannuelle.

Les valeurs moyennes des éléments minéraux dans les fourrages, reprises au tableau 5, ne diffèrent pas significativement de celles des années précédentes, à part une plus faible teneur en potassium aussi bien dans les ensilages d'herbes que dans les ensilages de maïs.

**Tableau 4: Comparaison des valeurs moyennes des fourrages de 2011 par rapport à 2010 et par rapport à la moyenne de 10 ans**

	% M.S.	% A.B.T.	g/kg A.B.D.	g/kg DVE	g/kg OEB	% C.B.	% C.T.	% amidon	VEM/kg
<b>ENSILAGES D'HERBES</b>									
Moyenne de 10 ans	44,0	15,0	105,2	59,6	19,7	27,7	10,8	-	826
Moyenne de 2010	43,2	14,9	103,2	61,4	15,9	26,5	10,2	-	846
Moyenne de 2011	47,4	16,3	115,2	67,2	23,7	24,7	10,4	-	865
<b>ENSILAGES DE MAÏS</b>									
Moyenne de 10 ans	31,7	7,7	36,5	43,2	-24,7	21,0	4,2	27,7	932
Moyenne de 2010	31,7	8,0	38,9	45,6	-24,7	19,5	4,3	29,1	953
Moyenne de 2011	33,9	7,9	38,4	45,4	-24,7	19,7	4,0	28,3	955

M.S. = matière sèche / A.B.T. = albumine brute totale / A.B.D. = protéines digestibles / DVE = protéines digestibles dans l'intestin / OEB = bilan des protéines dégradables / C.B. = cellulose brute / C.T. = cendres brutes totales / VEM = valeur énergétique

**Tableau 5: Valeurs moyennes des éléments minéraux dans les fourrages de 2011 par rapport à 2010 et par rapport à la moyenne de 10 ans (résultats exprimés en g/kg de M.S.)**

	PHOSPHORE -P-	POTASSIUM -K-	CALCIUM -Ca-	MAGNESIUM -Mg-	SODIUM -Na-
<b>ENSILAGES D'HERBES</b>					
Moyenne de 10 ans	3,4	27,1	6,6	2,5	1,0
Moyenne de 2010	3,4	24,2	7,0	2,6	1,1
Moyenne de 2011	3,3	22,6	7,0	2,7	1,1
<b>ENSILAGES DE MAÏS</b>					
Moyenne de 10 ans	2,3	11,3	2,5	1,6	0,1
Moyenne de 2010	2,3	11,2	2,6	1,6	0,1
Moyenne de 2011	2,2	10,5	2,5	1,6	0,1

Une autre activité du service d'analyse des fourrages consiste en la détermination de la teneur des macroconstituants (protéine brute, sucre, amidon, matière grasse brute, cellulose brute et cendres brutes) dans les aliments simples ou composés qui proviennent de différents partenaires ou clients.



Ainsi, 115 échantillons ont été prélevés dans le cadre du contrôle officiel des aliments pour animaux. Le service travaille aussi en étroite collaboration avec des centres de recherche comme l'UNI.lu et l'IBLA pour lesquels 87 échantillons sur 857 paramètres ont été analysés. En 2011, le LTA a lancé un projet de légumineuses auquel on a contribué avec l'analyse du taux d'huile dans le soja.

Au total, y compris les clients privés, le service d'analyse des fourrages a déterminé 1341 paramètres sur 443 échantillons, ce qui représente un surplus de 65% par rapport à 2010. Vu les nombreux projets de recherche qui sont en train ou qui vont être réalisés dans le domaine de l'alimentation animale, la demande d'analyse des macroconstituants va certainement continuer à augmenter les prochaines années.

Le volet de l'assurance-qualité devient de plus en plus important pour les laboratoires d'analyses. Afin de satisfaire à ces obligations, le service d'analyse des fourrages a participé avec succès à 22 essais inter-laboratoires (EIL ou Ringtest) internationaux au cours de l'année 2011 recouvrant les paramètres standards des matrices suivantes: aliments pour animaux, fourrages verts et ensilages.

### **3. Le service de chimie**

Les missions du service de chimie sont l'analyse des aliments pour animaux pour le compte des organes de contrôle, le contrôle des engrais CE mis sur le marché luxembourgeois, l'analyse des éléments nutritifs dans les amendements organiques, l'analyse des digestats des stations de biométhanisation ainsi que l'analyse d'alcools et la gestion de la Marque Nationale des eaux-de-vie naturelles luxembourgeoises.

Dans le cadre du contrôle des aliments pour animaux, un nombre appréciable de méthodes d'analyse et de techniques analytiques différentes sont appliquées à la détection et au dosage de substances indésirables, de macroconstituants, d'éléments minéraux et d'additifs tels que vitamines et oligo-éléments.

Les engrais et amendements du sol mis sur le marché luxembourgeois sont régulièrement prélevés et analysés pour vérifier la conformité avec la législation nationale et communautaire. Non seulement les teneurs déclarées, mais aussi l'étiquetage et les pièces accompagnantes des engrais CE, sont contrôlés afin d'assurer la transparence nécessaire pour les clients. Ainsi, le service a prélevé 34 échantillons d'engrais de 17 producteurs auprès de 9 points de vente au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans le cadre de l'application du dispositif instituant une prime à l'entretien de l'espace naturel et stipulant que le fertilisant organique représentatif de l'exploitation agricole doit être analysé au moins tous les trois ans quant à sa teneur en éléments nutritifs majeurs N, P, K et Mg, 617 échantillons de lisier et de fumiers ont été analysés en 2011.

L'azote étant l'élément le plus important concernant le lessivage des nitrates, le service joint un tableau d'information au bulletin d'analyse. Cette note permet aux agriculteurs de voir directement combien de tonnes d'effluents peuvent être épandues au maximum pour atteindre un apport donné en azote et la quantité de nutritifs majeurs y correspondant.

Les tableaux 6 et 7 donnent un aperçu des résultats dans les différentes catégories de fertilisants organiques pour la période 1998-2010, ainsi que pour la saison 2010/2011.

**Tableau 6 : Valeurs moyennes des principaux éléments nutritifs de différents supports organiques analysés (1998-2010)**

	pourcentage	Nbre d'échant.	Matière sèche (%)	N total (kg/t matière telle quelle)	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> (kg/t matière telle quelle)	K <sub>2</sub> O (kg/t matière telle quelle)	MgO (kg/t matière telle quelle)
<b>Lisier de bovins</b>							
Total	100	3543	8,5	3,7	1,6	5,0	1,1
0-4 % MS	3,4	121	2,7	1,8	0,6	2,9	0,4
4-6 % MS	7,8	277	5,2	2,6	1,0	3,7	0,7
6-10% MS	66,35	2350	8,4	3,7	1,6	5,0	1,1
>10 % MS	22,45	795	11,0	4,4	2,0	5,5	1,4
<b>Lisier de porcs</b>							
Total	100	256	5,9	4,9	3,7	3,3	1,4
0-4 % MS	44,1	113	2,3	3,2	1,2	2,6	0,5
4-6 % MS	15,2	39	4,9	4,7	2,9	3,4	1,2
6-10% MS	23,1	59	7,9	6,1	5,0	3,8	2,0
>10 % MS	17,6	45	13,4	7,6	8,8	4,3	3,2
<b>Purin</b>							
	100	82	1,7	1,9	0,2	4,9	0,3
<b>Fumier de bovins</b>							
Total	100	2914	20,5	5,0	2,6	6,9	1,6
0-10 % MS	0,2	5	7,6	3,6	1,2	3,7	0,7
10-20% MS	55,6	1620	16,9	4,3	2,4	5,4	1,4
20-25% MS	28,6	833	22,2	5,4	2,7	7,9	1,7
>25 % MS	15,6	456	30,3	7,0	3,4	10,1	2,4

**Tableau 7 : Valeurs moyennes des principaux éléments nutritifs de différents supports organiques analysés entre le 23/08/2010 et le 22/08/2011**

	pourcentage	Nbre d'échant.	Matière sèche (%)	N total (kg/t matière telle quelle)	P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> (kg/t matière telle quelle)	K <sub>2</sub> O (kg/t matière telle quelle)	MgO (kg/t matière telle quelle)
<b>Lisier de bovins</b>							
Total	100	271	8,2	3,5	1,4	4,5	1,1
0-4 % MS	2,2	6	3,0	1,6	0,6	2,4	0,5
4-6 % MS	10,0	27	5,2	2,5	1,0	3,4	0,8
6-10% MS	72,0	195	8,1	3,6	1,4	4,7	1,2
>10 % MS	15,8	43	11,1	4,2	1,9	5,0	1,4
<b>Lisier de porcs</b>							
Total	100	37	5,0	4,1	2,3	2,8	1,0
<b>Fumier de bovins</b>							
Total	100	188	23,2	5,5	2,7	8,0	1,8
10-20% MS	39,9	75	17,2	4,4	2,3	5,8	1,4
20-25% MS	34,6	65	22,6	5,5	2,6	8,1	1,7
>25 % MS	25,5	48	33,3	7,4	3,4	11,6	2,5

Suite à la diversification de la production agricole (cultures alternatives, installation à biogaz, ...), un nombre croissant de déterminations spécifiques ont été réalisées. Le service a notamment déterminé le bilan des acides organiques volatiles pour quelque 156 échantillons de digestat des stations de biométhanisation. Cette analyse des produits de la fermentation permet d'optimiser la surveillance et le fonctionnement des installations à biogaz.

Le service travaille en étroite collaboration avec le CRP Gabriel Lippmann afin de pouvoir offrir aux stations de biométhanisation toutes les analyses demandées par l'Administration de l'environnement.

Afin d'assurer la qualité de ces analyses, les différents laboratoires du service de chimie participent au courant de l'année à de nombreux essais inter-laboratoires.

Etant membre du réseau belge RequaSud, le service collabore aux essais inter-laboratoires des chaînes de fourrages et d'effluents. Pour ce qui est des analyses dans le domaine des aliments pour animaux, le service est inscrit à quatre circuits de la société Bipéa, ce qui représente entre 4 et 7 échantillons par mois. De plus, il participe au ringtest annuel de l'IAG (International Analytic Group) et aux essais interlaboratoires du « Verband deutscher Untersuchungs- und Forschungsanstalten » (VDLUFA) pour ce qui est des engrais minéraux.

En tout, 738 paramètres chimiques de 82 échantillons différents ont ainsi été analysés avec succès au cours de l'année 2011.

L'Administration des douanes et accises sollicite le service pour un nombre considérable d'analyses d'alcool et de bière. Occasionnellement, des analyses de bière sont faites à la demande des brasseries nationales.

Les distillateurs profitent aussi de l'infrastructure analytique du service de chimie pour laisser analyser leurs moûts et distillats.

La participation du service à divers groupes de travail et comités de la Commission Européenne dans les domaines des engrais est une tâche nécessaire en vue de l'élaboration et de la revue de la réglementation communautaire, d'autant plus que ces règlements sont d'application au niveau national et évoluent continuellement.

#### **4. Le service de microbiologie et de biochimie**

##### **a) La station de contrôle des semences**

Les tâches principales de la station sont l'échantillonnage et l'analyse des semences dans le cadre de la certification officielle des semences. Ces activités sont accréditées par l'ISTA (International Seed Testing Association), ce qui permet à la station d'établir les Bulletins Internationaux Oranges de lot de semences et les Bulletins Internationaux Bleus d'échantillons de semences, requis notamment pour l'exportation.

Comme en 2010, les conditions météorologiques étaient défavorables à la production de plantes fourragères. Bien que le nombre de lots de semences de plantes fourragères analysés connaisse une augmentation de 90 % par rapport à 2010, il reste nettement inférieur à la récolte moyenne des années 2007-2009.

Le taux d'échantillons de semences de céréales analysés dans le cadre de la certification 2011 est constant par rapport à 2010. Le nombre d'échantillons provenant de récoltes antérieures a diminué de 35% par rapport à l'année précédente.

Une priorité du contrôle par sondage dans le commerce a été la vérification de l'absence d'organismes génétiquement modifiés. Dans ce cadre, la station est chargée de l'échantillonnage des lots selon les règles de l'ISTA, l'analyse étant effectuée par le Laboratoire national de santé. Des contrôles ont également été effectués sur des semences de céréales, de raygras, de fléole et de trèfle. La station de contrôle des semences intervient pour l'échantillonnage et pour l'analyse. Les plans de contrôle et l'évaluation des résultats sont effectués par le service de la production végétale de l'ASTA.

Le tableau 8 ci-après résume le nombre et les types d'analyses effectuées, ainsi que l'évolution des activités depuis 2007 :

**Tableau 8 : Evolution de l'activité analytique de la station de contrôle des semences : 2007-2011**

Domaine	Paramètres analysés	Nombre d'échantillons				
		2007	2008	2009	2010	2011
Certification de semences de plantes fourragères	Echantillonnage, faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences, teneur en eau	147	123	141	42	80
Certification de semences de céréales et de pois fourragers	Faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences, détermination des autres variétés d'avoine (test visuel et sous UV), teneur en eau, poids par hectolitre, poids par mille grains	0	461	520	457	454
Semences de céréales et de pois fourragers : analyse de récoltes antérieures	Faculté germinative	0	168	217	102	66
Autres analyses de semences	Faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences	102	60	82	82	36
Contrôle par sondage du commerce	Echantillonnage, faculté germinative, pureté technique, détermination en nombre des autres semences	63	11	8	13	21

#### **b) Les unités de microbiologie et de biochimie**

L'analyse des paramètres microbiologiques des aliments pour animaux, notamment la vérification de l'absence de salmonelles, la détermination et la classification des germes totaux, des levures et des moisissures est une des missions du service. La majorité de ces analyses sont effectuées pour le contrôle officiel des aliments pour animaux de l'ASTA.

Le laboratoire de microbiologie recherche, en outre, les salmonelles et les entérobactéries dans les boues d'épuration, ainsi que les germes totaux et les germes coliformes dans les eaux d'abreuvement dans le but d'évaluer la qualité microbiologique de celles-ci.

En ce qui concerne le lait et les produits laitiers, la tâche consiste en l'analyse du beurre dans le cadre de la Marque Nationale du Beurre, ainsi que du beurre subventionné et contrôlé par le Service d'Économie Rurale.

Le laboratoire de biochimie effectue en plus deux à trois fois par mois l'analyse des échantillons étalons de lait pour le laboratoire de contrôle du lait cru.

Depuis septembre 2011, les analyses du lait et des produits laitiers sont coordonnées et gérées par le chef de service du contrôle du lait cru.

L'analyse des céréales panifiables et fourragères reste une activité importante pour le service, bien que le nombre d'échantillons reçus ait sensiblement diminué par rapport à 2010. Les essais variétaux du LTAE ont souffert de la pluie prolongée en été, ainsi, le service n'a reçu qu'une fraction des échantillons prévus.

Le tableau 9 ci-après résume le nombre et les types d'analyses effectuées, ainsi que l'évolution des activités :

**Tableau 9 : Evolution de l'activité analytique des unités microbiologie et biochimie : 2007-2011**

Domaine	Paramètres analysés	Nombre d'échantillons				
		2007	2008	2009	2010	2011
Contrôle des aliments pour animaux	Salmonelles, levures et moisissures, germes totaux, qualité microbiologique	171	132	84	160	112
Autres analyses d'aliments pour animaux et eaux d'abreuvement	Salmonelles, levures et moisissures, germes totaux, qualité microbiologique, germes coliformes	34	31	24	29	29
Analyse de boues d'épuration	Salmonelles, entérobactéries	42	48	62	44	30
Analyse du beurre subventionné	Germes coliformes, levures et moisissures, teneur en eau, matière sèche non grasse, matière grasse, indice de peroxyde	214	233	44	9	4
Marque Nationale du Beurre	Germes coliformes, levures et moisissures, teneur en eau, matière sèche non grasse, matière grasse, indice d'iode, phosphatase	30	30	30	30	33
Analyse du lait étalon pour le laboratoire du lait cru	Protéines, matière grasse, matière sèche	96	96	96	96	107
Analyse d'autres produits laitiers	Germes coliformes, levures et moisissures, germes totaux, germes contaminants, protéines, matière grasse, matière sèche	67	30	32	96	80
Céréales panifiables / céréales fourragères	Indice de Hagberg, indice de Zeleny, protéines, teneur en eau	102	153	266	1359	264

### c) Les autres activités du service

- la présidence du Comité d'accréditation institué auprès du Ministre de l'Economie. La mission principale dudit comité est de donner son avis sur l'octroi, l'extension, le maintien, la prolongation et le retrait d'une accréditation ;
- la participation à l'organisation des formations INAP dans le cadre du projet spécifique « Plan de formation pour les agents des laboratoires et des organismes d'inspection » / organisation de formations internes pour le service de microbiologie et de biochimie et pour la division des laboratoires ;
- la collaboration avec le CRP Gabriel Lippmann dans le cadre du projet de recherche sur le développement et la validation d'un système de screening des antibiotiques dans les aliments pour animaux ;
- la participation au congrès de l'ISTA à Zurich qui est la plateforme pour l'échange scientifique et l'adaptation des méthodes dans le domaine de l'analyse des semences.

## 5. Le service de contrôle du lait cru

Le service de contrôle du lait cru est chargé avant tout du contrôle officiel de la qualité et de la composition du lait cru livré par les producteurs luxembourgeois aux laiteries.

Depuis septembre 2011, après une réorganisation du service de microbiologie et de biochimie, le service a pris sous sa tutelle la coordination des analyses physico-

chimiques et microbiologiques effectuées sur le lait et les produits laitiers. Ceci avait comme but de regrouper en un seul service toutes les activités portant sur le lait et les produits laitiers.

#### a) La contrôle officiel du lait cru

Les analyses dans le cadre du contrôle officiel du lait cru consistent dans la détermination de la composition (teneur en matière grasse, en protéines, en urée et en lactose, le point de congélation et l'extrait sec dégraissé), de la qualité bactériologique (nombre de germes totaux), de la teneur en cellules somatiques et de l'absence en résidus d'antibiotiques.

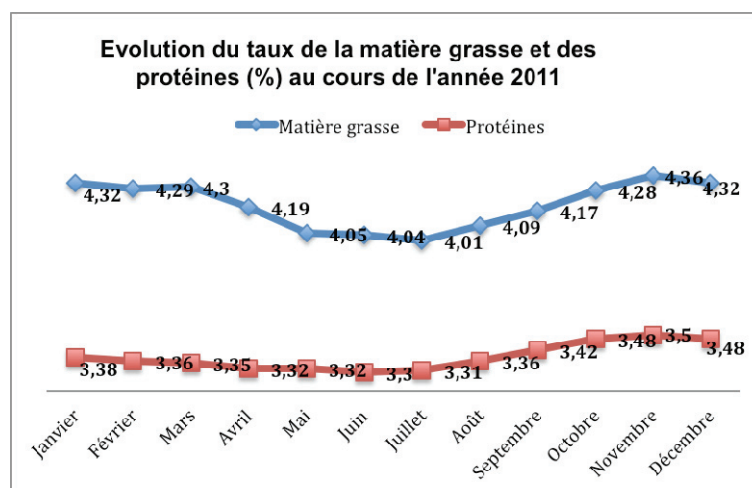
Le nombre total des échantillons officiels de lait cru analysés en 2011 s'élève à 102.553.

#### b) La détermination de la teneur en matière grasse, en protéines, en urée, en lactose et de l'extrait sec

Concernant la détermination de la teneur en matière grasse, en protéines, en urée, en lactose et de l'extrait sec, 10 échantillons de lait cru au maximum de chaque producteur sont analysés mensuellement à l'aide d'un spectromètre infrarouge (MilkoScan de Foss).

La moyenne arithmétique des résultats individuels du mois courant est calculée à la fin de chaque mois. La teneur en urée et en lactose et l'extrait sec ne sont pas pris en compte pour le décompte entre acheteur et producteur et ne sont ainsi déterminés qu'à titre informatif pour l'agriculteur.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du taux de la matière grasse et des protéines (%) au cours de l'année passée.



#### c) La détermination de la teneur en cellules somatiques

Quant à la teneur en cellules somatiques, celle-ci est déterminée deux fois par mois au maximum à l'aide d'un compteur fluoro-opto-électronique (Fossomatic de Foss). La moyenne géométrique des résultats de trois mois consécutifs ne doit pas dépasser 400.000 cellules/ml. Cette moyenne, étant une norme de qualité européenne, est prescrite par la directive CEE 853/2004. En 2011, 98,51 % des producteurs ont respecté cette norme. Un classement en première catégorie de qualité hygiénique est atteint pour une moyenne géométrique ne dépassant pas

250.000 cellules/ml. En 2011, 85,43 % des agriculteurs ont pu remplir ces conditions.

#### **d) La détermination de la teneur en germes totaux**

La teneur en germes totaux est contrôlée, comme les cellules somatiques, 2 fois par mois au maximum à l'aide du Bactoscan de Foss, utilisant la technologie de la cytométrie de flux, avec détection des bactéries par microscopie épifluorescente. La moyenne géométrique, qui doit être au maximum 100.000 ufc/ml (directive CEE 853/2004), est calculée à partir des résultats constatés sur une période de deux mois. 98,82 % des producteurs n'ont pas dépassé cette norme et même 95,71 % ont pu se classer dans la première catégorie de qualité hygiénique avec un nombre de germes totaux inférieur ou égal à 50.000 ufc/ml.

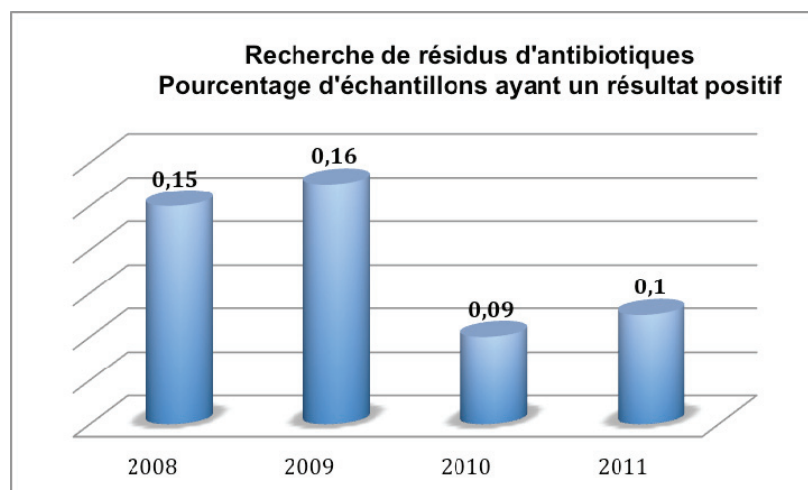
#### **e) La détermination du point de congélation**

Le point de congélation, comme étant un indicateur pour l'addition d'eau dans le lait, est déterminé au maximum 10 fois par mois par spectroscopie infrarouge (MilkoScan de Foss). La moyenne arithmétique des résultats individuels du mois courant est calculée à la fin de chaque mois.

#### **f) La recherche de résidus d'antibiotiques**

La teneur en résidus d'antibiotiques du lait cru ne peut pas dépasser les seuils indiqués dans le règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil du 26 juin 1990 établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales des résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale.

Deux fois par mois au maximum et à la demande des laiteries, notamment après qu'un camion-citerne s'est avéré positif à la réception de la laiterie, un screening d'antibiotiques est effectué sur les échantillons officiels de lait cru.



Le graphique ci-avant visualise le pourcentage des échantillons décelés positifs au cours des dernières années. En 2011, 0,1 % des échantillons ont été testés positifs sur 17.549 échantillons examinés. Ce chiffre, étant à peu près identique à celui de l'année 2010, est sensiblement plus faible que ceux de 2009 et 2008.

A part du contrôle des échantillons officiels de lait cru, le service effectue aussi un contrôle régulier des échantillons de lait en provenance de fromageries, à savoir de la fromagerie de Luxembourg et de la fromagerie Schmalen-Brouwer.

En total, 261 échantillons ont été évalués au cours de l'année 2011 sur leur qualité, ainsi que sur leur composition.

Les agriculteurs sollicitent de temps en temps le service pour une analyse de lait cru de leurs vaches ou de leur lait de tank, notamment pour un dénombrement des germes totaux ou des cellules somatiques, ou pour une recherche de résidus d'antibiotiques. Un total de 1938 échantillons privés ont été analysés tout au long de l'année 2011.

Les résultats sont mis régulièrement à disposition des producteurs et des laiteries. Via le site internet [www.mellechlabo.etat.lu](http://www.mellechlabo.etat.lu), les agriculteurs peuvent accéder à leurs résultats à tout moment. A la fin de chaque mois, un récapitulatif de tous leurs résultats du mois en question leur est envoyé par courrier.

Les laiteries sont informées quotidiennement et mensuellement de l'ensemble des résultats de leurs producteurs.

Après dépassement des limites des critères de la première catégorie de qualité hygiénique (germes totaux < 50.000 ufc/ml; cellules somatiques < 250.000 cellules/ml et présence de résidus d'antibiotiques), les agriculteurs sont avertis par courrier, ce qui leur permet de réagir par la suite.

L'exactitude des résultats pour la détermination de la composition et de la qualité du lait est assurée par un bon nombre de contrôles internes. La guidance scientifique du Département Qualités des Productions Agricoles du Centre wallon de Recherches agronomiques de la Région wallonne (DQPA) et l'Institut voor Landbouw-en Visserijonderzoek van de Vlaamse Overheid (ILVO) sont un accompagnement scientifique des laboratoires interprofessionnelles belges. Dans le cadre de la guidance, le service participe mensuellement à des analyses comparatives pour chacun des paramètres de la composition (matière grasse et protéines) et de la qualité du lait (germes totaux, cellules somatiques et point de congélation). Pour vérifier et ajuster, le cas échéant, l'étalonnage du spectromètre infrarouge, un échantillon de référence est constitué toutes les deux semaines par le service. Celui-ci est préparé à partir de laits représentatifs de la production laitière luxembourgeoise. Trois laboratoires belges, ainsi que le laboratoire à Ettelbruck, déterminent les valeurs de référence de la matière grasse, des protéines et de la matière sèche. Ces laits de référence sont distribués aux laboratoires des deux laiteries luxembourgeoises, ainsi qu'au laboratoire de Convis qui effectue les contrôles des vaches individuelles et des exploitations-membres.

Deux fois par an, un étalonnage est réalisé à l'aide d'échantillons recombinés à teneurs croissantes en matière grasse et en protéines constitués à partir de laits de mélange luxembourgeois. Ils sont préparés selon une norme internationale qui consiste en une recombinaison de crème, de lait écrémé, de rétentat et de perméat. Les laboratoires des 2 laiteries luxembourgeoises et le laboratoire de Convis, recevant les mêmes échantillons, procèdent également à l'étalonnage bisannuel de leurs appareils. Ceci permet d'assurer un étalonnage équivalent de tous les spectromètres infrarouges belges et luxembourgeois.

A des fins de vérification journalière des appareils, le service utilise, entre autres, des étalons de référence certifiés pour les cellules somatiques et les germes totaux.



## 6. La Marque Nationale des eaux-de-vie luxembourgeoises

En 2011, la « Marque Nationale des Eaux-de-vie Luxembourgeoises » a fêté son 25<sup>e</sup> anniversaire.

Introduite le 21 juin 1985 par règlement du Gouvernement en Conseil, la commission de la marque nationale des eaux-de-vie luxembourgeoises vient d'achever sa vingt-cinquième année de dégustation.

Au cours de cette période, 277 séances de dégustation ont eu lieu, pendant lesquelles 2.338 échantillons d'eaux-de-vie, représentant un volume total de 494.765 litres, ont été soumis à l'examen organoleptique. Du volume présenté, 406.130 litres, soit 82,10 %, ont obtenu la marque nationale.

**Tableau 10 : Classification des différentes espèces d'eaux-de-vie présentées à la marque nationale de 1986 à 2011.**

Espèce	Volumes en litres	
	présentés	admis
Cidre	6.785	6.785
Coing	3.910	3.360
Eau-de-vie de Vin	1.820	1.260
Framboise	9.170	7.785
Grain	30.350	25.235
Kirsch	32.150	23.455
Lie de vin	7.810	7.170
Marc	26.700	21.620
Mirabelle	151.995	122.160
Mûre sauvage	245	245
Neelchesbiren	31.190	26.570
Poire	22.165	18.170
Poire Williams	51.395	39.990
Pomme	56.370	50.200
Prunelle	7.375	4.910
Quetsch	50.510	43.060
Spieren	2.420	2.300
Sureau	2.405	1.855
<b>Total:</b>	<b>494.765</b>	<b>406.130</b>

En 1991, le règlement initial du Gouvernement en Conseil a subi une série de modifications, parmi lesquelles il y a l'introduction de cinq nouvelles espèces d'eaux-de-vie pouvant être admises à la marque nationale, à savoir: Cidre, Coing, Framboise, Mûre sauvage et Sureau.

Une version codifiée des règlements du Gouvernement en Conseil du 21 juin 1985, respectivement du 11 janvier 1991, a été adoptée par règlement du Gouvernement en Conseil du 11 octobre 1996. Parmi les modifications, il y a l'introduction d'une étiquette rectangulaire à côté de la collerette comme signe distinctif de la marque nationale et l'ajout d'une nouvelle espèce d'eau-de-vie, à savoir l'Eau-de-vie de Vin.

La majorité des eaux-de-vie de la marque nationale ont été légitimées par la réglementation communautaire, en tant que dénomination géographique, et sont

reprises à l'annexe II du règlement (CE) no 110/2008 du Parlement Européen et du Conseil, du 15 janvier 2008, concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses.

Au vu des succès répétés lors des concours internationaux, les eaux-de-vie de la marque nationale peuvent sans aucun doute se mesurer aux meilleurs produits étrangers. De plus, ces eaux-de-vie primées contribueront sans aucun doute à affermir et à reconquérir la confiance du consommateur luxembourgeois.

## **X. L'ADMINISTRATION DES SERVICES VETERINAIRES (ASV)**

L'année 2011 a été une année sans crise sanitaire.

En ce qui concerne la santé animale, le travail de l'ASV a surtout visé les différents programmes de contrôle et d'éradication (BVD, EST, IBR, para-tuberculose, Salmonelles).

Côté santé publique, à savoir le contrôle des denrées alimentaires d'origine animale, les activités se sont concentrées autour des inspections et des prélèvements d'échantillons au niveau des établissements enregistrés et / ou agréés.

L'aéroport de Luxembourg constitue l'unique point d'entrée direct pour l'importation en provenance de pays tiers. Les produits d'origine animale et les animaux vivants importés sont soumis à différents contrôles au niveau du poste d'inspection frontalier par les vétérinaires de l'ASV.

Le Laboratoire de Médecine vétérinaire (LMVE) prend en charge l'analyse des échantillons, soit par ses propres moyens, soit en sous-traitance.

Les différentes activités de l'ASV sont accréditées selon la norme ISO 17020 pour les inspections et selon la norme ISO 17025 pour les analyses.

### **A. La structure de l'ASV**

L'ASV comprend 4 divisions :

- Santé Animale
- Santé Publique
- Poste d'Inspection Frontalier (PIF)
- Laboratoire de Médecine Vétérinaire (LMVE).

Les attributions des différentes divisions de l'ASV sont les suivantes :

- Contrôles du statut sanitaire du bétail et des animaux en général
- Contrôles du respect du bien-être animal à différents niveaux
- Contrôles relatifs à la sécurité des denrées alimentaires d'origine animale
- Contrôles des mesures relatives à l'importation d'animaux vivants et de produits d'origine animale
- Analyses des échantillons prélevés dans le cadre des contrôles mentionnés ci-avant.

L'ASV travaille sous la double tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de la Santé.

## B. La situation sanitaire

### 1. Le bulletin sanitaire 2011

Maladies de la liste O.I.E.	Foyers ou cas apparus	Foyers existants à la fin du mois	Localisation géographique
Peste porcine classique	néant		Esch/Alzette, Differdange
- porcs domestiques	néant		
- sangliers	néant		
Fièvre catarrhale ovine	néant		
Encéphalopathie spongiforme bovine	néant		
Brucellose bovine	néant		
Rage	néant		
Leucose bovine enzootique	néant		
Maladie d'Aujeszky	néant		
Tuberculose aviaire	néant		
Psittacose	2 cas		
Laryngo-trachéite infectieuse	néant		
Varroase	néant		
Nosémore	néant		
Loque américaine	néant		
Maladie hémorragique des lapins (RHD)	néant		
Myxomatose	néant		
Septicémie hémorragique virale	néant		
Herpès virose de la carpe Koi	néant		

### 2. La peste porcine classique (PPC)

Le dernier cas de PPC chez les porcs domestiques au Luxembourg remonte à l'année 2003.

La surveillance de cette maladie est assurée actuellement par examen sérologique et par analyse P.C.R. des sangliers abattus et livrés au centre de traitement de gibier avant la mise sur le marché. L'analyse P.C.R. est effectuée sur amygdale tandis que la sérologie est effectuée, si possible, sur le sang récolté par le chasseur sur le lieu de chasse.

Vu la densité de la population des sangliers, des mesures de biosécurité sont à observer au niveau des exploitations porcines. Ces mesures consistent dans la construction de clôtures autour des porcheries et dans l'installation de sas d'entrée équipés de dispositifs et matériels de désinfection.

### 3. Les encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST)

Les EST sont des maladies marquées par une dégénérescence vacuolaire des neurones de la substance grise, progressive et fatale. Les espèces animales atteintes par la maladie sont :

- les bovins (maladie de la vache folle ou E.S.B.)
- les ovins et caprins (scrapie).

Le Luxembourg a connu à ce jour 3 cas d'E.S.B. (1997, 2002 et 2005) tandis qu'aucun cas de scrapie n'a été détecté dans la population ovine et caprine.

Dans le contexte d'une évolution favorable de l'ESB dans les pays de l'UE, la Commission européenne a publié en décembre 2010 la feuille de route N° 2 pour les EST mentionnant les objectifs stratégiques suivants :

- garantir et maintenir le niveau actuel de protection des consommateurs en continuant d'assurer l'élimination sûre des MRS (matériels à risque spécifié) en envisageant une éventuelle modification de la liste des MRS compte tenu des nouveaux avis scientifiques ;
- réexaminer certains aspects de l'interdiction totale des farines animales actuellement en vigueur, sous certaines conditions ;
- réexaminer la politique d'abattage dans les troupeaux infectés par l'ESB ;
- adapter les mesures d'éradication actuellement appliquées dans les cheptels ovins et caprins infectés par une EST de manière à les conformer aux connaissances scientifiques les plus récentes et de créer des outils durables pour contrôler les EST dans les cheptels de petits ruminants de l'U.E. ;
- continuer à encourager le développement des meilleurs tests rapides existant pour la détection des EST.

Suite à une décision de la Commission, certains pays, dont le Grand-Duché de Luxembourg, ont reçu l'autorisation de relever à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2011 l'âge des bovins à soumettre à un test E.S.B. obligatoire à :

- 72 mois au lieu de 48 mois pour les bovins abattus pour la consommation humaine ;
- 48 mois au lieu de 24 mois pour les bovins morts.

On estime que cette mesure va entraîner une diminution de 30% des tests à effectuer.

En 2011, les catégories d'animaux suivants ont été soumises à un test EST :

Nombre de tests d'EST effectués en 2011	
<b>BOVINS</b>	
Animaux morts	2.847
Animaux présentés à l'abattage d'urgence	1
Animaux sains abattus pour la consommation humaine	4.918
Animaux suspects	5
<b>OVINS</b>	
Animaux morts (> 18 mois)	345
Animaux sains abattus pour la consommation humaine (> 18 mois)	244
<b>CAPRINS</b>	
Animaux morts (> 18 mois)	131
Animaux sains abattus pour la consommation humaine (> 18 mois)	110
<b>CERVIDÉS :</b>	
Animaux abattus à la chasse (> 18 mois)	0
<b>T O T A L</b>	<b>8.601</b>

Tous les tests ont donné un résultat négatif.

## **Le génotypage des ovins en 2011**

### **Programme d'élevage relatif à la résistance aux encéphalopathies spongiformes transmissibles chez les ovins**

Depuis la mise en place en 2003 au Luxembourg d'un programme d'élevage permettant la sélection de souches de race ovine résistantes aux encéphalopathies spongiformes transmissibles, quelque 2.345 moutons ont été testés.

Vu le nombre décroissant d'ovins à analyser et vu que 70,31 % sont porteurs du double allèle ARR/ARR et 99,22 % sont porteurs du simple allèle ARR, le programme d'assainissement a été arrêté en 2010.

En acceptant dès lors seulement des béliers allèle ARR/ARR à la monte, l'élevage résistant aux encéphalopathies spongiformes transmissibles chez les ovins préserve son niveau de sécurité.

	<b>ARR/ARR</b>	<b>ARR/ARQ</b>	<b>ARR/ARH</b>	<b>Total par race</b>	<b>Pourcentage par race</b>
Heidschnucke	3	2		5	11,11%
Schwarzkopf	1			1	2,22%
Texel	25	6	8	39	86,67%
Total par génotype	29	8	8	45	100,00%
Pourcentages par génotype	64,44%	17,78%	17,78%	100,00%	

## **4. La fièvre aphteuse**

Le Luxembourg a connu son dernier foyer de fièvre aphteuse en 1964.

Une vigilance permanente est maintenue en place au niveau de l'ASV aux fins de prévenir pour autant que possible l'introduction sur notre territoire de cette maladie hautement contagieuse et dès lors des conséquences socio-économiques désastreuses.

Le risque d'introduction de la fièvre aphteuse, soit par le biais d'animaux vivants sensibles à la maladie, soit par leurs produits, est toujours présent à partir de pays comme la Bulgarie ou la Turquie dans lesquels la maladie sévit toujours.

En 2010, deux exercices de simulation ont été réalisés en collaboration avec nos partenaires du BENELUX ainsi qu'avec les autorités allemandes.

## **5. La rage**

Le Grand-Duché de Luxembourg est déclaré pays officiellement indemne de la rage par l'Office International des Epizooties en juillet 2001.

Le dernier cas de rage diagnostiqué remonte au 15 janvier 1999 chez un poney localisé à Noertrange.

La surveillance en matière de la rage va se concentrer également en 2012 dans notre pays sur l'examen de laboratoire des renards et des animaux domestiques et sauvages morts avec des symptômes neurologiques.

## **6. La tuberculose, la brucellose et la leucose bovine enzootique**

Le Luxembourg est officiellement indemne de ces trois maladies bovines.

Le statut d'indemnité a été notifié par la Décision 2003/467 de la Commission.

La surveillance en matière de brucellose et de leucose se fait par contrôle régulier du lait de collecte.

## **7. L'IBR**

260 exploitations ont participé en 2011 au programme de surveillance et de lutte mis en place à titre volontaire dans notre pays et 22.981 échantillons ont été analysés.

Le fait que la Belgique a mis en place un programme de lutte obligatoire contre l'IBR à partir du premier janvier 2012, entraînant des restrictions de mouvements pour les bovins luxembourgeois allant au pacage, a incité un nombre d'exploitants à participer au programme.

### **Résultats**

8.370 échantillons étaient positifs en IBR – gB, c.-à-d. vaccinés avec un vaccin délété

1.940 échantillons étaient positifs en IBR – gE, c.-à-d. porteurs d'anticorps contre le virus sauvage ou vaccinés avec un vaccin non délété.

Les exploitations dont les résultats d'analyses permettent d'attribuer un statut valable sont réparties de la façon suivante :

Statut 1 (indemne): 35 %

Statut 2 (indemne avec vaccination) : 40%

Statut 3 (infecté) : 25%.

## **8. La para-tuberculose**

La campagne officielle de surveillance et de lutte contre la para-tuberculose, organisée durant la période de stabulation 2010/2011, a permis de continuer à détecter respectivement les animaux séropositifs et les excréteurs du germe de cette maladie et d'en continuer l'assainissement.

Rappelons à cet effet que l'échantillonnage sérologique est opéré sur les bovins allaitants à partir de l'âge de 24 mois, alors que les vaches laitières sont analysées sur le lait.

Les porteurs d'anticorps sont examinés, par analyse des matières fécales, sur une éventuelle excrétion du germe pathogène.

Au vu du grand risque de transmission de la maladie, surtout pour le jeune bétail, les excréteurs testés positivement sont censés être éliminés endéans les 3 semaines.

L'Etat subventionne cet assainissement par une indemnisation de l'ordre de 250 € par bovin éliminé.

La situation de la para-tuberculose au Grand-Duché présente à la fin de la campagne de surveillance et de lutte 2010/2011 (6<sup>e</sup> campagne) les chiffres individuels suivants :

### **Sérologie**

39.784 analyses au total ont été faites, dont 694 se sont révélées positives.

Les analyses par le test P.C.R. des matières fécales prélevées sur des bovins porteurs d'anticorps ont donné les résultats suivants :

1275 analyses au total ont été faites, dont 292 se sont révélées positives.

Le nombre d'animaux excréteurs a évolué de la façon suivante au cours des dernières années :

2006 : 830  
2007 : 541  
2008 : 475  
2009 : 405  
2010 : 469  
2011 : 407.

A noter que la 7<sup>e</sup> campagne de surveillance et de lutte contre la para-tuberculose a débuté en septembre 2011 pour se terminer avec la mise en pâture des bovins au printemps 2012. Cette campagne est obligatoire pour les troupeaux laitiers et volontaire pour les troupeaux viandeux.

## **9. La BVD**

La BVD est une maladie bovine caractérisée surtout par une diarrhée des jeunes animaux et par une immunodépression favorisant l'apparition et la manifestation d'autres maladies infectieuses.

Elle cause aux exploitations d'importantes pertes économiques directes et indirectes dues à la diminution des performances de production et de croissance.

Voilà pourquoi l'ASV, après concertation du secteur et approbation par la Chambre de l'Agriculture, a mis en application un programme de lutte national et obligatoire contre la BVD en automne 2010.

Après une première phase de screening permettant de mettre en évidence les exploitations les plus touchées, la recherche ciblée des animaux infectés permanent (IPI), principaux responsables de la transmission de la maladie, a été entamée au début de l'année.

En 2011, cette recherche a permis d'identifier 1.320 animaux IPI ; 253 exploitations ont été touchées par la maladie.

## **10. La fièvre catarrhale ovine (FCO)**

L'année 2011 a été caractérisée par une surveillance renforcée destinée à prouver qu'après 2009 et 2010, cette maladie avait définitivement disparu de nos cheptels.



En effet après l'année 2007, caractérisée par une véritable épidémie, l'année 2008 avec encore 21 nouveaux cas, les années 2009, 2010 et 2011 n'ont heureusement pas permis de mettre en évidence le virus de la fièvre catarrhale.

Le fait d'avoir pu prouver l'absence de circulation virale pendant 3 ans consécutifs, a permis au Luxembourg de retrouver le statut indemne par rapport à la FCO avec comme conséquence un allègement des conditions de commercialisation des ruminants.

Les campagnes de vaccination obligatoires en 2008 et 2009 ont largement contribué à limiter la dispersion et le maintien de maladie exotique dans nos troupeaux.

Du point de vue européen, il faut noter que l'évolution de la situation est semblable dans les pays du BENELUX et en Allemagne, mais que par contre en France et dans d'autres pays au sud de l'Europe la maladie persiste toujours.

## **11. La maladie d'Aujeszky**

En 2011, aucun cas n'a été détecté dans nos cheptels, voilà pourquoi le statut indemne obtenu en 1999 a pu être conservé.

La surveillance pratiquée sur la population des sangliers montre cependant que ce virus circule parmi la faune sauvage.

Il est par conséquent impératif d'appliquer des mesures de protection afin d'éviter l'introduction du virus dans nos cheptels domestiques.

L'élevage porcin en plein air constitue un risque considérable et ne peut être autorisé que sous certaines conditions spécifiques.

## **12. L'influenza aviaire (peste aviaire – grippe aviaire)**

L'épidémie de la grippe aviaire, causée par la souche hautement pathogène (H5 N1) et détectée fin 2003 pour la première fois dans le Sud-Est de l'Asie, a été notifiée entretemps dans la plupart des régions du globe, surtout dans les pays en voie de développement où l'élevage des volailles se fait sous des conditions hygiéniques et sanitaires rudimentaires. Cette épidémie, au caractère potentiel d'une zoonose, a entraîné jusqu'à ce jour respectivement la mort et l'abattage sanitaire de plus de 250 millions de volailles de par le monde alors que le nombre de décès humains, survenus dans les pays du Sud-est asiatique et dans plusieurs pays de l'Afrique, s'élève à 216 cas.

En Europe, la grippe aviaire a été notifiée en 2007 en Allemagne, au printemps en Bavière et en automne au Nord-est de Brandebourg, en Tchéquie, au Royaume-Uni, en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en France dans les régions marécageuses autour de la Grande Creusière à Diane Capelle (Moselle), à quelque 90 km de la frontière du Luxembourg incitant à la haute vigilance sur notre territoire.

Des mesures préventives ont été mises en place afin d'éviter, pour autant que possible, que notre cheptel avicole ne soit atteint par ce virus hautement pathogène susceptible de se transmettre à l'être humain, par contact prolongé et intensif avec les animaux malades.

Durant les périodes de migration printanière ou automnale des oiseaux, des mesures de biosécurité ont été mises en place. Ces mesures nous ont permis de

rester indemne de cette épidémie jusqu'à ce jour. Des mesures de sensibilisation et de précaution ont été communiquées au grand public via les médias.

Un programme de surveillance active et passive de la grippe aviaire repose entre autres sur l'échantillonnage des volailles domestiques et des oiseaux sauvages.

A noter que l'échantillonnage des oiseaux sauvages est réalisé en collaboration avec les experts de la « Ligue Nationale pour la Protection des Oiseaux et de la Nature ».

En 2011, 13 analyses - provenant d'oiseaux sauvages - ont été effectuées au Laboratoire National de Santé - Institut d'Immunologie. Les 13 résultats étaient négatifs pour l'IAHP (influenza aviaire hautement pathogène). En ce qui concerne les volailles d'élevage, 352 tests pour autruches et 260 tests pour poules ont été réalisés au laboratoire CERVA à Bruxelles. Tous ces résultats étaient également négatifs.

### **13. La psittacose**

La psittacose est une maladie animale à caractère zoonotique, c'est-à-dire transmissible à l'homme. Il s'agit d'une maladie bactérienne causée par les clamydies, des microorganismes intracellulaires qui affectent surtout les oiseaux domestiques et sauvages et plus particulièrement les perroquets et les pigeons. Exceptionnellement cette maladie peut être transmise par des mammifères.

Chez les animaux, la maladie passe souvent inapparente; les symptômes suivants peuvent être observés : fièvre, diarrhée, anorexie, amaigrissement, insuffisance respiratoire et plus fréquemment conjonctivite.

Chez l'homme, la maladie se déclare après une période d'incubation de 1 - 2 semaines en moyenne. Dans de nombreux cas, l'infection est asymptomatique, tandis que dans d'autres, elle se manifeste par des symptômes de sévérité variable tels que fièvre, frissons, sueurs, douleurs musculaires, anorexie et céphalées. Le traitement de la maladie chez l'homme doit se faire à un stade précoce à l'aide d'une antibiothérapie adéquate afin d'éviter les éventuelles complications.

### **14. La varroase**

La varroase continue à être présente à l'état endémique au Luxembourg et il faut s'apprêter à vivre avec cette maladie qui provoque des pertes surtout indirectes par l'affaiblissement des colonies d'abeilles en les rendant ainsi plus réceptives à d'autres maladies.

Pour cette raison, il est fortement recommandé de soumettre les colonies à un traitement préventif en automne et d'appliquer surtout des mesures hygiéniques.

L'ASV organise la réception centralisée des commandes pour les produits actifs contre la varroase. Les produits sont distribués, par l'intermédiaire des fédérations cantonales, aux apiculteurs sur base des déclarations annuelles de ruches, à savoir :

- acide formique
- acide oxalique
- Thymovar.

L'ASV a collaboré avec le centre de recherche public Gabriel Lippmann dans le cadre du programme de recherche « Bee First » en organisant de manière structurée la collecte des données disponibles aux fins d'analyses scientifiques.

## **15. La loque américaine**

En 2004, il y a eu notification de 6 cas de cette maladie hautement contagieuse entraînant l'élimination sanitaire de 8 ruchers alors qu'en 2005 aucun cas ne fut détecté.

L'épidémie de la loque américaine, qui a entraîné la destruction de 18 ruchers en 2006, a connu quelques séquelles en 2007 avec la destruction de 2 autres ruchers notifiés comme faiblement infectés.

Depuis, aucun cas n'a été détecté. Des échantillons sont prélevés de manière systématique dans les apicultures participant aux programmes de sélection et d'amélioration au niveau international, ainsi que par les inspecteurs apicoles lors de visites sanitaires. Ces échantillons ont été analysés par la suite à « Institut für Bienenkunde » à Celle (D) et se sont tous avérés négatifs pour l'année 2011.

## **16. L'échinococcose**

Par accord ministériel, il a été possible, depuis août 2001, d'intensifier la collaboration entre le "Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie in Saarbrücken" et le Laboratoire de Médecine Vétérinaire.

Les résultats d'analyses démontrent une certaine stabilité dans la prévalence des renards infestés.

## **C. La sécurité alimentaire**

La sécurité des denrées alimentaires n'est pas seulement une priorité du Gouvernement, mais répond également à une attente du consommateur.

La nouvelle réglementation communautaire relative à la sécurité alimentaire met en évidence les principes de précaution, de responsabilité et de traçabilité en termes de production et de fabrication des denrées alimentaires alors que l'information des consommateurs en devient partie intégrante.

Dans l'esprit du suivi intégré des denrées alimentaires d'origine animale de l'étable à la table, il s'agit de la part de l'ASV d'assurer non seulement le statut sanitaire du cheptel national au niveau de la production primaire, mais de surveiller également les procédures et l'infrastructure des établissements actifs dans le secteur agro-alimentaire.

Cette approche intégrée implique le contrôle des quelque 50 fermes vendant et transformant des produits alimentaires provenant de leur propre production d'animaux, des quelque 200 boucheries et points de vente, ainsi que des établissements agréés.

### **1. Le contrôle des établissements**

Suite à la réorganisation de l'ASV, la division « Santé Publique », comprenant 4 vétérinaires officiels, effectue ces contrôles en commun avec des vétérinaires officiels affectés aux 3 abattoirs agréés au Luxembourg.

Les contrôles consistent dans la surveillance et l'appréciation de différents paramètres.

Au niveau des locaux individuels sont pris en considération l'état d'entretien et de nettoyage des infrastructures, des équipements et du matériel.

Au niveau de la production, les paramètres contrôlés peuvent être regroupés comme ci-dessous:

- gestion et hygiène du personnel;
- procédures de fabrication et de surveillance des produits et de l'entreprise.

En 2011, il a été procédé, en dehors du contrôle continu des établissements agréés, à 259 visites de contrôle dans 228 établissements.

Concernant les résultats de contrôle des locaux, le nombre de locaux qui ne sont pas conformes a diminué de 5% par rapport à 2010. Le mauvais rangement des locaux représente 20% des remarques. Les problèmes les plus nombreux en relation avec le rangement se situent au niveau des frigos de stockage (25%), ce qui est une légère amélioration par rapport à 2010. Dans les locaux de production, il n'y a pas de changements par rapport à l'année 2010 (21%). Par contre dans les locaux de stockage du matériel accessoire, dans les vestiaires et les sanitaires, le désordre a légèrement augmenté. Nous constatons donc qu'il reste des progrès à faire, car il est essentiel de prévenir la contamination croisée des produits en respectant une séparation des produits suivant le risque de contamination. Le fait que le pourcentage global des non-conformités au niveau du rangement ait diminué, s'explique en grande partie par l'introduction d'un nouveau critère d'évaluation lié aux locaux individuels pour apprécier spécifiquement la manipulation conforme et le stockage correct, y compris les températures des denrées alimentaires dans chaque local.

Les déficiences en relation avec l'entretien de l'équipement et de l'infrastructure des locaux représentent 36% des remarques. Ces déficiences se situent essentiellement dans les salles de productions. 20% des non-conformités constatées lors du contrôle des différents locaux concernent le nettoyage. Un gros effort reste à faire pour le nettoyage de l'équipement des salles de production et pour le nettoyage de l'infrastructure des frigos de stockage.

Concernant les remarques relatives à la maîtrise et à la documentation de la production, deux tiers des entreprises sont conformes ou n'ont plus qu'un point ou deux à améliorer. On constate une nette amélioration au niveau des entreprises ne présentant plus aucune déficience. Malheureusement, un quart des entreprises présentent encore de nombreuses déficiences à ce sujet. (voir Figure1).

Le détail des déficiences est représenté par la Figure2. Les déficiences les plus nombreuses concernent la gestion des sous-produits, l'étiquetage, la documentation de la production, le contrôle de l'eau, la lutte contre les nuisibles et le plan de nettoyage.

Figure 1

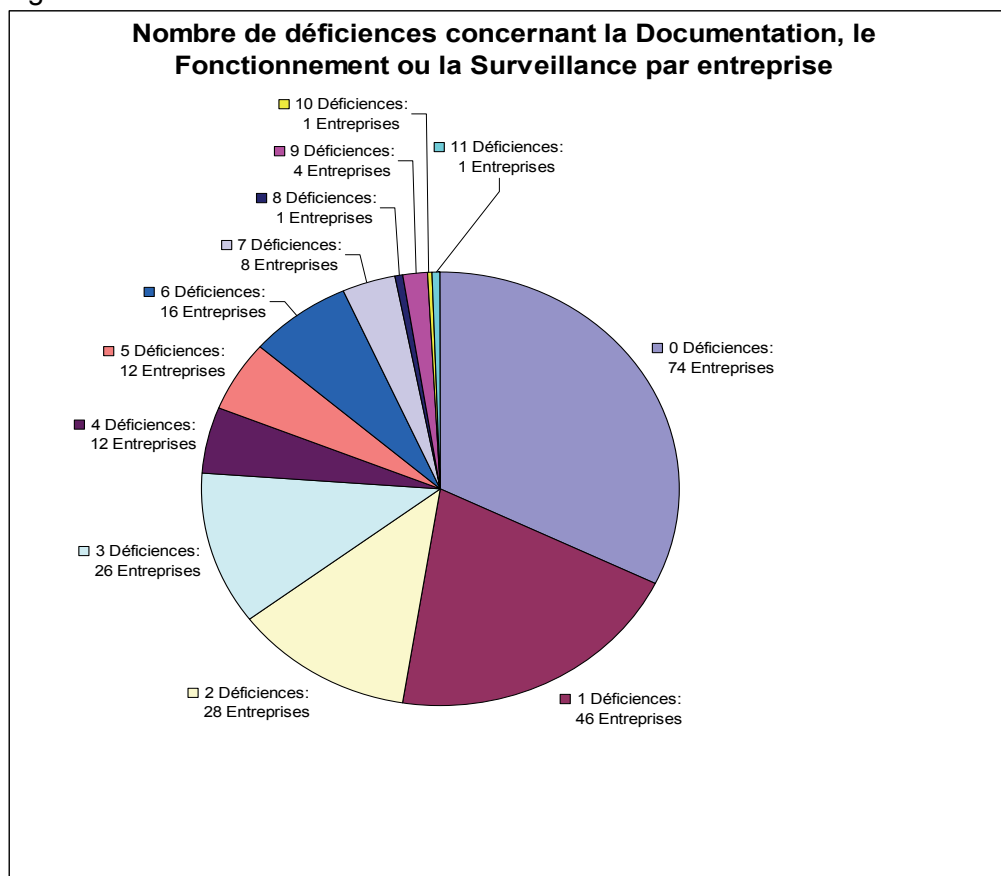
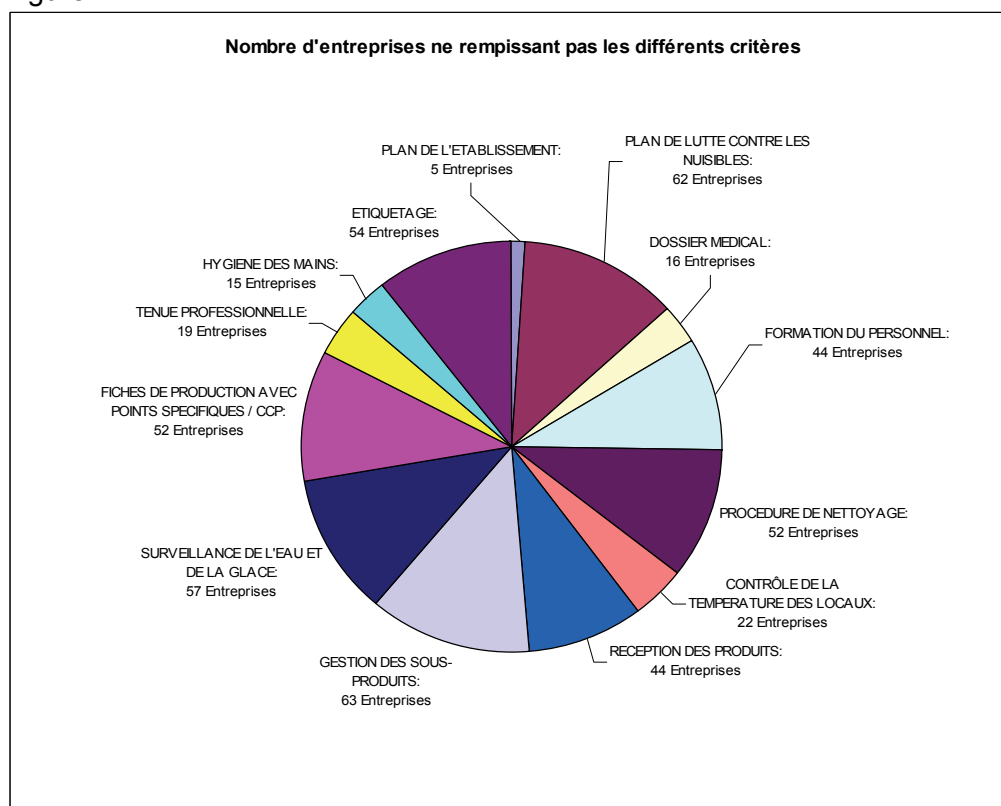


Figure 2



## **2. Les prélèvements d'échantillons**

Dans 122 établissements, 852 échantillons ont été prélevés en vue de la recherche de germes pathogènes (*Listeria monocytogenes*, *Salmonella*, *Escherichia Coli* O:157 H:7, *Clostridium perfringens*, *Campylobacter*, *Staphylocoques*) et de germes contaminants (*Escherichia Coli*). Sur ces 852 échantillons, 6542 analyses ont été effectuées par le LMVE. Aucun *E. Coli* O:157 H:7 n'a été isolé.

Nous remarquons que la fréquence de *Salmonelles* reste stable par rapport à l'année précédente en ce qui concerne la volaille, mais qu'elle a malheureusement augmenté dans les produits composés de viande de porcs et de bovins.

La mise en évidence de *Campylobacters* reste aussi stable par rapport à l'année précédente et on les retrouve essentiellement sur de la viande fraîche de volaille. Il faut donc accorder une grande attention à ces produits et éviter la contamination croisée de ces produits vers d'autres denrées alimentaires. Comme ces bactéries sont sensibles à la chaleur, il est conseillé de ne consommer la viande de volaille qu'à l'état cuit.

Les germes de *Listeria*, *Staphylocoques* et *E. Coli* ont été isolés plus fréquemment, mais en très faibles quantités. De ce fait, ces germes ne représentent qu'un faible risque pour la santé publique si toute multiplication ultérieure est évitée par un strict respect de la chaîne du froid. Il faut donc insister sur l'importance du respect de la chaîne du froid ainsi que sur une surveillance permanente de l'hygiène et des bonnes pratiques de fabrication.

## **3. Le contrôle de l'étiquetage de la viande bovine**

Le contrôle de l'étiquetage de la viande bovine est réalisé par l'ASV et l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture conformément à l'article 12 du règlement grand-ducal du 8 janvier 2008 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) no 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 en ce qui concerne l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et du Règlement (CE) no 700/2007 du Conseil du 11 juin 2007 relatif à la commercialisation de la viande issue de bovins âgés de douze mois au plus.

En 2011, 15 échantillons de viande bovine ont été prélevés dans les établissements agréés et dans la vente de détail au consommateur final (boucherie et point de vente). Ces échantillons ont été soumis à un test ADN afin de vérifier la concordance entre les morceaux de viande et les prélèvements d'oreilles correspondants conservés à l'abattoir.

Sur les 15 échantillons, la concordance a été constatée pour 11 échantillons. Les 4 échantillons non-conformes provenaient tous de la vente au détail.

## **4. La surveillance de la prévalence des salmonelles chez les volailles**

La réglementation communautaire sur les zoonoses, et plus spécifiquement sur les salmonelles, prescrit des programmes de surveillance à tous les stades pertinents de la production, de la transformation et de la distribution dans l'objectif de réduire la prévalence et le risque que les salmonelles représentent pour la santé publique. Ces programmes de surveillance concernent actuellement les poules pondeuses et les poulets de chair.

Au niveau de la production primaire, 218 analyses ont été réalisées chez les poules pondeuses ; pour les poulets de chair, il y en avait 120.

Les résultats sur les volailles sont en général favorables.

## 5. Les animaux de boucherie

### TOTAL des animaux abattus dans les abattoirs

	2008	2009	2010	2011
gros bovins	24923	24787	24626	23557
veaux	1680	1354	1177	1195
porcs	95366	93710	91974	91679
porcelets	45991	42055	42443	39765
chevaux	27	29	34	35
ovins	1481	2215	1957	2000
caprins	316	458	344	310
autruches	142	151	180	183
<b>TOTAL</b>	<b>169926</b>	<b>164759</b>	<b>162735</b>	<b>158724</b>

### TOTAL des animaux abattus chez les agriculteurs pratiquant l'abattage à la ferme pratiquant l'abattage à la ferme

	2008	2009	2010	2011
bovins	269	35	46	37
veaux	258	126	115	141
porcs	2570	1419	1239	1254
porcelets	5910	5856	5875	5553
ovins/caprins	670	43	42	538
chevaux	2	0	1	0
volailles	34529	28888	30992	34439
lapins	755	1541	1067	867
<b>TOTAL</b>	<b>44963</b>	<b>37908</b>	<b>39377</b>	<b>42829 *</b>

\* Les animaux abattus auprès de l'établissement Niessen figurent désormais dans les statistiques des animaux abattus dans les abattoirs agréés.

### INSPECTION DU GIBIER DANS LES CENTRES DE COLLECTE EN 2011

cerfs	315
chevreuils	2090
sangliers	1564
daims	49
mouflons	7

## RESULTATS DE L'INSPECTION DES VIANDES EN 2011

### SAISIES

#### 1) ABATTOIRS

	nombre de carcasses saisies	cadavres
gros bovins	61	3
veaux	1	2
porcs	309	90
porcelets	323	26
ovins/caprins	5	0
chevaux	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>700</b>	<b>121</b>

#### 2) AGRICULTEURS avec autorisation d'abattage à la ferme

	nombre de carcasses saisies	saisies partielles
bovins adultes	0	0
veaux	0	0
porcs	0	0
porcelets	1	13 foies
ovins/caprins	0	0
volailles	76	0
lapins	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>77</b>	<b>13 foies</b>

### D. L'organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA)

En 2011, le fonctionnement de l'OSQCA était assuré par 3 membres à tâche complète dont 2 agents dépendent directement de la direction du Ministère de la Santé et dont 1 fonctionnaire y est délégué par l'ASV. L'OSQCA compte 1 membre à tâche partielle qui est détaché de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture. Une révision des besoins en ressources humaines de l'OSQCA est nécessaire pour assurer ses tâches après le départ en 2009 et 2010 de 3 agents à tâche partielle pour d'autres missions.

Le plan pluriannuel de contrôle de la chaîne alimentaire (MANCP) et son rapport annuel intégré exigés par le règlement (CE) n°882/2004, sont réalisés par l'OSQCA qui met à jour le modèle des années précédentes à l'aide des informations reçues des administrations compétentes pour les contrôles officiels. Le document principal du MANCP ainsi que plusieurs fiches sur les systèmes de contrôle en place ont été actualisés en 2011. Ce plan est accessible au public sur le site [www.securite-alimentaire.lu](http://www.securite-alimentaire.lu). Le rapport annuel intégré des contrôles officiels 2010 regroupe tous les contrôles réalisés dans le cadre du règlement (CE) 882/2004 ; il a été finalisé et envoyé à la Commission européenne en décembre 2011.

L'OSQCA est le gestionnaire du système d'alerte rapide pour l'alimentation humaine et animale (RASFF) de la Commission européenne au Luxembourg. En 2011, un total de 3712 notifications ont été transmises dont 617 étaient des alertes et 1815 des rejets aux frontières. Aux notifications originales s'ajoutent 700 informations « pour attention », 550 informations « pour suivi » et 30 « simples » informations.



Les notifications de la Commission européenne concernant le marché du Luxembourg reçues par l'OSQCA ont été transmises après une première évaluation du risque aux administrations compétentes concernées qui s'adressent aux exploitants pour prendre les mesures nécessaires et en assurer le suivi. On compte 52 notifications de produits provenant du marché européen. Aucune notification concernant directement l'importation de produits au Luxembourg en 2011 n'a été issue. Le Luxembourg a reçu 2 informations « simples » ainsi que 5 informations « pour attention » par le RASFF. Les activités RASFF ont été accrues lors de la crise de l'EHEC en Europe pendant laquelle de maintes conférences téléphoniques et courriers électroniques avec la Commission et les Etats membres ont été assurés par l'OSQCA.

En contre-partie, les différentes administrations luxembourgeoises ont déclenché 25 notifications « originales » du Luxembourg vers le RASFF via l'OSQCA : 18 notifications « originales », 5 informations « de suivi » et 2 informations « simples ».

On peut noter l'évolution suivante en ce qui concerne les notifications « originales » luxembourgeoises depuis 2005 :

Luxembourg	2005 : 7	2006 : 7	2007 : 10	2008 : 11	2009 : 16	2010 : 23	2011 : 25
------------	----------	----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

Dans sa mission de point de contact national du Luxembourg en matière de sécurité alimentaire pour la Commission européenne et en tant que point focal pour l'EFSA (European food safety authority), l'OSQCA a répondu à une multitude de demandes d'information de la Commission et de l'EFSA après concertation avec les administrations nationales. Il est l'interlocuteur-coordonateur entre les instances internationales, les ministères, les administrations, les services ou les organisations scientifiques concernés.

Une autre mission de l'OSQCA est la coordination de la formation continue des agents chargés de procéder aux contrôles officiels. Ceci implique des formations au niveau national en collaboration avec l'INAP. Ainsi ont été organisées 4 formations spécifiques s'étendant sur 1 à 6 jours pour les agents de contrôle officiel. L'OSQCA a également collaboré à la mise en place de formations prévues par les administrations destinées aux exploitants du secteur alimentaire ; ces formations sont assurées par les agents des administrations chargés de la mise en œuvre des systèmes de contrôle respectifs. Au niveau européen, où l'OSQCA fonctionne comme point de contact pour le programme « Better Training for Safer Food (BTSF) » qui est géré par la Commission européenne et l'Agence exécutive pour la Santé et les Consommateurs (EAHC), 36 agents du contrôle officiel luxembourgeois ont participé à 18 formations différentes.

L'Office alimentaire et vétérinaire (OAV) de la Commission européenne a réalisé trois missions d'audit (specific / thematic audits) sur les systèmes de contrôles officiels en place au Luxembourg. L'OSQCA a assuré les échanges d'informations entre les différents acteurs, accueilli les inspecteurs de l'OAV et assumé le rôle de premier interlocuteur lors des réunions.

La première évaluation de l'OAV en janvier portait sur les systèmes de contrôles officiels de la production de viande et de produits de volaille et les programmes de contrôles nationaux des salmonelles dans certaines populations de volailles. En juin, l'OAV se concentrait sur les contrôles des résidus et des contaminants dans les animaux vivants et leurs produits ainsi que le contrôle de la distribution des médicaments vétérinaires et de l'identification des équidés. La dernière visite de l'OAV en décembre faisait fonction d'audit général de suivi (general follow up audit) visant à évaluer les systèmes de contrôle de la sécurité alimentaire au Luxembourg sur tous les résultats d'audit recueillis par l'OAV en 2010 et de 2011.

Les membres de l'OSQCA ont représenté le Luxembourg à diverses réunions auprès de la Commission européenne, de l'OAV et de l'EFSA lors de groupes de travail ayant trait à la sécurité de la chaîne alimentaire. Il a aussi représenté le Luxembourg dans des réunions BENELUX.

On peut noter notamment les réunions relatives à la révision du règlement CE 882/2004, au plan de contrôle national pluriannuel (MANCP), aux systèmes d'audits nationaux des administrations compétentes, au système d'alerte rapide RASFF et au programme « Better Training for Safer Food ».

L'OSQCA est représenté auprès de l'EFSA pour prendre part aux réunions des points focaux de l'EFSA et à celles traitant l'EFSA-IEP (information exchange platform). D'autres groupes de travail visités auprès de l'EFSA portent sur l'élaboration d'une base de données pan-européenne sur les habitudes de consommation de denrées alimentaires, sur la mise en place de la « crisis preparedness de l'EFSA », sur l'élaboration des « methods and principles on risk assessment activities » et sur la discussion sur les « chemical occurrence data ».

Sur le plan national des réunions sont organisées par l'OSQCA en groupe de travail dans le but de renforcer la collaboration entre les administrations impliquées dans le contrôle de la chaîne alimentaire. Ces groupes de travail sont composés de membres de l'OSQCA et de représentants des administrations concernées par le sujet traité. Les sujets et les projets qui en découlent sont fixés sur demande ou par des échanges inter-administratifs dans des groupes de travail. Une réunion du groupe de travail « foires et marchés » a été convoquée.

Par ailleurs, le comité de pilotage composé de membres de l'OSQCA et des directeurs et / ou les chefs de service des administrations compétentes s'est réuni à 3 reprises pour discuter des priorités actuelles, des stratégies à adopter et des activités de contrôle.

L'OSQCA a donné des avis sur 4 questions touchant à la sécurité alimentaire aux ministères et administrations intéressés ainsi qu'au Parlement luxembourgeois.

Le quatrième colloque « La sécurité dans mon assiette » a été organisé en mai 2011 par l'OSQCA. Au cours de cette journée des actualités scientifiques dans le domaine de la sécurité alimentaire, des nouveautés dans l'organisation des contrôles officiels ainsi que le rôle de l'EFSA, sa présence et ses moyens dans les Etats membres ont été présentés. L'OSQCA a invité des représentants de la Commission européenne, de l'EFSA, des points focaux transfrontaliers et divers experts. Le colloque était bien visité de la part des administrations, des laboratoires, des exploitants et des centres de recherche publics impliqués dans la chaîne alimentaire. Il a permis de nombreux échanges entre les experts des différents secteurs actifs pour la sécurité alimentaire.

Tout au long de l'année, l'OSQCA a également tenu à jour son portail internet [www.securite-alimentaire.lu](http://www.securite-alimentaire.lu). L'OSQCA a traité ou redirigé vers les administrations compétentes toutes les réclamations, plaintes et demandes d'informations de citoyens en relation avec la sécurité alimentaire réceptionnées via un formulaire en ligne sur le site internet. Des fiches informatives pour le secteur ont également été publiées sur le site. En cas d'incidents alimentaires, le portail internet sert de plus en plus de plateforme importante où les administrations peuvent insérer leurs informations destinées au public.

## **E. Les mouvements internationaux**

### **1. Les échanges intracommunautaires d'animaux vivants et de produits d'animaux**

#### **Les introductions en provenance des pays de l'U.E.**

<b>espèce d'animaux</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
bovins d'élevage et de rente	4471	3565	3569	3832
bovins de boucherie	350	423	425	807
porcs d'élevage et de rente	67570	60142	65502	69574
porcs de boucherie	46324	42368	49352	43358
chevaux	93	94	258	226
ovins	266	672	313	349
caprins	518	1813	219	245
volailles	156062	144619	153553	248886

#### **Les échanges à destination des pays de l'U.E**

<b>espèce d'animaux</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
bovins d'élevage et de rente	5190	5775	4459	4894
bovins de boucherie	19166	20875	19706	24013
veaux	10526	12306	14698	14886
porcs d'élevage et de rente	230	292	483	1317
porcs de boucherie	57440	53061	72794	74465
porcelets	12149	16549	17383	14444
chevaux	66	76	276	193
ovins	773	318	489	1038
caprins	327	280	390	804
lapins	1993	0	1018	440
autruches	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
volailles	75817	92172	94869	90843
autres	6881	2445	n.d.	n.d.

## **Le Poste d'inspection frontalier (PIF) - Findel:**

### **Les animaux vivants**

<b>Animaux</b>	<b>Nombre de lots</b>	<b>Nombre d'animaux</b>
Chevaux	588	588
Mini chevaux	55	65
Ânes	3	3
Mini ânes	14	23
Poneys	3	3
Bovins	3	39
Suidés	52	2816
Poissons tropicaux	9	44500
Carnivores	1	52
Tigres	1	3
Hyène	1	1
Chiens	4	4
Chats	1	2
Rodentia	1	918
Autres mammifères	1	40
<b>Total</b>	<b>737</b>	

### **Les produits d'origine animale**

<b><u>Catégorie</u></b>	<b><u>Nombre de lots</u></b>
Viande équine	271
Viande de bison	96
Viande de gibier	8
Viande bovine	1
Filets de poissons	106
Caviar	5
Poissons séchés	1
Boyaux salés	72
Propolis	1
Pates de crevettes	1
Sauces préparées	3
Additifs alimentaires	1
Trophées	342
Sperme bovin	38
Embryons bovins	5
Poudre de foie	1
Aliments pour chiens et chats	1
Additifs alimentaires pour chats	1
Glandes pulvérisées	1
Poils de chèvres	1
<b>Total :</b>	<b>956</b>

### Les importations au PIF

	Nombre total de lots	Lots rejetés	Nombre d'analyses	Nombre de lots en transit
Température ambiante	79	1	8	
Réfrigéré	487	1	64	
Congelé	0	0	0	
<b>Total consommation humaine :</b>	<b>566</b>	<b>2</b>	<b>72</b>	
Température ambiante	347	3	0	4
Réfrigéré	0	0	0	
Congelé	43	0	0	
<b>Total non-consommation humaine :</b>	<b>390</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	
<b>Total produits :</b>	<b>956</b>	<b>5</b>	<b>72</b>	<b>4</b>
Ongulés	55			24
Équidés	663		11	46
Autres	19		0	0
<b>Total animaux vivants :</b>	<b>737</b>		<b>11</b>	<b>70</b>

### Les statistiques pluriannuelles

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Produits animaux</b>								
HC	1264	704	701	827	807	779	574	566
NHC	1212	508	913	941	850	732	576	390
<b>Total</b>	<b>2476</b>	<b>1212</b>	<b>1614</b>	<b>1768</b>	<b>1657</b>	<b>1511</b>	<b>1150</b>	<b>956</b>
<b>Animaux vivants</b>								
Ongulés	19	22	31	15	29	85	70	55
Équidés	909	930	485	681	627	505	527	663
Autres	48	107	66	87	101	115	53	19
<b>Total</b>	<b>976</b>	<b>1059</b>	<b>582</b>	<b>783</b>	<b>757</b>	<b>705</b>	<b>650</b>	<b>737</b>
<b>Total des lots</b>	<b>3452</b>	<b>2271</b>	<b>2196</b>	<b>2551</b>	<b>2414</b>	<b>2216</b>	<b>1800</b>	<b>1693</b>

### Les saisies de produits d'origine animale destinés à la consommation humaine à l'Aérogare de Findel/Luxembourg

En 2011, l'Administration des Douanes et Accises a procédé à 125 saisies de colis illégaux de produits d'origine animale, notamment de :

211 kg de viande et de produits à base de viande ;  
83 kg de lait et de produits laitiers ;  
68 kg de produits de la pêche.

Tous ces produits ont été éliminés et détruits sous la surveillance de l'ASV.

## 2. Le pacage

### a) Le pacage en zones étrangères de bétail luxembourgeois

Pendant la bonne saison, le bétail passe dans des pâtures transfrontalières, soit du Grand-Duché de Luxembourg vers les Etats membres avoisinants, soit, le cas échéant, à l'inverse à partir d'autres Etats membres vers le Luxembourg. Ces échanges temporaires se font sous contrôle vétérinaire et se répartissent de la façon suivante :

pays de destination	autorisations accordées	bovins	ovins	chèvres	chevaux
Belgique	71	4.094	20	0	0
France	10	384	0	0	0
Allemagne	9	340	0	0	0
Total	90	4.818	20	0	0

### b) Le pacage en territoire luxembourgeois de bétail étranger

pays d'origine	autorisations accordées	bovins	ovins
Belgique	0	0	0
France	1	8	0
Allemagne	1	0	29
Total	2	8	29

A noter qu'au niveau Benelux, un accord a été élaboré en 2007 en vue d'améliorer le suivi sanitaire des animaux échangés tout en évitant la surcharge administrative.

## F. Le bien-être des animaux

De par la loi, l'ASV est l'autorité compétente en matière de bien-être animal.

La surveillance du bien-être animal concerne les conditions de détention, de transport et d'abattage des diverses espèces animales.

La surveillance du bien-être des animaux de production se fait partiellement en synergie avec les agents de l'Unité de Contrôle (UNICO) fonctionnant auprès du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, alors que les vétérinaires-praticiens y collaborent par deux visites annuelles des élevages dans le cadre de l'épidémio-surveillance.

En 2011, l'ASV a procédé à 128 visites spécifiques sur 63 exploitations.

## G. Le clos d'équarrissage

Le centre de collecte intermédiaire du Clos d'Equarrissage au Schwanenthal est géré par la firme RENDAC C.E.S. sur la base d'une convention avec l'Etat luxembourgeois datée du 11 avril 2011.

Cette société assure à la fois la collecte des cadavres des animaux de production et de compagnie ainsi que les sous-produits provenant du secteur agro-alimentaire.

Dans le cadre des mesures préventives à l'égard des encéphalopathies spongiformes transmissibles, les cadavres d'animaux et les sous-produits ne sont plus

réutilisés dans la fabrication de farines animales. Depuis le 1er janvier 2001 les cadavres bovin, ovin et caprin sont systématiquement soumis à un test de détection rapide en matière des encéphalopathies spongiformes transmissibles (bovins âgés > 24 mois, ovins et caprins âgés > 18 mois).

Le tableau ci-après donne un aperçu sur le nombre de cadavres ramassés :

Avortons de bovidés	511
Veaux	10.066
Gros bovins	5.298

**Total bovidés : 15.875**

Déchets truies/porcelets	1.514
Porcelets	1.882
Porcs	4.166
Truies/verrats	424

**Total porcins : 7.986**

Divers	1.382
Volailles	423
Ovins & caprins	1.252
Chevaux & poulains	310
Agneaux	1.083

#### **H. Les règlements grand-ducaux entrés en vigueur en 2011**

- Règlement grand-ducal du 23 octobre 2011 concernant la surveillance et la lutte contre la diarrhée virale bovine et la maladie des muqueuses bovines.
- Règlement grand-ducal du 25 novembre 2011 concernant l'abattage à la ferme des ongulés domestiques provenant de cette exploitation, la fabrication de produits à base de viande et la mise sur le marché de ces viandes et de ces produits.
- Règlement grand-ducal du 6 décembre 2011
  - portant application des articles 26 à 29 du règlement (CE) no 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux ;
  - fixant les montants des taxes visées à l'article 3 de la loi du 28 décembre 1992 réglant l'inspection des viandes et la surveillance des établissements dans lesquels sont traités ou entreposés des viandes ou produits de viandes et modifiant la loi du 29 août 1976 portant création de l'ASV et déterminant les modalités de leur perception.

#### **I. Le Laboratoire de Médecine Vétérinaire (LMVE)**

L'année 2011 était caractérisée par une activité très importante dans le diagnostic BVD.

##### **Procédure**

- Les échantillons de sang-EDTA sont analysés en pools de 20.
- S'ils sont positifs, ils sont subdivisés en 4 pools de 5.
- Les positifs restants sont analysés individuellement.
- Les biopsies sont analysées en pools de 10.
- S'ils sont positifs, ils sont analysés individuellement.

### **La maladie virale diarrhéique bovine/ Maladies des muqueuses (BVD/MD)**

Maladie	Espèce	Echantillon	Test	négatif	douteux	positif	Total
BVD	bovin	Sang	ELISA-Ac	1.074	17	407	1.498
BVD	bovin	Sang	ELISA-Ag	14.440	9	279	14.728
BVD	bovin	Sang-EDTA	PCR	40.934		800	41.734
BVD	bovin	biopsies		40.895		696	41.591
							98.053

Proportions des tests PCR/ELISA-Ag :

PCR : 85%

ELISA-Ag : 15%

### **La peste porcine classique (PPC)**

Maladie	Espèce	Echantillon	Test	négatif	douteux	positif	Total
PPC	porcins	Amygdales	PCR	2		0	2
PPC	sangliers	Amygdales		138		0	138
PPC	porcins	Sang	ELISA-Ac	349		0	349
PPC	sangliers	Sang	ELISA-Ac	224	3	2	229

### **La fièvre catarrhale ovine (FCO)**

Maladie	Espèce	Echantillon	Test	négatif	douteux	positif	Total
FCO	bovins	Sang EDTA	PCR	74		2	76
FCO	caprins	Sang-EDTA	PCR	2		0	2
FCO	ovins	Sang-EDTA	PCR	4		0	4
FCO	gibier	Sang-EDTA	PCR	3		0	3

### **La maladie d'Aujeszky**

Maladie	Espèce	Echantillon	Test	négatif	douteux	positif	Total
Aujeszky	porcins	Sang	ELISA	170		1	171
Aujeszky	sangliers	Sang	ELISA	221	20	71	312

### **La leucose bovine enzootique (LBE)**

Maladie	Espèce	Echantillon	Test	négatif	douteux	positif	Total
LBE	bovins	sang	ELISA	603	8	2	613
		lait collecte	ELISA	765	1	2	768

### **La maladie Maedi-Visna.(M.V.)**

Maladie	Espèce	Echantillon	Test	négatif	douteux	positif	Total
M.V.	ovins	sang	ELISA	123	0	10	133

### **L'arthrite/encéphalite caprine (AEC)**

Maladie	Espèce	Echantillon	Test	négatif	douteux	positif	Total
AEC	caprins	sang	ELISA	3	0	0	3



## **La brucellose**

Maladie	Espèce	Echantillon	Test	négatif	douteux	positif	Total
Brucellose	bovins	Lait collecte	ELISA	798	0	0	798
Brucellose	bovins	sang	ELISA	564	0	2	566
Brucellose	caprins	sang	ELISA	8	0	0	8
Brucellose	ovins	sang	ELISA	114	0	0	114
Brucellose	cervidé	sang	ELISA	1	0	0	1
Brucellose	porcins	sang	BT	164	0	0	164

### **Remarque:**

Les 2 bovins trouvés positifs en ELISA ont été trouvés négatifs en BT et un en SAL.

3.105 SAL -, BT -  
BT -

## **La para-tuberculose (Ptb)**

Maladie	Espèce	Echantillon	Test	négatif	douteux	positif	Total
Ptb	bovins	Sang	ELISA-Ac	11344	60	309	11713
Ptb	caprin	Sang	ELISA-Ac	22		22	44
Ptb	cerf	Sang	ELISA-Ac	1		0	1
Ptb	bovins	lait	ELISA-Ac	29636	275	522	30433
Ptb	bovins	MF	PCR	923	24	392	1339
Ptb	caprins	MF	PCR	12	3	27	42
Ptb	cerf	MF	PCR	0		1	1

## **Les différents agents zoonotiques et des germes de mammites ont été détectés au cours de l'année 2011:**

Agent	espèce	Ech.	Test	négatif	positif	Total	Prév	Typage	Nbre
Campylobacter	bovin	MF	Culture	6	11	17	0,55	C.jejuni	2
Campylobacter								C.coli	0
Campylobacter	volaille	MF	Culture	1	1	2		C.jejuni	0
Campylobacter								C.coli	1
Salmonella	volaille	chaussettes	Culture	258	6	264		S. Hessarek	2
Salmonella	volaille	MF	Culture	53	0	53			
Salmonella	volaille	mélange org	Culture	9	0	9			
Salmonella	volaille	poussière	Culture	12	0	12			

Remarque: 11 exploitations de volailles ont été analysées dans le cadre du plan de lutte contre les salmonelles

Agent	espèce	Ech.	Test	négatif	positif	Total	Prév	Typage	Nbre
Salmonella	bovins	mélange org	culture	14	0	14			
Salmonella	caprins	mélange org	culture	4	0	4			
Salmonella	lapins	mélange org	culture	2	0	2			
Salmonella	ovins	mélange org	culture	3	0	3			
Salmonella	porcins	mélange org	culture	2	0	2			
Trichines	porcins	diaphragme	digestion	1963	0	1963			
Trichines	Sangliers		digestion	918	0	918			
Trichines	équins	muscle	digestion	41	0	41			
Trichines	Total			2922	0	2922			

### Les agents analysés en sous-traitance

Agent	espèce	Ech.	Test	négatif	positif	Total	Prév
Fièvre Q	caprins	lait	PCR	4	1	5	
Fièvre Q	caprins	frottis	PCR	1	0	1	
Fièvre Q	caprins	organes	PCR	0	1	1	
Echinococcus multilocularis	renard	mf	PCR	27	9	36	<b>0,25</b>
Rage	renard	cerveaux	isolement	31	0	31	
Trichines	renard	diaphragme	digestion	26	0	26	

Vu que 3 cas de fièvre Q ont été détectés dans une ferme (3 avortons), il est important d'analyser les cheptels caprins pendant la période de l'agnelage, au moins les avortements. L'échantillon de choix devrait être le frottis vaginal.

### Les mammites

Bactérie	espèce	Echantillon	Test	Nbre	Prév.	en%
négatif	bovin	Lait	Culture	21	0,124260355	12,5
Contaminations				32	0,189349112	19
Staphylococcus aureus				49	0,289940828	29
Sta. Coagulase négative				17	0,100591716	10
Streptococcus uberis				12	0,071005917	7
Streptococcus agalactiae				1	0,00591716	0,6
Str, dysgalactiae				5	0,029585799	3
Streptococcus D				6	0,035502959	3,6
Streptococcus G				5	0,029585799	3
E.coli				12	0,071005917	7
Levures				9	0,053254438	5,3
Total				169	1	100

Vu le pourcentage important des contaminations constatées lors des analyses, il est impératif de prévenir ces contaminations par des techniques de prélèvements hygiéniques (propres). Les cultures négatives suspectant des usages préalables non conformes d'antibiotiques rangent au 3<sup>ème</sup> plan.

## **Les antibiogrammes**

### **Les salmonelles**

Liste des antibiotiques		Abbréviation
Amoxycilline+Clavulanate	=	Amo+Cl
Ampicilline	=	Amp
Cefotaxime	=	Cef
Chloramphenicol	=	Chlor
Ciprofloxacine	=	Cipro
Gentamycine	=	Genta
Kanamycine	=	Kana
Nalidixane	=	Nal
Streptomycine	=	Strep
Tétracyclines	=	Tétra
Triméthoprim	=	Trim
Triméthoprim + Sulfamide	=	Trim+sulf
Colistine	=	Col
Sulfonamides	=	Sulf
Neomycine	=	Neo
Florfenicol	=	Flor

### **Les Campylobacters**

Amoxycilline+Clavulanate		Amo+Cl
Ampicilline		Amp
Erythromycine		Eryth.
Ciprofloxacine		Cipro
Chloramphenicol		Chlor
Gentamycine		Genta
Nalidixane		Nal
Kanamycine		Kana
Tétracyclines		Tétra

### **Les germes Gram+ des mammites**

Amoxycilline+Clavulanate		Amo+Cl
Ampicilline		Amp
Gentamycine		Genta
Tétracyclines		Tétra
Triméthoprim		Trim
Penicilline		Pén
Erythromycine		Eryth.
Enrofloxacin		Enro

## Les germes Gram- des mammites

Amoxycilline+Clavulanate		Amo+Cl
Ampicilline		Amp
Chloramphenicol		Chlor
Ciprofloxacine		Cipro
Tétracyclines		Tétra
Triméthoprim + Sulfamide		Trim+sulf

Sensible	=	S
Intermédiaire	=	I
Résistant	=	R

## Les salmonelles

Antibiotique	Germe	S	I	R	Total
Amo+Cl	S. typhimurum	1	2	0	3
Amp		1	0	2	3
Cef		3	0	0	3
Chlor		3	0	0	3
Cipro		3	0	0	3
Genta		3	0	0	3
Kana		3	0	0	3
Nal		2	1	0	3
Strep		0	0	3	3
Tétra		0	0	3	3
Trim		1	0	2	3
Trim+sulf		1	1	0	2
Col		1	1	1	3
Sulf		1	0	1	2
Neo		1	1	0	2
Flor		1	0	0	1
Amo+Cl	S. t. monop	1	0	1	2
Amp		1	0	1	2
Cef		2	0	0	2
Chlor		2	0	0	2
Cipro		2	0	0	2
Genta		2	0	0	2
Kana		1	1	0	2
Nal		1	1	0	2
Strep		0	0	2	2
Tétra		0	0	2	2
Trim		0	0	2	2
Trim+sulf		1	0	0	1
Col		1	0	1	2
Sulf		0	0	2	2
Neo		1	0	1	2
Flor		2	0	0	2

## **Les Campylobacters**

Germe	Antibiotiques	S	I	R	Total
Campylobacter jejuni	Amo+Cl	6	1	3	10
	Amp	6	0	4	10
	Eryth.	10	0	0	10
	Cipro	5	0	5	10
	Chlor	10	0	0	10
	Genta	10	0	0	10
	Nal	5	0	5	10
	Kana	10	0	0	10
	Tétra	10	0	0	10
Campylobacter coli	Amo+Cl	1	1	0	2
	Amp	2	0	0	2
	Eryth.	1	0	1	2
	Cipro	0	0	2	2
	Chlor	2	0	0	2
	Genta	2	0	0	2
	Nal	0	0	2	2
	Kana	2	0	0	2
	Tétra	0	0	2	2

## **Les germes de mammites**

Germe	Antibiotiques	S	I	R	Total
Staphylococcus aureus	Amo+Cl	7	0	0	7
	Amp	5	0	1	6
	Genta	5	2	0	7
	Tétra	2	0	0	2
	Trim	1	0	0	1
	Pén	5	1	1	7
	Eryth.	2	0	0	2
	Enro	4	0	0	4
Streptococcus agalactiae	Amo+Cl	1	0	0	1
	Amp	1	0	0	1
	Genta	1	0	0	1
	Pén	1	0	0	1
Streptococcus dysgalactiae	Amo+Cl	4	0	0	4
	Amp	4	0	0	4
	Genta	4	0	0	4
	Pén	4	0	0	4
	Enro	1	1	0	2
	Eryth.	0	1	0	1
Streptococcus uberis	Amo+Cl	13	0	0	13
	Amp	13	0	0	13
	Pén	13	0	0	13
E.coli	Amo+Cl	11	0	0	11
	Amp	10	0	0	10
	Chlor	13	0	0	13
	Cipro	13	0	0	13
	Tétra	10	0	0	10
	Trim+sulf	4	0	0	4

## J. Le contrôle des denrées alimentaires à base de viande

Le laboratoire de contrôle des denrées alimentaires d'origine animale du LMVE (LMVE-DAV) a été sollicité par des demandes d'analyses concernant des aliments (étude de base BSLM de la Commission Européenne et des agents de santé publique grand-ducaux), des échantillons provenant d'abattoirs et de recherches de substances inhibitrices.

### L'étude de base de l'Union Européenne sur Listeria monocytogènes

	Listeria mono. recherche	Listeria mono dénombrement *	Activité de l'eau	pH
Positif	6	2	/	/
> limite de détection	/	2	/	/
< critère		0		
Négatif	118	122	/	/
TOTAL	124	124	30	30

\* limite de détection 10 germes/g

Matrices analysées : poissons fumés, fromages, produits de charcuterie

Remarque préliminaire: « *non réalisé* » dans les tableaux qui suivent ci-contre veut dire que ce paramètre n'a pas été recherché pour des raisons pertinentes sur des échantillons auxquels se rapporte le chiffre sous rubrique. En effet, tous les paramètres ne sont pas systématiquement effectués sur chaque échantillon.

### La microbiologie des denrées alimentaires à base de viande ou produits de la pêche

	Privés	Inspection Vétérinaire	Autres vétérinaires	DS-Secualim	total
<b>Demandes</b>	4	202	4	1	<b>211</b>
Routine / anomalie	0/4	200/2	4/0	0/1	204/7
<b>Echantillons</b>	4	856	17	2	<b>879</b>
routine/anomalie	0/4	849/7	17/0	0/2	866/13

Il faut y ajouter 7 demandes de ringtests avec 84 échantillons et 147 analyses et 2 demandes internes avec 18 échantillons et 36 analyses.

### Détails

#### Les germes pathogènes, tests qualitatifs:

Germe recherché	Positif confirmé par culture	négatif	Non réalisé
Listeria monocytogènes	173	683	18
EHEC	0	456	418
Campylobacter	En tout 72	452	350
	Dont Campylobacter jejuni 41 Campylobacter coli 29 Campylo. jejuni+coli 1 Campylobacter non typable 1		
Salmonella Aliments positif (en culture !):	14 dont : 3 Derby 1 Hadar 1 Infantis 1 Kentucky 1 Thompson 3 typhimurium 1 typhimurium monophasique	855	5

### **Les germes en dénombrement (aliments):**

Germe recherché	Limite De Détection (germes/g)	Nombre d'échantillons au-delà de la limite de détection	Nombre d'échantillons en-dessous de la limite de détection (=négatifs)	Nombre d'échantillons non dénombrés
Listeria monocytogènes	10	13	843	18
E. Coli	10	229	339	306
Entérobactéries	10	76	211	587
Clostridium perfringens*	10	54	765	55
Staphylococcus aureus*	10	193	642	39
Germes mésophiles	10/(1000**)	231	53	590
Flore lactique	(1000**)	153	127	594

\* Norme ISO

\*\* si première dilution à 1000

En résumé : 314 demandes d'analyses, 1105 échantillons analysés, 7130 analyses réalisées

### **Les examens bactériologiques des carcasses suspectes dites « d'abattage d'urgence »**

5 écouillons sur carcasses de porcs ont été testés sur Salmonella, tous ont été négatifs.

Concernant les carcasses avec examen bactériologique, nous avons réalisé 466 analyses sur 34 demandes, soit 99 échantillons de bovins.

### **Les paramètres analysés pour chaque échantillon:**

	Salmonella	Substances inhibitrices	Coliformes **	Cocciformes **	Clostridia sulfito-réducteurs **
Positif (=culture)	0	1	55 dont 23 muscles	85 dont 28 muscles	0
Négatif (=pas de culture)	99	69	44	14	99
Non analysé	0	29*	0	0	0

\* ne sont utilisés que le rein et le cœur

\*\* lecture du résultat semi-quantitative, il n'existe pas encore de critères officiels pour les seuils d'acceptabilité.

L'examen bactériologique ne contribue qu'un élément à la prise de décision par le vétérinaire inspecteur des viandes.

### **La recherche de résidus**

### **La recherche de substances inhibitrices (groupe B1) par la méthode des 4 plaques**

1 demande avec 2 échantillons de bovins avec résultat négatif.

Le faible nombre d'échantillons s'explique du fait que la méthode utilisée n'est pas accréditée.

En résumé, en tout: 345 demandes pour 1.082 échantillons résultant en 7.382 analyses.

**Les analyses effectuées dans le cadre de la directive 96/23 organisant la surveillance des résidus et autres substances**

Durant l'année 2011, 762 échantillons ont été prélevés dans différentes denrées alimentaires d'origine animale suivant le tableau ci-dessous.

ESPECE/PRODUIT	NOMBRE
LAIT	325
BOVINS	107
PORCS	73
ŒUFS	98
GIBIER	100
LAPINS	14
MIEL	30
OVINS	15
<b>TOTAL</b>	<b>762</b>

Sur ces 762 échantillons, 1.294 analyses ont été effectuées pour rechercher les substances des différents groupes suivant le tableau ci-dessous.

CLASSE RESIDUS	BOVINS	PORCS	OVINS	LAPINS	GIBIER	LAIT	ŒUFS	MIEL
A1	31	8	1	1	0	0	0	0
A2	4	6	1	1	0	0	0	0
A3	31	8	1	1	0	0	0	0
A4	31	8	1	1	0	0	0	0
A5	7	5	1	1	0	0	0	0
A6	14	9	1	1	0	140	17	10
B1	13	14	1	1	0	175	17	10
B2a	3	4	1	1	15	175	17	0
B2b	3	4	1	1	0	0	12	0
B2c	7	7	1	1	15	18	0	5
B2d	4	4	1	0	0	0	0	0
B2e	4	4	1	1	0	140	0	0
B2f	4	4	1	0	0	0	0	0
B3a	3	4	1	1	30	30	32	5
B3b	7	7	1	1	15	15	15	5
B3c	0	0	1	1	30	20	0	5
B3d	4	4	1	0	10	15	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>170</b>	<b>100</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>115</b>	<b>728</b>	<b>110</b>	<b>40</b>

A l'exception du groupe B3c (Métaux lourds) et B3d (Mycotoxines) dans le lait, toutes les analyses ont été réalisées dans des laboratoires en Belgique.

Tous les résultats ont été satisfaisants.



## **Les classes**

Groupe A : substances ayant un effet anabolisant et substances non-autorisées

Groupe B : Médicaments vétérinaires et contaminants

B1	substances antibactériennes, y compris les sulfamides et quinolones
B2a	anthelminthiques
B2b	coccidiostatiques
B2c	carbamates et pyréthroïdes
B2d	tranquillisants
B2d $\beta$ bl.	$\beta$ -blocker
B2e	AINS
B2f	corticostéroïdes
B3a	organochlorés
B3b	organophosphorés
B3c	métaux lourds
B3d	mycotoxines
PSP, DAP, ASP	biotoxines marines

## **XI. LA SYLVICULTURE**

### **A. La certification des forêts**

La certification des forêts est un instrument volontaire qui est susceptible de promouvoir la gestion durable des forêts. Dans le cadre de ses activités de promotion du développement durable, le Gouvernement tient depuis quelques années à soutenir les initiatives de certification en tant qu'instruments de marché volontaires.

Deux systèmes sont applicables au Luxembourg, le FSC et le PEFC. Ils ont été analysés et déclarés conformes aux critères d'une gestion durable des forêts par le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures. Le choix de l'un ou l'autre système incombe aux propriétaires.

#### **1. La certification FSC des forêts**

En 2011, l'ANF a contribué à la poursuite des travaux de certification FSC. Les travaux peuvent être résumés comme suit :

- certification FSC individuelle : gestion administrative, audit externe, mise en œuvre des obligations découlant de l'audit externe ;
- certification FSC de groupe : gestion administrative du groupe, audit externe, mise en œuvre des obligations découlant de l'audit externe ;
- diverses réunions avec FSC-Luxembourg.

La surface forestière certifiée FSC s'est élevée en 2011 à 21.196 hectares, ce qui correspond à 23,5 % de la surface forestière totale. L'Etat avec 11.880 hectares ainsi que 35 communes avec en tout 9.315 hectares se sont engagés dans le système FSC. Aucun propriétaire forestier privé s'est engagé dans la certification FSC.

#### **2. La certification PEFC des forêts**

En 2011, l'ANF a contribué à la poursuite des travaux de certification PEFC. Plusieurs volets peuvent être distingués :

- la mise en œuvre du système PEFC : gestion du « Système de Management Environnemental », audit interne, audit externe terrain, audit externe des documents ;
- diverses réunions avec PEFC-Luxembourg ;
- la révision du schéma intitulé « Luxembourg Certification Scheme for Sustainable Forest Management ».

Chaque pays développe son propre système (schéma) national de certification basé sur la législation nationale en vigueur et les critères, indicateurs et recommandations des Conférences Interministérielles de Protection des Forêts Européennes. Le schéma luxembourgeois de certification forestière et spécialement les normes de gestion forestière et leur mise en application sont révisées tous les 5 ans en tenant compte de nouvelles connaissances scientifiques et de l'expérience pratique. Le certificat PEFC luxembourgeois a expiré en octobre 2010. Pour cette raison, il y avait lieu de faire une révision du schéma. Cette révision devait être participative, juste et transparente et avait pour objectif d'améliorer et de faire évoluer la gestion forestière au Luxembourg vers un idéal de durabilité et ce, de façon continue. Les travaux réalisés en 2011 peuvent être résumés à la continuation et finalisation du processus de révision du schéma luxembourgeois et à la préparation pour l'adaptation de la fiche technique comme résultat de la révision du schéma.

La surface forestière certifiée PEFC s'est élevée en 2011 à 28.440 hectares, ce qui correspond à 31,6 % de la surface forestière totale. L'Etat avec 11.880 hectares, 35 communes avec en tout 13.652 hectares, 1 établissement public avec 691 hectares ainsi que 76 propriétaires privés avec en tout 2.216 hectares se sont engagés dans le système PEFC.

## **B. Les projets Interreg**

### **1. Le projet Proholz-Probois**

Alors que le projet Interreg IIIB « Proholz-Probois » s'est officiellement terminé fin octobre 2008, l'ANF poursuit certaines activités de ce projet sur fonds propres. L'objet de ce projet est la sensibilisation du grand public au secteur du bois et des forêts. En 2011, l'administration a participé à l'organisation du Weekend du Bois qui est l'événement annuel des Routes du Bois. Le Weekend du Bois a pour objectif de mettre en évidence toute la richesse économique, sociale et environnementale de la forêt et du bois en Wallonie et au Grand-Duché de Luxembourg. Le Weekend du Bois permet au grand public (plus de 40.000 personnes en 2011) de découvrir l'ensemble de la filière bois (sylviculture, exploitation forestière, transformation du matériau bois...) et la forêt sous un jour nouveau et d'apprendre à les apprécier dans toute leur diversité. Cette découverte se fait au travers d'une multitude d'activités sportives, pédagogiques, ludiques, artistiques ou festives, telles que promenades commentées ou contées, ateliers créatifs, portes-ouvertes en entreprises ou encore démonstrations en tout genre. Cette très grande diversité permet à la fois de découvrir l'ensemble des facettes de la forêt et du bois et de toucher un très large public, y compris les enfants et les écoles.

### **2. Les projets Regiowood et Coforko**

L'ANF assure depuis 2009 un suivi méthodologique des activités des projets Interreg IVA « Regiowood » et « Coforko » au Luxembourg. Les activités du projet Regiowood ont été exécutées au Luxembourg par l'asbl Letzebuerger Privatbesch et concernent avant tout la sensibilisation des entreprises forestières pour un regroupement au sein d'une fédération et la sensibilisation des propriétaires forestiers privés pour une gestion durable de leurs forêts, y compris la mobilisation de leurs ressources de bois. Les activités du projet Coforko concernaient la promotion de systèmes sylviculturaux proche de la nature. Ces deux projets ont été clôturés en 2011. Les résultats sont disponibles sur les sites internet respectifs des projets ([www.regiowood.eu](http://www.regiowood.eu) et [www.coforko.eu](http://www.coforko.eu)).

## **C. Le suivi du Programme Forestier National**

Le programme forestier national (PFN) est un programme intersectoriel d'orientation stratégique pour le développement du secteur forestier en harmonie avec les autres secteurs de l'économie nationale qui est placé sous le patronage conjoint du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et du Ministère ayant dans ses attributions l'environnement. Le PFN a pour objet d'établir un cadre social et politique pour la conservation, la gestion et le développement durable de tous les types de forêts, de façon à renforcer l'efficacité des engagements opérationnels et financiers des secteurs publics et privés.

Les travaux du 1er PFN au Luxembourg ont débuté en novembre 2003 pour aboutir en mars 2004 à la formulation d'un document national de consensus reprenant les défis pour la forêt luxembourgeoise, une vision globale pour la forêt de demain, les grands objectifs et des propositions de mesures pour la forêt. Plus de 60 personnes représentant des secteurs public (Ministères de l'Agriculture, des Finances, de l'Economie, de l'Environnement, du Tourisme...), privé (propriétaires, gestionnaires,

exploitants, industries du bois, chambres professionnelles, Syndicats professionnels...), associatif (clubs et associations de naturalistes, sportifs, chasseurs...) et scientifique (musées, experts, bureaux d'études et centre de recherche, écoles et universités...) ont participé à ces travaux.

Une réunion de suivi a été organisée en juillet 2011 pour informer les partenaires sur la mise en œuvre du règlement européen de mise sur le marché du bois (CE 995/2010), les activités de suivi du livre vert de la Commission européenne sur la protection des forêts en Europe, le Paquet climat du gouvernement, les résultats du projet Regiowood et les travaux d'organisation de l'Année Internationale des Forêts 2011.

#### **D. La gestion des peuplements résineux le long des cours d'eau**

Après avoir édité en 2004 un document « Umwandlung von Nadelholzbeständen in naturnahe Strukturen entlang der Fliessgewässer in Luxemburg » analysant les problèmes écologiques, économiques et paysagers liés à la présence inadaptée de résineux le long des cours d'eaux de notre pays, l'ANF a procédé au cours de l'année 2005 à un inventaire des surfaces converties à la suite de ce projet. La conversion de ces surfaces, soit par une gestion agricole extensive, soit par la plantation de feuillus, soit par succession naturelle, a pour but de rétablir dans les vallées le paysage culturel qui existait à l'origine et d'activer ces surfaces pour la protection de l'environnement naturel. L'administration a poursuivi en 2011, en collaboration avec d'autres associations ses démarches dans le cadre du changement d'affectation des peuplements résineux longeant les cours d'eau.

#### **E. La lutte contre les espèces invasives**

Au cours de l'année 2011, l'ANF a continué avec sa campagne de lutte contre une espèce invasive végétale très dangereuse pour l'homme : la berce du Caucase. Les agents de l'administration ont joint leurs efforts à d'autres acteurs du terrain (Administration des Ponts et Chaussées, administration de la Gestion de l'eau, Parcs naturels) pour éliminer ces plantes invasives.

#### **F. Le bois-énergie**

En 2011 le directeur de l'ANF et le préposé forestier de la commune de Junglinster ont accueilli M. Jacques Rondeux (professeur ordinaire émérite), M. Hébert (professeur spécialiste en technologie du bois et bois énergie) et M. Schillings (assistant de recherche) de l'unité de Gestion des Ressources forestières et des Milieux naturels de l'Université de Liège – Gembloux Agro-Bio Tech lors d'une visite de la chaudière et du hall de stockage de la commune de Junglinster. Ce même jour une démonstration sur le broyage du bois énergie a été organisée.

Une exposition sur la filière du bois a été réalisée dans le cadre du Bëschfest à Munshausen. Les panneaux illustraient des informations sur la valeur calorifique/énergétique d'une quantité de bois bien définie, tel qu'une « Kouert » ou 1 m<sup>3</sup>. De même la quantité de bois équivalant à un baril de fuel fut illustrée par des photos. Un tronc d'épicéas d'un volume équivalant à l'accroissement par minute dans les forêts du Luxembourg fut exposé. De nombreuses photos de la filière bois-énergie complétaient les panneaux.

L'ANF a réalisée une exposition sur la filière du bois énergie dans le cadre du Weekend du bois à Beckerich.

Plusieurs communes ont demandé à l'ANF des informations techniques et/ou financières, notamment sur le subside pour la construction d'un hall de stockage pour les copeaux de bois.

Actuellement, une commune sur trois exploite une chaudière à copeaux de bois. Environ 10.000 kW d'énergie sont produites à partir de copeaux de bois dans les chaudières communales. Le besoin actuel en copeaux de bois des chaudières communales se chiffre à environ 28.000 m<sup>3</sup> ce qui équivaut à 11.000 m<sup>3</sup> de bois. Le besoin en copeaux de bois représente actuellement 13 % du bois de trituration récolté chaque année dans les forêts soumises au régime forestier. Le bois utilisé comme source d'énergie substitue environ 2,5 millions de litres de fuel et réduit ainsi l'émission de CO<sub>2</sub> du Grand-Duché de Luxembourg d'environ 8.000 tonnes.

## **G. L'Année Internationale des Forêts 2011**

### **1. L'idée fondamentale de l'Année Internationale des Forêts**

Les forêts sont des écosystèmes naturels précieux et constituent une ressource vitale pour l'humanité. Les forêts sont un élément essentiel du paysage, elles sont le domicile et le refuge de nombreux animaux et de plantes, elles protègent le climat, l'eau et le sol. Nous avons une responsabilité envers ce patrimoine unique, mais pas seulement pour les forêts de nos contrées. Les forêts des autres régions de la terre détermineront elles aussi notre environnement et notre qualité de vie.

### **2. L'objectif des relations publiques**

L'objectif des relations publiques a été la sensibilisation de la population à la protection des forêts et à leur gestion durable en communiquant par le vécu et l'expérience de la nature et des forêts.

Pendant la campagne menée au Luxembourg, les responsables ont surtout ciblé les jeunes et les écoliers. Les thèmes principaux ont été la contribution individuelle à la protection des forêts (mots clés : utilisation durable des ressources, protection des biotopes, prévention des déchets, etc.) et l'estime de la forêt comme un lieu de détente et de vitalité.

De plus, certains aspects de la campagne s'adressaient spécifiquement aux utilisateurs de produits de la forêt. L'utilisation du bois comme matériau de construction a pris un large cadre thématique au sein de la campagne.

Les dates et les contenus des événements étaient communiqués aux médias par communiqué de presse. Des briefings avec la presse ont eu lieu avant certains événements majeurs. Les annonces dans la presse écrite et les spots publicitaires dans les médias audiovisuels ont largement contribué à augmenter le nombre de participants aux manifestations. Des articles publiés à plusieurs reprises tout au long de l'année ont témoigné de la présence de la presse pendant les moments forts de la campagne.

### **3. La présence dans les médias**

La couverture médiatique a été accentuée par les quotidiens. Ici les lecteurs trouvaient non seulement des connaissances de base concernant les forêts et l'Année Internationale des Forêts, mais aussi des annonces d'événements, des textes sur des projets locaux, régionaux et nationaux, ainsi que des interviews avec des responsables de la nature et des forêts, avec des politiciens et des célébrités.

Les médias audiovisuels tels la télévision et la radio, accompagnaient avec une plus large couverture la plupart des grands événements, des inaugurations et des débats politiques importants sur des projets en cours liés à la nature et les forêts.

Sur Internet, non seulement les médias publiaient des articles au sujet de la forêt, mais aussi des blogueurs et des Citizen reporters. Des films, mis sur des plateformes de médias sociaux par des personnes privées, soulignent eux aussi l'intérêt du public pour la forêt.

#### **4. Le matériel d'information**

Au cours de l'année 2011, l'ANF et ses partenaires ont publié de nombreuses brochures, dépliants et affiches concernant divers aspects de l'Année Internationale des Forêts. Les médias ont largement fait le relai de ce matériel d'information.

### **H. Le Service des forêts**

#### **1. L'aménagement forestier**

##### **a) Les travaux d'aménagement**

Les travaux d'aménagement suivants ont été réalisés en 2011 par le Service des forêts :

- Plan simple de gestion 2011-2020 pour les forêts communales de Weiler-la-Tour (138,81 ha) :
  - suite de l'élaboration du plan
  - avis informel de l'arrondissement
- Plan simple de gestion 2009-2018 pour les forêts du Fonds de Compensation commun au Régime Général de Pension (295,51 ha) :
  - approbation du propriétaire
  - approbation du MAG
- Plan simple de gestion 2011-2020 pour les forêts communales de Mertzig (96,33°ha) :
  - réunions de concertation
  - présentation du projet devant le Collège des Bourgmestre et Échevins
  - élaboration du plan
- Plan simple de gestion 2011-2020 de la forêt communale de Steinfort (133,31 ha) :
  - réunions de concertation
  - élaboration du plan
- Aménagement 2008-2017 de la forêt communale de la Ville de Luxembourg / parties Bambësch (697,09 ha) et Hamm (357,77 ha) :
  - présentation du plan d'aménagement devant la Commission consultative de la protection de la nature et de l'environnement de la Ville
  - approbation par le Conseil Communal
  - approbation du MAG
- Aménagement 2009-218 de la forêt domaniale de Schoenfels (461,74 ha) :
  - modification de la planification
  - avis de l'arrondissement
- Aménagement 2009-218 de la forêt communale de Flaxweiler (676,31 ha) :
  - approbation par le Conseil Communal
  - rédaction d'un article sur l'aménagement de la forêt communale de Flaxweiler pour un périodique
  - approbation du MAG

- Aménagement 2009-218 de la forêt domaniale du Lac de la Haute-Sûre (1.398,38 ha) :
  - approbation du MAG
- Aménagement 2009-218 de la forêt domaniale du Kiischpelt (494,28 ha) :
  - approbation du MAG
- Aménagement 2009-218 de la forêt domaniale du Gruenewald (1.358,38 ha) :
  - modification de la planification
  - avis de l'arrondissement
  - approbation du MAG.

#### **b) Les modifications au niveau des instructions**

Pour les instructions concernant les inventaires d'aménagement et les aménagements forestiers, des versions 2011 bilingues (français et allemand) ont été élaborées. Les instructions bilingues concernant les aménagements forestiers abrégés ont été retravaillées (version du 15 décembre 2011). Celles-ci seront à la base des travaux d'aménagement de l'exercice 2012.

Ces instructions peuvent être consultées sur le site Internet  
[http://www.environnement.public.lu/guichet\\_virtuel/forets/Instruct/index.html](http://www.environnement.public.lu/guichet_virtuel/forets/Instruct/index.html).

#### **c) Les inventaires forestiers d'aménagement**

Les inventaires suivants ont été finalisés en 2011 :

- Forêt communale de Heiderscheid 10,04 ha
- Forêt communale de Wincrange 31,92 ha
- Forêt communale de Garnich 93,79 ha
- Forêt communale de Colmar-Berg 59,51 ha
- Forêt communale d'Useldange 61,50 ha
- forêt domaniale de Manternach 34,56 ha
- Total 291,32 ha

Les inventaires suivants ont été réalisés en 2011 :

- Forêt communale de Betzdorf 743,04 ha
- Forêt communale de Manternach 359,33 ha
- Total 1.102,37 ha

Les inventaires suivants ont été entamés en 2011 :

- Forêt communale de Tandel 350 ha

## **2. La cartographie d'aptitude stationnelle**

Le souci d'utiliser dans le cadre de régénérations naturelles ou artificielles des essences adaptées à la station est un des aspects les plus importants d'une sylviculture proche de la nature.

Les cartes des stations pour les propriétés suivantes ont été finalisées en 2011 :

- Forêt communale de Leudelange 351 ha
- Forêt communale de Dippach 310 ha
- Total 661 ha

Les cartes des stations pour les propriétés suivantes ont été réalisées en 2011 :

- Forêt domaniale de Beaufort 140 ha
- Forêt communale de Mertzig 96 ha
- Forêt communale de Steinfort 133 ha
- Total 369 ha

### **3. Les travaux en relation avec le deuxième passage de l'Inventaire Forestier National (IFL2)**

#### **a) La collaboration avec l'ULG**

Le projet IFL2 est réalisé en collaboration avec l'Unité de Gestion des Ressources forestières et des Milieux naturels de l'Université de Liège – Gembloux Agro-Bio Tech (ULG) et au cours de l'année 2011, les travaux réalisés dans le cadre de l'IFL2 ont principalement concerné :

- l'accompagnement et le contrôle des travaux de relevé des données d'inventaire par les bureaux d'études.
- la fourniture par l'ANF des réponses aux problèmes rencontrés par les bureaux d'études lors de la réalisation du projet IFL2.

#### **b) Les travaux de terrain en relation avec l'IFL2**

Les travaux de terrain effectués par les bureaux d'études ont bien avancé en 2011. Les bureaux d'études ont finalisé sous le contrôle et l'aide de l'ANF les travaux de terrain en novembre 2011.

Les bureaux d'études ont remis régulièrement (généralement à la fin de chaque mois) la base contenant les données récoltées/relevées.

#### **c) Les contrôles effectués par l'ANF**

En 2011, l'ANF a réalisé le contrôle des travaux des bureaux d'études. Il s'agit à la fois d'un contrôle des travaux de terrain et d'un contrôle des travaux de bureaux. L'ANF a contrôlé 10% des placettes de l'IFL2 relevées par les bureaux d'études chargés de la mission de l'exécution des relevés de terrains.

Après vérification des données par l'ANF et rectifications des données par les bureaux d'études, les données récoltées sont transférées par l'ANF vers la base centrale, celle-ci est gérée par l'ANF.

#### **d) Le guide méthodologique**

Un fichier de mise à jour méthodologique que l'ANF a constitué en 2009 en collaboration avec l'université de Gembloux a été régulièrement actualisé. Cependant les mises à jour pour l'année 2011 n'étaient ni très nombreuses, ni très importantes. Grâce à ce document, les sollicitations de la part des bureaux d'études ont grandement diminué.



#### **e) Les tâches accomplies en 2011 en relation avec l'ULG dans le cadre de l'IFL2**

En 2011, les tâches suivantes ont été accomplies :

- Réalisation d'une épreuve test de chapitre de présentation des données sur le bois mort dans le cadre de la préparation de la publication des résultats de l'IFL2.
- Application et tests de la méthode de calculs d'accroissements.
- Estimation des stocks de carbone en forêt luxembourgeoise en vue de pouvoir répondre aux questions relatives au dossier LULUCF-KP.
- Identification des points de sondage qui ont changé de type entre les deux passages en inventaire et création d'un tableau récapitulatif (tableau récapitulatif IFL1 / IFL2).
- Finalisation de tests de plausibilité et de rapports standardisés et intégration de ceux-ci dans des modules informatiques spécifiques.
- Poursuite des travaux de définition d'indicateurs de biodiversité.
- Mise à jour du guide informatique.
- Analyse critique des tableaux, figures et cartes présentes dans « La forêt luxembourgeoise en chiffres ».
- Construction d'indicateurs de biodiversité.
- Établissement de fonction de conversion.
- Maintien d'une veille méthodologique et mise à jour du guide méthodologique.

#### **f) Sur le plan international**

Afin de respecter les exigences internationales en termes de rapportage, ont été identifiés :

- les paramètres qui requièrent une harmonisation et
- les besoins en fonction de conversion pour les données relatives à chacun de ces paramètres ont été analysés.

Le Luxembourg doit se préparer à fournir des données sur l'état de ses forêts qui respectent les normes fixées au niveau européen en définissant les fonctions de conversion.

#### **g) L'IFL2 et la biodiversité**

Les données récoltées représentent une source de données très importante pour aider les gestionnaires publics à prendre des décisions raisonnées pour la sauvegarde et l'amélioration de la biodiversité dans les forêts luxembourgeoises.

#### **h) L'IFL2 et la forêt privée**

Le projet d'IFL2, tout comme l'IFL1, se fait exactement de la même manière en forêt privée qu'en forêt soumise au régime forestier. En forêt privée, aucune information n'est collectée quant au propriétaire.

Une note explicative destinée aux intéressés du projet IFL2 rencontrés sur le terrain lors des travaux d'encodage a été écrite et distribuée le cas échéant.

#### **4. Le réseau de réserves forestières intégrales**

##### **a) Les travaux réalisés dans les réserves forestières intégrales**

Réserve forestière intégrale "Haard" à Dudelange :

- publication des données sur le premier relevé des habitats forestiers (WSA) de la réserve forestière intégrale "Haard" (2009)
- relevé des aphylophorales

Réserve forestière intégrale "Beetebuerger Bësch" à Bettembourg/Leudelange :

- relevé de la végétation
- détermination d'insectes compris dans la capture de coléoptères xylophages
- réunion du comité de suivi
- présentation interdisciplinaire sur les résultats des relevés de la faune et de la flore

Réserve forestière intégrale "Enneschte Bësch" à Bertrange/Leudelange :

- détermination d'insectes compris dans la capture de coléoptères xylophages
- réunion du comité de suivi
- présentation de la publication du premier relevé de la faune et de la flore de la réserve forestière intégrale "Enneschte Bësch" (2007-2010)

Réserve forestière intégrale "Laangmuer" au Grünewald :

- détermination d'insectes compris dans la capture de coléoptères xylophages

Réserve forestière intégrale "Pëttenerbësch" à Mersch/Pettingen :

- présentation de la publication des données sur le premier relevé des habitats forestiers (WSA) de la réserve forestière intégrale "Pëttenerbësch" (2007)
- présentation d'un dépliant de dimension A3 qui permet au visiteur de découvrir les principaux points d'intérêt de cette réserve à partir d'un circuit défini.
- présentation de la borne géographique qui matérialise le centre géographique du Grand-Duché de Luxembourg

Réserve forestière intégrale "Grouf" à Schengen :

- inventaire de la végétation
- détermination d'insectes compris dans la capture de coléoptères xylophages
- présentations interdisciplinaires sur les résultats des relevés de la faune et de la flore

Réserve forestière intégrale "Hierberbësch" à Mompach :

- implantation et relevé des points de sondages en vue de l'élaboration de la première publication sur les habitats forestiers (WSA) de la réserve forestière intégrale "Hierberbësch"
- inauguration du sentier didactique

Projet de réserve forestière intégrale "Manternacher Fiels" à Manternach :

- en procédure de classement depuis le 9 juin 2009
- avis de la commune de Mertert en date du 4 février 2011
- avis de la commune de Manternach en date du 18 mars 2011

Projet de réserve forestière intégrale "Mamerdall" :

- monitoring des habitats forestiers au moyen de photos aériennes dans le cadre de la certification FSC

Projet de réserve forestière intégrale "Schnellert" à Berdorf :

- dossier de classement finalisé, attente de l'accord du conseil communal de Berdorf pour le lancement de la procédure de classement

Projet de réserve forestière intégrale "Reef" à Wellenstein :

- dossier de classement finalisé, attente de l'accord du conseil communal de Wellenstein pour le lancement de la procédure de classement

## **b) Les autres activités dans le domaine des réserves naturelles**

Sont encore à relever en 2011, les activités suivantes dans le cadre de la protection des réserves naturelles forestières :

- présentation du projet des réserves forestières intégrales dans le cadre du colloque sur la multifonctionnalité des forêts à Echternach ;
- exposition sur les réserves forestières dans un centre commercial ;
- développement et publication d'un classeur didactique sur les réserves naturelles du Grand-Duché de Luxembourg.

## **5. Le suivi de l'état phytosanitaire des forêts**

La présence de la processionnaire du chêne a été signalée en 2011 à deux endroits dans le Sud du pays, ainsi qu'une fois au sud de la capitale. A côté des défoliations que peuvent occasionner cet insecte, il est important de connaître le risque pour l'homme lié à sa présence du fait que les longs poils de cette chenille peuvent provoquer chez des personnes sensibles des réactions allergiques sérieuses. Les risques d'urtications peuvent se prolonger au-delà de la période pendant laquelle l'insecte se trouve au stade de chenille, du fait que même les nids abandonnés contiennent encore des poils urticants. La lutte contre cet insecte s'est limitée à l'enlèvement mécanique d'un nombre important de nids à un endroit très fréquenté par le public.

Afin de suivre l'évolution de la répartition de la processionnaire du chêne, des pièges à phéromone ont été installées dans différentes régions du pays, mais uniquement dans le Gutland.

Des panneaux signalétiques ont été élaborés pour rendre les visiteurs des forêts infectées par la processionnaire du chêne attentifs aux dangers pour l'homme

Un communiqué de presse a été rédigé sur la processionnaire du chêne, une interview a été accordée à la télé et une interview au radio.

Les travaux de maintenance ont permis d'assurer le bon fonctionnement de nos trois stations météo (Pënzeberg, Burfelt et Waldhof).

Il a été instauré une collaboration avec le Centre de Recherche pour l'écologie forestière et la sylviculture (FAWF) de Trippstadt ainsi qu'avec l'administration forestière de Rhénanie-Palatinat en matière de suivi des problèmes phytosanitaires en forêt.

## **6. Le projet de conservation et d'amélioration génétique de différentes essences forestières disséminées ou menacées de disparition**

En 2011, le Service des forêts a poursuivi le projet de coopération avec le Centre de Recherche pour l'écologie forestière et la sylviculture (FAWF) de Trippstadt dans le domaine de la conservation et de l'amélioration génétique de différentes essences disséminées ou menacées de disparition. La convention ainsi que le programme y relatif s'inscrivent dans le cadre du programme européen EUFORGEN.

Concrètement les travaux suivants ont été réalisés :

- suite de la recherche et localisation d'arbres-échantillons de tilleuls ;
- prélèvement supplémentaire de pousses finales sur du tilleul en vue de produire des greffons ;
- réalisation de greffes et élevage des sujets en serre ;
- suivi de la reprise, de l'état sanitaire et des dégâts causés aux plantes dans les 13 jardins à graines qui existent à ce jour ;
- travaux de maintenance dans les jardins à graines : fauchage, mulchage, labourage, lutte contre le pullulement de souris ;
- recherche de nouveaux terrains pour la création de jardins à graines supplémentaires ;
- réalisation de nouveaux plans de plantation et mise à jour des plans de plantation existants dans les jardins à graines ;
- supervision de la plantation de plus de 1.000 plantes des essences suivantes dans des jardins à graines ; orme de montagne, orme lisse et orme champêtre, poirier sauvage et pommier sauvage, alisier blanc ;
- planification des clôtures et des protections individuelles contre les dégâts de gibier dans les jardins à graines ;
- analyses isoenzymiques sur des prélèvements de chêne sessile ;
- contribution active à l'organisation et au déroulement d'une journée de présentation sur le terrain de l'alisier torminal (Tag der Elsbeere) dans le cadre de l'Année Internationale des Forêts et compte tenu du fait que l'alisier, arbre forestier rare menacé d'extinction, a été élu arbre de l'année 2011. Une partie de la journée a été consacrée à la visite d'un jardin à graines comportant de l'alisier, et qui a en plus été repris dans le programme du pâturage extensif avec des bovins de race rustique.

## **7. Le matériel forestier de reproduction**

Des journées de formation et de sensibilisation ont été organisées à l'adresse des services régionaux et des triages dans le domaine du matériel forestier de reproduction. En fait l'Administration étant à la fois producteur, acheteur et organisme de contrôle dans ce domaine, il est important que les agents qui se trouvent confrontés avec cette matière au quotidien aient de bonnes connaissances des dispositions législatives et des procédures ad hoc.

## **8. Les dispositifs de contrôle de la pression du grand gibier en milieu forestier**

En 2011, les instructions ad hoc ont été traduites en langue allemande.

Parmi les dispositifs de contrôle de la pression du grand gibier en milieu forestier (Weisergatter) qui avaient été mis en place dans le passé, quatre paires d'enclos ont été sélectionnés et ont fait l'objet d'un relevé basé sur la méthodologie esquissée dans les instructions ad hoc. La placette « enclos » a une surface de 1 Ar et se trouve dans une clôture de 12x12 m. Les relevés portent aussi bien sur la jeune végétation arborescente et arbustive, que sur la végétation herbeuse, et

comprennent l'occurrence (abondance, dominance) et l'abroustissement. Les données ont été encodées, traitées et analysées et un rapport a été rédigé.

Ce rapport contient également des propositions de modification de la méthodologie suite à la première mise en pratique de la méthode.

Les résultats issus de l'analyse des données provenant de ces premiers relevés ont été présentés et discutés.

## **9. Le concept des layons de débardage**

Un audit sur l'utilisation des layons de débardage a été conduit auprès des 5 arrondissements ainsi qu'auprès de la FECTU (chevaux de trait). Des rapports séparés ont été rédigés pour chacune des six entrevues et un rapport final a été rédigé. Il est apparu que le principe des layons de débardage est généralement bien accepté et appliqué sur le terrain, mais que des divergences fondamentales existent toutefois auprès des services régionaux quant à leur finalité et quant aux aspects pratiques de leur mise en œuvre sur le terrain (distance entre layons, ...). Aussi est-il évident que l'organisation de ces layons dépend dans une large mesure des conditions stationnelles (sol, pente...) et du choix du système d'exploitation, notamment pour ce qui est du degré de mécanisation choisi.

Des visites en forêt ont permis de discuter sur le terrain des différents aspects en relation avec les layons de débardage.

Une première version d'un guide sur le concept des layons de débardage a été rédigée.

## **10. Les données sur le patrimoine historique et culturel en forêt**

En 2011, l'administration a réalisé dans le domaine du patrimoine historique et culturel en forêt les activités suivantes :

- édition de la brochure « Patrimoine historique et culturel en forêt » ; cette brochure a connu un grand succès public ; une réimpression a eu lieu à cause de la demande importante ;
- collaboration soutenue avec le Musée d'Histoire et d'Art – Centre National de Recherche Archéologique et avec le Service des Sites et Monuments Nationaux, associations et sociétés savantes ;
- inventaires systématiques de massifs forestiers « grands ensembles » (remembrement forestier Beckerich – 800 ha, ensemble Gilsdorf/Bettendorf Sud - 350 ha), rapports, collaborations et suivi ;
- interventions ad hoc sur demande d'agents de l'ANF, d'institutions et de particuliers (p. ex. remise en pristin état/renaturation du chantier de fouille de la Villa rustica à Rippweiler – Laach, contrôle de parcelles limitées, expertises d'objets précis, suivi lors de travaux d'infrastructure, etc.) ;
- installation d'une banque de données Access « Patrimoine historique et culturel en forêt ».

## 11. Les arbres remarquables

En 2011, le Service des forêts a continué son travail sur les arbres remarquables et a réalisé les activités suivantes :

- choix des arbres éligibles pour figurer dans la liste des arbres remarquables (âge, rareté, forme particulière, valeur culturelle, etc.) ;
- examen dendrométrique des objets (Arbre ou groupe d'arbres, allée, variété, âge, état phytosanitaire, vitalité, propriété, photos, etc.) ;
- opportunité de mesures de soins, de conservation, de sécurité, le cas échéant organisation de telles interventions (de concert avec propriétaires) ;
- saisie des « nouveaux » objets dans la banque de données Access ;
- gestion de la banque de données avec ses quelque 2.000 objets ;
- représentation cartographique des objets dans « GIS » ;
- contrôle périodique in situ des arbres les plus importants ;
- travail de communication au moyen d'une brochure « Arbres remarquables »- « Bemerkenswerte Bäume ».

## 12. L'utilisation du cheval de trait

La fougère-aigle pose un réel problème sylvicole sur certains sols sablonneux. Du fait de son caractère envahissant, elle empêche la régénération naturelle de démarrer et étouffe les jeunes plants, notamment ceux qui sont introduits par plantation. Les mesures pour combattre le développement de la fougère-aigle, notamment par fauchage, sont dans la plupart des cas vouées à l'échec, l'emploi d'herbicides n'entrant pas en ligne de compte pour des raisons écologiques.

Or, des expériences notamment en Angleterre ont montré qu'il est possible de combattre cette plante avec un outil appelé "heavy horse bracken basher", ou rouleau forestier à lames, tiré par un cheval de trait. Un tel outil a été développé et construit sur demande du service des forêts, en partenariat avec une société de construction mécanique italienne et des spécialistes de la traction animale luxembourgeois. Une première démonstration de l'utilisation de cet outil a été réalisée en forêt et les premiers résultats sont d'ores et déjà visibles, bien qu'il soit évident que pour réussir, l'application devra être répétée au printemps prochain. La démonstration a toutefois permis de mettre en évidence qu'il s'agit d'une méthode viable qui peut être mise en pratique à peu de frais et avec des moyens limités.

L'administration a été demandée de jouer le rôle d'opérateur méthodologique dans le cadre d'un projet INTERREG pour lequel un concours a été demandé au FEDER. Ce projet est intitulé « Appui au transfert de nouvelles compétences rurales et forestières respectueuses de l'environnement » et tourne en grande partie autour de l'utilisation du cheval de trait sur des chantiers d'exploitation forestière, lors de travaux communaux, lors du nettoyage des berges de rivières et lors du transport de personnes.

Dans le cadre de l'inauguration du « Naturhaous » à Echternach (Maison « Grommes »), l'administration a organisé un rallye en forêt pour lequel le service des forêts a préparé des panneaux sur l'utilisation du cheval de trait en forêt et a pris en charge l'atelier sur la traction chevaline en forêt.

## **I. Les arrondissements**

### **1. L'Arrondissement Nord**

#### **a) L'exploitation des coupes et les ventes de bois**

Le volume global exploité lors de l'exercice 2010/2011 se chiffre à 31.700 m<sup>3</sup> dont 3.800 m<sup>3</sup> de feuillus, ce qui correspond à un volume exploité de +/- 5,36 m<sup>3</sup>/ha/an, soit une légère hausse par rapport à l'année précédente.

En feuillus, les coupes se limitent principalement à la réalisation de bois de trituration et du bois de chauffage dont la demande s'équilibre à un niveau fort élevé.

Le prix moyen du bois vendu à l'arrondissement en 2011 s'élevait à 51,55 €/m<sup>3</sup>, soit une légère baisse par rapport à 2010.

La totalité des recettes en provenance des ventes de bois en 2011 s'élève à 1.634.000 €, soit un recul de 3,2 % par rapport à 2010. Cette baisse n'est pas due à un recul du marché, mais plutôt à une qualité inférieure du bois vendu.

Le prix moyen du résineux s'élève à 52,04 €/m<sup>3</sup> TTC, celui du bois feuillus à 47,01 €/m<sup>3</sup> TTC. Il faut avouer que ces prix ne reflètent pas la différence de la vente sur pied et de la vente de bois bord de route.

Ainsi, lors des ventes de bois résineux en automne, 15.000 m<sup>3</sup> de bois ont été vendus dont 42 % sur pied et 58 % en prévente. Le prix moyen pour la vente sur pied s'élevait à 64,8 €/m<sup>3</sup>, alors que celui de la prévente à 72,4 €/m<sup>3</sup>. Il s'agissait principalement de coupes d'éclaircie (80 %).

#### **b) Le bois de chablis**

Comparé à l'année précédente, les dégâts de chablis étaient plutôt négligeables (1.900 m<sup>3</sup>).

#### **c) L'état sanitaire des forêts**

Malgré une année de très grande sécheresse (au moins 6 mois présentaient un indice d'aridité inférieur à 30), les dégâts attendus restaient négligeables. Cependant, pour l'année 2012, il faudra s'attendre à une nette progression des dégâts phytosanitaires.

#### **d) La régénération, la plantation, les travaux culturaux**

Les plantations sur coupes rases sont très limitées. En fait, cette méthode est uniquement appliquée dans le cadre du reboisement de parcelles où l'ancien peuplement a dû céder soit pour des raisons sanitaires, soit pour des raisons écologiques (fonds de vallées). Pour le restant, les plantations ont été réalisées sous couvert.

Au total, une superficie de quelque 12 ha a été reboisée et ceci principalement à l'aide de feuillus, 35.400 feuillus contre 11.800 résineux. Les travaux de dégagement ont été réalisés sur une superficie de 63 ha. La régénération naturelle a été assurée sur 13 ha.

#### **e) La pépinière**

La seule pépinière de l'arrondissement est située au Burgfried et s'étend sur une superficie de 20 ares. Les semences utilisées sont principalement originaires de la forêt soumise. Outre la production de plants d'essences primaires, tels le hêtre, le chêne ou le frêne, les responsables du service s'adonnent à la production d'essences arbustives dont les semences sont d'origine autochtone en vue de créer de nouvelles haies. S'y ajoute la production de vieilles variétés d'arbres fruitiers, une activité réalisée en étroite collaboration avec la Fondation « Hëllef fir d'Natur ».

#### **f) Les travaux d'amélioration**

Les travaux de nettoyage dans les fourrés des régénérations naturelles s'imposent de plus en plus (116 ha en 2011). Comme la régénération naturelle a été largement favorisée durant les deux dernières décennies et suite à une transformation d'une partie des peuplements résineux en peuplements feuillus, ce type de travail domine la prochaine décennie. Ces interventions favorisant collectivement les sujets d'avenir, il importe que ces travaux soient exécutés par un personnel averti.

#### **g) La voirie**

Vu le terrain accidenté et la desserte déficiente de l'Oesling, la planification et la construction de nouveaux chemins forestiers, voire la réfection et l'empierrement de chemins existants, présentent une tâche de premier ordre de l'arrondissement. Ceci vaut aussi bien pour la forêt soumise que pour la forêt privée.

C'est dans ce contexte qu'il faut également voir l'initiative de l'Office National du Remembrement (ONR) qui se propose de réaliser dans plusieurs régions du pays des remembrements forestiers. Pour garantir le succès de ces projets, l'ONR travaille en étroite collaboration avec l'ANF. Pour ce faire, l'Arrondissement Nord dispose d'un employé dans la carrière de l'ingénieur engagé à mi-temps.

Concernant le remembrement forestier de la commune du Lac de la Haute-Sûre, le projet de voirie a pris fin en 2011. 11.000 mètres de chemins carrossables ont été achevés et quelques réfections ont dû être faites. En ce qui concerne le projet de la commune de Winseler, 9.700 mètres ont été piquetés et construits. Parallèlement, la voirie du projet de Clervaux a été planifiée.

En outre, l'arrondissement a réalisé 15 projets de voirie forestière d'une longueur totale de 14.500 mètres courants pour un montant global de 421.000 €.

Après quelques projets pilotes les années précédentes, l'arrondissement s'est adonné à la construction de ponts en bois dans le cadre de la réalisation de voirie forestière. Contrairement à la mise en place traditionnelle de buses en béton armé renforcées avec des grosses têtes de buses pour surmonter un passage difficile (vallée étroite, cours d'eau, petite rivière), la mise en place d'un pont assure un libre écoulement des eaux et un libre passage à la faune sauvage.

L'expérience a montré que la portée de ces ponts peut être étendue jusqu'à quelque 12 m tout en garantissant le passage de poids lourds (min 44 t).

Ainsi, cette solution a permis de surmonter des obstacles telle une rivière de l'envergure de la Wiltz.



En 2011, 3 projets ont été réalisés, 6 autres projets sont en planification.

#### **h) Les travaux subventionnés**

Durant l'année 2011, le nombre de dossiers traités s'est élevé à 966, soit une moyenne de 88 demandes traitées par triage. 318 nouvelles demandes ont été réceptionnées. Des recommandations ont été élaborées pour 322 dossiers. 238 procès-verbaux ont été finalisés et 88 dossiers de demandes de subventions ont dû être refusés.

Sur 238 procès-verbaux réalisés durant l'année 2011, 225 dossiers traitaient de travaux forestiers et 13 dossiers traitaient de projets de la conservation de la nature. Outre les travaux de construction de chemins forestiers et les travaux de débardage au cheval, les travaux forestiers subventionnés s'étendaient sur une superficie de 160 ha.

Au total, quelque 383.000 € de subventions ont été liquidés par le bureau de l'arrondissement nord dont 18.600 € étaient réservés aux projets de conservation de la nature. Ceci représente une hausse de 21% par rapport à 2010. Celle-ci est principalement due à la clôture de grands projets de voirie.

Quant aux travaux subventionnés dans le domaine forestier, il faut relever que l'arrondissement travaille en étroite collaboration avec le « Lëtzebuerger Privatbësch » (ancien « Groupement des Sylviculteurs »).

A chaque fois que l'occasion s'y prête, le personnel de l'arrondissement soutient les propriétaires dans la gestion de leur forêt. Dans le cadre des remembrements forestiers, le service travaille en étroite collaboration avec l'ONR, notamment pour la mise en place de nouveaux chemins forestiers.

Dans le domaine de la conservation de la nature, il existe une étroite collaboration avec la Fondation « Hëllef fir d'Natur » et les stations biologiques, ceci surtout dans le cadre de l'exécution des Plans verts.

#### **i) Les dégâts de gibier**

Le nombre de dossiers des dégâts de gibier sur les terrains agricoles a considérablement baissé par rapport à 2010, 200 contre 309 dossiers, soit une diminution de 35%. La surface endommagée a également diminué, 78 ha contre 87 ha en 2010. La moyenne des dossiers par triage s'élève donc à quelque 16 dossiers.

La moyenne décennale s'élève à 96 ha, répartis sur 266 dossiers, soit 36 ares de dégâts en moyenne par dossier.

Quant aux dégâts de cerfs en forêt, 13 dossiers ont été clôturés, présentant au total une valeur de dégâts de quelque 14.000 €.

18 dossiers de dégâts causés par le blaireau ont été introduits représentant un dégât de +/- 1 ha.

## **2. L'Arrondissement Est**

### **a) L'exploitation des coupes**

Le volume exploité pour l'exercice 2011 s'élève à 39.678,83 m<sup>3</sup> dont 35.297,90 m<sup>3</sup> de feuillus et 4.380,93 m<sup>3</sup> de résineux.

Il s'est avéré que la vente sur pied et la prévente de résineux représentent des modes d'exploitation très rationnels et rentables.

### **b) La vente de bois**

Lors de 9 soumissions, le bois vendu a rapporté 2.597.524,70 € TVA incluse.

### **c) Les bois de chablis**

En 2011, des chablis notables ne sont pas à signaler.

### **d) L'état sanitaire de la forêt**

Les forêts occupant les sols lourds ne se sont toujours pas remis des suites de l'été torride de 2003. De plus, la pénurie d'eau des deux dernières années durant les périodes de végétation n'a pas amélioré la situation. L'inventaire des dégâts occasionnés par la pollution atmosphérique en relation avec d'autres facteurs a révélé un manque de feuillage considérable. Hêtres et chênes semblent souffrir de la même manière.

### **e) La régénération, la plantation, les travaux de culture**

Suivant les principes d'une sylviculture proche de la nature, les forêts sont régénérées de préférence de façon naturelle. Ainsi, une surface d'une trentaine d'hectares a été mise en lumière et la végétation adventice enlevée.

La plantation est utilisée pour compléter la régénération naturelle, pour en augmenter la diversité, pour procéder au reboisement de parterres de coupes dévastés ou bien pour regarnir des surfaces incomplètes. Le boisement par petits groupes appelés cônes est appliqué dans de nombreux cas. Ainsi 5.978 feuillus et 400 résineux ont été plantés en 2011. La reprise n'était pas couronnée de succès suite à la sécheresse printanière.

### **f) Les pépinières**

Dans la pépinière domaniale de Flaxweiler d'une surface de 2,30 ha, 51.871 feuillus et 14.041 résineux ont été inventoriés. Au courant de l'année, 22.000 plants ont été repiqués.

Dans la pépinière domaniale de Waldhof d'une surface de 2,00 ha, 30.000 feuillus ont été inventoriés.

Au total, 43.621 jeunes plantes ont été remises aux clients pour être plantées majoritairement en forêt soumise. Des semences d'un poids de 47 kg ont été collectées. Elles proviennent soit de peuplements forestiers de qualité autochtones, soit d'essences arbustives.

### **g) La voirie forestière**

Différents chemins forestiers ont été construits en forêt communale sur une longueur de 9.710 m et en forêt domaniale sur une longueur de 3.450 m. Ceux-ci ont été complétés par l'aménagement de layons de débardage.

### **h) Les travaux forestiers subventionnés**

En 2011, 41 nouvelles demandes de subvention ont été traitées :

- reboisement en plein résineux : 80 ares
- restauration forêts résineuses : 115 ares
- première éclaircie feuillus : 50 ares
- première éclaircie résineux : 596 ares
- chemins forestiers : 8.350 m
- débardage cheval : 2.740 m<sup>3</sup>
- frais d'acte d'achat.

### **i) Les dégâts de gibier**

D'un côté, nous nous trouvons en face d'une surpopulation générale de chevreuils et de sangliers, de l'autre, nous procédons à une importante régénération de la forêt et à un mélange des essences. Cette situation engendre des dégâts d'abrouissement évidents. Nous essayons de les réduire au mieux en ayant recours à différentes techniques de protection, tels les clôtures, les cages de protection, et, depuis peu, le ruban adhésif. Cette méthode peut être appliquée rapidement, elle est efficace et ne représente qu'un coût très réduit.

Des clôtures ont été installées sur une longueur de 2.820 m. Elles servent de protection, mais également de contrôle de l'impact des dégâts occasionnés par le gibier.

Des protections individuelles ont été installées sur 11,40 ha.

En contrepartie, de vieux enclos ont été enlevés dans différents triages forestiers.

Les dégâts de gibier ont été signalés et inventoriés pour 165 cas et 296,50 ha. Pour un cas, un consentement à l'amiable n'a pas été trouvé vu les opinions trop divergentes des agriculteurs concernés. Le tribunal de paix va être saisi de ce cas particulier.

En forêt soumise, trois cas ont été signalés sur 7 ha en total.

## **3. L'Arrondissement Sud**

### **a) L'exploitation des coupes**

En 2011, l'Arrondissement Sud a exploité 21.330 m<sup>3</sup> de bois. Les exploitations de coupes peuvent être ventilées comme suit selon le propriétaire :

- Etat : 2.110 m<sup>3</sup> feuillus et 500 m<sup>3</sup> résineux ;
- Communes : 16.150 m<sup>3</sup> feuillus et 2.300 m<sup>3</sup> résineux ;
- Etablissements publics : 260 m<sup>3</sup> feuillus et 10 m<sup>3</sup> résineux.

La destination de ces bois a été la suivante :

- 5.936 m<sup>3</sup> de grumes (construction, menuiserie);
- 10.900 m<sup>3</sup> de bois de trituration (usine de pâte à papier);
- 1.520 m<sup>3</sup> de bois de chauffage (vente aux particuliers);
- 2.650 m<sup>3</sup> de bois d'énergie (copeaux de bois).

#### **b) Les ventes de bois**

L'Arrondissement Sud a participé à trois ventes nationales de bois de feuillus qui se sont tenues les 12/01/2011, 02/03/2011 et 06/04/2011.

Par ailleurs, deux ventes régionales de bois de résineux ont été organisées respectivement le 24/03/2011 et le 13/07/2011.

#### **c) L'état sanitaire de la forêt**

Suite aux problèmes accrus causés par les pullulations de la processionnaire du chêne dans nos régions limitrophes, des pièges à phéromone ont été installés dans des chênaies/chênaies-hêtraies des triages de Bettembourg, Dudelange, Kayl, Esch/Alzette, Differdange et Clemency afin de disposer d'informations actuelles concernant la situation de ce papillon sur le territoire luxembourgeois.

Entre la 28ième et 38ième semaine de l'année 2011, le nombre de spécimens mâles capturés peut être ventilé comme suit :

triage de Clemency (4 pièges)	26 exemplaires
triage de Differdange (2 pièges)	2 exemplaires
triage d'Esch/Alzette (2 pièges)	24 exemplaires
triage de Kayl (2 pièges)	38 exemplaires
triage de Dudelange (2 pièges)	25 exemplaires
triage de Roeser (2 pièges)	37 exemplaires

Des nids de la processionnaire du chêne ont été localisés sur le territoire des communes de Dudelange, Bettembourg et de la Ville de Luxembourg. En 2011, aucune mesure de lutte n'a été initiée dans les forêts gérées par l'ANF. Hors forêt soumise, le rôle de l'arrondissement Sud se limite à l'information du public et des propriétaires touchés.

Si l'Arrondissement Sud a été épargné en 2011 par d'autres grandes épidémies de pathogènes, la lutte contre le bostryche s'est traduit par des interventions locales limitées.

#### **d) La régénération, la plantation, les travaux de culture**

En total, 6.095 individus de feuillus et 1.250 individus de résineux ont été plantés en 2011. A côté des plantations, les travaux de culture se sont également concentrés sur 45,80 ha de régénération naturelle feuillus, ainsi que 0,50 ha de régénération naturelle résineux.

#### **e) Les pépinières**

Actuellement, aucune pépinière n'est exploitée sur le territoire de l'Arrondissement Sud.

#### **f) Les travaux d'amélioration**

En 2011, 70 ha ont subi des travaux de dégagement, tandis que des travaux de nettoyage et d'éclaircies ont été effectués sur une surface de respectivement 192,64 ha et 140,73 ha. Une grande partie des travaux se sont focalisés sur l'aménagement des layons de débardage.

#### **g) La voirie**

Dans l'enceinte de l'Arrondissement Sud, huit projets de nouveaux chemins ou de réfections ont été réalisés sur une longueur totale de 4.900 m (480 m en forêt domaniale, 4.420 m en forêt communale).

#### **h) Les travaux forestiers subventionnés**

Les travaux forestiers suivants ont été subventionnés en 2011 (2 demandes) :

- soins aux jeunes peuplements : 56 ares ;
- reboisement hêtre/chêne : 200 ares.

#### **i) Les dégâts de gibier, les protections installées et les contrôles relatifs à la chasse/pêche**

En 2011, 99 dossiers concernant les dégâts causés par le gibier et portant sur une surface d'environ 101,55 ha, ont été traités par les triages respectifs.

Une protection contre le gibier a été réalisée moyennant l'installation de 400 m de clôture et par l'application de protections individuelles sur une surface de 3,70 ha.

Les triages de l'Arrondissement Sud ont effectué 11 contrôles dans le domaine de la chasse/pêche.

### **4. L'Arrondissement Centre-Ouest**

#### **a) L'exploitation des coupes**

Le volume exploité pour l'exercice 2011 s'élève à 76.732 m<sup>3</sup> sur écorce (40.313 m<sup>3</sup> feuillus et 36.419 m<sup>3</sup> résineux).

#### **b) Les ventes de bois**

Il existe toujours une demande importante de bois de chauffage. Ainsi, 1.906 m<sup>3</sup> de bois énergie en long et 4.710 stères de bois de chauffage ont été vendus à des particuliers. Un volume de 2.410 m<sup>3</sup> de bois de qualité trituration a été réservé aux administrations communales exploitant un chauffage à copeaux. Le volume de bois de trituration de hêtres et chênes vendu en 2011 s'élève à 10.547 m<sup>3</sup>.

En 2011, l'arrondissement a dressé presque 400 bulletins de vente avec une recette totale provenant de la vente des bois de 4.356.300 EUR TVA incluse. La moyenne par m<sup>3</sup> sur écorce est de 56,77 EUR TVA incluse. Le nombre de ventes publiques par soumission organisée par l'arrondissement et avec les autres arrondissements lors des ventes nationales s'élève à 8.

### **c) L'état sanitaire de la forêt, les chablis**

Certaines coupes sanitaires ont été entreprises le long des routes et chemins publics. Le contrôle régulier des 130 km de routes traversant la forêt soumise de l'arrondissement est indispensable et effectuée régulièrement, ce qui est également une obligation pour les forêts certifiées FSC. A cause de la sécheresse extrême de l'année 2011, bon nombre de pessières d'épicéas ont été attaquées par le bostryche. En outre, les peuplements entr'ouverts sont également exposés aux vents dominants du Sud-Ouest et à l'ensoleillement entraînant un dépérissement latent mais inévitable. Ainsi un volume de 3.683 m<sup>3</sup> de bois bostrychés provenant des forêts domaniales et communales a dû être exploité d'urgence afin de protéger les peuplements avoisinants.

### **d) La régénération, les travaux de culture**

Le nombre de plants mis en terre s'est élevé à 57.610, soit 52.520 feuillus et 5.090 résineux. La reprise des plants mis en terre au début de l'année passée est mauvaise à cause de la forte sécheresse. Les reboisements sont peu importants étant donné que la régénération naturelle de feuillus est la règle sous couvert selon les principes d'une sylviculture proche de la nature.

### **e) Les pépinières**

La pépinière du Marienthal a produit 11.952 plants feuillus et 212 résineux. 6.086 plants ont été sortis et mis à disposition des forêts domaniales ou vendus aux communes.

### **f) Les travaux d'amélioration**

En ce qui concerne les travaux d'amélioration, les dégagements ont été effectués sur 178,97 ha, les nettoisements sur 351,21 ha et les premières éclaircies sur 711,58 ha.

### **g) Les travaux de voirie**

La voirie forestière a été améliorée par terrassement et empierrement sur une longueur de 4.950°m en forêt communale et sur 1.670°m en forêt domaniale, ce qui fait un total de 6.620°m.

### **h) Les subventions forestières**

En 2011, 60 nouvelles demandes en subvention ont été introduites auprès de l'arrondissement Centre-Ouest.

Les demandes de subvention se rapportent aux travaux forestiers suivants :

- 9 dossiers de reboisement en plein hêtre/chêne sur une surface de 7,33 ha ;
- 3 dossiers de reboisement par bouquets feuillus sur une surface de 4,83 ha ;
- 3 dossiers de reboisement en plein autres feuillus sur une surface de 1,91 ha ;
- 7 dossiers de reboisement en plein résineux sur une surface de 6,76 ha ;
- 1 dossier élagage douglas sur une surface de 1,80 ha ;
- 6 dossiers première éclaircie sur une surface de 22,12 ha ;
- 4 dossiers soins aux jeunes peuplements sur une surface de 9,39 ha ;
- 2 dossiers débardage cheval pour un volume de 316,33 m<sup>3</sup> ;
- 10 dossiers construction chemins forestiers pour un montant de 313.208 € ;
- 10 dossiers prise en charge frais d'acte achat pour un montant de 1.897,75 € ;

- 1 dossier plan simple de gestion pour un montant de 6.971,60 €.

#### **i) La forêt privée**

Les activités subventionnées en forêt privée reflètent que les travaux forestiers sont peu fréquents sur une superficie considérable d'environ 8.000 ha sur le territoire de l'arrondissement Centre-Ouest. Cela peut s'expliquer également par le fait que certains travaux ne sont pas subventionnés sur des superficies inférieures à 50 ares. A la demande des propriétaires forestiers privés, des conseils sont donnés par le service forestier local et par l'arrondissement.

#### **j) Les dégâts de gibier**

Les dégâts de gibier en forêt sont latents et peuvent être partiellement évités par des mesures de protection partielles ou par la construction de clôtures. Ainsi, en 2011, des clôtures ont été mises en place sur une longueur totale de 1.610 m en forêt soumise. Par ailleurs, 24,65 ha de plantation ont été traités autrement pour éviter les dégâts de gibier en forêt.

6 dossiers d'estimation de dégâts de gibier en forêt privée sur une surface de 25,00 ha ont été signalés et traités en 2011.

Le nombre de dossiers de dégâts de gibier signalés et inventoriés sur les prés et les champs s'élève à 331 pour une surface de 93,64 ha de dégâts confirmés, ce qui représente une diminution de 30% par rapport à l'année dernière.

### **5. L'Arrondissement Centre-Est**

#### **a) L'exploitation des coupes**

Le marché du bois d'industrie de feuillus et de résineux s'est légèrement amélioré par rapport à l'année dernière. Les grumes de chêne, même de qualité inférieure, se vendent à des prix acceptables. Le marché des grumes de hêtres s'est par contre stabilisé à bas niveau. La demande en bois d'énergie est en hausse constante. Cette constatation est valable aussi bien pour le secteur communal que pour l'acheteur privé.

Comme la plus grande partie de la surface de l'Arrondissement Centre-Est coïncide avec les régions touristiques d'ordre national, la gestion des forêts doit tenir compte des contraintes et exigences des touristes et des entreprises du secteur touristique vis-à-vis du gestionnaire des forêts publiques.

En ce qui concerne l'exploitation des coupes, il s'agit de procéder à des interventions douces qui respectent le réseau des chemins récréatifs. La praticabilité des randonnées doit être assurée pendant toute l'année, ce qui rend la planification des parterres de coupe plus difficile et l'exécution des travaux plus rigoureuse. Au cours de l'année dernière, plusieurs coupes de sécurisation ont été entamées sur des sites à falaises rocheuses.

#### **b) Les ventes de bois**

Le volume global exploité lors de l'exercice 2010 se chiffre à 36.187,26 m<sup>3</sup> dont 15.768,38 m<sup>3</sup> de feuillus et 20.418,88 m<sup>3</sup> de résineux.

### **c) L'état sanitaire de la forêt**

Vu les conditions climatiques à températures élevées en début de saison et un manque de précipitations pendant la période de végétation, les dégâts causés par les agents biotiques n'ont pas atteint le niveau appréhendé. La période de floraison du hêtre, mais aussi du chêne, a connu des conditions optimales, ce qui a conduit à des fainaies et glandées extraordinaires.

### **d) La régénération, la plantation, les travaux de culture**

Les travaux culturels de l'année 2011 se sont limités à des travaux d'entretien (fauchage extensif) des parterres plantés dans la décennie précédente. Comme la régénération naturelle et la libre évolution sont toujours de mise, les travaux culturels intensifs ont visiblement régressé, entraînant ainsi une réduction des dépenses afférentes.

### **e) La voirie**

L'exercice 2011 a vu 1 projet de voirie forestière (600 m domaine du Marscherwald) et 3 réfections (domaines Leiverdelt, Bettendorf et Vianden) réalisés en forêt domaniale. En forêt communale, 5 projets ont été exécutés. Les travaux ont consisté dans l'empierrement de chemins de terre existants (14.200 m) et de nouveaux tracés (1.900 m). Il va de soi que partout où cela s'imposait, les travaux d'entretien et de réfection courants ont été entrepris. Dans ce contexte, il importe de signaler que quelque 360 km de sentiers touristiques ont été entretenus, remis en état, ou installés en 2011, ce qui souligne l'importance du rôle récréatif des forêts de l'Arrondissement Centre-Est où en effet se concentre une grande partie des paysages touristiques du Grand-Duché de Luxembourg.

### **f) La forêt privée**

Comme par le passé, des contacts réguliers avec des propriétaires forestiers privés ont été entretenus, soit sur demande individuelle, soit indirectement par l'entremise du conseiller de l'association « Lëtzebuerger Privatbësch ». Des visites des lieux ont eu lieu chaque fois que cela s'imposait, notamment pour les demandes concernant la construction de chemins forestiers et en particulier pour la définition des tracés sur le terrain, pour les éclaircies, le choix des essences et l'appréciation de travaux forestiers exécutés par des entreprises forestières.

### **g) Les travaux forestiers subventionnés**

67 demandes de subvention pour travaux forestiers et travaux de protection de l'environnement ont été exécutées pour la forêt privée et 8 demandes pour la forêt soumise, soit 75 demandes au total. Les demandes ex post de la part des propriétaires privés n'ont point disparu, mais l'on peut dire qu'elles ont légèrement régressé par rapport à l'exercice précédant.

Les demandes pour subventions de 2011 se répartissent comme suit :



en forêt privée :

- 55 demandes pour travaux sylvicoles courants, tels que plantations, éclaircies, mesures de protection, etc.
- 11 demandes pour travaux de protection de la nature
- 1 demande concernant la voirie forestière

en forêt communale soumise :

- 2 demandes pour travaux sylvicoles courants, tels que plantations, éclaircies, mesures de protection, etc.
- 3 demandes pour travaux de protection de la nature
- 3 demandes pour travaux de voirie forestière.

## **XII. LA VITICULTURE LUXEMBOURGEOISE**

### **A. L'année viticole 2011**

En 2011, les conditions climatiques furent de nouveau propices au développement de la vigne. Cependant, l'année 2011 a été marquée par des extrêmes climatiques tant pour les températures que pour les précipitations. Du débourrement des ceps jusqu'aux vendanges, une très grande avance en matière de végétation fut constatée par rapport à la moyenne pluriannuelle.

L'année 2011 a connu une grande sécheresse qui fut particulièrement dure au printemps ainsi qu'au début de l'été. L'hiver 2010/2011 s'est situé dans la moyenne en ce qui concerne température et précipitations. Le mois de décembre fut marqué par une période de gel et de neige prolongée.

La période de sécheresse qui a commencé en février, s'est prolongée durant le printemps. La quantité de pluie recueillie affichait seulement un tiers de la moyenne. Ce temps sec est allé de pair avec des températures nettement plus élevées que la moyenne pluriannuelle. En conséquence, le débourrement des ceps à la mi-avril a connu une avance de 2 semaines par rapport à la moyenne. Le temps chaud persistant, la vigne atteignait le stade « 4 feuilles étalées » déjà au 22 avril, marquant cette fois une avance de 25 jours. Même si les températures des mois d'avril et de mai furent particulièrement élevées, des gelées tardives furent notées à deux reprises. Des dégâts ont été causés d'une part dans les vallées, et de l'autre sur les coteaux connus pour le risque de froid. A ce rythme de végétation, la floraison des vignes a débuté fin mai et fut terminée pour la plupart pendant la première semaine de juin. L'avance de la végétation de 25 jours s'est maintenue pendant la période de floraison. Même si la floraison s'est bien déroulée en général, les ceps commençaient à souffrir sous l'absence de précipitations. A la sécheresse se sont ajoutées des températures élevées. En particulier les jeunes plantations ont affiché des symptômes de sécheresse en premier. Le manque d'azote soluble dans l'eau du sol ainsi que la chaleur ont engendré des coulures plus ou moins fortes dans les coteaux plus chauds. Pendant les mois de juin et de juillet, la période de sécheresse ainsi que la vague de chaleur se sont interrompues. Les réserves du sol en eau ont pu enfin être rééquilibrées un peu. Des précipitations ponctuelles, mais parfois très denses, ont été enregistrées sur la Moselle luxembourgeoise. Les températures des mois de juin et juillet se situent dans la moyenne pluriannuelle. Le retour de conditions climatiques normales a freiné légèrement le cours de la végétation. Cependant, le début de maturation a été constaté autour du 29 juillet, marquant tout de même encore une avance de 21 jours sur la moyenne.

Au printemps et au début de l'été, les températures chaudes et l'absence de précipitations ont été peu propices au développement du mildiou. Cependant à cause des journées chaudes et des nuits fraîches, la pression de l'oïdium fut constamment élevée. La croissance rapide des ceps a rendu les jeunes feuilles et pousses très exposées à cette maladie fongique. Sur les parcelles concernées, les dégâts ont pu être limités grâce à une intervention phytosanitaire préventive. La maladie de l'Esca, relevant de champignons parasites du bois, était de nouveau bien visible dans certaines vignes. L'Esca est souvent apparu en parallèle avec le « Black Measles », une autre maladie fongique. Par ailleurs, une surpopulation du perce-oreille, insecte bénéfique en soi, fut constatée dans certains districts. Dû aux conditions météorologiques exceptionnelles, le vol du ver de la grappe débutait plus tôt, mais ne posait pas de problème majeur dans les zones protégées par la confusion sexuelle. A noter encore que la majorité des vignerons ont utilisé la méthode biologique de la confusion sexuelle contre les papillons du ver de la grappe. Cette méthode est appliquée au Grand-Duché de Luxembourg sur presque la totalité du vignoble.

En 2011, l'avance de la maturation s'est tenue jusqu'aux vendanges. Les raisins étaient bien mûrs et pratiquement pas atteints par la pourriture grise. Le temps chaud et sec qui a duré pendant toute la première moitié de l'année, s'est installé de nouveau pendant la période des vendanges. Les raisins très mûrs ont été plus souvent exposés à l'attaque de guêpes qui perforent la pellicule et augmentent par-là le risque de pourriture. Le printemps exceptionnellement chaud, lié à des conditions de développement favorables, peut expliquer en partie l'apparition plus soutenue des guêpes. En raison de conditions météorologiques favorables, les pertes de récolte sont minimales et 131.988 hl de très bonne qualité ont été récoltés. La quantité se situe légèrement en-dessous de la moyenne pluriannuelle sur 10 ans qui est de 134.000 hl.

## **B. Le marché du vin 2010/2011**

Les chiffres détaillés sur le marché du vin sont reproduits dans les tableaux 4 à 21 en annexe.

### **1. Les importations**

En 2010/2011, les importations de produits viticoles ont régressé de 5.736 hectolitres par rapport à la campagne précédente et s'élèvent au total à 215.235 hectolitres. Cette régression s'explique par une forte diminution des importations à partir des Pays-Bas (-79%) et par une moins forte à partir de la Belgique (- 10%). Par contre, les achats de produits viticoles en Italie (+1,5 %) et en Espagne (+8,4%) ont augmenté.

Les vins rouges et rosés dominent toujours le marché des vins étrangers et représentent 55% des importations totales. La France (34%) est notre principal fournisseur de produits viticoles étrangers suivie par le Portugal (18%), la Belgique (17%), l'Italie (12%), l'Allemagne (12%), l'Espagne (6%) et d'autres pays (0,5%).

### **2. Les exportations de produits viticoles indigènes**

Les exportations de 69.233 hectolitres ont augmenté de 32% par rapport à la campagne 2009/2010 et se situent même en-dessus des exportations de la campagne 2007/2008.

L'augmentation des exportations de 32% pendant la dernière campagne viticole s'explique par un accroissement de la vente de vin de table et de vin de qualité vers l'Allemagne. (tabl.9).

En ce qui concerne le marché des vins pétillants un léger accroissement des exportations vers l'étranger est à constater. Les vins mousseux et les crémants ne signalent par contre pas d'augmentation.

Pendant la campagne 2010/2011, 29% du total des exportations ont été commercialisés comme vin de table, 59% comme vin de qualité, 4% comme vin pétillant et 8% comme vin mousseux ou crémant.

51% de la production annuelle moyenne nationale de produits viticoles ont été exportés pendant cette campagne. Le premier pays acheteur de nos vins reste la Belgique (65%) suivi par l'Allemagne (30%) et la France (2,6%).

Les vins issus du cépage Rivaner continuent à dominer le marché extérieur des vins de qualité et représentent 49% des exportations de ce marché. Les vins portant les mentions qualitatives « premier cru » et « grand premier cru » ne représentent que 4.654 hectolitres, soit 11 % de la vente de vin de qualité vers les pays étrangers.

Au cours de la campagne 2010/211, les caves coopératives ont réalisé 94% des exportations totales, le négoce 4% et les viticulteurs indépendants 2%.

### **3. Les réexportations**

Les réexportations ont diminué de 5,7% par rapport à la campagne 2009/2010 et se chiffrent à 26.040 hectolitres. En considérant que l'exportation totale de produits viticoles à partir du Luxembourg est de 95.273 hectolitres (produits indigènes et étrangers), les réexportations représentent 27% de la totalité des exportations.

Les réexportations sont réalisées à 62% vers la Belgique et sont constituées à 64% de vins mousseux élaborés au Luxembourg à partir de vins étrangers.

### **4. Les stocks de vin indigène au 31 juillet 2011**

Les stocks de vin indigène s'élèvent à 148.690 hectolitres. Par rapport à la campagne précédente, ils ont diminué de 26.768 hectolitres (-15%) en raison d'une récolte inférieure de 18% par rapport à la récolte 2009.

En considérant la vente de nos produits viticoles pendant la campagne 2010/2011, les stocks de 148.690 hectolitres sont suffisants à couvrir 13 mois de la vente totale de vins indigènes au Luxembourg et l'étranger. (137.016 hl).

Considérant la bonne récolte de l'année 2011 qui se chiffre à 131.988 hectolitres et en estimant que la vente restera constante, les stocks vont certainement augmenter pendant la campagne 2011/2012.

### **5. La vente de vins à l'intérieur du pays**

La vente de vins indigènes et de vins étrangers a diminué de 5% par rapport à la campagne 2009/2010 et se chiffre à 256.721 hectolitres au total. Le marché de vin indigène a diminué de 9,6% par rapport à la campagne 2009/2010 et il reste malheureusement inférieur de 13% à la campagne 2007/2008.

La vente de vin rouge et rosé a également diminué pendant cette campagne viticole et a baissé de 5,5 % par rapport à la campagne 2009/2010. Cependant la vente de vin blanc étranger a augmenté de 0,3% par rapport à la campagne 2009/2010.

La vente de produits viticoles à l'intérieur du pays se répartit comme suit :

Vin, vin mousseux et crémant luxembourgeois :	26 %
Vin blanc et mousseux étrangers :	26 %
Vin rouge et rosé étrangers :	47 %

La vente de produits viticoles indigènes et étrangers au Luxembourg se chiffre à 50 litres par tête d'habitant et est composée de 13 litres de produits viticoles luxembourgeois et de 37 litres de produits viticoles étrangers.

## **C. La section viticulture**

### **1. Le site Internet de l'Institut Viti-Vinicole (IVV) ([www.weinbauinstitut.lu](http://www.weinbauinstitut.lu))**

Le plan d'action eLuxembourg constitue la réponse du Gouvernement au défi de la société de l'information. Les services publics en ligne deviennent de plus en plus un élément central dans la relation que l'Etat entretient avec les citoyens et entreprises. Le site est rédigé en allemand et le public cible visé est constitué principalement par les vignerons. Evidemment, les consommateurs de vin y retrouvent également des renseignements généraux sur la viticulture luxembourgeoise. Le site Internet de l'IVV met à la disposition des informations sur les aides financières, sur la réglementation viti-vinicole ainsi que sur divers thèmes techniques. En 2011, le site a connu une fréquentation de 34.574 visites et une consultation de 121.446 pages.

### **2. La formation continue et la vulgarisation**

14 formations ont été organisées ou co-organisées par la section viticulture pour la profession viticole en 2011 sur les sujets suivants.

- AOP-Konzepte und Terroir
- Participation au 3. Luxemburger Weinbautag
- Vorführung des "Ero Cane Pruners"
- Verkostung der Versuchsweine
- "Profler – Das neue Fungizid zur Bekämpfung der Rebenperonospora"
- Rebschutz 2011
- Weinbaukarteierhebung 2011
- Arbeitssicherheit-Travailleur désigné
- Transportladung und Verkehrssicherheit
- Arbeitssicherheit
- Weinbergsbegehung mit Besichtigung der Versuche am IVV.
- Organische Düngung, Verbesserung der Bodenstruktur sowie des Humusgehaltes
- „Maschinelles Ausheben nach dem Rebschnitt: optimale Vorbereitung der Anlagen für Vine Stripper und Cane Pruner“
- Belastung der Anwender von Pflanzenschutzmittel durch Pestizide

### **3. Les essais viticoles**

L'IVV a entamé en 2003 un projet d'expérimentation avec des nouveaux cépages rouges. Il s'agit notamment des cépages Acolon, Cabernet Dorio, Cabernet Dorsa, Garanoir, Gamaret, Saint Laurent, Zweigelt, Merlot.

Dans ce projet d'expérimentation se trouvent également des cépages résistants contre les maladies cryptogamiques. Pour les cépages rouges il s'agit de Rondo et Regent. En 2011 furent plantés également des cépages résistants blancs : Cabernet blanc, Johanniter, Bronner et Sirius. Le but du projet est de réduire les traitements phytosanitaires et d'observer à quel degré ces cépages peuvent résister dans nos conditions climatiques contre les maladies fongiques.

Dans une des parcelles d'essai est expérimenté depuis 2011 le produit biologique EM-actifs (Microorganismes Effectifs). Il s'agit d'un mélange naturel de différents microorganismes qui est appliqué en solution aqueuse sur les raisins et qui est censé réduire la pourriture grise pendant la phase de maturation. Le projet vérifie l'efficacité de ce produit qui pourrait être une alternative intéressante aux botryticides conventionnels, non admis dans la viticulture biologique.

Intéressé aux nouvelles technologies, l'IVV a pris en location 2 appareils électroniques qui, par l'analyse de données spectrales, peuvent livrer rapidement la teneur de divers composants des ceps. Il s'agit du DUALEX et du MULTIPLEX, appareils inventés par une firme française. Ces derniers fonctionnent avec différentes longueurs d'onde du spectre lumineux, principalement l'infrarouge et l'ultraviolet, qui sont envoyées sur les feuilles de vigne ou les raisins. Grâce à une technologie complexe, les longueurs d'onde peuvent par exemple renseigner sur une carence éventuelle d'une vigne en azote. L'IVV expérimente les deux appareils dans ses parcelles d'essai afin de voir la concordance des valeurs mesurées avec les valeurs obtenues par analyse chimique. Il serait envisageable pour l'IVV de se doter d'un tel appareil afin de permettre aux viticulteurs d'obtenir sur demande une information rapide sur le statut azoté de leurs vignes.

En 2011, le département des essais viticoles a étudié l'impact d'une défoliation sur les arômes du Sauvignon Blanc. Il s'agit d'un cépage qui réagit fortement à l'exposition du soleil en ce qui concerne ses composés aromatiques. C'est pourquoi un effeuillage dans la zone des grappes de raisins possède une grande influence sur l'évolution de ces composants par l'augmentation de l'exposition. Parmi ces composants se trouvent les methoxypyrazines qui sont responsables du caractère végétal rappelant le paprika. En cas de présence plus marquée des méthoxypyrazines dans le moût, les composés aromatiques de type thiols sont rapidement masqués. Or, ces derniers sont responsables des nuances de pamplemousse et fruit de la passion, caractérisant le type de vin orienté davantage sur le côté fruit exotique. Ce projet a été lancé dans le but de rechercher ces deux types de vins différents. Pour cela, deux rangées de Sauvignon Blanc furent choisies côte à côte dans les vignes d'essai de l'Institut. L'une des rangées est restée non-effeuillée et l'autre a été effeuillée au niveau des grappes de raisins. Au moment des vendanges, les deux rangées furent récoltées séparément. Les 2 modalités ont été vinifiées de la même façon, mais dans 2 cuves séparées. Une première dégustation des 2 vins après la fermentation alcoolique a fait ressortir de très nettes différences au niveau des arômes. La rangée effeuillée a en effet donné un type de vin plus souple aux arômes de fruits exotiques. Le vin provenant de la rangée non-effeuillée s'est traduit par des arômes plus végétales, orientés sur le paprika vert et les asperges.

Ce projet a eu pour but de vérifier dans la pratique l'influence d'un effeuillage sur les arômes du Sauvignon Blanc et il démontre à quel point de légères interventions dans la physiologie de la vigne peuvent changer le caractère d'un vin. La décision de procéder oui ou non à un effeuillage de la zone des raisins dépend donc du style de vin recherché.

En 2011, l'IVV a également entamé un grand projet concernant l'application de produits phytosanitaires biologiques par voie aérienne (hélicoptère) dans son vignoble d'expérimentation. L'étude s'étend sur trois années consécutives et a lieu en collaboration étroite avec le Centre de recherche Gabriel Lippmann et le Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum Mosel (DLR).

Jusqu'à présent, les traitements par hélicoptère n'ont été effectués qu'avec des produits conventionnels sur la Moselle luxembourgeoise. La législation européenne interdit l'application de produits phytosanitaires par hélicoptère par une directive de l'année 2009. Cependant, une permission d'exception peut être accordée aux pays membres de l'UE possédant de par leur topographie un grand nombre de vignobles en pente raide. Le Luxembourg lui-même possède plus de 300 hectares de vigne en pente raide et en terrasses. Une telle interdiction conduirait dans l'UE à l'abandon de beaucoup de vignobles d'une grande valeur culturelle et historique, car le surplus en travail et en coûts ne serait plus rentable pour beaucoup de vigneron.

Vu l'avenir incertain pour l'utilisation de l'hélicoptère dans le traitement des vignes, le projet entamé par l'IVV est d'autant plus important, car une démonstration de l'efficacité de produits biologiques par voie aérienne pourrait renforcer de beaucoup l'opinion en faveur du maintien de l'hélicoptère.

Au niveau européen et même au niveau mondial, ce projet est une grande nouveauté, car il n'existe pas encore de résultats de produits biologiques appliqués par voie aérienne. Le projet étudie l'application de trois produits biologiques, à savoir le cuivre, le soufre et les phosphonates, destinés à combattre les deux principales maladies fongiques, le mildiou et l'oïdium. Une modalité non-traitée sert de témoin pour vérifier de façon exacte l'efficacité des produits appliqués. La première année a déjà livré des résultats prometteurs, mais il faudra attendre une année viticole avec plus de pression sur la vigne de la part des maladies fongiques.

#### 4. Le suivi de l'évolution de la vigne

La section viticulture suit par l'intermédiaire des observateurs locaux l'évolution de la vigne ainsi que de ses champignons et insectes parasites.

Stades phénologiques	Code BBCH	2011	Moyenne 1966-2011	Différence en jours par rapport à la moyenne
Bourgeon dans le coton	05	4/4	14/4	-10
Sortie des feuilles	09	15/4	29/4	-14
4- feuilles étalés	14	22/4	14/5	-22
8- feuilles étalés	18	5/5	31/5	-26
Début floraison	61	28/5	20/6	-23
Fin floraison	68	4/6	27/6	-23
Durée de la floraison		8 jours	8 jours	0
Fermeture de la grappe	77	28/6	17/7	-19
Début Veraison	83	29/7	18/8	-20
Début de la vendange	89	12/9	22/9	-10

#### 5. Le conseil viticole et réglementaire

La section viticulture conseille les vignerons au niveau viticole ainsi qu'au niveau des aides financières. Les vignerons ont reçu dans des intervalles réguliers pendant la période de végétation 2011, 8 fiches de conseil. Les fiches de conseil visaient essentiellement à promouvoir la lutte intégrée c'est-à-dire l'application rationnelle d'une combinaison de mesures biologiques, biotechnologiques, chimiques, physiques, culturelles dans laquelle l'emploi des produits phytopharmaceutiques est limité au strict nécessaire pour maintenir la présence des organismes nuisibles en-dessous du seuil à partir duquel apparaissent des dommages ou une perte économiquement inacceptable. En parallèle, 8 fiches de conseil ont été distribuées aux vignerons cultivant leurs vignes en mode biologique. Ces dernières contenaient des informations sur la bonne application de produits phytosanitaires naturels en fonction du stade de la vigne, sur les engrais biologiques ainsi que sur les enherbements diversifiés. Des informations techniques précises supplémentaires sont également disponibles sur le site Internet de l'IVV.

Par l'intermédiaire d'un système de newsletter, les vignerons reçoivent régulièrement une synthèse des actualités en ligne par courrier électronique. Si le sujet traité les intéresse, un raccourci leur permet d'accéder sur la page Internet du site de l'IVV où des renseignements afférents plus détaillés sont disponibles. La section viticulture conseille également les viticulteurs au niveau de la réglementation concernant la viticulture et les aides financières.

## **6. La mise en place du système de prévision pour le mildiou de la vigne « Vitimeteo Plasmopora »**

L'IVV a comme mission de conseiller les viticulteurs sur les traitements phytosanitaires à effectuer en viticulture. Ces recommandations se basent prioritairement sur des données météorologiques. A ces fins, l'IVV dispose depuis 2007 d'une station météorologique à Wormeldange. Cette installation permet de mesurer les paramètres météorologiques (température, humidité...) nécessaires en vue d'une évaluation du risque d'infection du mildiou et de l'oïdium. Ces données météorologiques sont traitées informatiquement par le service météorologique du Dienstleistungszentrum Ländlicher Raum (DLR) à Oppenheim. Depuis l'année 2010, le nouveau modèle de prévision pour le mildiou «Vitimeteo Plasmopora» est utilisé. Afin d'avoir des données locales précises, ce modèle est raccordé depuis 2011 à 4 stations météorologiques réparties le long de la Moselle : Grevenmacher, Nittel, Wormeldange et Remich. Les résultats sont ensuite publiés sur le site Internet de l'IVV, ce qui permet aux vignerons de mieux cibler les traitements phytosanitaires, donc de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires.

## **7. Les contrôles des pépinières**

La section viticulture contrôle les deux pépinières viticoles professionnelles et certifie leur production. Pour des raisons de protection des données personnelles, les données statistiques relatives à la production de plants de vigne au Grand-Duché de Luxembourg ne peuvent pas être publiées.

## **8. Les projets de recherche viticoles**

### Projet de recherche sur Optimisation de la gestion des sols viticoles » (Projet SOL) du CRP- Gabriel Lippmann

Le projet SOL vise à étudier de façon exhaustive les sols viticoles luxembourgeois. Le cahier des charges et les objectifs de cette étude ont été établis ensemble avec les représentants techniques des vignerons indépendants, de Vinsmoselle et les scientifiques du CRP Gabriel Lippmann. La majorité de sols viticoles luxembourgeois sont dans un mauvais état. Ils manquent de matière organique suite aux remembrements viticoles (85% des superficies. Ils sont trop riches en P2O5 suite à une utilisation dans le passé des scories Thomas et trop compactés en raison d'une mécanisation de plus en plus intensive des vignobles. Les problèmes suivants en résultent : diminution de l'activité biologique des sols, érosion, diminution de la biodiversité, pourriture, sécheresse en cas d'été secs (2003) et divers problèmes qualitatifs dans les vins. Il a été montré que pour mettre en œuvre une viticulture intégrée ou biologique, il faut d'abord commencer par le sol. Comme les consommateurs de vins luxembourgeois exigent de plus en plus des vins issus d'une telle production, notamment biologique, les producteurs essaient maintenant de reconvertir les sols pour garantir une telle production. Il s'agit surtout d'étudier l'effet de divers enherbements hivernaux et estivaux et des mélanges triticales-légumineuses sur la qualité des raisins. Pour augmenter la matière organique du sol, il faut étudier le comportement des apports de matières organiques dans les sols viticoles.

En même temps, le projet vise à étudier l'impact sur l'environnement, dont notamment la diminution de l'érosion et du lessivage de l'azote vers la nappe phréatique, ainsi que la biodiversité,



Un stagiaire luxembourgeois de l'Institut de recherche de Geisenheim a sélectionné dans les vignobles plantés avant 1950, différents pieds de vignes. Ces plants sont ensuite soumis à un test virologique en vue d'être multipliés végétativement et plantés dans les vignobles de l'Etat. Ce projet permet de lutter contre l'appauvrissement de la diversité génétique des cépages traditionnels de la vallée de la Moselle.

## **9. La gestion du système d'identification des parcelles viticoles (FLIK)**

L'article 19 du règlement (CE) no 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) no 1290/2005, (CE) no 247/2006 et (CE) no 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) no 1782/2003 stipule que les Etats membres fournissent aux exploitations agricoles des formulaires préétablis qui se fondent sur les superficies déterminées de l'année précédente ainsi que des documents graphiques situant ces superficies dans chaque Etat membre d'un système de gestion et de contrôle (système intégré de gestion et de contrôle). Ce règlement impose également à tous les Etats membres de disposer d'un système d'information géographique informatisé pour l'identification des parcelles permettant une localisation plus précise et une représentation plus proche de la réalité. C'est notamment en vue de l'admissibilité des parcelles viticoles au bénéfice du paiement unique qu'il s'imposait de disposer d'un système d'identification de parcelles unique pour toutes les parcelles éligibles au régime du paiement unique (agricoles et viticoles). La base réglementaire pour la mise en place d'un tel système est le règlement grand-ducal du 19 août 2008 portant introduction, au Grand-Duché de Luxembourg, d'un système d'identification des parcelles viticoles basé sur des techniques informatisées d'un système d'information géographique.

La section viticulture a procédé en 2011 à la mise à jour de 5.400 parcelles viticoles sur le territoire luxembourgeois sur base des photos aériennes de 2010. Cette digitalisation sera validée en 2012 en coopération avec la profession et sera utilisée comme référence parcellaire pour les paiements d'aide dès 2013.

## **10. La délimitation des lieux-dits**

Le règlement (CE) n° 607/2009 de la Commission du 14 juillet 2009 porte sur les modalités d'application en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur viti-vinicole. Ce règlement stipule également que les lieux-dits utilisés par les vignerons doivent être délimités. Etant donné que les lieux-dits viticoles au Grand-Duché de Luxembourg ne sont pas encore délimités, leur utilisation ne peut pas être suivie et contrôlée actuellement.

La section viticulture a présenté un premier projet de délimitation des lieux-dits le 2 février 2011 à l'occasion du « 3. Letzebuenger Waibaudaag ». Les plans ont également été publiés sur le site internet de l'IVV ainsi que sur le géoportail de l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

Ensuite les réclamations de la part des vignerons ont été analysées et discutées.

Ce deuxième projet va être présenté début 2012 à la profession viticole.

## **11. La mise en place de la conditionnalité et d'un catalogue de sanctions**

Le règlement (CE) n° 73/2009 dispose en son article 4 que « tout agriculteur percevant des paiements directs est tenu de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion visées à l'annexe II, conformément au calendrier fixé dans cette annexe, ainsi que les bonnes conditions agricoles et environnementales établies conformément à l'article 6 ».

Le règlement modifié (CE) n° 1122/2009 établit les modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des régimes d'aide directs (régime de paiement unique, régime d'aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles et prime d'arrachage définitif de superficies viticoles).

Le règlement modifié (CE) n° 1975/2006 établit les modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre des mesures de soutien au développement rural (prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage et régime d'aide en faveur de la lutte biologique contre le ver de la grappe).

Le tableau des réductions et exclusions en cas de non-conformité des règles de la conditionnalité sont publiés en annexe IV du règlement grand-ducal du 25 novembre 2011 portant application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de paiement unique, de la conditionnalité et du système intégré de gestion et de contrôle dans le cadre de la politique agricole commune.

Le tableau relatif aux réductions et exclusions en cas de non-conformité des conditions spécifiques à la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage sera publié par la même voie.

## **12. Le recensement viticole et le casier viticole**

Le recensement viticole a comme but la constitution et l'actualisation du casier viticole (règlement (CE) N° 479/2008 du Conseil du 29 avril 2008) et du système Intégré de gestion et de contrôle (règlement (CE) no 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009). Le recensement viticole est effectué annuellement et représentait en 2011 la situation des exploitations viticoles au 15 mai. Chaque viticulteur est obligé d'y indiquer tous les changements à l'IVV concernant son exploitation à l'aide de formulaires alphanumériques et graphiques pré-imprimés qui lui sont adressés par courrier.

Les données ainsi recensées sont utilisées pour toutes les demandes d'aides liées à la surface et le calcul de leur montant. En plus, les données servent de base au calcul des marges brutes standards, des cotisations du fonds de solidarité viticole et du rendement à l'hectare.

L'IVV a mis en place avec le Centre des Technologies de l'Information de l'Etat un système de gestion permettant depuis 2009 la coexistence des deux superficies pour une même parcelle :

- surface brute: c'est la superficie « QUOTAS » en m2 qui sert comme base de calcul des rendements.
- surface nette : surface « FLIK », superficie nette en production de vignes, déterminée par le système d'information géographique sur base des ortho-photos et utilisée pour le paiement des aides à la surface.

Ces parcelles de référence ainsi que les informations relatives à la surface réellement plantée par les exploitants sont également saisies dans la partie graphique du Système Intégré de gestion et de contrôle du Ministère de l'Agriculture. Ces données relatives à la surface sont ensuite utilisées

- par le Service d'Economie rurale pour le calcul du montant de la prime unique pour les viticulteurs.
- par l'IVV pour le calcul de la prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage en viticulture, de la prime pour la lutte biologique contre la tordeuse de la grappe, de l'aide à la reconversion et à la restructuration des vignobles, de l'aide à la plantation des vignobles, de la prime à l'arrachage des vignobles.

En 2011, la section viticulture a également procédé au recensement des déclarations de stock de vins au 31/7/2011 et des déclarations de récolte et le contrôle des rendements viticoles.

### **13. La prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage dans les vignobles**

La loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural (art. 25), le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ainsi que le règlement grand-ducal du 17 octobre 2008 instituant une prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement constituent les bases légales et réglementaires de ce programme agri-environnemental. Ce nouveau programme remplace l'ancienne prime à l'entretien de l'espace naturel et du paysage qui se basait sur le règlement (CE) 1257/1999 du conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).

Le nouveau programme d'aide permet aux viticulteurs de souscrire des engagements pluriannuels (5 années) en vue de favoriser une exploitation viticole compatible avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel. A ce titre, les viticulteurs touchent une compensation pour les pertes de revenu dues à une réduction de la production et à une augmentation des coûts de production suite à une utilisation de pratiques culturales plus respectueuses de l'environnement.

A partir de cette nouvelle période de programmation, le respect des exigences de la conditionnalité (cross-compliance) est une condition générale à respecter par les bénéficiaires du programme d'aide.

Bilan des paiements effectués en 2011 :

Année culturale	2010/2011
Nombre de viticulteurs	213
Montant total	670.892,92 €
Dont:	
<i>Part nationale</i>	594.720,77 €
<i>Part UE</i>	76.172,15 €
Superficie totale (ha)	822,09 ha
Dont:	
>15 % pente	541,19 ha
>30 % pente	252,10 ha
>45 % pente	28,80 ha

#### **14. La prime à l'arrachage de superficies viticoles**

La prime à l'arrachage vise à favoriser l'arrachage définitif de surfaces viticoles qui se situent généralement à la limite du périmètre viticole et qui sont peu aptes à la production viticole de qualité. Le règlement (CE) N° 479/2008 du Conseil ainsi que le règlement grand-ducal du 19 août 2008 relatif à la gestion du potentiel de production viticole constituent les bases légales de cette aide financière qui s'étend sur les 3 campagnes 2008/2009 ; 2009/2010 et 2010/2011.

Le respect des exigences de la conditionnalité (cross-compliance) est une condition générale à respecter par les bénéficiaires pendant une période de 3 ans suivant l'année de paiement de la prime.

Bilan de la prime à l'abandon définitif de superficies viticoles pour l'année culturale 2010/2011: 1 demande pour un montant de 2.205 € et une superficie de 35 ares.

#### **15. L'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles**

Le règlement grand-ducal du 31 mars 2010 instaurant un régime d'aides à la restructuration et à la reconversion des vignobles offre, sous certaines conditions, une aide financière aux exploitants viticoles pour l'arrachage et la replantation d'une vigne. Le régime d'aide a pour objet d'accélérer la reconversion variétale, c'est-à-dire le remplacement des cépages dont la demande sur le marché est en régression, par des cépages plus appréciés par les consommateurs. Il vise également à favoriser davantage des techniques de culture de vignobles qui sont plus facilement mécanisables dans le but de réduire les coûts d'exploitation.

Le nouveau régime d'aide est une aide nationale qui n'est plus financée par la Commission Européenne. Le demandeur d'aide a le choix entre deux modes de paiement: le calcul sur base forfaitaire ou le calcul sur base des coûts éligibles.

Pour le premier exercice cultural 2009/2010, 58 demandes ont été présentées pour une superficie totale de 16 hectares. Le délai de réalisation des travaux étant le 31 décembre 2010, le paiement était prévu pour le premier trimestre de l'exercice 2011.

L'introduction de deux modes de paiement a nécessité une modification des programmes informatiques ce qui a engendré un retard dans le traitement des demandes. Les paiements sur base forfaitaire ont été reportés au 3<sup>e</sup> trimestre 2011 et les paiements sur base des coûts au 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

Bilan des paiements effectués en 2011 :

Nombre de demandes	18
Montant total	38.571,40 €
Superficie totale (ha)	4,55 ha

#### **16. L'aide pour la lutte biologique contre le ver de la grappe**

L'emploi d'insecticides a été notablement diminué les dernières années grâce au développement de méthodes biologiques, telle la technique de la confusion sexuelle dans la lutte contre le ver de la grappe, papillon ravageur de la vigne, responsable de dégâts importants. L'application de cette technique est beaucoup plus coûteuse que celle des insecticides, d'où la nécessité de subventionner son utilisation.

Le règlement grand-ducal du 26 août 2009 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de productions agricoles compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, met en place un régime d'aide visant à favoriser dans les vignobles la lutte biologique contre le ver de la grappe. L'objectif est de supplanter jusqu'en 2013 dans tout le vignoble les insecticides utilisés en viticulture par la technique biologique de la confusion sexuelle.

En 2011, 277 exploitations ont introduit une demande en vue de l'obtention de cette aide dans laquelle ils s'engagent à appliquer cette technique pendant 5 ans dans les zones concernées.

Bilan des paiements effectués en 2011:

Année culturale	2010/2011
Nombre de viticulteurs	277
Montant total	131.412 €
<i>Dont</i>	
<i>Part Nationale</i>	98.559 €
<i>Part UE</i>	32.853 €
Superficie totale (ha)	995,55 ha

## D. La structure du vignoble luxembourgeois

### 1. La superficie du vignoble et le nombre des exploitations

La superficie totale du vignoble en 2011 est 1.290 ha, dont 15 ha sont cultivés par 13 exploitations allemandes et 1 ha par 2 exploitations françaises.

La superficie viticole luxembourgeoise totale exploitée en 2011 par des exploitations qui ont leur siège au Luxembourg, était de 1.274 ha dont 1.220 ha en production alors qu'en 1992 elle s'élevait encore à 1.391 ha. Cette diminution s'explique en partie par le programme d'arrachage définitif des parcelles viticoles mis en place depuis 1989 par les différentes organisations communautaires du marché viti-vinicole ainsi que par la perte de superficies viticoles suite à l'urbanisation.

Le processus de restructuration vers des unités de production plus grandes se poursuit. En l'espace de 20 ans, le nombre des exploitations viticoles luxembourgeoises est passé de 831 unités en 1992 à 384 unités en 2011, soit une régression de 54%. La surface moyenne des exploitations viticoles est actuellement de l'ordre de 3,2 ha.

Suite aux effets du remembrement et de la prime à la restructuration et à la reconversion du vignoble, la restructuration du vignoble luxembourgeois est accompagnée d'une amélioration sensible des conditions de travail dans la vigne. En 20 ans, le nombre des parcelles a diminué de 1.796 unités et s'élève aujourd'hui à 4.898 unités. Grâce à la rationalisation des travaux et à la réduction des parcours dans les vignobles remembrés, grâce aussi à une mécanisation plus poussée, les conditions d'exploitation des vignobles ont été sensiblement améliorées.

Une diminution importante de la surface se fait remarquer pour le cépage Rivaner. Avec 336,98 ha, ce cépage occupe aujourd'hui 26,5 % de la superficie viticole, soit une diminution de 256 ha par rapport à 1992. En ce qui concerne l'Elbling, on note également une très forte régression de sa superficie au profit d'autres cépages. La surface cultivée en Elbling atteint actuellement 99,83 ha, soit la moitié de sa superficie déclarée de 1992. La surface plantée en Riesling est restée stable au cours des dernières 20 années. Elle représente actuellement 156 ha, soit

12,2 % du vignoble. Les cépages Auxerrois, Pinot blanc et Pinot gris occupent ensemble 526 ha, soit 41 % de notre superficie viticole. Depuis 1992, leur surface a augmenté de 44%.

Depuis quelques années, le cépage Pinot noir se réjouit d'une grande popularité. En effet, depuis plus d'une décennie, sa surface ne cesse d'augmenter et occupe en 2011, avec 105,20 ha, 8% du vignoble luxembourgeois.

## 2. Le nombre d'exploitations et la superficie viticole totale par classe de grandeur en 2011

classes de grandeur (en ares)	Nombre d'exploitants	Superficie totale (en ha)
0,00 - 0,10 ha	29	1,8
0.11 - 0.20 ha	31	4,5
0.21 - 0.30 ha	29	7,1
0.31 - 0.50 ha	30	11,7
0.51 - 1.00 ha	61	42,6
1.01 - 2.00 ha	41	58,0
2.01 - 3.00 ha	19	47,8
3.01 - 5.00 ha	36	141,7
5.01 - 10.00 ha	79	552,7
10.01 - 20.00 ha	25	305,8
20.01 - 30.00 ha	4	100,4
> 30 ha	0	0,0
Total :	384	1274

Source : IVV

Il est à noter que sur un total de 384 exploitations, 29 exploitent une surface supérieure à 10 ha. Ces 29 exploitations gèrent ensemble 406 ha, soit 31% de la surface totale.

## 3. L'âge des chefs d'exploitation en 2011

Classes de grandeur (en ans)	Nombre des chefs d'exploitations	Superficie totale (en ha)
< 35 ans	20	95
35 - 50 ans	104	456
50 – 65 ans	164	573
> 65 ans	96	150
Total :	384	1.274

Source : IVV

A noter que 68% des exploitants sont âgés de plus de 50 ans et exploitent 57% de la superficie viticole.

#### 4. La répartition de la superficie

	1992		2011		
	Superficie (ha)	%	Exploitations	Superficie (ha)	%
Vinsmoselle	895	64	260	780	61
Vignerons indépendants	276	20	50	298	24
Négoce avec les producteurs de raisins	220	16	74	196	15
TOTAL :	1.391	100	384	1.274	100

Source : IVV

#### 5. Les différents modes de mécanisation, de conduite et de travail en 2011

Mode de mécanisation	ha	%
<i>Par treuil</i>	53	4,1
<i>Traction direct</i>	1.196	93,8
<i>A la main</i>	21	1,6

Mode de conduite	Ha	%
<i>Sur échelas</i>	12	0,9
<i>Sur treillis de support</i>	1.257	99,0

Source : IVV

## 6. Les exploitations et les parcelles par localité viticole en 2011

Localités au 15.05.2011	Exploitations (1)	Parcelles	Superficie cultivée (ha) (2)	Classes de grandeurs					
				1 - 5 ha		5 - 10 ha		+ 10 ha	
				(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Ahn	15	245	92,00	5	13,44	8	54,51	2	24,13
Bech-Kleinmacher	30	490	115,37	21	28,07	6	43,43	3	43,87
Bous	9	56	12,51	9	12,52	0	0,00	0	0,00
Ehnen	21	238	52,16	16	10,77	4	29,88	1	11,50
Ellangen	5	89	23,92	3	3,67	1	8,66	1	11,59
Elvange	1	3	0,22	1	0,22	0	0,00	0	0,00
Erpeldingen	2	49	10,28	1	2,48	1	7,80	0	0,00
Gostingen	7	54	13,77	6	7,55	1	6,23	0	0,00
Greiweldange	15	137	43,62	11	9,42	3	23,69	1	10,50
Grevenmacher	16	384	116,98	9	16,11	2	12,93	5	87,94
Kopstal	2	3	1,49	2	1,49	0	0,00	0	0,00
Lenningen	5	8	2,46	5	2,46	0	0,00	0	0,00
Machtum	25	231	78,46	16	10,80	7	47,19	2	20,47
Mensdorf	1	3	0,76	1	0,76	0	0,00	0	0,00
Mertert	5	99	49,33	0	0,00	4	25,53	1	23,80
Mondorf	1	32	5,59	0	0,00	1	5,59	0	0,00
Niederdonven	13	182	56,79	10	13,64	2	15,59	1	27,56
Oberdonven	2	4	1,32	2	1,32	0	0,00	0	0,00
Remerschen	36	503	105,08	29	45,92	6	44,45	1	14,72
Remich	27	284	79,63	20	20,63	4	24,49	3	34,52
Rolling	2	50	8,87	1	3,06	1	5,82	0	0,00
Rosport	2	9	1,79	2	1,79	0	0,00	0	0,00
Schengen	16	409	94,59	7	13,61	5	34,55	4	46,44
Schwebsange	27	235	51,59	23	18,90	4	32,69	0	0,00
Stadtbredimus	18	265	69,64	12	19,94	4	26,61	2	23,09
Steinheim	1	3	0,48	1	0,48	0	0,00	0	0,00
Wasserbillig	4	4	0,59	4	0,59	0	0,00	0	0,00
Wellenstein	22	269	62,88	15	15,73	7	47,15	0	0,00
Wintrange	12	225	43,03	8	7,89	3	21,65	1	13,49
Wormeldange	31	245	56,22	26	17,41	4	26,27	1	12,54
Wormeldange-Haut	11	90	22,40	10	14,45	1	7,95	0	0,00
<b>Total</b>	<b>384</b>	<b>4.898</b>	<b>1273,94</b>	<b>276</b>	<b>315</b>	<b>79</b>	<b>553</b>	<b>29</b>	<b>406</b>

Source : IVV

## E. Le laboratoire de l'IVV

Par la loi du 12 août 2003 portant réorganisation de l'IVV, article 1, l'Institut a l'obligation de surveiller et de contrôler l'exécution des prescriptions légales et réglementaires concernant les vins et boissons similaires et de conseiller les organismes professionnels de la viticulture dans les domaines technique, économique et commercial.

A cette fin, le laboratoire de l'IVV réalise l'examen analytique des raisins, des moûts, des vins et des vins mousseux et crémants par analyse chimique de ses constituants et par détermination de ses caractères physiques.

Les principaux groupes d'analyses se présentent comme suit:

- le suivi de la maturité des raisins dans sa mission de conseiller les viticulteurs luxembourgeois à déterminer la date des vendanges,
- le contrôle analytique systématique de tous les lots de moûts durant la vendange faisant l'objet d'une vinification précisé par le règlement (CE) no 606/2009,



article 12, au service du contrôle des vins remplaçant ainsi la déclaration obligatoire d'intention d'enrichissement,

- l'analyse individuelle des vins, des vins mousseux et des crémants sur demande des viticulteurs pendant la période de la fermentation alcoolique jusqu'à l'embouteillage des vins dans notre rôle de conseiller, incluant l'analyse de conformité pour l'exportation des vins, des crémants ou des vins mousseux et l'analyse prescrite pour participation aux différents concours internationaux,
- l'examen analytique des vins, des vins mousseux et des crémants luxembourgeois sur différentes caractéristiques bien définies pour l'admission à la Marque Nationale, ainsi que l'analyse de vérification de l'identité de ces produits embouteillés après l'obtention de la Marque Nationale, prescrits par le règlement grand-ducal du 30 janvier 2001.

Le tableau ci-dessous résume le nombre des différentes analyses effectuées au cours de l'année 2011 au laboratoire de l'IVV:

	Nombre
Analyses de contrôle des moûts	2.324
Analyses individuelles sur demande	35.462
Analyses pour admission à la Marque Nationale et analyse de vérification de l'identité	9.891

Les analyses de la maturité des raisins, qui sont indispensables pour une bonne planification de la vendange, ont débuté en date du 10 août 2011 avec les cépages Rivaner et Pinot Noir précoce et elles se sont terminées le 5 octobre 2011 avec le cépage Riesling. Elles sont réalisées chaque année de manière systématique sur tous les cépages issus du vignoble de l'IVV et parallèlement sur des raisins des parcelles de vignoble le long de la Moselle, en collaboration avec les vignerons indépendants. Les analyses de maturité des raisins portent sur le taux de sucre naturel (°Oechsle), le pH, l'acidité totale ainsi que sur les acides organiques L-malique et tartrique. En effet, le rapport croissant d'acide tartrique sur acide L-malique donne un indice supplémentaire pour une bonne évolution de la maturité. Ces résultats d'analyses mis à disposition via Internet, offrent des informations précieuses à tous les viticulteurs avant et durant les vendanges.

Les analyses de contrôle des moûts sont réalisées systématiquement et portent sur le taux de sucre naturel (°Oechsle), le pH et l'acidité totale des moûts. De plus la détermination de l'azote  $\alpha$ -aminé et de l'azote ammoniacal peut être réalisée. La somme des teneurs des deux azotes correspond à l'azote qui est assimilable par les levures. Grâce à cette information, les vignerons peuvent apporter un dosage adapté de préparations nutritives aux levures pour favoriser de manière optimale la multiplication des levures et ainsi une meilleure fermentation.

Pour répondre au mieux aux besoins de nos différents clients, le laboratoire œnologique de l'IVV est ouvert durant toute l'année. Ainsi, les analyses individuelles sur demande des viticulteurs et les examens analytiques obligatoires des vins luxembourgeois pour l'admission à la Marque Nationale peuvent être effectués dans les meilleurs délais.

Les analyses de base des vins, couramment demandées pour le bon suivi de la vinification sont la détermination de la valeur pH, de l'acidité totale, des acides principaux tels l'acide tartrique et l'acide L-malique, de l'acidité volatile ou de l'acide acétique, de la fructose et glucose, du dioxyde de soufre total et libre, du titre alcoométrique volumique, de la densité relative, de l'extrait sec total, du dioxyde de carbone et de la surpression des crémants et mousseux.

D'autre part, des analyses plus spécifiques, telles celles concernant les teneurs en fer et cuivre, les phénols totaux, l'acide sorbique, la détermination de la stabilité tartrique, de la stabilité protéique, de la stabilité à chaud et de la dose réellement nécessaire en bentonite, du collage bleu, ainsi que le suivi des fermentations malolactiques (l'acide L-lactique), sont proposées aux viticulteurs.

En 2011, le projet pour l'obtention de l'accréditation selon la norme ISO 17025 sur les prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnage et d'essais a été très bien poursuivie. Cette accréditation est indispensable pour le laboratoire œnologique à cause de l'exigence législative pour les laboratoires officiels analysant des denrées alimentaires d'après la directive européenne 93/99/CEE mais également pour avoir la reconnaissance de notre compétence au niveau national et international.

Ainsi, l'audit initial à la demande d'accréditation selon la norme ISO 17025 est planifié conformément aux dispositions prises de commun accord entre l'Office Luxembourgeois d'Accréditation et de Surveillance (OLAS) et notre laboratoire pour les 6 et 7 mars 2012.

## **F. Le département de l'œnologie-microbiologie**

Parmi les multiples missions de l'IVV, le conseil pour les organismes professionnels dans les domaines techniques comme la viticulture et la vinification joue un rôle très important. Ainsi, chaque année, différents essais qui sont issus de la viticulture et des pratiques de vinification sont réalisés dans la cave de l'Institut.

### **1. La vinification de différents cépages rouges**

Depuis 2003, l'IVV cultive, entre autres, plusieurs cépages rouges dans son vignoble d'expérimentation. Le but est d'analyser non seulement leur aptitude culturale dans nos régions mais aussi leur potentiel de vinification. Ainsi les cépages Regent, Acolon, Cabernet Dorio, Cabernet Dorsa, Gamaret, Merlot, Rondo, Zweigelt et Dornfelder ont été vinifiés en 2011 dans la cave de l'IVV. La vinification a débuté avec une phase de macération thermorégulée afin d'extraire les composés phénoliques (couleur et tannins). Après la fermentation alcoolique, le département œnologie a procédé à la fermentation malolactique (dégradation de l'acide malique) par ajout de bactéries. Des courbes ont été réalisées sur tous les vins afin d'avoir un aperçu rétrospectif sur le cours de cette fermentation malolactique. Au cours de la vinification, les spécificités des différents cépages ne sont pourtant jamais négligées. Les vins issus de certains cépages subissent un élevage particulier en fût de chêne dans le but de mieux les équilibrer. Bien que la méthode de vinification en soi soit relativement identique, de grandes différences se font sentir parfois dans la structure et le corps des différents vins. En corrélation avec ces caractéristiques, des réflexions sur l'aptitude de ces cépages au terroir luxembourgeois sont menées.

Les viticulteurs seront invités à des dégustations pour se faire eux-mêmes une impression des résultats organoleptiques de ces essais.

### **2. La démalication de moûts par des levures *Schizosaccharomyces pombe* incluses dans des billes d'alginate sèches**

Les vins produits dans notre zone septentrionale peuvent contenir des teneurs élevées en acidité libérant ainsi une certaine agressivité et de l'amertume en bouche. Le fait de réduire la quantité d'acide malique grâce à l'utilisation de certaines souches de levures peut contribuer à assouplir et à améliorer le vin obtenu. De plus, réduire la teneur en acide malique au cours de la fermentation peut avoir un impact direct sur la durée de la fermentation malo-lactique et sur la stabilité microbiologique

du vin. La souche de levure utilisée a la capacité à métaboliser l'acide malique au cours de la fermentation. Le procédé courant de dégradation de l'acide malique est la bien connue fermentation malo-lactique (FML) due à *Oenococcus oeni*. Même si des progrès réels ont été réalisés dans la production de levains bactériens, la réussite n'est pas toujours assurée, tout spécialement lorsque les vins très acides ou carencés ne permettent pas le développement des bactéries. L'emploi de levures du genre *Schizosaccharomyces* qui réalisent la fermentation malo-alcoolique (FMA) a été envisagé dès les années 1970. Le moût estensemencé en *Schizosaccharomyces* avant la fermentation alcoolique et lorsque le pH a atteint la valeur souhaitée, un apport massif de levures *Saccharomyces* est effectué, ceci afin d'éviter un trop fort développement de *Schizosaccharomyces* susceptible de conduire à de faux arômes. L'immobilisation de ces levures permet de maîtriser totalement leur activité: les billes contenant ces *Schizosaccharomyces* sont placées dans une sorte de sac poreux, lui même introduit dans la cuve à traiter. Lorsque le pH a atteint, la valeur attendue, le sac est retiré de la cuve et le moût estensemencé avec *Saccharomyces*. Les mêmes « billes » peuvent d'ailleurs être réutilisées plusieurs fois. Après des tests prometteurs en 2010, la démalication fut expérimentée en 2011 sur les cépages d'essai Sauvignon Blanc et Riesling Rouge. Les moûts de ces deux cépages récoltés ont présenté des taux d'acidité relativement élevés et le procédé particulier de la démalication par levures s'est avéré bien approprié. En 2011, ce procédé s'est révélé de nouveau comme méthode simple et efficace pour harmoniser les vins dans leur acidité.

### **3. L'impact d'une défoliation sur les arômes du Sauvignon Blanc**

L'impact d'une défoliation sur les arômes du Sauvignon Blanc est décrit en page 5 du présent chapitre.

## **G. La viticulture dans l'Union européenne**

164 millions d'hectolitres ont été produits par l'UE-27 en 2011, ce qui correspond plus ou moins à la récolte précédente de 163,6 Mio hl.

Le commerce mondial total s'est élevé à environ 94,9 Mio hl en 2011 (production globale : 259 Mio hl) ; le commerce Extra-UE en représente environ 49,9 Mio hl, le commerce Intra-UE environ 43 Mio hl (42 Mio hl en 2009). Les volumes de vin importés de l'UE-27 par des pays tiers comme les Etats-Unis, la Russie et surtout les pays d'Asie sont en augmentation. En 2010, 17,6% de toutes les importations de vin par l'Asie par exemple provenait de l'UE (par rapport à 12% en 2009) et 18,4% des importations de vin par les Etats-Unis (15% en 2009).

### **1. Les appellations d'origine**

Les dénominations de vins protégés avant l'entrée en vigueur de la nouvelle OCM-vin sont automatiquement protégées au titre du règlement 479/2008 du conseil portant organisation commune du marché vitivinicole à condition que les États membres transmettent au plus tard le 31 décembre 2011 les dossiers techniques et les décisions nationales d'approbation à la Commission.

Le dossier technique comportant le cahier de charge pour l'appellation d'origine protégée « Moselle Luxembourgeoise » a été envoyé à la commission le 12 décembre 2011.

## **2. L'étiquetage des allergènes**

La période transitoire prévoyant un report de l'obligation de mentionner sur les étiquettes la présence de caséine et d'ovalbumine a été prolongée jusqu'au 30 juin 2012.

Comme suite à des études scientifiques sur l'allergénicité de la caséine et de l'ovalbumine qui sont utilisées comme agents de clarification au cours de la vinification, l'EFSA (European Food Safety Authority) a rendu des avis scientifiques sur les substances susmentionnées. L'évaluation scientifique de l'EFSA conclut que les risques de faire une réaction allergique sur les substances caséine et ovalbumine n'ont pas pu être exclus.

Les Etats membres essaient pour le moment de convaincre la commission que l'étiquetage des substances caséine (contient lait) et ovalbumine (contient œuf) n'entre en vigueur qu'à partir de la récolte 2012.

## **H. La marque nationale du vin luxembourgeois**

Intégré dans l'IVV, la Marque nationale du vin luxembourgeois a dans ses attributions de veiller sur l'authenticité des vins et vins mousseux produits dans la région viticole luxembourgeoise et d'en contrôler la qualité.

En fait elle est un organisme de contrôle de l'Etat, car elle est placée sous la tutelle du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et le règlement grand-ducal de base stipule que ; « La marque nationale du vin luxembourgeois garantit :

- que le vin est d'origine luxembourgeoise ;
- qu'il est placé sous le contrôle de l'Etat ;
- qu'il n'a subi aucun coupage avec un vin étranger;
- qu'il répond aux critères de qualité et à conditions fixées par la réglementation viticole luxembourgeoise et par la réglementation afférente de l'Union européenne. »

### **1. Les structures**

La Marque Nationale du vin est gérée par l'Office Nationale de l'Appellation d'Origine Contrôlée « Moselle Luxembourgeoise » (O.N.A.O.C.) qui a dans ses attributions la gestion financière, administrative et technique.

Pour l'exécution de sa mission, il dispose d'une commission de dégustation et d'un service technique.

L'O.N.A.O.C. ainsi que la commission de dégustation sont composés de délégués

- des Domaines de Vinsmoselle,
- de l'Organisation Professionnelle des Viticulteurs Indépendants
- des Négociants en Vin et Vins Mousseux,
- de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs,
- de l'Horesca,
- de l'Etat.

Les membres de l'O.N.A.O.C. et de la commission de dégustation sont nommés par le ministre sur proposition des groupements respectifs.

Le personnel du service technique fait partie de l'IVV.

## **2. Les procédures et le fonctionnement**

L'attribution de la mention de qualité « Appellation Contrôlée – Moselle Luxembourgeoise » à un vin luxembourgeois dépend d'une réglementation nationale et européenne assez stricte. Quoique la présentation d'un vin pour l'obtention du certificat de qualité soit facultative, la quasi-totalité des vins luxembourgeois est présentée au contrôle de qualité de la Marque Nationale.

Le producteur introduit au service technique une demande pour l'obtention de l'appellation d'origine contrôlée ou pour une des mentions qualitatives, ainsi que trois bouteilles-échantillon pour chaque vin.

Dans une première étape, le vin est soumis à un examen analytique au laboratoire de l'IVV, où on contrôle les valeurs analytiques fixées par règlement, tels que, la densité relative, le titre alcoométrique total, le titre alcoométrique acquis, les sucres, l'extrait sec total, le potentiel hydrogène, l'acidité totale et le dioxyde de soufre total.

Suit l'examen organoleptique effectué par la commission de dégustation.

Cet examen porte sur la couleur, la limpidité, l'odeur et la saveur du vin. Pour l'obtention de la mention de qualité 'Appellation Contrôlée - Moselle Luxembourgeoise' le vin doit obtenir au moins 12 points sur 20. A part de cette mention, le vin peut prétendre à des mentions qualitatives plus élevées.

Le nombre minimal de points requis pour ces mentions sont :

- 14 points pour la mention 'Vin classé',
- 16 points pour la mention 'Premier cru'
- 18 points pour la mention 'Grand premier cru'.

Préalablement aux examens analytique et organoleptique, un certain nombre de contrôles sont effectués par le service technique, tels que la prise d'échantillons dans les caves, l'identification du vin dans les registres des caves, etc.

Après avoir passé avec succès les contrôles et les examens analytique et organoleptique, un numéro de contrôle est attribué au vin de qualité qui doit être imprimé sur l'étiquette et qui garantit la traçabilité du vin. En outre, le vin a le droit de porter le certificat de qualité sous forme d'une contre-étiquette sur la bouteille. Pour le consommateur, cette étiquette est synonyme de qualité contrôlée par l'Etat.

Le nombre d'étiquettes émises par le service technique correspond toujours au volume de vin admis à la marque nationale.

Avant la mise sur le marché du vin, 2 échantillons sont soit prélevés par le service technique chez le producteur, soit remis par celui-ci audit service endéans les huit jours suivant l'embouteillage. Un premier échantillon est utilisé pour une analyse chimique permettant la vérification de l'identité du vin embouteillé à celui ayant été examiné par la commission de dégustation. Le deuxième échantillon est conservé pour une contre-expertise éventuelle.

Pour les crémants de Luxembourg et les vins mousseux de qualité, les mêmes procédures sont requises pour l'obtention de l'Appellation contrôlée – Moselle Luxembourgeoise, sauf qu'il n'existe pas de mentions qualitatives comme pour le vin tranquille.

### 3. Les résultats des classements qualitatifs des vins, crémants et vins mousseux

Au cours de l'exercice 2011, la commission de dégustation s'est réunie en 47 séances pour examiner 1.366 vins tranquilles, 124 crémants et 11 vins mousseux de qualité, soit un total de 1.501 échantillons.

Les volumes correspondants sont de 107.142 hl pour les vins tranquilles, 16.987 hl pour les crémants et 3.415 hl pour les vins mousseux de qualité.

Le nombre total des échantillons de vin tranquille (admis et ajournés et représentés) dégustés en 2011 se subdivise comme suit :

Millésime 2008 :	2 échantillons
Millésime 2009 :	61 échantillons
Millésime 2010 :	1.273 échantillons
Millésime 2011 :	25 échantillons
Vins sans cépage :	5 échantillons

Le volume de vin tranquille du millésime 2010 de 80.243 hl (1.012 échantillons a été classé comme suit :

- 2.546 hl – Vin de table – (3,18 %)
- 39.361 hl – Appellation Contrôlée – Moselle Luxembourgeoise – (49,05 %)
- 13.808 hl – Vin classé – (17,21 %)
- 3.690 hl – Premier cru – (4,60 %)
- 20.838 hl – Grand premier cru – (25,96 %)

Les résultats pour les vins mousseux se présentent comme suit :

Crémant de Luxembourg :

- |                                |           |           |
|--------------------------------|-----------|-----------|
| - 124 échantillons présentés : | 16.987 hl | , dont    |
| - 117 échantillons admis :     | 16.124 hl | - (94,2%) |
| - 7 échantillons non-admis :   | 863 hl    | - (5,8%)  |

Vin mousseux de qualité :

- |                                       |          |          |
|---------------------------------------|----------|----------|
| - 11 échantillons présentés et admis: | 3.415 hl | - (100%) |
|---------------------------------------|----------|----------|

Les conditions climatiques de l'année 2010 étaient assez favorables à la production de vins pour les mentions particulières 'Vendanges tardives', 'Vin de glace' et 'Vin de paille'

Ainsi ont été admis :

- |                        |              |                   |
|------------------------|--------------|-------------------|
| - Vendanges tardives : | 8.670 litres | - 18 échantillons |
| - Vins de glace :      | 1.647 litres | - 5 échantillons  |
| - Vins de paille :     | 155 litres   | - 2 échantillons  |

### 4. La situation financière

La gestion financière est une des principales attributions de l'Office Nationale de l'Appellation d'Origine Contrôlée « Moselle Luxembourgeoise » (O.N.A.O.C.), dénommé aussi « Commission de gérance ».

En 2011, elle s'est réunie à quatre reprises.

Lors de la première réunion le bilan et le compte des pertes et profits de l'exercice 2010 ont été approuvés et le budget prévisionnel pour l'exercice 2011 a été élaboré.

Les moyens financiers pour couvrir les frais de fonctionnement proviennent de la vente des labels de qualité et de taxes pour la présentation de vins à la Marque Nationale.

Pour l'exercice 2011, la vente de labels de qualité (collerettes) s'est élevé à 13.144.000 labels, dont 10.281.000 pièces pour les vins tranquilles, 2.418.000 pièces pour les crémants de Luxembourg et 445.000 pièces pour les vins mousseux de qualité.

La recette de la vente de labels s'élève à 394.369,70 €, y compris un montant de 232.110,56€ pour le Fonds de Solidarité Viticole destiné à la promotion du vin luxembourgeois.

Cette contribution est en sorte une redevance des producteurs par bouteille vendue qui est utilisée pour la publicité pour leur produit.

En ce qui concerne la taxe de présentation de 6,20 € par échantillon, les recettes s'élèvent à 9.306,20 € provenant de 1.501 vins classés par la commission de dégustation.

Sur demande des organisations professionnelles, la commission de gérance s'est occupée de l'élaboration d'un nouveau concept pour l'identification des vins luxembourgeois par le biais du label de qualité de la marque nationale.

Des projets de lay-out des étiquettes ont été soumis par différentes agences publicitaires.

Les délégués de la commission de gérance sont toujours en train de travailler sur ce concept, avec le but de l'officialiser lors de la grande réforme concernant le régime des Appellations d'Origine Protégé prévue pour la fin de 2012.

## **5. Les activités auxiliaires**

Traditionnellement, la marque nationale du vin participe à plusieurs actions de promotion, notamment à la Foire Internationale de Printemps à Luxembourg, à la Foire Agricole à Ettelbruck et, tous les 3 ans, au salon de la gastronomie, l'Expogast, à Luxembourg.

Lors de ces foires, les vins sont présentés en dégustation sur un stand publicitaire commun, ensemble avec d'autres produits agricoles portant une marque nationale.

Ces actions sont organisées et financées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

## **I. Les activités du Fonds de solidarité viticole et de la Commission de Promotion en 2011**

### **1. Le Fonds de solidarité viticole**

Au cours de l'année écoulée, le Comité-directeur du Fonds de solidarité viticole s'est réuni six fois.

Il a proposé la date de mise sur le marché pour le « Fiederwäissen luxembourgeois » ainsi que pour les vins nouveaux 2011. Les vigneron sont priés

par le Fonds de solidarité viticole de respecter les dates fixées pour des raisons qualitatives afin de garantir au consommateur des produits d'une qualité parfaite.

Pour ce qui est de la mise en œuvre au niveau national de l'O.C.M. - vin – plusieurs versions possibles ont été esquissées en vue d'adapter l'AOP- Moselle luxembourgeoise. Ces adaptations consistent à créer 4 paliers qualitatifs avec rendement maximum: AOP Moselle luxembourgeoise (tous les cépages - vins blancs, rosés, rouges et assemblages), Premier cru (tous les cépages blancs autorisés, sauf l'Elbling), Grand Premier Cru (tous les cépages blancs autorisés, sauf l'Elbling et le Rivaner), Vins chartrés (vins provenant des Charta Schengen Prestige, Charta Privatwënzer et Domaine et Tradition.

Aucun changement n'est prévu pour les mentions particulières (vendanges tardives, vin de glace et vin de paille) et l'appellation Crémant de Luxembourg.

La profession a en outre suggéré que l'Etat demande à la Commission pour l'introduction de la catégorie « vins de cépages » pour les cépages suivants : Elbling, Rivaner, Auxerrois, Pinot Blanc.

Dans le cadre de l'accord signé le 29 mars 2010 entre les trois groupements de producteurs de vins luxembourgeois, à savoir, les « Domaines Vinsmoselle, l'Organisation Professionnelle des Vignerons indépendants et la Fédération des Négociants en Vins », le comité-directeur a avisé les règlements d'ordre intérieur se rapportant au Fonds de solidarité viticole, à la Commission de promotion des vins et crémants de Luxembourg et à la Commission technique.

L'AREV est composée de 75 régions viticoles de l'Union européenne et chaque région dispose au sein de l'AREV d'une représentation politique et interprofessionnelle. De par cette double représentativité, l'AREV a pour objectif d'intervenir auprès toutes les institutions européennes et mondiales ayant droit à la viticulture et au vin.

En 2011, le Luxembourg a participé à différentes réunions:

- 19 janvier, Bruxelles – réunion du bureau international
- 23 février, Paris – Groupe de travail OCM - Vin/Etude
- 29 avril, Castilla-La Mancha (Tolède) – 5ème réunion sur l'Oenotourisme
- 29/30 avril, Castilla-La Mancha (Tolède) – 19ème Session plénière, 26ème Conseil International : M. Aly Leonardy, Vice-président du Fonds de solidarité viticole, a été nommé, Président du CEPV (Comité européen des professionnels du vin) et 1er Vice-président de l'AREV
- 30 juin, Remich – réunion du bureau international
- 23 septembre, Arad (Roumanie) – réunion du bureau international
- 19 octobre, Epernay – réunion du CEPV dans le cadre du VITEFF
- 8 novembre, Berlin – Parlamentarischer Abend des Deutschen Weinbauverbandes
- 5 décembre, Mayence - réunion du CEPV.

## **2. La Commission de Promotion**

### **a) La gouvernance**

En 2011, la Commission de Promotion s'est réunie 11 fois. Un nouveau Comité de la Commission de Promotion des Vins et Crémants s'est constitué avec Marc Gales comme président pour la période du 4 mars 2011 au 29 février 2012, comme le prévoit la convention du 29 mars 2010.



## **b) La stratégie**

La Commission de Promotion des Vins et Crémants de Luxembourg a été créée en 2002 par les vignerons luxembourgeois au sein du Fonds de solidarité viticole.

Ses missions sont de créer une nouvelle image de marque, plus audacieuse et reconnaissable, pour les vins et crémants de Luxembourg et de promouvoir leur notoriété afin de faciliter leur positionnement au Luxembourg et sur le marché international.

## **c) Les missions remplies**

### **Les relations publiques (RP)**

La Commission de Promotion a été le point de contact des journalistes luxembourgeois et internationaux.

Elle leur a fourni des informations, les a accueillis ou leur a organisé des programmes des visites auprès des vignerons.

### **Le marketing événementiel**

#### *Luxembourg*

**18ème édition du Concours Mondial de Bruxelles.** La Commission de Promotion a accueilli du 5 au 8 mai 2011 l'un des plus grands événements vinicoles du monde, le Concours Mondial de Bruxelles, au Luxembourg.

Au total, ce sont 7 386 vins et spiritueux provenant de 50 pays producteurs qui se sont affrontés à Luxembourg devant une sélection des meilleurs dégustateurs du monde entier. L'édition 2011 a été organisée avec grand succès en coopération avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, l'IVV, le Lycée Technique Hôtelier Alexis Heck, le Fonds de solidarité viticole, la Commission de Promotion. En tout, 260 dégustateurs de vins et 24 dégustateurs de spiritueux (sommeliers, acheteurs, importateurs, journalistes et écrivains du vin) de 40 nationalités différentes ont planché 3 jours durant pour évaluer l'ensemble des échantillons présentés. Cette diversité tant des produits que des profils des dégustateurs est la caractéristique originale de cette compétition qui s'est développée en quelques années en un véritable « championnat du monde » de la dégustation de vins et de spiritueux.

En tout, 2.145 médailles ont été attribuées, dont 42 médailles pour le Grand-Duché, à savoir, 7 Médailles d'Or et 22 Médailles d'Argent pour les vins et crémants de Luxembourg et 5 Médailles d'Or et 8 Médailles d'Argent pour les spiritueux luxembourgeois.

Ce concours itinérant a permis au Luxembourg de témoigner de son dynamisme et de mettre en vitrine le pays et ses vins de grande qualité grâce à la présence de journalistes du secteur oeno-gastronomique et touristique de tout premier ordre.

**Fête des Vins et Crémants.** Du 25 au 27 novembre a été organisée avec grand succès la 8ème édition de la traditionnelle Fête des vins et crémants du Luxembourg. 41 vignerons luxembourgeois ont proposé des dégustations de leurs meilleurs vins et crémants sous le grand chapiteau du cirque de l'avent au Glacis à Luxembourg.

**Visite du vignoble.** Les membres de la Commission de Promotion avaient convié le 15 octobre Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que la presse pour les vendanges 2011. La visite a débuté dans le vignoble de Grevenmacher au lieu-dit « Groärd », a été suivie d'une visite d'un domaine viticole privé et s'est terminée aux Caves coopératives de Wormeldange.

Le but était de présenter à la presse l'état du vignoble luxembourgeois au début des vendanges.

#### **Autres activités**

- 4/10 : présentation des vins et crémants luxembourgeois médaillés 2011 au Concours Mondial de Bruxelles sur le MS Princesse Marie-Astrid lors d'une manifestation organisée par la Banque Raiffeissen.
- 8/10: Nuits des Musées : présentation de la Moselle luxembourgeoise lors de la Nuit des Musées au Parc de la Villa Vauban.
- 25 et 27/10: Pour la 6ème édition consécutive, les responsables du magazine Télécraan en coopération avec la Commission de Promotion et l'IVV ont organisé une grande dégustation de vins et crémants luxembourgeois. Au total 130 échantillons furent présentés à l'aveugle aux jurys. Les 14 premiers parmi les 70 finalistes seront servis lors du Dîner-Télécraan le 2 et 3 février 2012 au Casino 2000 à Mondorf-les-Bains.
- 5 et 6/11: Dégustation de vins et crémants luxembourgeois en présence des vignerons luxembourgeois à la Fête de la vigne à Koenigsmacker.

#### Etranger

##### Allemagne

En vue de développer davantage le marché allemand, la Commission de Promotion continue de préparer le marché professionnel allemand pour les producteurs luxembourgeois en participant au salon professionnel Prowein en Allemagne (du 27 au 30 mars 2011).

##### Belgique

Toujours dans un souci d'optimisation de la promotion des vins et des vins mousseux de qualité de la Moselle luxembourgeoise au niveau de la restauration et du négoce en Belgique, la Commission de Promotion a organisé les trois manifestations suivantes à Bruxelles:

- 13 octobre, conférence de presse avec la presse belge suivie d'une dégustation avec commentaires de Roby Ley, directeur de l'IVV, et d'un déjeuner, élaboré par Joël Schaeffer avec des produits du terroir, à la Maison de Luxembourg en vue d'annoncer la participation des vignerons luxembourgeois à Megavino.
- 21 au 24 octobre, pavillon luxembourgeois à Megavino, plus grand salon vins dans le Benelux avec 25.000 visiteurs et 350 exposants.
- 24 octobre, dégustation professionnelle de vins et crémants luxembourgeois à Megavino avec 6 vignerons luxembourgeois. Elaboration d'un carnet de dégustation distribué aux 130 dégustateurs professionnels.
- 21 au 24 novembre, stand luxembourgeois à Horeca Gand, salon professionnel destiné aux professionnels de l'hôtellerie et restauration.
- Organisation lors du vernissage de l'exposition photo «Balade à travers le village de vignerons de renommée mondiale, Schengen Vins et Vues», de Marc Schoentgen à la Maison du Luxembourg à Bruxelles, d'une dégustation de vins et crémants de Luxembourg en présence de 6 vignerons de la Moselle luxembourgeoise.

La Commission a également présenté la Moselle luxembourgeoise et ses vins sur le stand de la Chambre de commerce à la foire professionnelle Horecatel à Marche.

### France

Lors de la présentation du nouveau guide d'achat – 2012 au Pavillon Dauphine à Paris, 3 vignerons luxembourgeois ont reçu leur coup de cœur du directeur du Guide Hachette des Vins, en présence des représentants de l'Institut viti-vinicole et de la Commission de Promotion. Des 99 vins et 29 crémants du Luxembourg dégustés en avril à l'aveugle à l'IVV, 39 étaient retenus afin de figurer dans le guide Hachette des Vins 2012 (3 Coups de Cœur, 9 «3 étoiles», 9 «2 étoiles», 10 «1 étoile», 11 «citations»).

### Les Campagnes de promotion

#### **20 ans Crémant de Luxembourg – Nos Crémants – Vos Moments**

Dans le cadre du 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'Appellation « Crémant de Luxembourg » la Commission de promotion a développé et créé un slogan et une campagne pour le 'Crémant de Luxembourg'. Il s'agissait d'adapter un univers graphique qui aide les Vins et Crémants de Luxembourg à se différencier de la concurrence dans le secteur, de créer une mémorisation facile auprès des cibles et de créer une connivence entre le Crémant de Luxembourg et ses différents publics.

Le concept : pour un moment fort, les 20 ans, il fallait un visuel fort, la bouteille, et facilement identifiable, qui symbolise tous les crémants luxembourgeois.

Les mots qui forment cette bouteille mettent en avant les nombreux moments pétillants de ces 20 années et permettent de souligner toutes les qualités et la diversité du Crémant. Ils ne décrivent pas seulement le Crémant, mais aussi ce que les consommateurs ont pu éprouver en dégustant le Crémant de Luxembourg.

L'univers graphique accentue l'aspect célébration de ces 20 années et inscrit le crémant dans un univers moderne et dynamique. Le choix du vocabulaire utilisé ainsi que le slogan «20 ans Crémant de Luxembourg – Nos Crémants, Vos Moments» permet de renforcer le lien émotionnel entre le consommateur existant et le Crémant de Luxembourg, et permet également de créer un lien avec les clients potentiels.

Les supports et la période de communication étaient choisis afin de remercier les clients existants et en vue d'augmenter la vente du Crémant avant les fêtes de fin d'année :

#### **Ambassadeur Vins et Crémants de Luxembourg**

La Commission de Promotion des Vins et Crémants de Luxembourg a développé et créé avec l'Association luxembourgeoise des sommeliers, les Eurotoques, l'Horesca, le Vatel-Club et l'Amicale des hôteliers et restaurateurs de la Moselle, le concept et titre «Ambassadeur des Vins et Crémants de Luxembourg», une marque de qualité distincte décernée aux professionnels qui s'engagent à conseiller des vins et crémants luxembourgeois à leurs clients en

leur recommandant en priorité une gamme de crus issus des vignobles de la Moselle luxembourgeoise.

Pour obtenir ce titre, le restaurateur doit faire parvenir à la Commission de Promotion une copie de sa carte des vins et celle-ci doit comporter les spécificités suivantes: les Vins et Crémants de Luxembourg y figurent en tête, 20 Vins et Crémants luxembourgeois différents ou un tiers des vins à la carte, dont : 5 cépages luxembourgeois, 3 Crémants de Luxembourg, 1 Crémant de Luxembourg au verre, 1 cépage noble luxembourgeois au verre, les mentions du cépage, de la localité, du lieu-dit (s'il figure sur l'étiquette), du domaine, du millésime et en cas de carte «coup de cœur», 1 vin luxembourgeois ou 1 Crémant de Luxembourg.

En tant qu'Ambassadeur des Vins et Crémant de Luxembourg, le restaurateur reçoit une plaquette à apposer sur la devanture de son établissement. Chaque année, un diplôme lui est remis si les conditions de l'obtention ou de son renouvellement du titre sont remplies.

La création du titre et les ambassadeurs étaient mis en avant dans une campagne de communication de la Commission de Promotion et dans les nombreux articles et reportages dans la presse luxembourgeoise.

L'objectif de 25 membres pour la première année a été presque doublé avec 45 ambassadeurs fin 2011.

### **Les concours**

En matière de promotion internationale, le Fonds de solidarité viticole, par le biais de la Commission de Promotion continuera à apporter son soutien aux producteurs luxembourgeois en les encourageant à participer davantage à des concours et dégustations dont la renommée ne pourra que mieux renforcer l'image et servir celle de nos vins et crémants, à savoir:

- Vinalies Internationales à Paris,
- Concours Riesling du Monde à Strasbourg,
- Concours Pinot Gris et Gewürztraminer du Monde à Strasbourg,
- Concours Mondial de Bruxelles à Luxembourg,
- Monde Sélection à Bruxelles,
- «Mundus vini » Internationale Weinakademie à Neustadt/Weinstrasse,
- Sélection du Guide Hachette des Vins – édition 2012 (qui fut organisée avec brio dans les locaux de l'IVV à Remich).

Les distinctions remportées aux différents concours furent des plus encourageantes.

En 2011, le Luxembourg a participé à Mâcon au 21ème Concours des crémants de France et de Luxembourg. Du côté des producteurs luxembourgeois, ils furent 25 à présenter un total de 91 échantillons à déguster. 21 médailles d'or et 10 médailles d'argent sont inscrites au palmarès de ce Concours. La prochaine édition du 22ème Concours des crémants se tiendra les 31 mai, 1er et 2 juin 2012 en Alsace.

## **Autres activités**

La Commission de Promotion a participé:

- au groupe de travail „Terroir Moselle“ <http://www.terroirmoselle.eu/>, une initiative transnationale qui vise à améliorer la promotion de la vallée européenne de la Moselle et de ses vins. Grâce à des concepts et stratégies de communication communs, le vin de la vallée de la Moselle doit devenir le plus européen de tous les vins;
- au groupe de travail pour l'organisation du „4. Lëtzebuurger Wäibaudag 2012“ de la Fédération viticole ;
- au comité de pilotage de „Sou schmaacht Lëtzebuerg“ de la Chambre d'agriculture ;
- au groupe de travail du projet Leader Miselerland „Oenotourisme“;
- en tant que membre, aux réunions du Comité Consultatif du Commerce Extérieur;
- au groupe de travail „Office Régional de Tourisme Région Moselle Luxembourgeoise“.

## Statistiques agricoles

Tableau	1. Evolution du nombre, de la surface agricole utile et de l'étendue moyenne des exploitations agricoles de 2 ha et plus
	2. Evolution du nombre des exploitations agricoles par classe de grandeur
	3. Population active agricole
	4. Population active agricole : Répartition des assurés à la Caisse de Maladie Agricole par catégorie d'âge
	5. Evolution des principaux secteurs de production végétale de l'agriculture luxembourgeoise
	6. Evolution des principaux secteurs de production animale de l'agriculture luxembourgeoise
	7. Evolution du cheptel vif (nombre de têtes)
	8. Les exploitations agricoles suivant le nombre de bovins qu'elles détiennent
	9. Les exploitations agricoles suivant avec vaches laitières selon le nombre de vaches laitières qu'elles détiennent
	10. Les exploitations avec vaches allaitantes selon le nombre de vaches allaitantes qu'elles détiennent
	11. Les exploitations agricoles avec porcs suivant le nombre de porcs qu'elles détiennent
	12. Les exploitations avec truies reproductrices selon le nombre de truies reproductrices qu'elles détiennent
	13. Les exploitations avec porcs à l'engrais selon le nombre de porcs à l'engrais qu'elles détiennent
	14. Les évolutions du nombre de machines agricoles et les installations agricoles
	15. Evolutions des principales productions agricoles commercialisées : production végétale
	16. Evolutions des principales productions agricoles commercialisées : production animale
	17. Froment travaillé en meunerie
	18. Répartition des ventes de gros bovins indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants
	19. Répartition des ventes de porcs indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants
	20. La production laitière
	21. Exportations de produits agricoles (en tonnes)
	22. Importations de produits agricoles (en tonnes)
	23. Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA

**Tableau 1 : Evolution du nombre, de la surface agricole utile et de l'étendue moyenne des exploitations agricoles de 2 ha et plus**

(Source : STATEC)

Année	Nombre d'exploitations		Surface agricole utile totale		Superficie moyenne	
	en chiffres absolus	indices	en ha	indices	en ha	indices
1960	9 148	382,3	137 446	107,9	15,02	28,2
1965	7 673	320,6	133 623	104,9	17,41	32,7
1970	6 433	268,8	134 153	105,3	20,85	39,2
1975	5 216	218,0	130 964	102,8	25,11	47,2
1980	4 366	182,4	129 379	101,6	29,63	55,7
1985	3 768	157,5	125 576	98,6	33,33	62,6
1990	3 280	137,1	125 866	98,8	38,37	72,1
1995	2 732	114,2	126 499	99,3	46,30	87,0
2000	2 393	100,0	127 369	100,0	53,23	100,0
2001	2 314	96,7	127 673	100,2	55,17	103,7
2002	2 236	93,4	127 855	100,4	57,18	107,4
2003	2 189	91,5	127 933	100,4	58,44	109,8
2004	2 144	89,6	127 876	100,4	59,64	112,1
2005	2 185	91,3	128 916	101,2	59,00	110,8
2006	2 089	87,3	128 683	101,0	61,60	115,7
2007	2 063	86,2	130 743	102,6	63,38	119,1
2008	2 027	84,7	130 287	102,3	64,28	120,8
2009	2 012	84,1	130 631	102,6	64,93	122,0
2010	1 982	82,8	130 998	102,8	66,09	124,2
2011	1 952	81,6	131 198	103,0	67,21	126,3

**Tableau 2 : Evolution du nombre des exploitations agricoles par classes de grandeur**

(Source : STATEC)

Année	Classe de grandeur								
	2-4,9 ha	5-9,9 ha	10-19,9 ha	20-29,9 ha	30-49,9 ha	50-69,9 ha	70-99,9 ha	100 ha et plus	Toutes classes
1960	2 054	1 903	2 737	1 475	796		183		9 148
1965	1 418	1 414	2 182	1 451	993		215		7 673
1970	975	994	1 547	1 355	1 264		298		6 433
1975	696	680	1 030	925	1 365		520		5 216
1980	580	513	679	660	1 147		787		4 366
1985	520	398	521	455	891		983		3 768
1990	465	319	388	307	685		1116		3 280
1995	346	284	254	209	453		1186		2 732
2000	270	245	207	156	346		1169		2 393
2001	257	234	202	139	331		1151		2 314
2002	226	222	199	136	316		1137		2 236
2003	220	219	192	140	295		1123		2 189
2004	223	205	176	133	287		1120		2 144
2005	249	211	190	131	290		1114		2 185
2006	220	199	183	138	248		1101		2 089
2007	173	213	186	125	258		1108		2 063
2008	168	214	170	124	265		1086		2 027
2009	165	217	186	116	246		1082		2 012
2010	157	219	171	120	242	257	381	435	1 982
2011	153	207	176	119	229	252	374	442	1 952

**Tableau 3: Population active agricole**

source: STATEC ( recensement agricole annuel au 15 mai)

en personnes	1990	2000	2005	2008	2009	2010p	2011p
Population familiale occupée*	8 230	5 554	5 023	4 582	4 489	4 119	3 996
Hommes	5 006	3 429	3 189	2 952	2 894	2 692	2 636
à temps complet	2 736	1 773	1 766	1 618	1 595	1 506	1 448
à temps partiel							
< 25%	582	272	254	268	280	335	438
25 - 50 %	549	422	422	438	426	368	439
50 - 75 %	747	495	407	349	340	280	212
> 75%	392	467	340	279	253	203	99
Femmes	3 224	2 125	1 834	1 630	1 595	1 427	1 360
à temps complet	378	145	181	182	174	498	490
à temps partiel							
< 25%	370	186	148	169	169	216	265
25 - 50 %	652	514	463	422	419	259	271
50 - 75 %	1 275	743	634	504	520	335	236
>75%	549	537	408	353	313	119	98
Fusions: exploitants occupés	-	-	-	-	-	86	101
Population non familiale occupée							
Ouvriers agricoles	595	650	614	635	622	608	739
Journaliers: journées travaillées	13 861	26 189	26 070	29 620	31 973	49 232	44 066

en unités de travail annuel (UTA) <sup>1</sup>	1990	2000	2005	2008	2009	2010	2011
Population familiale occupée*	5 330	3 594	3 333	3 006	2 923	2 824	2 609
Fusions: exploitants occupés	-	-	-	-	-	82	93
Population non familiale occupée	625	698	654	693	690	719	785
Salariés	575	603	559	585	574	540	625
Journaliers	50	95	95	108	116	179	160
Main d'œuvre agricole totale	5 955	4 292	3 986	3 699	3 613	3 625	3 488

\* Depuis 2002, les exploitants des fusions d'entreprise ne sont plus considérés comme ouvriers agricoles, mais comme main-d'œuvre familiale

<sup>1</sup> Une UTA correspond à une personne travaillant à temps plein pendant un an. Cette base est de 2200 heures (275 journées de travail de 8 heures) au Luxembourg



**Tableau 4: Population active agricole par catégorie d'âge en UTA\* (sans journaliers)**

source: STATEC ( recensement agricole annuel au 15 mai)

	Moins de 20 ans	21 - 30 ans	31 - 40 ans	41 - 50 ans	51 - 60 ans	plus de 60 ans	Total
1995	45	705	1 119	1 123	947	917	4 856
2000	36	472	974	1 110	787	818	4 197
2001	34	443	945	1 114	827	770	4 134
2002	25	421	858	1 092	860	738	3 996
2003	34	404	812	1 076	866	670	3 863
2004	35	391	787	1 068	899	673	3 853
2005	31	385	760	1 068	977	671	3 892
2006	32	381	696	1 050	952	648	3 759
2007	22	389	636	1 055	952	624	3 679
2008	26	391	617	1 012	939	608	3 593
2009	24	361	586	974	965	587	3 497
2010	27	325	534	938	988	551	3 363
2011	25	324	535	899	944	501	3 227

\* Une UTA correspond à une personne travaillant à temps plein pendant un an. Cette base est de 2.200 heures (275 journées de travail de 8 heures) au Luxembourg

**Tableau 5 : Evolution des principaux secteurs de production végétale de l'agriculture luxembourgeoise**

(Source : STATEC)

Année	Superficie de froment et épeautre		Superficie de seigle		Superficie de pommes de terre		Superficie de céréales fourragères		Superficie de prairies et pâturages		Superficies de plantes fourragères	
	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices	en ha	indices
1960	20 404	186,0	4 053	603,1	6 183	745,8	25 767	151,6	64 481	98,8	11 513	44,1
1965	18 228	166,1	4 952	736,9	3 717	448,4	26 369	155,1	64 498	98,8	11 684	44,8
1970	11 455	104,4	1 190	177,1	2 459	296,6	32 617	191,9	69 094	105,8	13 528	51,9
1975	8 614	78,5	477	71,0	1 398	168,6	32 504	191,2	70 504	108,0	15 094	57,9
1980	8 922	81,3	1 197	178,1	1 129	136,2	29 301	172,4	71 267	109,2	15 486	59,4
1985	6 357	57,9	881	131,1	844	101,8	26 982	158,8	70 136	107,4	17 993	69,0
1990	8 625	78,6	557	82,9	826	99,6	24 355	143,3	68 827	105,4	19 024	72,9
1995	9 335	85,1	365	54,3	803	96,9	19 074	112,2	67 515	103,4	23 543	90,3
2000	10 971	100,0	672	100,0	829	100,0	16 996	100,0	65 277	100,0	26 079	100,0
2001	9 825	89,6	747	111,2	734	88,5	17 457	102,7	65 114	99,8	26 365	101,1
2002	12 009	109,5	1073	159,7	672	81,1	16 287	95,8	65 042	99,6	25 404	97,4
2003	11 187	102,0	730	108,6	623	75,2	16 991	100,0	64 828	99,3	26 074	100,0
2004	11 720	106,8	1 073	159,7	635	76,6	15 087	88,8	65 068	99,7	26 929	103,3
2005	11 927	108,7	924	137,5	608	73,3	15 646	92,1	67 245	103,0	22 869	87,7
2006	12 665	115,4	1 097	163,2	595	71,8	15 085	88,8	67 427	103,3	22 063	84,6
2007	12 586	114,7	1 250	186,0	627	75,7	14 677	86,4	68 124	104,4	23 196	88,9
2008	14 597	133,1	1 302	193,8	604	72,9	15 169	89,3	67 173	102,9	22 938	88,0
2009	13 841	126,2	1 101	163,8	604	72,9	15 462	91,0	67 367	103,2	24 012	92,1
2010	14 009	127,7	896	133,3	615	74,2	14 808	87,1	67 593	103,5	25 536	97,9
2011	13 878	126,5	827	123,1	635	76,6	14 081	82,8	67 638	103,6	25 998	99,7

**Tableau 6 : Evolution des principaux secteurs de production animale de l'agriculture luxembourgeoise**

(Source : STATEC)

Année	Bovins		dont vaches laitières		Porcins		dont truies d'élevage	
	têtes	indices	têtes	indices	Têtes	indices	têtes	Indices
1960	150 074	73,2	54 426	125,6	102 421	127,8	11 000	125,0
1965	161 899	78,9	55 341	127,7	105 670	131,9	12 262	139,3
1970	192 772	94,0	62 049	143,1	103 428	129,1	16 056	182,4
1975	216 516	105,6	71 183	164,2	83 876	104,7	13 698	155,6
1980	224 778	109,6	67 830	156,5	79 315	99,0	13 355	151,7
1985	223 108	108,8	68 346	157,7	69 954	87,3	11 911	135,3
1990	217 451	106,0	58 840	135,7	75 463	94,2	9 866	112,1
1995	213 887	104,3	48 599	112,1	72 640	90,6	9 779	111,1
2000	205 072	100,0	43 346	100,0	80 141	100,0	8 801	100,0
2001	205 193	100,1	42 854	98,9	78 540	98,0	9 255	105,2
2002	197 257	96,2	42 076	97,1	79 665	99,4	8 666	98,5
2003	189 674	92,5	40 599	93,7	84 140	105,0	8 025	91,2
2004	186 725	91,1	39 879	92,0	84 611	105,6	8 112	92,2
2005	185 235	90,3	39 340	90,8	90 147	112,5	8 162	92,7
2006	183 640	89,5	38 617	89,1	84 151	105,0	7 650	86,9
2007	191 928	93,6	38 983	89,9	83 255	103,9	7 474	84,9
2008	195 661	95,4	39 968	92,2	81 374	101,5	7 265	82,5
2009	196 470	95,8	40 633	93,7	80 217	100,1	7 374	83,8
2010p	198 830	97,0	41 273	95,2	83 774	104,5	7 496	85,2
2011p	192 535	93,9	40 452	93,3	89 158	111,3	6 767	76,9

**Tableau 7 : Evolution du cheptel vif (nombre de têtes)**

(Source STATEC)

Année	Chevaux	Le cheptel bovin						Le cheptel porcin			
		Veaux 0-6 mois	Bovins de 6 à 12 mois	Bovins de 1 à 2 ans	Bovins de 2 ans et plus (sans vaches laitières)	Vaches laitières	Total des bovins	Porcs <sup>1</sup>	Truies	Verrats	Total des Porcins
1980	1 601	36 580	26 752	50 196	43 420	67 830	224 778	65 028	13 355	932	79 315
1985	1 696	34 303	24 192	47 691	48 576	68 346	223 108	57 329	11 911	714	69 954
1990	1 722	35 640	23 913	46 961	52 097	58 840	217 451	65 127	9 866	470	75 463
1995	2 164	34 199	23 383	48 303	59 403	48 599	213 887	62 469	9 779	392	72 640
2000	3 154	32 871	21 935	47 017	59 903	43 346	205 072	71 060	8 801	280	80 141
2001	3 126	32 974	21 357	47 009	60 999	42 854	205 193	69 079	9 255	206	78 540
2002	3 117	31 402	22 321	43 101	58 357	42 076	197 257	70 823	8 666	176	79 665
2003	3 449	30 031	21 294	42 295	55 455	40 599	189 674	75 925	8 025	190	84 140
2004	3 686	29 328	21 491	41 476	54 551	39 879	186 725	76 326	8 112	173	84 611
2005	4 193	27 383	21 812	42 069	54 631	39 340	185 235	81 824	8 162	161	90 147
2006	4 336	27 610	21 843	41 821	53 749	38 617	183 640	76 390	7 650	111	84 151
2007	4 334	24 714	27 985	43 518	55 669	38 983	191 928	75 690	7 474	91	83 255
2008	4 536	29 096	22 959	45 813	57 825	39 968	195 661	74 019	7 265	90	81 374
2009	4 562	29 004	23 406	44 824	58 603	40 633	196 470	72 744	7 374	99	80 217
2010p	4 601	29 884	22 360	46 771	58 542	41 273	198 830	76 185	7 496	93	83 774
2011p	4 594	28 123	24 138	43 993	55 829	40 452	192 535	82 209	6 767	182	89 158

<sup>1</sup> Porcelets, jeunes porcs et porcs à l'engrais

**Tableau 8 : Les exploitations avec bovins suivant le nombre de bovins qu'elles détiennent**

(Source : STATEC)

Année	1 - 49 bovins		50 - 99 bovins		100 - 199 bovins		200 - 299 bovins		300 bovins et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre d'exploit.	Nombre de bovins	Nombre de bovins par détent.
1960	8 749	127 386	292	18 516							9 058	147 973	16,3
1966	6 324	119 628	697	44 780							7 087	172 965	24,4
1972	3 961	84 557	1238	83 685							5 386	191 675	35,6
1975	2 976	62 401	1333	92 583							4 708	205 601	43,7
1981	1 796	37 704	1132	82 596							3 603	213 330	59,2
1985	1 359	29 418	947	70 552							3 173	223 108	70,3
1990	923	20 409	789	59 175	800	107 956	102	23 809	17	6 102	2 631	217 451	82,6
1995	599	13 148	594	44 568	766	106 634	137	31 948	48	17 589	2 144	213 887	99,8
2000	445	10 375	485	36 443	666	93 523	168	39 687	66	25 044	1 830	205 072	112,1
2001	417	9 624	434	32 831	661	93 125	189	45 328	59	24 285	1 760	205 193	116,6
2002	395	8 928	428	32 487	632	89 501	172	40 747	63	25 594	1 690	197 257	116,7
2003	366	8 567	412	31 325	615	86 356	162	37 920	64	25 506	1 619	189 674	117,2
2004	363	8 568	406	30 642	589	83 147	157	36 670	70	27 698	1 585	186 725	117,8
2005	362	8 850	401	30 041	578	82 166	153	35 970	70	28 208	1 564	185 235	118,4
2006	348	8 271	370	27 586	575	81 279	154	36 477	73	30 027	1 520	183 640	120,8
2007	333	7 947	323	24 047	541	77 200	193	45 313	89	37 421	1 479	191 928	129,8
2008	352	8 645	317	23 659	541	78 310	192	45 715	93	39 332	1 495	195 661	130,9
2009	352	8 177	297	22 149	538	77 720	197	47 032	96	41 392	1 480	196 470	132,8
2010p	347	8 022	279	20 861	529	77 738	195	46 991	105	45 218	1 455	198 830	136,7
2011p	317	7 320	286	21 347	496	72 650	200	47 665	101	43 553	1 400	192 535	137,5

**Tableau 9 : Les exploitations avec vaches laitières suivant le nombre de vaches laitières qu'elles détiennent**

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 vaches		10 - 19 vaches		20 - 49 vaches		50 - 99 vaches		100 vaches et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre de vaches par détent.
1970	2 604	12 548	2 070	28 151	810	20 349	17		1 001		5 501	62 049	11,3
1975	1 503	7 146	1 253	17 691	1 435	40 835	90		5 511		4 281	71 183	16,6
1980	689	3 252	707	9 971	1 419	43 804	169		10 803		2 984	67 830	22,7
1985	312	1 576	447	6 380	1 227	40 057	297	18 174	18	2 159	2 301	68 346	29,7
1990	146	755	248	3 667	1 189	39 834	232	13 779	7	805	1 822	58 840	32,3
1995	64	294	143	2 175	1 000	33 819	184	11 244	9	1 067	1 400	48 599	34,7
2000	37	190	77	1 225	847	28 852	182	11 240	16	1 839	1 159	43 346	37,4
2001	42	192	70	1 068	789	26 965	200	12 468	18	2 161	1 119	42 854	38,3
2002	29	120	57	837	765	26 318	202	12 610	18	2 191	1 071	42 076	39,3
2003	21	98	58	879	741	25 255	203	12 789	12	1 578	1 035	40 599	39,2
2004	9	62	54	834	702	23 609	211	13 352	15	2 022	991	39 879	40,2
2005	16	101	61	927	665	22 577	204	12 947	21	2 788	967	39 340	40,7
2006	14	96	57	898	626	21 249	212	13 347	23	3 027	932	38 617	41,4
2007	21	105	59	869	566	19 792	234	15 171	23	3 046	903	38 983	43,2
2008*	10	64	28	443	481	17 710	300	19 866	40	5 502	859	43 585	50,7
2009	7	41	18	275	445	16 434	316	20 719	49	6 841	835	44 310	53,1
2010p	2	17	13	190	408	15 091	332	22 022	55	7 688	810	45 008	55,6
2011p	3	24	7	110	401	14 890	322	21 446	54	7 643	787	44 113	56,1

\* à partir de 2008: y compris vaches pour l'abattage qui ne sont plus utilisées pour la production laitière

**Tableau 10 : Les exploitations avec vaches allaitantes suivant le nombre de vaches allaitantes qu'elles détiennent\***

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 vaches		10 - 19 vaches		20 - 49 vaches		50 - 99 vaches		100 vaches et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre d'exploit.	Nombre de vaches	Nombre de vaches par détent.
1985	1 466	5 678	214	2 759	146	4 418	23	1 475	4	536	1 853	14 866	8,0
1990	1 194	5 248	400	5 457	243	7 230	47	3 158	6	955	1 890	22 048	11,7
1995	808	3 753	433	5 976	432	12 597	92	6 115	16	2 291	1 781	30 732	17,3
2000	541	2 504	400	5 434	448	13 533	111	7 502	28	3 898	1 528	32 871	21,5
2001	510	2 452	346	4 669	444	13 418	124	8 475	31	4 413	1 455	33 427	23,0
2002	521	2 457	328	4 546	422	13 169	110	7 456	37	5 154	1 418	32 782	23,1
2003	491	2 250	314	4 414	392	12 209	117	7 807	35	4 819	1 349	31 499	23,3
2004	467	2 047	306	4 338	388	12 255	117	7 971	32	4 522	1 310	31 133	23,8
2005	479	2 132	281	4 022	412	12 973	118	8 087	32	4 379	1 322	31 593	23,9
2006	446	1 904	267	3 789	413	12 869	125	8 672	31	4 382	1 282	31 616	24,7
2007	595	2 812	283	4 016	401	12 772	148	10 047	29	4 230	1 456	33 877	23,3
2008	355	1 451	255	3 652	369	11 699	153	10 329	38	5 448	1 170	32 579	27,8
2009	337	1 367	254	3 570	356	11 453	156	10 659	40	5 734	1 143	32 783	28,7
2010p	334	1 436	240	3 483	350	11 284	159	10 847	37	5 435	1 120	32 485	29,0
2011p	306	1 344	224	3 204	352	11 379	147	10 184	39	5 633	1 068	31 744	29,7

\* y compris vaches d'abattage jusqu'en 2007

**Tableau 11: Les exploitations avec porcs suivant le nombre de porcs qu'elles détiennent**

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 porcs		10 - 99 porcs		100 - 399 porcs		400 - 999 porcs		1000 porcs et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre de porcs par détent.
1960	7 287	27 936	3 862	86 542			25	4 566			11 174	119 044	10,7
1966	4 950	19 408	3 228	88 859			103	18 457			8 281	126 724	15,3
1972	3 103	10 939	1 953	54 777			157	36 978			5 213	102 694	19,7
1975	2 393	8 167	1 328	40 066			159	37 565			3 880	85 798	22,1
1981	1 288	4 462	752	26 462			167	42 519			2 207	73 443	33,3
1985	377	1 486	549	20 620	142	25 361	33	20 114	2	2 373	1 103	69 954	63,4
1990	200	830	323	12 714	127	25 293	49	30 699	5	5 927	704	75 463	107,2
1995	90	339	169	7 085	102	21 433	44	26 137	12	17 646	417	72 640	174,2
2000	66	271	108	4 891	77	16 330	48	29 790	17	28 859	316	80 141	253,6
2001	50	206	90	3 851	77	16 793	45	26 811	18	30 879	280	78 540	280,5
2002	47	196	69	3 110	76	16 455	51	31 132	15	28 772	258	79 665	308,8
2003	33	132	70	3 101	68	15 282	45	27 543	18	38 082	234	84 140	359,6
2004	39	151	61	2 707	61	13 766	46	26 942	19	41 045	226	84 611	374,4
2005	34	133	53	2 150	57	13 086	44	25 181	24	49 597	212	90 147	425,2
2006	30	103	42	1 723	48	11 410	37	21 137	26	49 778	183	84 151	459,8
2007	32	101	37	1 399	48	11 022	37	21 904	25	48 829	179	83 255	465,1
2008	25	115	31	1 041	38	8 852	36	22 243	26	49 123	156	81 374	521,6
2009	27	90	31	1 194	38	8 682	30	19 115	25	51 136	151	80 217	531,2
2010	28	91	27	1 210	31	7 114	32	19 925	25	55 434	143	83 774	585,8
2011	28	82	25	1 138	25	6 549	30	17 987	27	63 402	135	89 158	660,4

**Tableau 12: Les exploitations avec truies reproductrices suivant le nombre de truies reproductrices qu'elles détiennent**

(Source : STATEC)

Année	1 - 4 truies		5 - 19 truies		20 - 49 truies		50 - 99 truies		100 truies et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre d'exploit.	Nombre de truies	Nombre de truies par détent.
1985	227	541	350	3 701	134	3 939	41	2 794	8	936	760	11 911	15,7
1990	125	300	194	2 181	106	3 157	40	2 731	12	1 497	477	9 866	20,7
1995	50	108	104	1 219	72	2 406	47	3 213	18	2 833	291	9 779	33,6
2000	28	68	59	613	50	1 771	32	2 285	21	4 064	190	8 801	46,3
2001	29	74	41	436	42	1 445	35	2 360	23	4 940	170	9 255	54,4
2002	19	45	41	470	33	1 049	36	2 484	22	4 618	151	8 666	57,4
2003	20	48	35	406	29	1 021	31	2 267	23	4 283	138	8 025	58,2
2004	20	43	34	357	23	783	26	1 831	26	5 098	129	8 112	62,9
2005	24	45	26	245	23	791	23	1 524	26	5 557	122	8 162	66,9
2006	18	36	18	164	23	776	19	1 331	26	5 343	104	7 650	73,6
2007	23	43	16	175	16	554	16	1 090	28	5 612	99	7 474	75,5
2008	20	38	15	141	15	510	16	1 126	25	5 450	91	7 265	79,8
2009	19	41	13	147	11	331	14	901	26	5 954	83	7 374	88,8
2010	19	34	10	88	10	346	17	1 144	24	5 884	80	7 496	93,7
2011	21	40	10	109	8	263	12	834	23	5 521	74	6 767	91,4

**Tableau 13: Les exploitations avec porcs à l'engrais suivant le nombre de porcs à l'engrais qu'elles détiennent\***

(Source : STATEC)

Année	1 - 9 porcs		10 - 99 porcs		100 - 399 porcs		400 - 999 porcs		1000 porcs et plus		TOTAL		
	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre d'exploit.	Nombre de porcs	Nombre de porcs par détent.
1985	240	755	75	2 622	35	7 044	5	2 623	0	0	355	13 044	36,7
1990	125	417	51	2 020	45	9 287	14	7 578	2	2 325	237	21 627	91,3
1995	60	199	40	1 771	39	8 160	16	8 625	3	3 205	158	21 960	139,0
2000	36	140	28	918	38	7 827	19	11 520	5	6 020	126	26 425	209,7
2001	33	119	30	1 129	32	6 675	21	11 869	4	5 871	120	25 663	213,9
2002	36	116	26	1 054	32	7 395	17	9 868	6	8 577	117	27 010	230,9
2003	32	104	27	1 131	33	7 377	12	7 712	11	16 310	115	32 634	283,8
2004	33	123	24	1 137	34	6 653	11	7 617	10	16 903	112	32 433	289,6
2005	22	86	31	1 168	32	6 965	18	10 744	7	12 118	110	31 081	282,6
2006	15	39	28	1 042	30	6 635	16	10 608	8	12 679	97	31 003	319,6
2007	13	50	21	680	34	7 332	12	8 549	8	11 803	88	28 414	322,9
2008	14	54	13	508	27	4 904	20	13 325	8	12 018	82	30 809	375,7
2009	19	55	11	429	29	6 097	14	8 973	10	13 921	83	29 475	355,1
2010	19	67	15	622	27	6 379	15	8 531	15	29 558	91	45 157	496,2
2011	15	42	17	811	24	6 455	18	10 434	14	32 066	88	49 808	566,0

\* porcs de 50 kg et plus

**Tableau 14 : Evolution du nombre de machines agricoles et installations agricoles**

(Source : STATEC)

Année	Tracteurs (à 2 et 4 roues)	Moissonneuses batteuses	Epandeur de fumier	Presses ramasseuses*	Trayeuses mécaniques	Réfrigérateurs de lait
1977	9 210	1 845	3 667	3 585	3 587	2 050
1980	9 579	1 848	3 442	3 347	3 069	1 952
1985	8 930	1 628	2 925	2 898	2 498	1 886
1990	8 684	1 360	2 469	2 571	2 135	1 610
1995	8 012	1 013	1 989	2 166	1 677	1 292
2000	7 418	747	1 623	1 777	1 411	1 100
2001	7 534	706	1 553	1 721	1 360	1 052
2002	7 279	673	1 465	1 608	1 269	1 025
2003	7 165	646	1 389	1 556	1 234	971
2004	7 030	618	1 327	1 483	1 174	949
2005	7 144	593	1 258	1 446	1 154	930
2006	6 890	552	1 175	1 371	1 097	881
2007	6 541	560	1 135	1 353	1 160	860
2008	6 585	533	1 090	1 316	1 022	828
2009	6 527	539	1 047	1 316	1 017	814
2010	6 474	497	n.d.	978	n.d.	n.d.

**Tableau 15 : Evolution des principales productions agricoles commercialisées**  
**Production végétale**

(Source : S.E.R.)

Année	Froment et épeautre		Seigle		Pommes de terre	
	tonnes	indices	Tonnes	indices	tonnes	Indices
1960	44 517	109,1	4 962	148,6	45 000	181,1
1965	43 649	107,0	1 745	52,3	40 000	161,0
1970	22 027	54,0	1 241	37,2	40 000	161,0
1975	15 689	38,5	552	16,5	20 000	80,5
1980	18 758	46,0	2 356	70,6	20 000	80,5
1985	18 942	46,4	1 905	57,1	15 000	60,4
1990	28 593	70,1	1 408	42,2	16 900	68,0
1995	29 161	71,5	1 236	37,0	19 350	77,9
2000	40 789	100,0	3 339	100,0	24 848	100,0
2001	35 433	86,9	3 700	110,8	20 111	80,9
2002	48 008	117,7	5 604	167,8	17 592	70,8
2003	62 036	152,1	2 905	87,0	17 829	71,8
2004	55 640	136,4	5 883	176,2	21 744	87,5
2005	52 465	128,6	4 000	119,8	18 829	75,8
2006	54 128	132,7	4 709	141,0	15 949	64,2
2007	45 179	110,8	5 214	156,2	19 468	78,3
2008	56 086	137,5	5 354	160,3	21 256	85,5
2009	52 438	128,6	3 055	91,5	19 544	78,7
2010	51 579	126,5	2 816	84,3	19 031	76,6
2011	41 540	101,8	2 350	70,4	19 179	77,2

**Tableau 16: Evolution des principales productions agricoles commercialisées**  
**Production animale**

(Source : S.E.R.)

Année	Viande bovine <sup>1</sup>		Viande de veau <sup>2</sup>		Lait collecté		Viande porcine <sup>3</sup>	
	tonnes	indices	tonnes	indices	tonnes	indices	tonnes	Indices
1960	8 353	49,5	727	167,1	172 600	67,3	10 561	90,7
1965	9 462	56,1	772	177,5	176 600	68,9	11 763	101,0
1970	11 648	69,0	212	48,7	210 943	82,3	9 270	79,6
1975	15 180	89,9	80	18,4	243 200	94,9	6 807	58,5
1980	14 073	83,4	25	5,7	266 100	103,8	6 088	52,3
1985	14 195	84,1	34	7,8	297 462	116,0	6 870	59,0
1990	14 024	83,1	140	32,2	274 200	107,0	8 402	72,2
1995	15 560	92,2	245	56,3	262 100	102,2	8 950	76,9
2000	16 880	100,0	435	100,0	256 356	100,0	11 641	100,0
2001	16 367	97,0	535	123,0	260 843	101,8	10 624	91,3
2002	17 558	104,0	406	93,3	261 206	101,9	10 449	89,8
2003	16 503	97,8	366	84,1	256 676	100,1	11 970	102,8
2004	16 345	96,8	350	80,4	257 896	100,6	12 082	103,8
2005	16 629	98,5	309	70,9	258 224	100,7	13 754	118,1
2006	16 114	95,5	330	75,8	254 643	99,3	12 946	111,2
2007	14 965	88,7	292	67,0	259 301	101,1	13 235	113,7
2008	16 592	98,3	256	58,9	264 700	103,3	13 816	118,7
2009	16 980	100,6	243	55,8	271 032	105,7	13 762	118,2
2010	16 188	95,9	222	51,1	281 778	109,9	15 125	129,9
2011	17 534	103,9	221	50,7	281 037	109,6	15 814	135,9

<sup>1</sup> abattages et exportations

<sup>2</sup> abattages

<sup>3</sup> abattages et exportations, sans porcelets

**Tableau 17 : Froment travaillé en meunerie**

(Source : S.E.R.)

Campagne	TOTAL	Froment indigène		Froment communautaire	
	tonnes	tonnes	%	tonnes	%
1967-68	27 113	18 488	68,2	1 645	6,1
1970-71	25 235	11 861	47,0	9 464	37,5
1975-76	32 815	12 268	37,4	18 809	57,3
1980-81	49 205	9 106	18,5	39 222	79,7
1985-86	47 161	5 526	11,7	41 635	88,3
1990-91	55 106	12 564	22,8	42 542	77,2
1995-96	46 980	15 577	33,2	31 403	66,8
2000-01	37 369	15 483	41,4	21 886	58,6
2001-02	38 716	15 537	40,1	23 179	59,9
2002-03	22 122	11 416	51,6	10 706	48,4
2003-04	22 854	17 457	76,4	5 397	23,6
2004-05	20 784	14 224	68,4	6 560	31,6
2005-06	22 016	15 650	71,1	6 366	28,9
2006-07	24 917	15 390	61,8	9 527	38,2
2007-08	29 805	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2008-09	37 537	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2009-10	39 432	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
2010-11	50 147	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

**Tableau 18 : Répartition des ventes de gros bovins indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants (sans veaux, sans abattages à domicile et tueries particulières)**

(Source : S.E.R.)

Année	Abattages			Exportations			Total		
	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%
1967	36 924	9 868	83,8	6 900	1 909	16,2	43 824	11 777	100,0
1970	31 018	8 221	71,0	12 190	3 353	29,0	43 208	11 574	100,0
1975	36 344	9 479	62,8	21 044	5 626	37,2	57 388	15 105	100,0
1980	28 752	8 331	59,5	20 581	5 668	40,5	49 333	13 998	100,0
1985	32 518	9 308	65,9	19 014	4 812	34,1	51 532	14 120	100,0
1990	22 410	6 962	49,9	26 941	6 987	50,1	49 351	13 949	100,0
1995	20 710	7 106	46,4	28 837	8 204	53,6	49 547	15 310	100,0
2000	21 902	7 734	45,8	29 227	9 146	54,2	51 129	16 880	100,0
2001	31 071	10 729	65,5	17 529	5 639	34,5	48 600	16 367	100,0
2002	29 449	10 021	57,1	25 022	7 537	42,9	54 471	17 558	100,0
2003	28 801	9 926	60,1	21 307	6 576	39,9	50 108	16 503	100,0
2004	27 951	9 791	59,9	21 061	6 553	40,1	49 012	16 345	100,0
2005	24 959	9 010	54,2	23 031	7 619	45,8	47 990	16 629	100,0
2006	23 344	8 464	52,8	22 747	7 555	47,2	46 091	16 019	100,0
2007	23 052	8 263	55,3	20 405	6 679	44,7	43 457	14 942	100,0
2008	24 224	8 776	53,0	24 354	7 790	47,0	48 578	16 566	100,0
2009	23 147	8 395	49,5	26 651	8 577	50,5	49 798	16 972	100,0
2010	23 228	8 578	53,0	24 165	7 602	47,0	47 393	16 181	100,0
2011	21 976	8 109	46,4	28 907	9 361	53,6	50 883	17 469	100,0

**Tableau 19 : Répartition des ventes de porcs indigènes entre abattages au Luxembourg et exportations d'animaux vivants  
(avec truies et verrats, sans porcelets, sans abattages à domicile)**

(Source : S.E.R.)

Année	Abattages			Exportations			Total		
	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%	Nombre	Poids abattu total (tonnes)	%
1967	114 571	9 005	84,0	21 465	1 722	16,0	136 036	10 727	100,0
1970	88 587	7 138	90,3	9 056	765	9,7	97 643	7 903	100,0
1975	70 074	5 486	94,5	2 157	322	5,5	72 231	5 808	100,0
1980	66 140	5 186	95,4	2 407	251	4,6	68 547	5 438	100,0
1985	71 554	5 636	86,0	9 548	918	14,0	81 102	6 554	100,0
1990	71 502	5 911	72,4	24 736	2 258	27,6	96 238	8 169	100,0
1995	81 604	7 012	80,9	15 744	1 652	19,1	97 348	8 664	100,0
2000	104 092	9 232	79,3	22 480	2 409	20,7	126 572	11 641	100,0
2001	100 604	8 956	84,3	15 353	1 668	15,7	115 957	10 624	100,0
2002	98 470	9 169	87,8	10 976	1 280	12,2	109 446	10 449	100,0
2003	111 144	10 298	86,0	14 396	1 672	14,0	125 540	11 970	100,0
2004	96 702	9 015	74,6	31 170	3 067	25,4	127 872	12 082	100,0
2005	95 481	8 920	64,9	41 030	4 833	35,1	136 511	13 754	100,0
2006	90 409	8 326	64,3	49 301	4 620	35,7	139 710	12 946	100,0
2007	86 327	8 034	60,7	56 060	5 205	39,3	142 387	13 239	100,0
2008	89 508	8 266	59,8	57 670	5 551	40,2	147 178	13 816	100,0
2009	89 805	8 407	61,1	57 319	5 356	38,9	147 124	13 762	100,0
2010	82 354	7 825	51,7	73 277	7 300	48,3	155 631	15 125	100,0
2011	84 948	8 153	51,9	75 782	7 543	48,1	160 730	15 696	100,0

**Tableau 20 : La production laitière**

(Source : STATEC/SER)

Année	Nombre de vaches laitières	Rendement par vache (kg)	Production de lait (mio kg)	Matière grasse (en %)	Lait livré aux laiteries (mio kg)
1977	68 054	3 659	249,0	3,79	238,5
1980	67 830	3 982	270,1	3,91	261,6
1985	68 346	4 400	300,7	3,86	294,4
1990	58 840	4 788	281,7	4,09	271,8
1995	48 599	5 527	268,6	4,20	259,6
2000	43 346	6 102	264,5	4,19	255,6
2001	42 854	6 293	269,7	4,17	260,8
2002	42 076	6 433	270,7	4,18	261,2
2003	40 599	6 579	267,1	4,20	256,7
2004	39 879	6 734	268,5	4,20	257,9
2005	39 340	6 880	270,7	4,19	258,2
2006	38 617	6 942	268,1	4,21	254,6
2007	38 983	7 035	274,2	4,19	259,3
2008	39 968	6 947	277,7	4,21	264,7
2009	40 633	6 986	283,9	4,18	271,0
2010	41 273	7 155	295,3	4,18	281,8
2011	40 452	7 225	292,2	4,15	281,0



**Tableau 21 : Exportations de produits agricoles (en tonnes)**

(Source : S.E.R.,STATEC, ASV)

Année	Froment <sup>1</sup>	Bovins vivants + viande bovine <sup>3</sup>	Veaux vivants <sup>2</sup>	Porcs vivants + viande porcine <sup>3</sup>	Porcelets vivants <sup>2</sup>
1977	3 993	3 680	11 183	234	49 387
1980	7 839	5 668	13 543	251	42 289
1985	7 478	6 955	23 742	918	37 633
1990	13 099	10 150	17 707	3 262	22 446
1995	12 487	10 040	16 151	6 886	15 345
2000	n.d.	10 212	16 625	7 602	19 584
2001	n.d.	6 748	13 752	7 466	14 599
2002	n.d.	10 077	15 259	6 923	200
2003	n.d.	8 614	15 519	5 765	448
2004	n.d.	8 639	15 322	6 420	2 673
2005	n.d.	10 088	14 399	7 864	7 095
2006	n.d.	11 118	12 691	8 454	10 906
2007 <sup>4</sup>	n.d.	10 014	12 136	8 678	14 789
2008 <sup>4</sup>	n.d.	11 296	10 526	8 999	12 149
2009 <sup>4</sup>	n.d.	12 079	12 306	8 621	16 549
2010 <sup>4</sup>	n.d.	10 684	14 698	10 515	17 383
2011 <sup>4</sup>	n.d.	12 520	14 886	12 466	14 444

<sup>1</sup> concerne la campagne<sup>2</sup> nombre de têtes<sup>3</sup> en tonnes équivalent carcasse, sans veaux/porcelets vivants, avec viande de veaux/porcelets<sup>4</sup> provisoire**Tableau 22 : Importations de produits agricoles (en tonnes)**

(Source : S.E.R./STATEC)

Année	Blé dur (1)	Blé tendre (1)	Viande bovine	Viande porcine
1977	4 481	25 215	1 138	8 220
1980	1 760	38 490	1 733	9 515
1985	2 413	40 495	4 799	11 267
1990	18 558	43 139	8 451	11 176
1995	28 428	36 820	6 459	15 353
2000	35 000	35 000	5 575	11 585
2005	23 688	7 033	6 466	11 523
2006	19 996	10 022	7 716	12 464
2007	25 050	n.d.	7 233	12 283
2008	29 486	n.d.	7 347	12 587
2009 <sup>2</sup>	n.d.	n.d.	7 303	12 234
2010 <sup>2</sup>	n.d.	n.d.	7 113	12 159
2011 <sup>2</sup>	n.d.	n.d.	6 727	11 456

<sup>1</sup> concerne la campagne<sup>2</sup> provisoire

**Tableau 23 : Les prix nets au producteur départ ferme hors TVA**

(Source: SER)

Spécification		1985	1990	1995	2000	2005	2008	2009	2010	2011 prov.
froment panifiable	€/dt	19,09	17,65	12,64	13,10	12,49	15,67	11,10	17,27	18,72
froment fourrager	€/dt	:	14,50	10,91	10,13	9,14	12,50	7,87	13,00	17,00
épeautre	€/dt	:	:	:	10,91	8,00	8,00	6,50	13,50	16,50
seigle panifiable	€/dt	19,34	16,24	10,66	9,54	8,63	10,00	9,75	14,25	15,75
seigle fourrager	€/dt	:	:	:	:	6,75	10,00	6,67	12,75	15,50
orge fourragère	€/dt	18,34	14,50	10,78	9,48	8,25	10,00	7,67	12,50	16,00
orge de brasserie	€/dt	:	17,60	14,30	11,53	9,25	10,00	7,67	12,75	16,82
avoine	€/dt	17,35	14,01	9,92	10,16	7,50	10,00	6,67	9,50	15,25
maïs grain	€/dt	:	:	:	11,90	8,50	15,90	13,20	16,22	18,24
triticale	€/dt	18,34	14,50	10,66	9,05	8,00	11,00	7,17	12,75	16,50
colza alimentaire	€/dt	46,85	37,56	17,25	17,60	18,90	30,00	21,15	30,50	39,00
colza industriel (=non alimentaire)	€/dt	:	:	12,64	15,87	19,00	30,00	21,15	30,50	39,00
pois	€/dt	:	24,05	11,90	11,16	10,30	12,00	13,00	13,00	16,00
fèves	€/dt	:	21,81	11,90	11,16	10,30	10,00	12,50	13,00	16,00
pommes de terre de consommation	€/dt	14,87	16,73	21,57	16,11	29,09	36,22	33,66	45,81	38,20
plants de pommes de terre	€/dt	:	:	:	:	15,83	17,67	17,67	18,25	18,25
raisins destinés à la vinification	€/dt	:	88,06	75,53	92,87	97,66	103,39	101,71	104,00	103,61
viande bovine	€/kg abattu	3,20	3,11	2,86	2,47	2,61	2,90	2,82	2,79	3,01
viande de veau	€/kg poids ab	4,26	5,98	5,83	5,35	5,74	5,59	5,62	5,59	5,66
veaux de 15 jours exportés vivants	€/tête	200,25	220,63	193,36	148,29	144,19	87,27	100,61	99,37	136,27
viande porcine	€/kg abattu	1,94	1,72	1,48	1,43	1,20	1,51	1,37	1,26	1,33
porcelets	€/tête (abatt)	50,37	52,06	40,16	35,23	32,80	34,20	36,64	42,29	36,87
viande ovine	€/kg abattu	:	:	:	:	5,37	5,78	6,01	6,04	6,12
viande caprine	€/kg abattu	:	:	:	:	6,15	8,51	8,22	8,26	7,51
volaille	€/kg abattu	:	:	:	:	5,55	4,40	4,12	4,12	4,41
lait à 3,7%MG et 3,3%MP	€/kg	0,2836	0,3582	0,3042	0,3041	0,2884	0,3570	0,2465	0,2847	0,3157
lait au taux effectif de MG et MP	€/kg	0,2848	0,3654	0,3183	0,3197	0,3054	0,3755	0,2599	0,2995	0,3296
taux MG du lait	%	3,86	4,09	4,20	4,19	4,19	4,21	4,18	4,18	4,15
taux MP du lait	%	:	3,26	3,35	3,36	3,40	3,40	3,37	3,40	3,37
œufs	€/œuf	:	:	0,09	0,10	0,13	0,14	0,15	0,15	0,15

MG = matière grasse du lait

MP = matière protéique du lait

## Statistiques viticoles

1. Récolte 2011.
2. Evolution de la production au cours des 10 dernières années.
3. Qualité des récoltes 2011 et 2010 comparées à la moyenne 2002-2011.
4. Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant les pays de provenance (hl).
5. Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant la nature des produits (hl).
6. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires (hl).
7. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature des produits (hl).
8. Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature et suivant les pays destinataires pendant la campagne 2010/2011 (hl).
9. Exportations de vin de table suivant les pays destinataires (hl).
10. Exportations de vin de qualité suivant les pays destinataires (hl).
11. Exportations de vin pétillant suivant les pays destinataires (hl).
12. Exportations de vin mousseux et crémant de Luxembourg suivant les pays destinataires (hl).
13. Exportations de vins de qualité luxembourgeois de la campagne 2010/2011 suivant leur classification qualitative (hl).
14. Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant les pays destinataires (hl).
15. Réexportations de vins et autres produits viticoles suivant la nature des produits (hl).
16. Stocks de vins et autres produits viticoles au 31 juillet 2011 (hl).
17. Stocks de vins et autres produits viticoles indigènes selon les cépages au 31 juillet 2011 (hl).
18. Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg (hl).
19. Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg par habitant (litres).
20. Utilisation de vins indigènes par cépage pendant la campagne 2010/2011 (hl).
21. Utilisation de vins indigènes par cépage par campagne (hl).

**Tableau 1: Récolte 2011**

Cépages	Superficie en production		Récolte		Rendements hl/ha	
	ha	%	hl	%	2011	2002-2011
Rivaner	328	26,9	44.478	34,0	135	128
Auxerrois	178	14,5	18.690	14,0	105	104
Pinot gris	177	14,4	14.712	11,0	83	88
Riesling	154	12,5	13.551	10,0	88	89
Pinot blanc	143	11,7	13.858	10,0	97	110
Elbling	99	8,1	15.685	12,0	158	137
Pinot noir	97	7,9	7.752	6,0	80	81
Gewurztraminer	20	1,63	1.366	1,0	69	58
Chardonnay	17	1,39	1.387	1,0	81	85
Divers	8	0,6	509	0,4	64	46
<b>TOTAL</b>	<b>1.220</b>	<b>100,0</b>	<b>131.988</b>	<b>100,0</b>	<b>108</b>	<b>108</b>

\* y compris les surfaces de vignes se trouvant sur le territoire luxembourgeois et exploitées par des personnes ayant leur siège à l'étranger.

**Tableau 2: Evolution de la production au cours des 10 dernières années**

Année	Superficie en production (ha) *	Production (hl)	Rendement (hl/ha)
2002	1.269	153.872	121
2003	1.253	123.085	98
2004	1.248	155.828	125
2005	1.241	135.366	109
2006	1.237	123.652	100
2007	1.228	141.972	116
2008	1.235	129.669	105
2009	1.237	134.786	108
2010	1.220	110.248	90
2011	1.220	131.988	108
<b>Moyenne</b>	<b>1.239</b>	<b>134.046</b>	<b>108</b>

\* y compris les surfaces de vignes se trouvant sur le territoire luxembourgeois et exploitées par des personnes ayant leur siège à l'étranger.

**Tableau 3: Qualité des récoltes 2011 et 2010 comparées à la moyenne 2002-2011**

Cépages	°Oechsle			Acidité (g/l)		
	2011	2010	2002-2011	2011	2010	2002-2011
Elbling	65	69	68	9,7	11,5	9,8
Rivaner	72	71	71	6,9	8,4	7,2
Auxerrois	78	74	79	6,9	8,2	6,9
Pinot blanc	82	73	80	8,6	11,8	9,0
Chardonnay	89	85	86	8,4	11,4	9,2
Pinot gris	88	80	86	7,7	10,3	7,9
Riesling	87	83	82	9,3	12,7	10,0
Gewürztraminer	91	92	92	6,3	8,6	6,0
Pinot Noir	88	79	85	8,1	11,2	8,7

**Tableau 4: Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant les pays de provenance (hl)**

Pays de provenance	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011*
France	75.674	69.882	73.574	73.104
Italie	32.813	30.160	25.783	26.151
Allemagne	22.730	25.675	25.896	25.839
Belgique	58.296	54.421	41.497	37.208
Portugal	30.621	32.284	38.250	37.802
Espagne	14.407	14.840	12.553	13.615
Pays-Bas	2.182	1.945	1.490	307
Autres pays	2.045	1.751	1.928	1.209
<b>TOTAL</b>	<b>238.768</b>	<b>230.958</b>	<b>220.971</b>	<b>215.235</b>

Source: Statec

\* Chiffres provisoires

**Tableau 5: Importations de vins et autres produits viticoles au Luxembourg suivant la nature des produits (hl).**

Nature des produits	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011*
Vin rouge et rosé	121.518	114.027	122.329	119.395
Vin blanc	52.193	56.658	41.051	40.109
Mousseux	34.640	37.067	39.225	37.567
Jus de raisin et moût	3.134	1.780	2.235	2.681
Autres **	27.283	21.426	16.131	15.480
<b>TOTAL</b>	<b>238.768</b>	<b>230.958</b>	<b>220.971</b>	<b>215.235</b>

Source : Statec

\* Chiffres provisoires

\*\* Vins pétillants et vins de liqueur

**Tableau 6 : Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant les pays destinataires (hl)\***

Pays	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Belgique	47.005	46.306	46.813	45.118
Pays-Bas	267	381	393	374
Allemagne	18.519	1.876	2.119	21.300
France	1.944	2.157	2.132	1.791
Autres	409	660	805	648
<b>TOTAL</b>	<b>68.144</b>	<b>51.380</b>	<b>52.262</b>	<b>69.231</b>

\* Les vins étrangers utilisés comme vin de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants sont comptés parmi les réexportations.

**Tableau 7: Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature des produits (hl)\***

Nature des produits	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Vin de table	10.334	9.027	10.154	20.213
Vin de qualité	49.907	34.120	34.054	40.936
Pétillant	2.020	2.678	2.337	2.593
Vin mousseux et Crémants	5.868	5.529	5.689	5.477
Jus de raisin	15	26	28	14
<b>TOTAL</b>	<b>68.144</b>	<b>51.380</b>	<b>52.262</b>	<b>69.233</b>

\* Les vins étrangers utilisés comme vin de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants sont comptés parmi les réexportations.

**Tableau 8 : Exportations de vins et autres produits viticoles indigènes suivant la nature et suivant les pays destinataires pendant la campagne 2010/2011 (hl)**

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
Vin de table	9.000	9	11.160	43	1	20.213
Vin de qualité	29.671	265	9.811	606	583	40.936
Pétillant	1.567	-	3	1.023	-	2.593
Crémants & Mousseux	4.874	98	324	116	65	5.477
Jus de Raisin	5	2	4	3	0	14
<b>Total</b>	<b>45.117</b>	<b>374</b>	<b>21.302</b>	<b>1.791</b>	<b>649</b>	<b>69.233</b>

**Tableau 9 : Exportations de vin de table suivant les pays destinataires (hl)**

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2007/2008	9.913	18	358	45	-	10.334
2008/2009	8.894	21	45	44	23	9.027
2009/2010	9.862	40	196	48	8	10.154
2010/2011	9.000	9	11.160	43	1	20.213

**Tableau 10 : Exportations de vin de qualité suivant les pays destinataires (hl)**

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2007/2008	30.658	210	17.885	818	336	49.907
2008/2009	30.932	307	1.508	831	542	34.120
2009/2010	30.643	286	1.631	777	717	34.054
2010/2011	29.671	265	9.811	606	583	40.936

**Tableau 11 : Exportations de vin pétillant suivant les pays destinataires (hl)**

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2007/2008	1.097	-	-	918	5	2.020
2008/2009	1.519	-	-	1.156	3	2.678
2009/2010	1.164	-	-	1.173	-	2.337
2010/2011	1.567	-	3	1.023	-	2.593

**Tableau 12 : Exportations de vin mousseux et crémant de Luxembourg suivant les pays destinataires (hl)**

	Belgique	Pays-Bas	Allemagne	France	Autres	Total
2007/2008	5.333	38	273	161	63	5.868
2008/2009	4.957	45	320	123	84	5.529
2009/2010	5.134	66	288	131	70	5.689
2010/2011	4.874	98	324	116	65	5.477

**Tableau 13: Exportations de vins de qualité luxembourgeois de la campagne 2010/2011 suivant leur classification qualitative (hl)**

CEPAGES		BELGIQUE	PAYS-BAS	ALLEMAGNE	FRANCE	AUTRES PAYS UE	AUTRES PAYS HORS UE	TOTAL
Elbling	1.	948	3	643	28	4	1	1.627
Rivaner	1.	19.256	109	102	196	18	3	19.684
	2.	94	32	42	34	159	12	373
Auxerrois	1.	363	14	509	52	0	3	941
	2.	2	0	3	0	0	0	5
	3.	4	1	11	4	0	0	20
	4.	55	22	175	29	56	34	371
Pinot Blanc	1.	416	6	68	10	0	0	500
	2.	0	0	0	0	0	0	0
	3.	581	1	10	2	2	0	596
	4.	31	17	25	11	100	7	191
Pinot Gris	1.	2.109	11	44	8	0	1	2.173
	2.	0	0	3	0	0	0	3
	3.	2.171	0	10	3	0	0	2.184
	4.	298	21	91	30	28	9	477
Riesling	1.	944	6	59	130	9	3	1.151
	2.	0	1	0	0	0	0	1
	3.	539	1	7	1	0	0	548
	4.	53	7	68	20	52	17	217
Chardonnay	1.	6	1	1	0	0	0	8
	2.	0	0	0	0	0	0	0
	3.	0	0	0	0	0	0	0
	4.	4	0	2	1	3	0	10
Gewürztraminer	1.	8	1	5	2	0	0	16
	2.	0	0	5	0	0	0	5
	3.	0	0	0	0	0	0	0
	4.	9	2	8	7	13	1	40
Pinot Noir	1.	56	9	50	27	46	3	191
Pinot	1.	1.721	1	7.863	0	0	0	9.585
Autres	1.	3	0	4	11	1	0	19
TOTAL		29.671	266	9.808	606	491	94	40.936

- 1. = Marque Nationale
- 2. = Vin classé
- 3. = Premier cru
- 4. = Grand premier cru

**Tableau 14: Réexportations de vins<sup>1)</sup> et autres produits viticoles suivant les pays destinataires (hl)**

Pays	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011*
Belgique	22.630	21.565	21.901	16.270
Pays-Bas	973	781	626	518
Allemagne	2.342	123	455	2.455
France	2.318	2.334	2.212	3.457
Autres	1.419	2.331	2.434	3.340
<b>TOTAL</b>	<b>29.682</b>	<b>27.134</b>	<b>27.628</b>	<b>26.040</b>

<sup>1)</sup> y compris les vins étrangers utilisés comme vins de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants

Source: IVV et Statec; calcul IVV

\* Chiffres provisoires

**Tableau 15: Réexportations de vins<sup>1)</sup> et autres produits viticoles suivant la nature des produits (hl)**

Nature des produits	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011*
Vin blanc	3.529	2.725	1.738	4.264
Vin rouge/rosé	1.118	543	1.622	1.750
Mousseux	20.114	20.510	20.486	16.787
Pétillant	4.324	3.018	3.721	3.204
Jus de raisin	37	38	46	9
Autres	560	300	15	26
<b>TOTAL</b>	<b>29.682</b>	<b>27.134</b>	<b>27.628</b>	<b>26.040</b>

<sup>1)</sup> y compris les vins étrangers utilisés comme vins de base et exportés sous forme de vins mousseux et de vins pétillants

Source: IVV et Statec; calcul IVV

\* Chiffres provisoires

**Tableau 16: Stocks de vins et autres produits viticoles au 31 juillet 2011 (hl)**

Nature des vins	2007	2008	2009	2010	2011
Vin indigène *	163.754	159.556	167.074	175.458	148.690
Vin blanc étranger **	73.902	66.615	60.774	59.115	58.082
Vin rouge et rosé étrangers	15.409	16.739	15.971	14.240	15.528
<b>Total</b>	<b>253.065</b>	<b>242.910</b>	<b>243.819</b>	<b>248.813</b>	<b>222.300</b>

\* Y compris les vins mousseux et pétillants à base de vins luxembourgeois.

\*\*Y compris les vins mousseux et pétillants à base de vins étrangers.



**Tableau 17: Stocks de vins et autres produits viticoles indigènes selon les cépages au 31 juillet 2011 (hl)**

	2010	2011
Elbling	10.769	8.547
Rivaner	38.638	29.197
Auxerrois	20.429	13.300
Pinot blanc	16.293	13.750
Pinot gris	19.324	18.089
Riesling	16.658	11.110
Gewürztraminer	1.437	1.024
"Pinot"	1.083	1.122
Pinot noir	5.015	5.321
Divers	6.140	4.626
Moûts et jus	574	504
Vin mousseux (*) et crémant	35.747	39.790
Vin pétillant (*)	3.351	2.312
<b>TOTAL</b>	<b>175.458</b>	<b>148.690</b>

\* à base de vins indigènes

**Tableau 18: Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg (hl)**

Nature des vins	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011*
Crémant, mousseux et vin indigène	78.026	70.771	75.022	67.783
Vin blanc et mousseux étrangers **	68.690	72.975	68.089	68.282
Vin rouge et rosé étrangers ***	119.070	114.252	127.762	120.656
<b>Total</b>	<b>265.786</b>	<b>257.998</b>	<b>270.873</b>	<b>256.721</b>

Source: IVV et Statec; calcul I.V.V.

\*Chiffres provisoires

\*\* Y compris les vins pétillants et moûts de raisins étrangers

\*\*\* Y compris les vins de liqueur étrangers

**Tableau 19: Vente de vins au Grand-Duché de Luxembourg par habitant (litres)**

Nature des vins	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011*
Crémant, mousseux et vin indigène	16,3	14,3	14,9	13,2
Vin blanc et mousseux étrangers	14,3	14,8	13,6	13,3
Vin rouge et rosé étrangers	24,8	23,2	25,4	23,6
<b>Total</b>	<b>55,4</b>	<b>52,3</b>	<b>53,9</b>	<b>50,1</b>

Population totale 2011 : 511.840

Source: IVV et Statec; calcul IVV

\*Chiffres provisoires

**Tableau 20: Utilisation de vins indigènes par cépage pendant la campagne 2010/2011 (hl)**

Produit	Stock au 31.07.2010	Récolte 2010	Disponibilité*	Stock au 31.07.2011	Utilisation** 2010/2011
Elbling	10.769	11.610	22.379	8.547	13.832
Rivaner	38.638	35.371	74.009	29.197	44.812
Auxerrois	20.429	17.470	37.899	13.300	24.599
Pinot blanc	16.293	14.329	30.622	13.750	16.872
Pinot gris	19.324	12.991	32.315	18.089	14.226
Pinot noir	5.015	6.834	11.849	5.321	6.528
Riesling	16.658	9.914	26.572	11.110	15.462
Gewürztraminer	1.437	495	1.932	1.024	908

\* Stocks au 31.07.2010 plus récolte 2010

\*\* Vente ou utilisation comme vin de base

**Tableau 21: Utilisation de vins indigènes par cépage par campagne (hl)**

Produit	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Elbling	24.384	18.671	16.115	14.908	13.832
Rivaner	54.031	48.723	43.169	45.013	44.812
Auxerrois	17.282	16.987	17.542	16.679	24.599
Pinot blanc	15.745	20.328	12.738	13.143	16.872
Pinot gris	14.300	17.851	13.721	14.722	14.226
Pinot noir	7.895	8.929	6.839	6.589	6.528
Riesling	14.728	13.349	13.451	13.797	15.462
Gewürztraminer	831	969	960	870	908